
U d'/of OTTAWA
39003001443455

LES ILLUSTRATIONS

ET LES CÉLÉBRITÉS

DU XIXe SIÈCLE

TROISIÈME SÉRIE

LES ILLUSTRATIONS

ET LES CÉLÉBRITÉS

DU XIXᴱ SIÈCLE

TROISIÈME SÉRIE

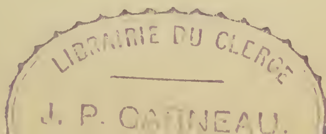
Le Prince impérial, *par F. de Barghon Fort-Rion.* — Dom Prosper-Louis-Pascal Guéranger, *par Dom Piolin.* — M. Lainé, *par Ch. de Négrondes.* — H. Flandrin, *par C. de Beaulieu.* — Dupuytren, *par le docteur du Puyset.* — Le prince J. Poniatowski, *par le général Ambert.* — Charles X, *par P. Vedrenne.* — Abraham Lincoln, *par A. Tachy.* — Boieldieu, *par J. d'Apprieu.* — Le duc de Reichstadt, *par Jean Mandé.* — Le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, *par le général Ambert.* — David Livingstone, *par J. d'Arsac.* — Jean Reboul, *par le baron de Prinsac.* — Marie-Amélie, reine des Français, *par Alexis Sauër.*

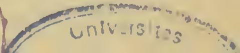


PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL

4, RUE DE MADAME, ET RUE DE RENNES, 59





LE

PRINCE IMPERIAL

Qu'on ne s'étonne pas si une plume royaliste esquisse en quelques pages la biographie d'un prince dont la mort tragique émut tous les partis; en 1833, M. de Montbel, ancien ministre de Charles X, traça le portrait du duc de Reichstadt, Napoléon II. Pourquoi ne nous serait-il pas permis d'écrire, en homme impartial, la vie sitôt terminée de celui qui devait être Napoléon IV ?

Chose à jamais digne de mémoire en France, Louis XIV est le dernier souverain qui ait succédé directement à son père ; Louis XV, lui, n'était que l'arrière-petit-fils du grand roi et il eut pour successeur Louis XVI, son petit-fils. Louis XVII n'a pas régné ; ses deux oncles ont porté successivement la couronne, après sa mort au Temple. Le trône de Napoléon I[er] ne devait pas échoir à Napoléon II, et Napoléon III ne devait pas léguer le sien à son fils. Louis-

Philippe a été le *premier* et le dernier de son nom; son fils aîné, le duc d'Orléans, mourut tragiquement d'un accident de voiture...

Pure rencontre du hasard, diront sans doute les esprits forts, qui se proclament libres-penseurs. Mais « le hasard, a dit Chateaubriand, est la providence des sots »; nous préférons voir le doigt de Dieu qui mène le monde, en dépit des agitations ou des regrets stériles des hommes « traînant jusqu'au tombeau la longue chaîne de leurs espérances trompées », ainsi que l'a dit éloquemment Massillon.

Eugène-Louis-Napoléon, fils de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie, naquit aux Tuileries, le 16 mars 1856.

Qui peut sonder les décrets de Dieu? En un siècle, la France a vu naître Louis XVII, le roi de Rome, le duc de Bordeaux, le comte de Paris, et le prince impérial; trois de ces princes sont morts avant d'avoir régné, et les deux autres ont un avenir encore enveloppé de mystère.

L'auguste pontife Pie IX accepta d'être le parrain du prince impérial; l'Eglise de France salua avec bonheur cette marque nouvelle de l'amour de son chef suprême pour notre pays et un de nos plus éloquents prélats put dire alors :

« Ce n'est pas pour un petit dessein que Dieu a fait naître l'enfant impérial et lui a donné le Saint-Père pour parrain. Après d'effroyables malheurs, la France cherchera un refuge, et elle le trouvera dans le filleul de Pie IX. »

Le petit prince dut aux soins de sa mère le bienfait d'une éducation profondément chrétienne, et il fit sa première communion avec une grande ferveur. « C'était en 1868 ; son catéchiste était l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, dont les soins furent récompensés par l'attention constante et la piété de son élève. » A ce sujet on a gardé le souvenir d'un fait caractéristique. M. Deguerry exposait un jour l'histoire si touchante de la Passion ; et il remarqua que son auditeur, très attentif, n'était point aussi ému qu'il aurait dû l'être. Il ne put se défendre de lui dire : « Comment n'êtes-vous pas plus attendri, Monseigneur ? Y a-t-il au monde un plus grand sujet de larmes que la passion de Notre-Seigneur ? —Sans doute, Monsieur l'Abbé, répliqua le prince, mais vous m'avez enseigné que Dieu savait tout, voyait tout et pouvait tout ; il a donc voulu souffrir et faire souffrir sa mère ; « *c'est ce qui m'empêche de pleurer.* »

Malgré son penchant à contrôler les mystères et la réserve qu'il gardait devant les exhortations souvent très pathétiques de son directeur spirituel, le prince était animé d'une foi et d'une piété réelles. Ce qu'il comprenait surtout, c'était le bon exemple qu'il devait à tout le monde. Aussi comme il dut bien saisir la haute portée des paroles que lui adressa Mgr Darboy, en terminant sa touchante allocution en ce jour à jamais solennel dans la vie de tout chrétien : « Maintenez-vous dans la vertu par une assidue

vigilance sur vous-même, par la fidélité à la prière et par la pratique des sacrements. Aimez l'Eglise et la France, servez Dieu et votre pays ; soyez un grand chrétien et un grand prince, et que la bénédiction du Saint-Père reste à jamais sur vous et vous porte bonheur pour le temps et pour l'éternité. »

De bonne heure, le prince avait été initié par sa mère aux œuvres de charité : il pratiquait et aimait particulièrement cette grande et douce vertu et jamais il ne manqua une occasion de faire l'aumône, dans la mesure de ses modestes ressources et avec une bonne grâce qui en doublait le prix.

L'instruction première du prince ne laissa rien à désirer par les soins assidus dont elle fut l'objet ; mais la Providence elle-même se chargea de compléter l'éducation du futur héritier de la couronne impériale ; elle voulut qu'après avoir étudié dans les livres, pris les leçons de ses gouverneurs, voyagé et pratiqué les hommes, il passât par la grande et salutaire école du malheur.

Il n'entre pas dans notre plan de rappeler — si succinctement que ce puisse être — l'effroyable guerre de 1870-1871 et les désastres qui l'ont accompagnée. Nous dirons seulement que le 4 septembre 1870 le prince impérial partait pour un exil dont il ne devait jamais revenir.

Camden-Place réunit l'impératrice et son fils, heureux de se revoir et de vivre désormais l'un

pour l'autre en attendant l'époque prochaine de leur réunion avec Napoléon III. Les premiers jours furent bien tristes. On avait les plus mauvaises nouvelles de France ; la liste du prétendu gouvernement de la Défense nationale n'était point de nature à rassurer l'impératrice sur l'issue de la lutte avec la Prusse ni à lui faire espérer que la guerre civile serait évitée.

Le prince impérial était morose ; il parlait peu des hommes du Quatre-Septembre auxquels, il faut le dire pourtant, quelque sujet qu'il eût de ne les point estimer, il attribuait plus de patriotisme et moins d'incapacité qu'ils n'en ont montré. Il n'admettait point que ces hommes d'opposition fussent dépourvus de tout mérite. Il espérait qu'ils pourraient au moins servir la France. Ces illusions font honneur à la générosité chevaleresque de son caractère.

Il reprit et continua avec ardeur à Camden-Place les études laborieuses des Tuileries ; le 11 septembre, il rouvrait ses livres classiques et rentrait sous la forte discipline des premiers jours de son instruction.

Le désastreux traité de Versailles eut pour résultat immédiat de rendre à leur patrie tous les prisonniers de guerre. En même temps que les simples soldats et les officiers regagnaient la France, Napoléon III se hâtait d'arriver en Angleterre. Il se dédommagea du long éloignement où il avait été tenu de son fils, en l'entourant de soins paternels. Il sentit qu'il l'affec-

tionnait davantage, s'il était possible, à cause de l'énergie virile dont le prince avait fait preuve pendant la guerre et des hautes qualités que la mauvaise fortune avait révélées en lui.

Sans espérer qu'il lui serait donné de réparer les désastres passés, Napoléon III aimait à voir dans son fils le sauveur de la France : « Je sais bien, disait-il un jour, que l'Empire vient de perdre cinquante pour cent de son prestige militaire ; mais il lui reste cinquante pour cent, et cela, réuni à l'impossibilité où seront les partis républicain et orléaniste de rien organiser, suffira pour nous ramener. »

Illusions que plus de dix années ont largement dissipées et auxquelles la mort du prince impérial enlève à jamais tout prétexte ; mais on ne doit pas trop s'étonner que Napoléon III ait considéré comme certain, en 1871, le rétablissement du régime impérial. Il voulut en conséquence préparer son fils et se préparer lui-même à tout événement.

Napoléon III s'était fait le professeur du jeune prince ; il lui enseignait l'histoire du passé, mais il s'occupait surtout, dans de longs entretiens, de lui enseigner l'histoire du présent : il lui apprenait à connaître les hommes et à juger les événements. Il n'avait guère de secret pour son fils ; il l'habituait à tout entendre et montrait une confiance absolue dans son intelligence et dans sa discrétion.

Un jour que l'ex-empereur s'entretenait avec

un de ses anciens ministres, venu tout exprès en Angleterre, de sujets très graves, le Prince entra dans son cabinet. Le ministre semblait hésiter à poursuivre l'entretien : « Nous pouvons causer devant mon fils, dit Napoléon, il s'intéresse beaucoup à nos affaires. » A quoi le Prince ajouta : « Je suis curieux, mais très discret. »

Il continuait ses études avec un redoublement de zèle et commença bientôt à prendre des leçons d'un professeur de mathématiques très distingué, M. Richardy, qui entama très vigoureusement son éducation scientifique forcément retardée par toutes les interruptions qu'elle avait subies.

De sept heures du matin à sept heures du soir l'élève travaillait avec ses maîtres ; deux heures dans le milieu de la journée lui servaient de récréation qu'il savait encore rendre utile. Puis l'empereur résolut de mettre le jeune prince dans l'école militaire la plus réputée d'Angleterre, celle de Woolwich, où il fut admis au mois d'octobre 1871, après un brillant examen. A partir de ce moment, il eut une existence toute nouvelle au milieu d'études variées et très sérieuses.

L'enseignement spécial que reçoivent les élèves de cette école d'élite les dispose à l'arme de l'artillerie ou du génie, les deux armes les plus savantes de l'armée anglaise aussi bien que de l'armée française.

Le Prince, en dehors des cours spéciaux

lisait beaucoup, surtout les ouvrages relatifs aux sciences militaires et les biographies des illustres capitaines ; mais son livre de prédilection, c'était l'histoire de Bayard qu'il savait par cœur, tant il s'en était pénétré avec enthousiasme. Racine, Corneille, tous les classiques français et Shakespeare formaient le fond habituel de ses distractions littéraires.

Très aimé de ses maîtres et de ses camarades, il ne négligeait aucune occasion de continuer les traditions de charité auxquelles l'avait formé sa mère. La mort de son père (le 9 janvier 1873) fut pour lui une grande douleur, supportée virilement ; dès lors, il aima encore mieux, s'il est possible, la France, cette France objet de ses constantes préoccupations et pour laquelle il rêvait un avenir meilleur.

A l'issue des funérailles de Napoléon III, une scène touchante se produisit. Au moment où son fils sortait de l'église, des cris de : « Vive l'empereur ! » éclatèrent dans la foule émue. Se méprenant volontairement sur le sens de cette acclamation, le jeune prince répondit : « L'empereur est mort, Messieurs ; le moment n'est plus de crier : Vive l'empereur ! criez : Vive la France ! » L'assistance répéta cette parole éminemment patriotique.

Dans son testament, que Napoléon III avait fait dès 1865, on trouve cette maxime que les écrivains ne sauraient assez méditer : « Le pouvoir est un lourd fardeau parce qu'on ne peut

pas toujours faire tout le bien qu'on voudrait et que vos contemporains vous rendent rarement justice; aussi faut-il, pour accomplir sa mission, avoir en soi la foi et la conscience de son devoir. Il faut penser que, du haut des cieux, ceux que vous avez aimés vous regardent et vous protègent. »

Napoléon III avait la meilleure idée de son fils. Dans un autre passage de son testament, après avoir rendu hommage aux qualités de l'impératrice, qu'il trouve capable de bien conduire la régence, il ajoute, à propos du prince : « Mon fils montre des dispositions et un jugement qui le rendront digne de ses hautes destinées.»

Comme on l'a fort bien dit : « Napoléon III pouvait se tromper, ou bien ses prévisions sur un enfant qui, à la date du testament, avait dix ans à peine, pouvaient ne point se réaliser. Dans ce cas nous aurions eu un autre testament, d'où l'éloge si formel et si explicite du Prince aurait été retranché. L'empereur n'a point jugé à propos de revenir sur sa manière de voir; il a pensé, au contraire, que ce qui était vrai en 1865 ne l'était pas moins en 1873. »

Le programme du prince impérial était celui que son père avait depuis longtemps proclamé et qui semble, au premier abord, très complet : « Tout par le peuple et pour le peuple. » La seconde partie de cette devise est seule vraie et grande; il n'en est pas de même de la première : « Tout par le peuple. » D'abord qu'entend-on par

ce terme si vague et si élastique, à l'heure présente surtout où, plus que jamais, *peuple* est synonyme de *révolution ?* Au risque d'émettre un paradoxe, ne serait-il pas plus juste, plus pratique de formuler ainsi le programme politique des temps modernes : « Tout pour le peuple, mais rien par les masses ? » En effet, la vraie, la sage politique — selon une ingénieuse maxime de Joubert — ne consiste pas à conduire le peuple où il veut qu'on le mène, mais là où il doit aller. » En d'autres termes : « Le devoir des souverains est de gouverner ; le droit du peuple est d'être gouverné. » Ce n'est pas le vaisseau qui dirige le pilote, mais bien le pilote qui conduit le navire et ses passagers au port assuré de leurs destinées.

Il ne nous reste plus qu'à étudier rapidement, et d'une façon assez complète cependant, le rôle que le Prince a rempli dans la guerre lointaine qui lui fut si fatale et surtout le motif puissant, irrésistible, qui l'avait poussé à aller chercher si loin et si tôt une mort cruelle.

On sait de quels grossiers outrages le jeune prince avait été l'objet ; on s'obstinait à lui contester, à lui dénier le courage militaire, comme si un Napoléon et un Français pouvait être étranger au sentiment de l'honneur. Rien ne devait être plus sensible au petit-neveu de Napoléon Ier qu'une telle accusation : il voulut s'en venger par un grand coup et saisir, à cet effet, la première occasion qui se présenterait ; il partit

donc pour ce lointain pays, d'où il ne devait plus revenir sinon dans un cercueil.

Nous n'avons pas à faire l'historique de cette campagne militaire; bornons-nous au rôle d'observateur et voyons comment le Prince se conduisit jusqu'à la fin, au milieu de tant d'écueils et de périls de toutes sortes.

Il avait tout d'abord été attaché à une brigade d'artillerie, en qualité de lieutenant à la suite, sans brevet et par conséquent sans commandement effectif. « J'ai compris, disait-il à un Français qui nous a conservé ses paroles textuelles, j'ai compris que des raisons politiques ne me permettaient pas de prendre un brevet dans l'armée anglaise, et j'ai dès lors brigué et obtenu la faveur d'être attaché à l'état-major général et de suivre ainsi de plus près les opérations du gros de l'armée; ne pouvant avoir une lieutenance effective, j'ai jugé que l'état-major était pour moi un centre d'étude plus approprié à l'expérimentation de mes facultés et que je pourrais au moins y rendre à l'occasion quelques services, ce que je désire de tout mon cœur. »

Le départ pour cette expédition lointaine ne fut jamais, chez le prince impérial, un *coup de tête*, comme on l'a trop répété, mais bien le fruit de longues méditations et le résultat d'une volonté immuable. La précipitation de l'embarquement ne fut pour lui que le moyen d'écarter de son esprit les ennuis de sollicita-

tions contraires : quant à lui personnellement, il se tenait prêt depuis longtemps et ne fut nullement surpris par les événements. Il les attendait : l'occasion se présenta, et il la saisit avec empressement.

Cependant la guerre avait débuté par des escarmouches, puis s'était continuée par des batailles acharnées et sanglantes. Que de morts ! que de blessés !... Le Prince, fidèle à ses habitudes de tendre charité, visitait chaque jour l'hôpital militaire, il trouvait à dire à chaque malade un mot d'encouragement. « Si, sur cette terre d'Afrique, écrit P. Deléage, celui-là se souvint jamais qu'il était prince, ce fut auprès des malades et des affligés... N'avait-il pas eu les grands enseignements d'une mère dévouée et charitable ? N'était-il pas lui-même une de ces natures fières et délicates que rien ne rebute ni ne repousse, si ce n'est la crainte de ne pouvoir faire tout le bien dont elles sont capables ! »

D'autres mérites distinguaient le fils de Napoléon III : son sang-froid, sa bravoure, sa résolution. « J'oublie que ce jeune homme est un prince, disait lord Chelmsford à un haut personnage français, pour ne me souvenir que c'est de mes officiers celui sur lequel je puis le plus compter dans un moment donné ; chaque joûr je m'applaudis de l'avoir près de moi, il a droit à toute ma confiance. »

Dans deux reconnaissances très dangereuses,

le Prince avait déjà fait brillamment ses preuves de courage et de tact militaire ; son intrépidité faisait le sujet de toutes les conversations en même temps que l'amabilité de son caractère le rendait cher à tous ses compagnons d'armes...

Cependant la guerre se poursuivait avec des chances diverses, des alternatives de succès et de revers ; mais rien ne pouvait abattre le courage du Prince, les obstacles ne faisaient au contraire que l'accroître. La mort, une mort héroïque l'emporta le 1er juin 1879 au milieu de circonstances sur lesquelles s'étend jusqu'ici un impénétrable mystère...

Grande fut l'émotion dans toute l'armée anglaise, immense le deuil qui couvrit tous les fronts, excepté celui d'un seul homme dont on nous permettra de taire le nom.

Comment dut mourir le Prince et quelles responsabilités incombent, à ce sujet, aux chefs de l'armée anglaise dans le Zoulouland..... ? Tout permet de croire que l'infortuné jeune homme a été abandonné par celui-là même qui devait veiller sur lui et qu'il a trouvé la mort après une lutte héroïque qu'attestent les nombreuses blessures dont son corps portait les traces en pleine poitrine.

Les officiers, frères d'armes du prince, ont été unanimes à rendre hommage à sa mémoire ; sa bravoure les avait profondément émus. Un d'eux écrivait à un de ses amis : « Ce jeune homme

était le plus noble et le plus beau caractère du monde, pur et brave comme aucun héros dans l'histoire. Il pouvait mourir à n'importe quel moment et tous doivent être certains qu'il est plus heureux maintenant que lorsqu'il était avec nous, quoique lui-même m'ait dit qu'il ne s'était jamais senti aussi heureux qu'il l'était alors.

« Cependant le vide terrible que vient de faire la mort ne pourra jamais être rempli pour ceux qu'il laisse derrière lui. »

Et un autre officier ajoutait : « Le caractère du Prince restera comme un grand exemple pour nous tous qui l'avons connu. »

On saisit bien dans ces deux fragments de lettres l'allusion aux sentiments religieux du prince impérial ; les faits abondent pour établir que jusqu'à sa dernière heure il resta profondément attaché aux excellents principes de sa première et très chrétienne éducation. Nous insistons d'autant plus volontiers sur ce point qu'en ce moment est plus que jamais présente à notre mémoire une énergique parole d'un chrétien de génie, Joseph de Maistre : « L'homme ne vaut que par ce qu'il croit. Qui ne croit rien ne vaut rien. »

« Le prince Louis-Napoléon — dit M. L. Veuillot — est mort fidèle à son Dieu, à son baptême, à la foi chrétienne. — La France chrétienne — il n'en voulait pas connaître d'autre — sera fidèle à sa mémoire et priera pour le filleul de Pie IX, en même temps que pour le fils de saint Louis. Celui-

ci pourra redemander ses restes aux Anglais, les ensevelir dans le tombeau des Invalides, à côté des glorieux soldats qui n'ont voulu trahir ni la France ni l'honneur. »

Dans une courte allocution que l'abbé Godard, curé de Chislehurst, adressait aux fidèles quelques jours après la mort du Prince, il racontait ce trait caractéristique :

« Avant son départ, je lui écrivis une lettre, lui rappelant que c'était l'époque à laquelle tous les vrais catholiques s'approchaient de la sainte Table et remplissaient leurs devoirs religieux; il aurait pu les négliger au milieu des préparatifs du départ. Le Prince me répondit :

« Mon cher Curé,

« Je vous remercie de la lettre que vous avez « bien voulu m'écrire, elle me prouve toute « l'affection que vous me portez. Je tiens à ce « que vous ne croyiez pas que la précipitation de « mon départ et le soin des détails m'aient fait « oublier mes devoirs de chrétien. Je me présen- « terai demain jeudi, à sept heures et demie, pour « communier une dernière fois, dans la chapelle « de Chislehurst, où je désire être déposé, si je « viens à mourir.

« Votre bien affectionné,

« NAPOLÉON. »

« Le jour suivant il vint et accomplit ses devoirs religieux. »

Un prince, bon juge en fait d'honneur chrétien, M. le comte de Chambord, disait, au récit de la mort du fils de Napoléon III et de ses pieux sentiments : « Pauvre jeune homme ! il s'est véritablement conduit comme un héros et comme un chrétien. Sa prière m'a profondément touché, et elle est une preuve irrésistible, pour ceux qui en doutent, que notre religion est toujours vivante et fervente dans le cœur des meilleurs et des plus grands. »

F. DE BARGHON FORT-RION.

FIN,

Dom Prosper-Louis-Pascal GUÉRANGER

Prosper-Louis-Pascal Guéranger naquit à Sablé, le 4 avril 1805, dans une maison qui avait été le couvent des Elisabéthines de cette ville. Il avait à peine deux ans lorsque son père prit la direction du collège de Sablé, établi dans l'ancienne maison de refuge des moines de Solesmes. Il y passa toute son enfance. C'est sur la route qui conduit de Sablé à Solesmes, qu'il essaya ses premiers pas. « Dès l'âge de trois ans, dit M. Etienne Cartier, il désignait à sa bonne le vieux prieuré comme le but de ses promenades, et les jours où le cloître s'ouvrait pour quelques fêtes mondaines, il y entrait avec la foule. Ce n'étaient pas la musique et le mouvement qui le captivaient, mais il s'extasiait devant ces arcades, ces boiseries, ces tables et ces bassins qui avaient servi aux moines. Tout lui semblait d'une grandeur merveilleuse et il ne se lassait pas de voir et de toucher. Ses impressions étaient plus vives encore lorsqu'il pouvait se glisser dans l'église déserte et con-

templer ce nombre de statues, ces apôtres, ces anges, ces femmes, ces dragons aux sept têtes, tous ces personnages dont on avait peint les yeux, et qui semblaient le regarder et lui parler un mystérieux langage. Il questionnait alors, et son imagination recueillait avec avidité tout ce qu'on lui racontait des religieux qui avaient fait faire ces statues. C'étaient là ses histoires de revenants, et les *ci-devant* Bénédictins animaient sans doute quelquefois les rêves de celui qui devait les faire revivre à Solesmes (1). »

Bien souvent il nous a parlé de ces souvenirs qui étaient les plus lointains de son enfance ; il y joignait un souvenir très vif aussi des *Te Deum* chantés à l'église paroissiale de Sablé pour les victoires vraies ou fausses de l'empire.

Quelque impression que ces fêtes eussent produite sur l'imagination de l'enfant, elle ne le détourna jamais de sa voie. Dès lors il déclarait qu'il voulait être prêtre, et cette vocation lui parut toujours comme le seul but possible de sa vie. Dès lors aussi il fit paraître une foi des plus vives et des plus profondes, une intelligence remarquable et un goût particulier pour tout ce qui concerne le service divin ; il se souvenait et aimait à parler des vieux prêtres qui, rentrés de l'émigration ou sortis des prisons de la Terreur, et parmi lesquels se trouvaient un Bénédictin et un Cordelier, chantaient exactement une par-

(1) Etienne Cartier, *Les sculptures de Solesmes*, p. 87.

tie des offices dans l'église de Sablé, tous les samedis les vêpres et toutes les vigiles des principales fêtes.

Tout contribua à développer cette foi et cette intelligence. Dans sa famille, il trouva l'exemple des vertus chrétiennes et d'une religieuse observation des préceptes de l'Eglise. Il aimait à interroger ces vieux prêtres qui lui inspiraient une si juste vénération, car plusieurs étaient des hommes d'un mérite réel et qui avaient enduré courageusement la persécution sans jamais fléchir. Suspendu aux lèvres de ces vieillards et de quelques laïques vertueux, il écoutait avec avidité les récits qui pouvaient lui peindre la physionomie complète de l'Eglise, dont le présent ne lui faisait apercevoir que les éléments les plus essentiels. Déjà avide de lecture, il dévora et s'assimila dès ses premières années une foule de livres que les autres abordent à peine aux approches de l'âge mûr. A douze ans, il possédait l'ensemble de l'histoire de l'Eglise qu'il avait acquis dans une lecture attentive et réfléchie de l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury. Il connaissait aussi dès lors la topographie des Lieux-Saints comme un pèlerin de Palestine. Toute sa vie il eut pour ces deux sujets d'étude une prédilection prononcée.

En 1818, il fut placé au collège royal d'Angers et il eut le bonheur d'y achever ses études sans recevoir la moindre atteinte du courant d'impiété et d'immoralité qui entraînait presque tous

ses contemporains. Il était parmi ses condisciples exact à toutes les pratiques de la religion, préoccupé d'études et de pensées auxquelles les autres, pour la plupart, étaient complètement étrangers. La Providence lui avait ménagé un secours précieux dans l'amitié de M. l'abbé Pasquier, mort curé de Notre-Dame à Angers, et alors aumônier du collège. Dès lors ils s'attachèrent l'un à l'autre d'une amitié que la mort seule a pu rompre. M. Pasquier ouvrit sa bibliothèque à l'écolier avide de livres sérieux : les œuvres du comte de Maistre qu'il y trouva produisirent sur son esprit une profonde impression et firent travailler son esprit assez sérieusement pour lui faire reconnaître les faux principes qu'il avait puisés dans l'histoire de Fleury. La conversion fut complète, l'amour du Saint-Siège et la haine du gallicanisme furent comme le germe de sa vocation future.

Il sortit du collège d'Angers où il s'était toujours trouvé parmi les bons élèves, et il entra au séminaire du Mans où il se maintint parmi les premiers élèves en théologie, sans que rien néanmoins fît prévoir le degré auquel il s'est élevé dans la suite par sa portée théologique. Il faut dire que, par son aptitude d'esprit et certaines circonstances d'éducation, la méthode adoptée pour l'enseignement de la théologie lui était antipathique. En se reportant à la date à laquelle Prosper Guéranger était assis sur les bancs du séminaire du Mans, il n'est pas difficile

de s'expliquer cette disposition. Il n'en travaillait pas moins avec activité à enrichir son esprit de connaissances utiles ; l'histoire de l'Eglise et les ouvrages des Pères lui enseignaient la tradition catholique.

L'amour qu'il avait toujours ressenti pour les cérémonies de l'Eglise ne fit que s'accroître; il fut nommé cérémoniaire du séminaire, ce qui lui permit d'assister aux principaux offices de l'église cathédrale et de prendre une part active à leur célébration. Alors le jeune clerc sentit qu'une vie partagée entre l'étude et la prière liturgique pouvait seule répondre aux aspirations de son âme; et ne voyant en France aucune maison où la vie monastique fût pratiquée sous la forme qu'il rêvait, il eut la pensée de se rendre au Mont-Cassin pour y embrasser la règle de Saint-Benoît.

Trois circonstances entre autres contribuèrent à le détourner de poursuivre ce dessein. Prosper Guéranger vit son esprit envahi par des scrupules cruels et qui auraient pu lui faire perdre entièrement sa vocation ecclésiastique si la Providence ne lui avait ménagé les avis d'un guide prudent et éclairé ; ce guide était M. Jean-Baptiste Bouvier, alors supérieur du séminaire et depuis évêque du Mans. A des manières et un langage d'une grande simplicité, M. Bouvier joignait une application au travail infatigable, un amour du devoir constant, une science des choses pratiques peu commune et

une connaissance des hommes surtout qui le rendit toujours maître de la position. Ce fut cette qualité unie à une vertu universellement vénérée qui fit sa force dans tout le cours d'une carrière longue et unie. Comme supérieur du séminaire et vicaire général il obtint une autorité morale dans tout le diocèse qui ne pouvait qu'augmenter lorsqu'il fut devenu évêque. Néanmoins, quoiqu'il fût très opposé au système philosophique que l'abbé de Lamennais venait de mettre en avant, il ne lui fut pas possible d'empêcher un certain nombre de clercs du séminaire, et l'un des directeurs, de se prononcer pour cette opinion nouvelle, dont de très bons esprits ne virent pas d'abord le danger. Prosper Guéranger fut du nombre de ceux qui se rangèrent sous la bannière du philosophe de la Chesnaie. Cette dissidence d'opinions n'apporta aucun changement dans ses rapports avec son supérieur.

Le dévouement aussi bien prononcé que professait Prosper Guéranger pour les doctrines romaines ne l'empêcha pas non plus de conquérir l'estime et l'affection du prélat qui gouvernait le diocèse, et qui avait été élevé dans les vieilles traditions de la Sorbonne. Mgr Claude-Madeleine de la Myre-Morry appela près de lui Prosper Guéranger qui n'était que sous-diacre, et se l'attacha comme secrétaire particulier. Il fit plus, au grand scandale de certains chanoines, il lui donna tout aussitôt le titre et les insignes de chanoine honoraire. Dans cette position nou-

velle, il trouva les loisirs qu'il désirait pour l'étude. En même temps des rapports intimes et journaliers avec un vieillard qui avait conservé les traditions de l'ancienne Eglise de France lui révélèrent tout un monde dont il eût vainement cherché la connaissance dans les livres.

Deux grands événements marquèrent cette période de la vie de Prosper Guéranger. Le 7 octobre 1827, il reçut, dans la chapelle du palais archiépiscopal de Tours, l'ordination sacerdotale des mains de Mgr Augustin-Louis de Montblanc. Il fut heureux pour lui d'avoir étudié sérieusement les rites ecclésiastiques, car durant la cérémonie dont il était le seul objet, une des parties essentielles de l'ordination allait être omise, et ni l'archevêque ni son vicaire général, Dominique-Augustin Dufêtre, ne s'en apercevaient. Le soir même de ce grand jour, le nouveau prêtre se dirigeait vers Marmoutier, l'ancien monastère de saint Martin, pour y mettre sa vie nouvelle sous le patronage de celui qui est le type du prêtre et de l'apôtre, aussi bien que le patriarche de la vie monastique en Occident. Tout était désolé dans l'enceinte de la vieille abbaye ; l'église, les cloîtres et presque tous les bâtiments avaient disparu ; il ne restait plus que la porte dite de la Crosse et les fondations comme pour accuser les sacrilèges qui avaient profané la maison des saints. Pénétré de douleur à la vue d'une telle désolation, le jeune prêtre tomba à genoux et le chant emprunté aux prophètes pour

peindre le deuil de Jérusalem attendant son Rédempteur monta de lui-même de son cœur sur ses lèvres ; il chanta, avec l'accent d'une profonde douleur, le *Rorate*. Il ne se doutait pas qu'il serait un jour le restaurateur de la maison de Dieu dont parle le saint cantique.

Prosper Guéranger était encore dans la première ferveur de son sacerdoce lorsque la Providence mit, comme par hasard, entre ses mains le Missel romain pour la célébration du saint sacrifice. Comme le plus grand nombre des diocèses de France, celui du Mans avait alors sa liturgie particulière, fabriquée à l'imitation de la liturgie parisienne, mais dans un esprit très orthodoxe, par le docteur Robinet. On n'y trouvait plus néanmoins ni la pensée, ni les sentiments, ni la prière de l'Eglise. A part le canon de la messe, les rites des sacrements et quelques pièces conservées de la liturgie romaine, tout était nouveau. Comme ses contemporains du jeune clergé, Prosper Guéranger avait trouvé ces compilations admirables. Cette appréciation ne tarda pas à changer lorsqu'il eut établi la comparaison avec les livres romains. Là, il goûtait le ton, la majesté, le mystérieux langage de l'antiquité et des Pères.

Dès ce jour il avait retrouvé la prière de l'Eglise, dont la liturgie du Mans était vide. Il ne voulut plus célébrer avec d'autre missel que celui de Rome ; et le 26 janvier 1828, aux premières vêpres de saint Julien, apôtre

du Maine, il adopta le bréviaire romain pour son usage privé. Avant de faire cette démarche, il demanda l'assentiment de son évêque qui lui répondit : « Ce serait plutôt à nous de demander la permission de faire le contraire. » Le rétablissement de la liturgie romaine en France, la révolution la plus féconde peut-être en fruits de salut qui se soit opérée dans notre temps, a commencé par cet acte de foi et de respect envers l'Eglise romaine, accompli obscurément par un jeune prêtre de vingt-trois ans, avec la bénédiction d'un vieillard que les infirmités forçaient à descendre de son siège épiscopal.

Peu de mois après Prosper Guéranger suivait Mgr de la Myre qui, après avoir fait agréer sa démission par le Souverain-Pontife, se retirait à Paris. Le mouvement de réaction contre le gallicanisme était dans toute son intensité. Lamennais avait donné l'impulsion, et une phalange de jeunes esprits rangés autour du grand écrivain luttèrent avec une énergie admirable contre les préjugés et les erreurs qui paralysaient la vie catholique dans notre patrie. Prosper Guéranger se trouvait naturellement porté vers cette pléiade ; les Gerbet et les Salinis et bientôt les Montalembert et les Lacordaire devinrent ses amis.

Malheureusement pour eux et pour l'Eglise, Lamennais et ses disciples ne se bornèrent pas au rôle de champions de l'autorité pontificale ;

sous le prétexte de replacer tout l'édifice de la science sur les bases d'une philosophie nouvelle, ils avaient avancé des théories dangereuses. Prosper Guéranger avait été séduit comme tant d'autres par la théorie du sens commun ; jamais il ne chercha à le dissimuler et nous l'avons entendu mille fois dire que l'encyclique de Grégoire XVI, *Mirari vos*, du 15 août 1832, lui avait ouvert les yeux. Il bénissait Dieu de lui avoir montré la vérité par l'autorité infaillible de son Vicaire.

Les spéculations philosophiques purement théoriques, comme celles qui formaient la base du système de Lamennais, avaient peu d'attrait pour lui ; il ne s'y arrêta guère et n'écrivit jamais rien sur ces matières. Il ne suivit pas non plus ses amis sur un autre terrain où les événements de 1830 les entraînèrent pour leur malheur. Dans le nouveau journal qu'ils fondèrent et qui eut un retentissement extrême, l'*Avenir*, ils prêchèrent la séparation nécessaire et radicale de l'Eglise et de l'Etat, propageant une hérésie non moins dangereuse que le gallicanisme lui-même. Prosper Guéranger, quoiqu'incliné, en partie au moins, non pour cette théorie, mais pour leur politique, n'écrivit jamais rien sur ces sujets : il s'était cantonné dans les matières purement ecclésiastiques, et il s'y tint strictement. Sa collaboration au journal l'*Avenir* se borna à deux articles, et dans les dernières années de sa vie il nous répétait qu'il

aurait pu les écrire encore alors, car ils étaient d'une orthodoxie rigoureuse, et absolument à l'abri des foudres qui avaient atteint la feuille où ils parurent. L'auteur se propose de démontrer que l'Eglise de France, dans les circonstances où elle se trouvait, pouvait et devait continuer à faire des prières publiques pour le prince qui gouvernait l'Etat (1).

Avant l'apparition du journal l'*Avenir,* Prosper Guéranger avait débuté comme écrivain dans le *Mémorial catholique,* organe de l'école lamennaisienne. Les articles, du reste peu nombreux, qu'il y fit paraître tranchaient assez sensiblement avec ceux qui se lisaient dans cette revue, à laquelle il conserva toujours une réelle affection. Il y traitait de la liturgie et esquissait déjà les travaux qu'il devait donner plus tard. Toute liturgie, disait-il en substance, doit être antique, universelle, autorisée et pieuse. Les liturgies françaises répondaient-elles à ces caractères essentiels ? L'auteur ne tirait pas les conclusions ; mais les conséquences de sa théorie s'imposaient d'elles-mêmes, et Michel Picot, qui se posait comme le tenant des anciennes traditions de l'Eglise gallicane, attaqua cet écrit dans son journal l'*Ami de la religion.* L'auteur répliqua avec toute la verve de la jeunesse, et Picot battit en retraite devant son jeune adversaire, qu'il reconnaissait déjà pour « un rude joû-

(1) « De la prière pour le roi », l'*Avenir*, 24 et 28 octobre 1830. Le premier article est signé G., le second G....ger.

teur » et qu'il ne tarda pas, du reste, à retrouver (1).

Mgr de la Myre mourut à la fin de l'année 1829, et Prosper Guéranger se disposait à rentrer au Mans, lorsqu'il fut retenu à Paris par M. Dufriche-Desgenettes, alors curé de la paroisse des Missions-Etrangères. En se retirant à Paris, Mgr de la Myre était venu occuper un appartement dans le séminaire des Missions-Etrangères; l'appartement voisin était occupé par le curé de la paroisse, avec lequel le jeune secrétaire du vieil évêque s'était promptement trouvé en relation. Dès lors l'excellent curé, dont le nom est devenu si célèbre par la fondation de l'archiconfrérie du Saint-Cœur de Marie, voua au jeune prêtre une amitié profonde. Il désira l'attacher à sa paroisse et obtint pour lui le titre de prêtre-administrateur.

La Révolution de 1830 porta M. Desgenettes à passer en Suisse, et Prosper Guéranger revint au Mans. Il y poursuivit ses études et publia en 1831 son premier ouvrage intitulé : *Traité de l'élection des évêques*. Les circonstances

(1) « Considérations sur la liturgie catholique » (articles non signés) dans le *Mémorial catholique*, nos des 28 février, 31 mars, 31 mai, 31 juillet 1830. Ces articles furent aussitôt traduits en italien et parurent dans une revue de Lucques, 1830. — *Défense des considérations sur la liturgie catholique. Au rédacteur de l'Ami de la religion et du roi*, article signé : *L'auteur des considérations sur la liturgie catholique*, publiées dans la *Revue catholique*, n° du 15 juin 1830. — La réplique de l'*Ami de la religion* se trouve dans le n° du 3 juillet 1830. — La nouvelle réponse de Dom Guéranger se lit dans la *Revue catholique*, n° du 15 juillet 1830.

avaient fait naître cette publication : les catholiques se demandaient si le prince qui venait d'usurper le trône de France avait qualité pour désigner les futurs évêques ; les deux premiers choix avaient amené des difficultés avec le Siège Apostolique. Dans son traité, le jeune auteur penche évidemment pour redonner le choix des candidats aux chapitres. Il est facile de reconnaître dans ce premier livre une érudition remarquable et des qualités qui annonçaient un écrivain de valeur (1).

Dès lors une autre mission s'ouvrait pour Prosper Guéranger qui n'avait jamais perdu absolument de vue ses premières aspirations vers la vie monastique. Il attendait sans inquiétude que la volonté du Ciel se manifestât pour lui, et il employait avec ardeur tous ses moments à l'étude. Sur ces entrefaites, au printemps de 1831, les journaux annoncèrent que l'ancien prieuré de Solesmes était en vente. Il connut d'ailleurs que les propriétaires, embarrassés de cet immeuble, cherchaient partout des acquéreurs. A cette nouvelle, les souvenirs de l'enfance se réveillèrent dans l'âme du jeune prêtre ; il résolut de sauver à tout prix ce monument menacé de ruine. Il écrivit à M. de Lamennais, le pressa d'acheter Solesmes pour y établir cette congré-

(1) *De l'élection et de la nomination des évêques*. Paris, 1831, in-8 de VIII-336 p. — Compte rendu signé : H. L. (Henri Lacordaire), dans l'*Avenir* du 17 juin 1831. Voir aussi dans le même journal les articles publiés les 2 et 13 juin 1831.

gation de Saint-Pierre, dont la fondation avait été longtemps le rêve chimérique du prêtre breton. Mais les idées de cet infortuné publiciste étaient alors bien changées ; il répondit par un refus.

Les semaines s'écoulaient, l'annonce de vente apparaissait toujours dans les journaux, et le bruit circulait dans la contrée que la bande noire voulait acquérir Solesmes, pour le détruire et exploiter les matériaux. La pensée vint alors à Prosper Guéranger de se faire l'acquéreur de ces bâtiments pour y établir une communauté sous la règle de Saint-Benoît. Après de ferventes prières et de sérieuses réflexions, il communiqua son dessein à deux ou trois amis, prêtres comme lui, qui y applaudirent. Il voulut revoir Solesmes, et le 23 juillet 1831 il pénétrait dans les cloîtres déserts, les cellules dévastées, les lieux réguliers sans meubles, et surtout dans cette église aux autels dépouillés et aux stalles vides, mais toujours belle par ses statues qui respirent la piété. Dans cette visite, il était accompagné de M. Augustin Fonteinne, vicaire à Sablé, son ancien condisciple au séminaire du Mans et bientôt son plus fidèle coopérateur dans l'œuvre de restauration. Avec eux se trouvaient Mlles Marie et Perrine Cosnard, de Sablé, et deux jeunes filles leurs nièces et du même nom. Grande fut l'émotion de Prosper Guéranger à la vue de ces chefs-d'œuvre de l'art chrétien, et tombant à genoux ainsi que ceux qui

l'accompagnaient, tous chantèrent le cantique *Rorate*. Ce fut le chant qui annonça à l'église de Solesmes que sa gloire allait renaître plus grande et plus belle que la première. Dès ce moment l'œuvre de la restauration de l'ordre de Saint-Benoît fut résolue dans l'esprit de ces deux jeunes prêtres. Sans fortune, presque inconnus, sans appui extérieur, ils n'hésitèrent pas à se dévouer à une entreprise remplie de difficultés, dans tous les temps; plus difficile encore à cette époque au lendemain de la dévastation de Saint-Germain-l'Auxerrois et de l'archevêché de Paris (14 février); des troubles sans cesse renaissant à Paris(10 et 11 mars; 9 et 10 mai; 14, 15 et 16 juin; 14 juillet; 16 et 17 septembre), à Lyon (21 novembre), dans d'autres villes, et de l'état de surexcitation de tout l'Ouest. Les premiers bienfaiteurs furent les femmes pieuses qui avaient accompagné les deux jeunes prêtres. Il est juste d'associer à leur nom celui de Mme veuve Gazeau, née Marçais, que toute la ville de Sablé vénérait comme la mère des pauvres, et qui travailla pour l'œuvre nouvelle avec l'abnégation et l'ardente charité d'une sainte. D'autres secours vinrent plus tard : le marquis de Dreux-Brézé, l'éloquent champion de la monarchie légitime à la Chambre des Pairs, s'inscrivit le premier sur la liste des bienfaiteurs de Solesmes; Mme Swetchine, le comte de Montalembert mirent au secours de l'œuvre leur talent et leur influence. Tout cela ne produisit que

des secours insuffisants, et il y eut au commencement de dures souffrances; les vrais secours vinrent des pieuses chrétiennes que nous avons désignées.

Autour de Prosper Guéranger de nombreuses sympathies se déclaraient dans le clergé du Mans; mais toutes rencontraient des difficultés, et il n'y eut en définitive que le vicaire Augustin Fonteinne qui donna sa vie à l'œuvre projetée. Outre des coopérateurs, il fallait l'assentiment de l'évêque diocésain. Ce prélat était Mgr Philippe-Marie-Thérèse-Guy Carron, prélat très pieux, éclairé et sincèrement attaché à la vraie doctrine de l'Eglise. Avec de telles dispositions, il ne pouvait que voir avec sympathie les intentions qu'on lui manifestait ; mais il hésitait à approuver une œuvre qui n'existait, à vrai dire, que dans la pensée d'un prêtre de vingt-six ans, dont on admirait généralement l'esprit et l'érudition précoce, mais dont personne ne pouvait encore soupçonner la mission dans l'Eglise.

A l'extérieur les circonstances devenaient plus difficiles chaque jour; les républicains à Paris, les légitimistes dans le Midi et l'Ouest, causaient au gouvernement les plus vives inquiétudes: tout le pays était en mouvement. Cependant les propriétaires de Solesmes désirant forcer les futurs acquéreurs commencèrent la démolition à l'automne 1832. Le 8 novembre, Mgr Carron engagea vivement Prosper Guéranger à arrêter

cette démolition, et promit d'examiner avec bienveillance les constitutions qui devaient préparer la communauté future à la pratique de la règle bénédictine. Comment prendre des engagements aussi considérables? Le futur restaurateur de l'ordre bénédictin n'avait qu'une somme de cinq cent francs donnée par le marquis de Dreux-Brézé; les encouragements et les prières des religieuses de la Visitation du Mans soutinrent son courage; de concert ils firent une neuvaine de prières à la très sainte Vierge, et durant son cours Mlles Cosnard s'engagèrent à fournir une somme de six mille francs. Le 14 décembre un contrat était signé, et Prosper Guéranger et Augustin Fonteinne prenaient possession le lendemain, le jour même où les pieuses filles de la Visitation terminaient leurs prières. Le 19, Mgr Carron approuvait les constitutions. Reconnaissant que cette œuvre s'était accomplie par une protection spéciale de la Mère de Dieu, Prosper Guéranger fit un vœu en l'honneur du mystère de l'Immaculée Conception, et ce vœu s'est renouvelé tous les ans; nous verrons ce qu'il fit plus tard à la gloire de ce mystère; mais dès le commencement il mit aussi son entreprise sous la protection du Sacré-Cœur de Jésus. Ce double vœu disait clairement dans quel esprit le restaurateur de l'ordre bénédictin en France entendait former ses disciples. Aussi dans sa vieillesse il disait : « Si je valais la peine d'être résumé, ma vie n'a été autre

chose qu'une réaction contre la tendance janséniénne. »

Pourvu de l'autorisation ecclésiastique nécessaire pour commencer son œuvre, Prosper Guéranger devait-il chercher à se faire accorder la reconnaissance légale? Cette question, qui se présente naturellement à l'heure où nous écrivons sous le coup de la persécution (6 février 1881), ne faisait pas une difficulté en 1832. Sous le souffle de liberté qui régnait alors, personne n'aurait compris une semblable démarche. Du moment que les nouveaux Bénédictins ne demandaient qu'à jouir du droit commun, personne ne songea à les inquiéter et même personne ne fut surpris.

Dernièrement un écrivain distingué disait au sein de l'Académie française où il venait prendre place : « La liberté... telle que la conçoivent les âmes désintéressées n'est pas l'apanage d'un homme ou d'une faction, elle est le droit de tous ; elle respecte les actes émanés de la conscience, elle laisse chacun prier Dieu à sa guise, elle n'intervient pas dans la famille, et, sous prétexte de protéger une des manifestations de la pensée humaine, elle ne persécute pas les autres. Volontiers M. Saint-René Taillandier eût dit : « La liberté est le pouvoir qui appartient à « l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés ; « elle a la justice pour règle, les droits d'autrui « pour bornes, la nature pour principe et la loi « pour sauvegarde. » Messieurs, cette définition a

été donnée par Saint-Just; aujourd'hui elle paraît oubliée.» — L'auditoire d'élite qui entendait ces nobles paroles les a saluées avec empressement. Il a remarqué aussi et salué au passage un bel éloge des années heureuses et du grand mouvement intellectuel de la Restauration ; c'est que tout le monde reconnaissait dans ces pensées généreuses, si noblement exprimées par M. Maxime du Camp, l'énonciation d'une vérité essentielle. Durant les années trop courtes de la Restauration, ces principes avaient prévalu dans tous les esprits éclairés. Il a fallu le règne corrupteur de Louis-Philippe et la tyrannie démocratique qui n'a cessé d'opprimer la France soit sous la République, soit sous l'Empire, mais surtout depuis 1855, pour allumer dans les masses ces appétits déréglés qui produisent l'aveuglement de l'esprit, et les impatiences des plus coupables passions. Lorsqu'un peuple est descendu à ce niveau de honte et d'abrutissement, ne lui parlez plus ni de liberté ni de justice. Par liberté, il entend le pouvoir d'assouvir ses plus honteuses convoitises ; par justice, il comprend la possibilité pour le plus fort, pour le plus grand nombre de dépouiller le faible et d'opprimer l'innocent. — Il n'en était pas ainsi au temps où Dom Guéranger méditait les moyens de ressusciter en France l'ordre treize fois séculaire de Saint-Benoît. Même les esprits qui n'avaient pas le bonheur de partager les croyances chrétiennes comprenaient que des lois, faites dans

un moment d'effervescence antireligieuse, étaient entièrement nulles par elles-mêmes puisqu'elles n'étaient pas égales pour tous. Ils comprenaient ce qu'il y a de grand, d'élevé, de respectable pour tous dans le mouvement des âmes qui se consacraient au culte de la Divinité avec une abnégation bien supérieure aux aspirations communes. Ceux mêmes qui ne s'élevaient pas à ces considérations sentaient qu'il y aurait injustice, oppression, tyrannie à vouloir empêcher l'essor de ces âmes. C'est qu'il y avait alors dans l'air un souffle de justice et de liberté. Nul ne saurait faire un crime au jeune prêtre qui se sentait appelé du Ciel à renouveler un ordre qui a tant fait pour la gloire et l'avantage du pays, d'avoir assez bien pensé de l'esprit de ses contemporains pour s'être mis à l'œuvre, ne s'appuyant que sur le droit commun. Comme il ne prétendait à aucune faveur, à aucun privilège, il ne pouvait lui venir en esprit que l'on invoquât contre lui des lois qui supposent l'existence d'une corporation jouissant d'exemptions et d'avantages particuliers. Tous les sophismes du monde ne parviendront jamais à prouver que ces raisons ne sont pas solides. Elles ne sont pas les seules que nous pourrions alléguer, mais nous nous écarterions du but que nous poursuivons.

Il fallut sept mois pour préparer la fondation. Prosper Guéranger se rendit à Nantes puis à Paris, et le résultat le plus clair de ces voyages c'est qu'il prévit dès lors que l'entretien temporel

de sa famille religieuse serait l'objet d'une sollicitude incessante pour lui. Le 11 juillet 1833, en la fête de la Translation des Reliques de saint Benoît en France, eut lieu l'installation de la nouvelle communauté. Elle fut présidée par M. Philippe Ménochet, chanoine et vicaire général du Mans, spécialement délégué pour cette fonction par Mgr Carron, déjà gravement malade. La communauté nouvelle se composait de Prosper Guéranger, Augustin Fonteinne, trois autres ecclésiastiques et deux laïques. Un nombreux clergé s'était réuni pour la cérémonie. Le vicaire général fit asseoir Prosper Guéranger dans la stalle du prieur, célébra la messe et, dans une allocution remplie de gravité, il indiqua le but et la portée de la cérémonie, et finit par adresser les plus paternels encouragements à la nouvelle milice qui se formait sous le patronage de saint Benoît.

A partir du 11 juillet 1833, l'office divin, qui est le premier devoir que saint Benoît recommande à ses fils, fut célébré régulièrement et intégralement dans l'église de Saint-Pierre de Solesmes, jusqu'au 6 novembre 1880 où Lagrange de Langres, préfet de la Sarthe, Gaston Jolliet, de Dijon, sous-préfet à la Flèche, et Sanson, commissaire de police, vinrent rompre les portes de cette église à coups de hache et la placer sous les scellés, après en avoir expulsé par la violence les moines qui, au moment même, fidèles à leur devoir, y chantaient les louanges de Dieu.

On suivit d'abord le rite romain, ce ne fut que le jour de Noël 1846 que la communauté put adopter le rite romain monastique. Dès le premier jour aussi on suivit l'observance telle que le Siège Apostolique l'a depuis approuvée. Pour nous conformer à l'usage qui prévalut dès lors nous donnerons désormais les noms de père et de dom aux membres de la communauté. Ils conservaient néanmoins l'habit des ecclésiastiques séculiers et ne prirent celui des fils de saint Benoît qu'à l'Assomption 1836.

Au milieu des difficultés d'une nouvelle fondation que l'indifférence presque universelle accueillit d'abord, Dom Guéranger entreprit une traduction des œuvres complètes de saint Alphonse de Liguori, qui n'était encore que bienheureux. Le prospectus parut en 1833 et le premier volume fut publié l'année suivante (1); mais l'éditeur ayant été obligé d'abandonner les affaires, ce travail ne fut pas poussé plus loin. Dom Guéranger avait placé en tête de son volume une introduction écrite avec verve, mais qui contenait, il faut en convenir, plusieurs propositions un peu exagérées pour montrer que les temps modernes n'ont rien à envier à la primitive Eglise sous le rapport de la sainteté. Michel Picot, qui se croyait un droit acquis de censurer tout ce qui se faisait et tout ce qui se publiait dans l'Eglise, surtout en France, en dehors

(1) *Œuvres complètes du Bienheureux Alphonse-Marie de Liguori*. Paris, Parent-Desbarres, 1834, t. I. In-8° de LV-499 p.

de l'*Ami de la Religion*, attaqua d'un ton sardonique et l'auteur et l'ouvrage. Peu de temps après Picot publia un nouvel article sous ce titre : *Sur l'Etablissement de Solesmes* (1). Et par ce qu'il exprimait et par ce qu'il insinuait, cet article était propre à causer beaucoup de préjudice. Mgr Bouvier, alors vicaire général du diocèse du Mans, voyant la portée de cette attaque, et se trouvant personnellement blessé puisqu'il avait beaucoup insisté pour faire donner l'approbation épiscopale, réfuta l'article de Picot dans une lettre que *l'Ami de la Religion* fut obligé de publier. Dom Guéranger fit la même chose de son côté (2).

Picot connaissait personnellement Dom Guéranger et n'avait aucune raison de mécontentement contre lui ; s'il dirigea presque continuellement des attaques directes ou des insinuations malignes contre lui, c'est qu'il se figurait que Solesmes avait pour but de relever l'école de Lamennais. Dom Guéranger, le rencontrant vers cette époque, lui fit des reproches sur ses attaques déloyales. — « Quoi ! dit le vieux gazettier, vous voulez faire quelque chose de sérieux? Il fallait donc me prévenir. » Ainsi, pour ce laïque qui régentait l'Eglise de France du fond de son cabinet, on ne pouvait rien faire sans son assentiment ; bien plus, l'autorisation de Mgr l'évêque

(1) *L'Ami de la religion*, t. LXVI, p. 609-612, 30 juillet 1833.
(2) Ibidem, t. LXVII, p. 62 et 63, 8 août 1833; — p. 111 et 112 15 août 1833.

du Mans et la sûreté de doctrine ne suffisaient pas à ses yeux. Malheureusement, les préjugés de Picot étaient partagés par d'autres esprits prévenus, et contribuèrent pour beaucoup à créer le vide autour de Solesmes.

La même année, Dom Guéranger fit paraître une *Notice sur le prieuré de Solesmes* qui se répandit promptement et fut plusieurs fois réimprimée, reçut de nouveaux développements et a servi de fonds à tout ce qui a été écrit depuis sur le même sujet (1).

Il travaillait en même temps à un ouvrage beaucoup plus considérable, et qu'il fit imprimer deux ans plus tard sous le nom collectif des membres de la communauté de Solesmes, avec le titre d'*Origines de l'Eglise romaine* (2). Ce n'était, dans le dessein de l'auteur, que le prélude d'une histoire complète de l'Eglise durant les six premiers siècles ; il comptait en emprunter les matériaux à tous les monuments écrits et figurés de l'antiquité tant sacrée que profane. Il avait parfaitement compris qu'une

(1) *Notice sur le Prieuré de Solesmes.* 1834. Le Mans, Fleuriot. In-8°, 30 p.

Notice sur l'abbaye de Solesmes. 1839. Le Mans, Fleuriot. In-8°, 33 p.

Essai historique sur l'abbaye de Solesmes. 1846. Le Mans. In-8°, VIII-131 p. — Cet ouvrage a été augmenté et publié de nouveau par D. Alphonse Guépin. V. *Solesmes et Dom Guéranger,* 1876, Le Mans, Monnoyer, in-12, IX-199 p. ; et *Description des deux églises abbatiales de Solesmes.* Idem, VII-100 p.

(2) *Origines de l'Eglise Romaine.* 1836. Paris, Debécourt, t. I. In-4°, XXXI-373-CLXI p. Imprimé en 1836 et portant cette date au titre, ce volume ne parut qu'au printemps de l'année suivante.

grande partie des annales de l'Eglise et surtout de ses origines avait échappé aux historiens précédents qui n'avaient pas connu les trésors que renferment les monuments sculptés, peints et ciselés, que l'on retrouve surtout dans les catacombes de Rome. La donnée n'était pas absolument nouvelle ; dès le XVIIe siècle, les savants avaient cherché dans les documents figurés des éclaircissements sur les faits de l'histoire. Depuis 1820, plusieurs érudits à Rome, et en France Letronne et Raoul Rochette, pour ne donner que quelques noms, tiraient un parti très utile de ces études archéologiques. Aujourd'hui, les découvertes et les savants ouvrages de M. le commandeur J.-B. de Rossi ont prouvé que ces antiquités permettent de renouveler entièrement l'histoire des premiers siècles. A l'époque où Dom Guéranger publia son ouvrage, ces notions n'étaient pas vulgaires et peu d'esprits avaient saisi comme lui l'importance de ces études. Son premier volume est consacré à l'examen critique des anciens catalogues des Souverains-Pontifes. Œuvre de pure érudition en apparence, ce livre contenait un double manifeste. Les Bénédictins y protestaient de leur soumission entière aux décisions du Siège Apostolique et de leur dévouement absolu pour lui, repoussant toute solidarité avec la révolte dans laquelle l'infortuné Lamennais s'enfonçait de plus en plus, seul heureusement de toute son école. Il y avait aussi une protestation contre

l'école hypercritique des Launoy, des Baillet et des Tillemont. Dom Guéranger déclare que les Bénédictins de Solesmes, au risque d'attirer sur eux les dédains des académies, seront toujours les défenseurs des doctrines de l'Eglise romaine dans toute leur étendue; qu'ils seront des hommes d'Eglise, se proposant la gloire de Dieu et le bien des âmes, et que, fidèles à suivre une critique modérée, respectueuse et juste, ils feront toujours marcher la piété avec la science.

Les Bénédictins de Solesmes, bien peu nombreux encore, avaient néanmoins reçu déjà des encouragements du Saint-Siège. Leurs travaux attiraient l'attention des hommes instruits et attachés à l'Eglise.

A l'automne de cette même année 1837, le vicomte Armand de Melun fit un pèlerinage à Solesmes, dont le monastère l'attirait « comme une restauration. » Dans ses Mémoires, il constate qu'un grand retour vers l'unité romaine se prépare par les travaux des nouveaux Bénédictins; et lui-même se plaisait dans ce lieu d'étude et de prière « où il pourrait appartenir tout entier à son œuvre, sans la nécessité de se partager (1). » Ainsi, l'opinion se formait et l'œuvre semblait avoir des bases assez solides pour qu'on osât la soumettre au jugement du Saint-Siège. Encouragé par Mgr Bouvier, qui venait d'être élevé sur le siège du Mans et qui aidait de tout

(1) *Le Vicomte Armand de Melun*, par M. l'abbé Baunard, p. 115.

son pouvoir la communauté naissante, Dom Guéranger partit pour Rome, muni des recommandations de NNgrs les archevêques de Tours et de Paris et de l'évêque du Mans. Il avait aussi des lettres de M. Desgenettes pour le cardinal Lambruschini, secrétaire d'Etat, qui se montra très favorable. Quant à Grégoire XVI, il l'accueillit avec une bonté paternelle, déclarant sa joie de voir revivre en France la règle de saint Benoît, qu'il avait suivie lui-même. Les constitutions furent approuvées, et l'abbé de Saint-Paul-hors-des-Murs, Dom Vincent Bini, fut autorisé à recevoir, au nom du Souverain-Pontife, la profession monastique du prieur de Solesmes.

Ce fut le 28 juillet 1837 que la cérémonie s'accomplit dans la basilique de Saint-Paul, et l'abbé officiant adressa à l'assemblée nombreuse un remarquable discours. L'un des témoins de cette solennité était Henri Lacordaire, encore indécis sur l'emploi de sa vie. L'exemple et les conseils de Dom Guéranger le décidèrent, après une retraite faite à Solesmes, à entreprendre la restauration de l'ordre des Frères-Prêcheurs en France.

Le 1er septembre, Grégoire XVI donna la sanction définitive à l'œuvre de restauration de l'ordre bénédictin en France. Par ses lettres apostoliques *Innumeras inter*, il créait la Congrégation française de l'ordre de Saint-Benoît héritière des anciennes congrégations de Cluny, de Saint-Maur et de Saint-Vannes ; il érigeait le prieuré

de Solesmes en abbaye et nommait Dom Prosper Guéranger premier abbé et supérieur de la nouvelle congrégation.

Nous ne devons pas oublier que Dom Guéranger était parvenu à faire demander cette approbation au Saint-Père par l'ambassadeur de France, comte de La Tour-Maubourg, au nom de son gouvernement.

L'ambassadeur ne fit point cette démarche sans pressentir les dispositions, peut-être du roi Louis-Philippe, mais certainement des ministres que présidait M. Molé, ministre des affaires étrangères. Nous allons voir tout à l'heure d'autres preuves de l'agrément du gouvernement pour la nouvelle congrégation de France de l'ordre de Saint-Benoît.

Rentré promptement en France, après avoir obtenu à Rome plus de faveur qu'il n'avait osé en espérer, Dom Guéranger prit possession de son siège abbatial le 31 octobre et officia pontificalement le lendemain, fête de la Toussaint. Le 21 novembre il reçut la profession religieuse de quatre novices, et le nombre des religieux profès se trouva de six, car il avait reçu une autre profession à Rome même.

La nouvelle congrégation, telle que l'autorité apostolique venait de l'ériger, était essentiellement vouée à la vie contemplative ; or la notion de cette vie était tellement oblitérée dans notre patrie, que des religieux voués avant tout à la célébration de l'office divin devaient passer

nécessairement auprès de beaucoup de chrétiens fidèles pour des hommes à peu près inutiles à l'Eglise et à l'Etat. Les vocations religieuses étaient assez peu nombreuses, et le courant du siècle, l'urgence même de certains travaux poussaient presque tous les aspirants à la vie parfaite et à la pratique des conseils évangéliques vers les ordres voués sans réserve à l'apostolat. Cependant, comme l'a dit un maître de la doctrine de nos jours, « il n'est guère possible d'en douter, la nouvelle Eglise de France, privée de ce complément (de la vie contemplative), n'aurait jamais su remonter à la hauteur de ses destinées, et les pensées de miséricorde que le Pontife invisible nourrissait sur elle, à l'heure où il la faisait passer par la grande tribulation, auraient été frustrées de leur effet (1). » En effet il est facile de comprendre que l'Eglise n'est pas complète là où la pratique des conseils de l'Evangile n'est pas permise et libre, et elle n'est pas complète non plus là où la vie du divin Rédempteur n'est pas représentée dans sa partie contemplative comme dans sa partie active. La parole de l'Evangile, du reste, est formelle et la tradition de l'Eglise constante. Cette vérité néanmoins n'était pas comprise de beaucoup : aussi les candidats à la vie monastique furent rares et les secours matériels très précaires. Il fallut de longues années pour se procurer le plus strict et le plus

(1) Cardinal Pie, *Oraison funèbre du T. R. P. Dom Guéranger, abbé de Solesmes*, p. 6.

pauvre mobilier; la bibliothèque ne recevait quelque accroissement chaque année qu'en prenant sur le nécessaire à la vie ; la sacristie elle-même laissait beaucoup à désirer, et on s'estimait heureux de recevoir de Mme Swetchine des rideaux de soie pour en faire des chapes, dont le célébrant et les chantres se paraient aux plus grands jours.

Une autre épreuve était réservée à la nouvelle Congrégation de France : son chef avait été atteint du choléra à Rome durant le séjour qu'il y fit pour obtenir l'approbation, et en revenant au milieu de ses fils il ne leur rapporta qu'un corps brisé par la douleur et longtemps en proie à la fièvre, aussitôt que le soleil prenait quelque force. Au milieu de ces épreuves on avait un entrain et une sève de jeunesse étonnants, une foi entière dans l'avenir, un dévouement sans bornes au Saint-Siège et un enthousiasme pour l'office divin que rien ne pouvait lasser. Malgré l'affaiblissement de ses forces, Dom Guéranger, par sa foi profonde, par sa verve naturelle, contribuait puissamment à cet élan qui fut constaté par tous ceux qui fréquentèrent à cette époque la jeune abbaye de Solesmes. Plusieurs de ceux-là ont laissé des noms célèbres, d'autres vivent encore; mais il en est un dont nous ne pouvons nous dispenser de dire un mot, car il fut l'un des amis dévoués et l'un des bienfaiteurs. Il s'agit de M. le comte de Montalembert. Il s'était lié très jeune, dès 1831, avec Dom Guéranger ; leurs rela-

tions communes avec Mme Swetchine et l'amitié que cette grande dame portait à l'un et à l'autre avaient resserré encore ces liens. Montalembert fit alors plusieurs séjours à Solesmes, assistant chaque matin à l'office de matines dans une stalle à côté des religieux et partageant leur frugal repas. Ce fut à Solesmes qu'il écrivit en grande partie son beau livre : *Vie de sainte Elisabeth de Hongrie.* Par son esprit rempli de verve, il contribuait beaucoup à la gaieté des récréations qu'il prenait toujours avec la communauté.

Désireux d'assurer l'avenir de la nouvelle Congrégation bénédictine, ce fut lui qui suggéra l'idée de travailler à un ouvrage qui pût lui assurer la considération dans le monde savant, et un certain renom dans le public, en lui faisant recueillir une partie de l'héritage littéraire légué par la Congrégation de Saint-Maur. L'Institut s'était chargé de continuer le *Recueil des historiens des Gaules* et l'*Histoire littéraire de la France,* et il avait plusieurs fois exprimé le désir de voir entreprendre la continuation du *Gallia christiana.* Ce fut cet important ouvrage que Dom Guéranger voulut conduire à fin. Présenté par le comte de Montalembert à M. Guizot, ministre de l'instruction publique, il fut très favorablement accueilli. Une pension de deux mille francs fut assurée, et cinq ans accordés pour la préparation du premier volume ; les autres devaient se succéder de deux ans en deux

ans. Cette allocation fut portée au budget de l'Etat, ce qui fournit au député Isambert, prêtrophobe qui aurait dû vivre de nos jours, l'occasion d'attaquer le ministère à la tribune de la Chambre. Guizot prit hautement la défense de son acte, et fit voir que ce serait aller absolument contre l'esprit des institutions du pays, que de s'inquiéter du nom et de l'habit que portaient les habitants de l'abbaye de Solesmes; dans un pays libre comme la France, aucun citoyen ne devait recevoir de préjudice de ses croyances ni de ses opinions, du moment qu'il respectait la liberté des autres et l'ordre moral. La Chambre fut de l'avis du ministre; mais des intrigues obscures et envieuses firent rompre la convention sous un nouveau ministère.

Durant ce temps-là, Mgr de Quélen, archevêque de Paris, laissa le siège vacant par sa mort arrivée le 31 décembre 1839. Il était de la plus grande importance que le successeur fût d'une doctrine pure. Dom Guéranger avait eu, depuis plusieurs années, des relations avec Mgr Affre, il crut reconnaître en lui le prélat que ses qualités désignaient pour le siège de la capitale; et, par l'influence du comte de Montalembert, il le fit désigner par le roi à ce poste éminent. L'union avec le noble pair devait encore durer plusieurs années, et lorsque, sous l'influence de passions politiques et d'intrigues obscures, elle vint à se rompre, cette rupture laissa dans

l'âme de Dom Guéranger une profonde blessure.

Il en avait reçu déjà une autre, non moins sensible peut-être, par le désaccord qui s'éleva entre lui et Mgr Bouvier, évêque du Mans, au sujet de certains droits attachés à la dignité abbatiale. Ce différend fit trop de bruit; des amis et des jaloux, les uns avec des intentions droites mais peu éclairées, les autres avec l'aveuglement que produit la passion, répandirent des soupçons et des rapports fâcheux. Hâtons-nous de dire que ces débats ne nuisirent point à l'estime réciproque, et comme preuve nous pouvons citer la conduite de Mgr Bouvier dans les affaires de vocation religieuse; jamais il ne détourna aucun de ceux qui le consultèrent, d'entrer à l'abbaye de Solesmes; même il favorisa plusieurs de ces vocations. Bien plus, le pieux évêque vint de son propre mouvement faire une visite à l'abbaye, et dans une circonstance assez solennelle. Ce litige néanmoins eut des suites déplorables; on en parla beaucoup, et, comme il arrive d'ordinaire, ceux qui étaient le moins en état d'en comprendre la nature furent ceux qui s'en occupèrent le plus. Ceux, au contraire, qui connaissent la question sont d'accord pour admettre la bonne foi réciproque et la droiture d'intention de l'un et de l'autre des contendants.

Comment, au milieu des sollicitudes qu'une semblable situation fait chaque jour renaître, Dom Guéranger put-il composer et publier un

ouvrage comme les *Institutions liturgiques* (1) dont le premier volume parut précisément à cette époque ? Ce secret ne peut s'expliquer que par la puissance de son intelligence et l'énergie de sa volonté. Le premier volume avait été publié en 1840, le second parut en 1841. Les principes qui ont inspiré cet ouvrage se trouvent déjà en germe dans les articles du *Mémorial catholique* dont nous avons parlé. L'ouvrage, tel que l'auteur le concevait, était une véritable Somme de la science liturgique traitant du sacrifice de la messe, de l'office divin, des sacrements, des sacramentaux, des livres, des formules et des cérémonies employées dans toutes ces actions sacrées. Les deux volumes livrés au public ne contenaient que l'histoire de la liturgie; l'auteur n'y traitait pas les questions de droit : mais ce simple exposé des vicissitudes subies par la liturgie suffisait pour démontrer combien étaient dépourvus de valeur et d'autorité les missels et les bréviaires introduits dans presque toutes les Eglises de France, au XVIIe et au XVIIIe siècles, sous l'influence du gallicanisme, du jansénisme et d'une critique à demi rationaliste.

A peine le second volume des *Institutions liturgiques* fut-il publié, que de tous les côtés les

(1) *Institutions liturgiques*, 1840. Le Mans, Paris. T. I. In-8°, XXVI-519 p.
Idem, 2e éd. 1878. Paris, Palmé. In-8°, LXXX-543 p.
Idem. T. II. 1841. In-8°, XXII-788 p.
Idem, 2e éd. 1850. In-8°, XX-767 p.
Idem. T. III. 1851. In-8° XCIX-520 p.

gallicans dénonçaient la conspiration qui s'ourdissait à Solesmes contre l'autorité des évêques, contre les traditions de l'Eglise de France, contre ses gloires les plus pures. Trois évêques se signalèrent entre tous parmi les adversaires de l'abbé de Solesmes. Mgr d'Astros, archevêque de Toulouse, depuis cardinal, prélat vénérable qui avait souffert durant la persécution religieuse du premier empire, eut la faiblesse de signer un livre composé par son vicaire général, Jacques-Marie-Joseph Baillès, depuis évêque de Luçon, et qui, après avoir été obligé de donner sa démission, demanda à être reçu à Solesmes. Mgr Affre, embarrassé par ses précédents, adressa une circulaire à tous les curés de son diocèse, qui devaient en donner lecture à leur clergé assemblé dans la sacristie, sans pouvoir leur en laisser copie. Avec moins d'autorité encore, Mgr Fayet, évêque d'Orléans, ancien universitaire, publia un gros volume où le grotesque dispute la place à l'ignorance la plus grossière. Le volume ne se vendit pas, et, le libraire ayant fait faillite, il y eut procès avec les héritiers du prélat que le choléra venait d'enlever. En attendant, Mgr Fayet avait reçu une récompense dont nous dirons un mot à l'instant. D'un caractère timide, le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, qui portait au fond du cœur un attachement sincère aux doctrines romaines, crut devoir glisser un mot dans une circulaire relative à une nouvelle édition du bréviaire de son

Eglise, sur la témérité des attaques dirigées contre les liturgies particulières qui régnaient en France.

Nous venons de dire que Mgr Fayet avait touché une prime pour la publication de son gros volume de réfutation. En effet, un élément nouveau était intervenu dans la question, et c'était Louis-Philippe lui-même qui l'avait trouvé et qui l'employait. Ennuyé des réclamations des catholiques de France qui le sommaient chaque jour de les délivrer de l'oppression sous laquelle ils gémissaient et d'accorder la liberté d'enseignement inscrite dans la Charte qu'il avait fait serment d'observer ; ayant déjà vu l'un de ses ministres devenu fou furieux à l'occasion de cette controverse qui passionnait tous les esprits, il imagina qu'il pourrait à l'occasion de la question liturgique amener une diversion. Ce fut lui qui pria l'évêque d'Orléans de composer son énorme pamphlet, et il l'envoya à Rome pour obtenir du secrétaire d'Etat un mot de désavœu. Le négociateur revint bredouille. Il n'était pas le seul qu'on eût mis en campagne pour la même cause : un professeur à la prétendue faculté de théologie de la Sorbonne, M. Dassence, avait promis d'allumer une guerre sur cette question liturgique par les articles qu'il publierait dans l'*Ami de la religion*, et Louis-Philippe lui avait promis un évêché : les articles parurent, le roi les lut et déclara qu'ils ne valaient pas la peine. Cette fois le public fut de l'avis du roi. Il n'y eut que l'auteur qui fit

entendre des réclamations : obligé de convenir que ses articles n'avaient pas produit l'effet qu'il avait promis, il demanda qu'au moins on le nommât au premier siège vacant, s'engageant sur l'honneur à refuser aussitôt ; mais même cette satisfaction lui fut refusée.

Cette tactique de Louis-Philippe suppose que tout l'épiscopat et tout le clergé n'étaient pas contraires aux principes que Dom Guéranger avait posés dans son ouvrage. Outre une grande partie des laïques pieux et intelligents, un nombre considérable d'ecclésiastiques du second ordre, si ce n'est la grande majorité, presque tous les réguliers et plusieurs évêques s'étaient prononcés hautement pour l'unité liturgique. Il suffira de nommer de ces prélats, Mgr Parisis, alors évêque de Langres, qui avait rétabli la liturgie romaine dans son diocèse, peu de temps avant la publication des *Institutions liturgiques*, et Mgr Gousset, archevêque de Reims, dont la science théologique et la maturité de jugement devaient peser d'un si grand poids. Ce prélat s'entendit avec Dom Guéranger et celui-ci lui adressa une lettre sur le *Droit de la liturgie* (1). Il y posait les règles qui régissent la matière, laissant les évêques juges de l'opportunité des mesures à prendre pour l'application. Cet ouvrage parut en 1843.

L'année suivante Dom Guéranger publia une

(1) *Lettre à Mgr l'archevêque de Reims, sur le Droit de la liturgie.* Paris, 1843. In-8°, III-139 p.

réfutation du livre qui portait le nom de Mgr d'Astros, et en 1846 et 1847 une autre défense contre les attaques de Mgr Fayet (1). L'effet de ces répliques fut foudroyant. Dès lors, la cause fut complètement gagnée, et aucun homme sérieux n'osa prendre en main la cause des liturgies gallicanes. Il rencontra dans cette entreprise un puissant auxiliaire dans le nonce du Pape à Paris, Raphaël Fornari, depuis cardinal. C'était un homme d'une science théologique et canonique fort remarquable, d'une perspicacité rare et d'une grande fermeté de caractère. Il fut toujours l'ami et le protecteur de Dom Guéranger qu'il avait connu à Rome dès 1837. Dans la position qu'il occupa à Paris, il rendit aux églises de France d'inappréciables services par le choix des évêques qu'il dirigea dans la meilleure voie et par le retour à l'unité liturgique dont il seconda le mouvement ; mais le branle avait été donné par le savant abbé de Solesmes seul. Aussi, la première fois qu'il parut devant Pie IX, le Pontife le salua en disant : « Voilà le restaurateur de la liturgie romaine en France. »

Au terme de la lutte, en 1851, Dom Guéranger donna un troisième volume des *Institutions liturgiques*. Celui-ci traitait des livres liturgiques. L'œuvre ne fut pas poussée plus loin ; elle ne

(1) *Défense des Institutions liturgiques*. Paris, 1844. In-8°, XIV-271 p. *Nouvelle défense des Institutions liturgiques*. In-8°.
1re partie, Paris, 1846. In-8°. VIII-96 p.
Idem, 2e partie. 1846. In-8°. VI-130 p.
Idem, 3e partie. 1847. In-8°. VI-140 p.

pouvait guère être terminée par un seul homme. A la même époque, il poursuivait son *Année liturgique* où toute la science des rites sacrés est en germe. Destiné en apparence aux simples fidèles, cet ouvrage est pour le prêtre la source des plus utiles instructions et la meilleure clé du missel et du bréviaire. Ce fut l'œuvre de prédilection de l'abbé de Solesmes. « Si j'ai fait du bien aux âmes, disait-il quelquefois, c'est par l'*Année liturgique.* » Ce livre si utile eut néanmoins du mal à se faire goûter, disons mieux, à se faire connaître. Dix-sept ans s'écoulèrent entre la première édition et la seconde ; mais lorsque les âmes eurent connu cette nourriture substantielle, elles la préférèrent à toute autre. A l'heure présente plusieurs éditions sont épuisées, et sans de fâcheuses circonstances, elles auraient été plus multipliées. C'est par l'Angleterre que la fortune de cet ouvrage a commencé (1).

Durant la période si active dont nous nous entretenons, Dom Guéranger entreprit de fonder

(1) *L'année liturgique.* — L'*Avent.* 1841. In-12. — xxv-510 p.
Idem. 2e éd. 1858. In-12. — xxiv-518 p.
Idem. 3e éd. 1866. In-12. — xxvi-524 p.
Idem. 4e éd. 1874. In-12. — xxvi-572 p.
Idem. 5e éd. 1876. In-12. — xxvi-572 p.
Idem. 6e éd. 1878. In-12. — xxvi-672 p.
Traduction anglaise, 1867, par Dom Laurent Shepherd.
Toutes les autres parties de l'ouvrage ont été ainsi successivement rééditées plus ou moins souvent.
Le Temps de la Passion et de la semaine sainte a vu sa 7e éd. paraître en 1880.

une maison de son ordre à Paris. Après un essai de plusieurs années, il fallut renoncer à ce projet après de nombreuses fatigues et sous le poids d'embarras financiers des plus graves, qui ne fut allégé que par le dévouement de plusieurs religieux et le concours de quelques bienfaiteurs généreux, parmi lesquels nous devons nommer le comte de Kergorlay et M. et Mme Thayer. En même temps tomba une revue qui avait des chances de succès. Elle paraissait sous le nom de M. Sionnet, qui en était réellement le propriétaire et qui y écrivait quelquefois, mais en réalité sous la direction de Dom Guéranger : il y insérait souvent des articles et elle était presque entièrement rédigée par les Bénédictins. Cette revue portait le titre d'*Auxiliaire catholique* et commença en 1845.

A peu près aussi dans le même temps Dom Guéranger fit paraître une monographie de sainte Cécile, vierge et martyre. L'auteur se proposait de faire connaître et aimer l'illustre martyre romaine qu'il aimait lui-même d'un si tendre et si constant amour. Il se proposait en même temps de venger les actes de la Sainte indignement traités par les critiques rationalistes du XVIIe et du XVIIIe siècles. A ceux qui n'étaient pas familiarisés avec l'*Année liturgique* ce beau livre révéla un homme nouveau. Ils ne connaissaient que le polémiste vigoureux et le savant armé de textes; ils trouvaient un cœur rempli des plus douces affections, s'exprimant dans

un langage rempli de charme et d'élégance (1).

Un autre sujet sollicitait en même temps sa piété et sa science théologique. L'Eglise entière attendait la décision du Souverain-Pontife au sujet de la pieuse croyance à l'Immaculée Conception de la Mère de Dieu. De toutes parts on demandait une solution ; mais la forme et la portée de l'oracle apostolique restaient incertaines. Dom Guéranger publia une dissertation courte, mais irrésistible par la lucidité et la solidité de ses preuves (2). « Pie IX y renvoyait à la veille de la définition comme à la pièce la plus convaincante qu'on eût produite sur la matière (3). » Et comme l'a dit Mgr d'Outremont, évêque du Mans, Dom Guéranger s'était tellement rempli de l'esprit de l'Eglise que, à l'heure décisive, l'Eglise vint cueillir sur les lèvres de son fils la forme même de sa définition dogmatique (4). Aussi il eut le privilège de promulguer le premier en France, dans l'église abbatiale de Solesmes, le dogme défini. Ce fut le 16 décembre 1854, au milieu d'une joie inexprimable.

En 1849, Dom Guéranger dut se rendre à Rennes pour assister au concile de la province de Tours, et il y présida la congrégation des

(1) *Histoire de sainte Cécile.* Paris, 1849. In-12. XXVII-450 p. — 2e édit. 1853. In-12. XXIV-488 p.

(2) Cardinal Pie, *Oraison funèbre de Dom Guéranger*, p. 24.

(3) Mgr d'Outremont, dans l'allocution qu'il prononça aux funérailles du T. R. P. Dom Guéranger.

(4) *Mémoire sur la question de l'Immaculée Conception de la très sainte Vierge.* Paris, 1850, in-8°, XI-147 p. — Il y a une seconde édition publiée à Rome.

études, laquelle inaugura dans nos diocèses des pratiques qui ont produit les plus beaux résultats pour l'instruction du clergé. La même année, il eut le bonheur de rendre à l'Eglise un service plus signalé encore. Le siège de Poitiers devint vacant au commencement de cette année, et M. le comte de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes, écrivit à Dom Guéranger, l'invitant à lui désigner un ecclésiastique digne et capable de remplir ce grand siège. L'abbé de Solesmes répondit, courrier pour courrier, désignant Louis-François-Désiré-Edouard Pie, vicaire général de Chartres; la nomination par le président de la République fut signée le 23 mai, et le nouvel évêque de Poitiers reçut l'onction épsicopale le 25 novembre. Le mérite du nouveau prélat le désignait assez par lui-même pour occuper le premier rang dans l'Eglise et il était impossible qu'il n'y parvînt pas ; mais, au moment où il y fut élevé, il était encore peu connu et il se trouvait être le plus jeune des évêques de France. Quelques années d'épiscopat de plus étaient un immense service pour un diocèse, et lorsqu'il s'agit d'un homme de doctrine de la valeur du cardinal Pie, c'était un service pour l'Eglise entière.

Ce prélat, qui portait si haut l'amour de la pureté de la doctrine, et qui avait le don de la promulguer avec tant de force et d'autorité, était en même temps l'homme qui avait le plus le culte des souvenirs et des traditions. Le successeur de saint Hilaire ne pouvait oublier que

tout près de sa ville épiscopale, dans une vallée admirable, sur les bords du Clain, le grand docteur avait établi son disciple qui devint saint Martin, l'illustre thaumaturge des Gaules. Après lui, les fils de saint Benoît, c'est-à-dire les vrais disciples de saint Martin, continuèrent les traditions de la vie ascétique et cénobitique, au même lieu, jusqu'au commencement du XVIIe siècle. Ces souvenirs étaient trop grands et trop saints pour ne pas inspirer aussitôt à cet esprit généreux le désir de les ressusciter. Dès lors, la fondation d'une abbaye à Ligugé, au lieu où se voyait encore la chapelle en laquelle saint Martin rappela à la vie un catéchumène qui venait d'expirer, fut résolue dans l'âme du pontife. La Providence aplanit l'exécution de ce dessein : dès 1853, l'évêque de Poitiers avait la joie d'offrir à son ami l'abbé de Solesmes l'héritage de saint Martin à Ligugé. Le 25 novembre, en l'anniversaire du sacre de l'évêque, quatre moines venus de Solesmes prenaient possession de l'antique prieuré et y commençaient l'office divin, qui n'a été interrompu, dans ce vénérable sanctuaire, que le 5 novembre 1880, sous la présidence de Jules Grévy, le ministère de Jules Ferry et Zéphirin Constans, par les mains d'Obissier-Saint-Martin, préfet de la Vienne ; de Bret, secrétaire général de la préfecture ; de Douxte, commissaire central, et de Delalande, commissaire cantonal.

Ce jour-là, de néfaste mémoire, des agents de

police, des gendarmes et cinq crocheteurs sortis du bagne brisèrent les portes du monastère et jetèrent dans la rue, après les avoir pris au collet, les vingt-sept moines qui y servaient Dieu dans la paix et le travail. Il y avait six mois que le fondateur était mort; sa voix éloquente ne pouvait plus défendre l'œuvre qu'il avait fait naître et environnée de tant de soins paternels. Combien de fois il était venu s'y reposer dans la prière et le travail! Combien de chefs-d'œuvre de doctrine et d'éloquence il y avait composés! A l'heure présente, la chambre où il habitait, comme les cellules voisines des moines, demeurent sous les scellés d'un commissaire de la République.

Il est juste d'ajouter que la pieuse mère du prélat ne le céda à personne en sollicitude pour la nouvelle communauté, et que M[me] la comtesse du Paty de Clam se montra toujours d'une générosité au-dessus de tout éloge. Grâce à ce généreux concours, le monastère restauré put être érigé en abbaye, le 18 novembre 1854, par l'autorité du Souverain-Pontife.

Cette fondation vint consoler le cœur de Dom Guéranger de la perte d'une autre vainement tentée dans l'antique abbaye cistercienne de Notre-Dame d'Acey, au diocèse de Saint-Claude. Les circonstances pénibles de ce fâcheux événement recevaient aussi un contre-poids dans la place que quelques-uns de ses fils conquirent dès lors dans le domaine de la science qui est comme le patrimoine de la famille bénédictine.

Ce fut en cette même année 1852, que Dom Jean-Baptiste Pitra , aujourd'hui cardinal, bibliothécaire de l'Eglise Romaine et évêque de Frascati, fit paraître le premier volume du *Spicilegium Solesmense*, inaugurant la publication d'œuvres inédites des Pères de l'Eglise, découvertes par lui dans les bibliothèques. On nous permettra de répéter, après le cardinal Pie, ce que nous n'oserions dire de nous-même : « La jeune Congrégation de France a déjà payé son tribut aux travaux scientifiques, particulièrement à ceux de l'histoire, dans des proportions que n'atteignit jamais, en si peu de temps, aucune des congrégations bénédictines (1). » Le moine bénédictin , comme les autres religieux, peut parfaitement remplir le but de sa vocation sans se signaler par des travaux littéraires ; mais s'il joint ce service à ceux qu'il rend par sa vie de prière et de mortification, les Souverains-Pontifes, les docteurs et les saints proclament hautement qu'il unit les mérites de l'apostolat à ceux de la vie contemplative.

Utiles dans tous les temps, les travaux des cénobites le sont plus encore à une époque comme la nôtre, où le rationalisme, envahissant toutes les branches de la science, cherche à bannir la notion du surnaturel de tous les esprits.

L'un des symptômes les plus positifs de la profondeur du mal, c'est qu'il se manifeste

(1) *Oraison funèbre du T. R. P. Dom Guéranger*, p. 28.

quelquefois chez des écrivains à intentions certainement chrétiennes, et fidèles observateurs des lois de l'Eglise. N'y avait-il pas là un danger des plus grands pour la foi ? Les esprits les plus sagaces et les plus réfléchis le pensèrent, Dom Guéranger fut de ce nombre, et, se sentant armé d'une plume propre à la bataille, il n'hésita pas à descendre dans la lice. Le moyen d'être compris de tous était de ne pas s'en tenir à l'exposition générale des principes, mais de faire voir la théorie dans son application. La publication de l'*Histoire de l'Eglise et de l'Empire romain au* IVe *siècle*, par M. le duc de Broglie, détermina Dom Guéranger à publier une suite d'articles où il passait en revue les principales erreurs du brillant écrivain. Comme les pages habiles de celui que l'on disait le chef de l'école rationaliste étaient lues partout, il fallait chercher un mode de publication qui répondît à une semblable divulgation : le journal était l'organe indiqué. Lié depuis longtemps avec MM. Veuillot et du Lac, l'abbé de Solesmes s'était toujours associé à leur œuvre de cœur, quelquefois par des avis, très rarement par des écrits. Afin de combattre l'erreur moderne la plus pernicieuse, le *Naturalisme*, il publia dans l'*Univers* une suite d'articles qui produisirent un immense effet sur le public catholique (1). Quoique Mgr

(1) Cette publication commença le 27 septembre 1857 et se poursuivit jusqu'au 29 janvier 1860. Voici l'indication des numéros de l'*Univers* où ils sont insérés. Année 1857, 27 septembre, 11 oc-

l'évêque de Poitiers eût dénoncé, avec l'autorité de son caractère épiscopal, les mêmes erreurs dans une lettre synodale qui reste comme l'un des monuments théologiques les plus importants de notre époque, on ne voulait voir, dans les accusations de l'abbé de Solesmes, que les exagérations d'un moine étranger à son siècle. Il n'est pas possible de partager cette opinion depuis l'encyclique du 8 décembre 1864 si l'on tient à rester catholique.

Il est un autre genre de naturalisme que l'on pourrait appeler théologique. Celui-ci remonte plus haut et nous le voyons régner dès le XVIIe siècle à la Sorbonne. Dom Guéranger entreprit une campagne contre ce dangereux ennemi à propos de la *Cité mystique* de la Vénérable Marie d'Agréda (1). Les principes qu'il expose sont inattaquables et de la plus grande importance ; peut-être pourrait-on dire que le livre de la *Cité*

tobre, 25 octobre, 8 novembre, 22 novembre. Année 1858, 2, 17, 31 janvier, 21 février, 21 mars, 11 et 25 avril, 9 mai, 4 juillet, 29 août, 7 novembre. Année 1859, 2 janvier, 27 février, 1 mai, 3 juillet, 20 novembre, 5 et 22 décembre, 6 et 29 janvier 1860. On peut y joindre un article sur la nécessité de la révélation, l'*Univers* 7 mars 1858, et aussi : Du point de vue chrétien dans l'histoire, dans le *Monde* 3 avril 1860. Une grande partie de ces articles a été textuellement reproduite dans le volume : *Essai sur le Naturalisme contemporain*, Paris, 1858. In-8°. LXVII-505 p.

(1) Les articles sur la *Cité mystique* parurent dans l'*Univers* et n'ont pas été réunis en volume. Voici l'indication des numéros. 1858 : 23 mai, 6 et 20 juin, 18 juillet, 1 et 15 août, 12 et 26 septembre, 10 octobre, 21 novembre, 5 et 19 décembre. 1859 : 16 et 31 janvier, 13 février, 13 et 28 mars, 11 avril, 15 et 29 mai, 15 juin, 18 juillet, 7 et 22 août, 18 septembre, 9 et 23 octobre, 7 novembre, en tout 28 articles. Ils ont été traduits en anglais par Dom Laurent Shepherd, un vol. in-18, VII-47 p., en 1859.

mystique n'était pas le livre le mieux choisi.

L'année 1860, Dom Guéranger publia dans le journal *Le Monde*, qui avait succédé à l'*Univers*, supprimé par l'arbitraire impérial, une suite d'articles sur *saint Louis et la Papauté* (1), sur Mme Swetchine (2), et l'année suivante sur Sixte-Quint et Henri IV (3), d'après le livre de M. Ségretain. Pour Dom Guéranger Adolphe Ségretain était un ami, Mme Swetchine était une sainte en même temps qu'une amie et une bienfaitrice. Pour tous ceux qui ont eu le bonheur de connaître cette grande âme, l'impression de la sainteté domine toutes les autres qui sont inséparables de son souvenir, comme l'intelligence, la suprême distinction, la bonté inépuisable. Il y avait bien entre eux quelques nuances dans les appréciations, et je me souviens avoir entendu plus d'une fois Mme Swetchine s'excuser, pour ainsi dire, d'admettre chez elle des hommes dont l'orthodoxie n'était pas sans reproche; la droiture de son cœur ne lui permettait pas de croire que d'autres n'avaient pas les mêmes qualités. Toutefois, ceux qui ont dit que cette grande chrétienne avait partagé les idées des catholiques libéraux se sont trompés; ne répondit-elle pas à certaines insinuations : « Je n'ai pas quitté un

(1) *Le Monde* 1860, 22 mai, 10 et 17 juin, 12 août, 2 et 3 septembre. 1861, 27 janvier, 18 février.

(2) *Le Monde* 1860, 8 et 15 juillet, 14 octobre, 6 novembre, 30 décembre.

(3) *Le Monde* 1861, 19 août, 2 et 24 septembre, 17 novembre. 1862, 5 janvier.

grand schisme, pour en adopter un petit ?» Quant à ses sentiments à l'égard de Dom Guéranger, ils furent jusqu'à la fin remplis de respect et de l'affection la plus vraie. Personne ne l'a mieux défini qu'elle lorsqu'elle dit : « Il est né abbé de Solesmes. »

En 1863, Pie IX appela un simple religieux de Solesmes pour le revêtir de la pourpre, et la même année un nouveau Solesmes se forma en Allemagne, au diocèse de Fribourg-en-Brisgau, dans l'ancienne abbaye de Saint-Martin de Beuron, grâce à la générosité de la princesse Catherine de Hohenzollern-Sigmaringen. Les premiers religieux qui l'habitèrent, les RR. PP. Maur et Placide Wolter, avaient embrassé la vie bénédictine à Saint-Paul-hors-des-Murs, à Rome, mais ils vinrent passer du temps à Solesmes avant de s'établir à Beuron. Plusieurs autres religieux de la nouvelle colonie vinrent aussi faire leur noviciat sous la conduite de Dom Guéranger ; la princesse elle-même fit plusieurs séjours assez prolongés à la porte de l'abbaye, et un moine de Solesmes présida à l'établissement définitif. En peu de temps cette nouvelle maison reçut un accroissement merveilleux ; les moines devinrent nombreux et plusieurs se firent connaître par leurs talents : ils fondèrent une école de chant qui produisit de grands résultats dans la contrée et au loin ; ils fondèrent aussi une école de peinture à laquelle un avenir brillant est assuré malgré l'ingratitude des temps. En effet, le 10 dé-

cembre 1875 le *Culturkampf* a fermé l'abbaye de Beuron et forcé les moines à chercher un asile au loin. Les exilés ont déjà formé deux abbayes nombreuses, Emmaus à Prague, et Maredsons au diocèse de Namur.

Tout en veillant sur la fondation du monastère allemand, Dom Guéranger en préparait un autre dans la ville de Marseille. Un prêtre zélé, M. le chanoine Coulin, d'accord avec une élite de ferventes chrétiennes formées à son école, offrit une vaste église et quelques bâtiments pour établir un prieuré qui fut placé sous le patronage de sainte Madeleine. En peu d'années le petit monastère fit d'assez rapides progrès et, à la prière de Mgr Charles Place, il a été érigé en abbaye par Pie IX, le 4 février 1876. Hélas ! pourquoi est-il nécessaire d'ajouter que les infâmes décrets du 29 mars 1880 ont été appliqués à cette maison comme à tant d'autres monastères, le 29 octobre, par le préfet des Bouches-du-Rhône, Pobel !

Vers le même temps, au cours des années 1867 et 1868, Dom Guéranger eut l'occasion de rendre un important service à l'ordre de Cîteaux. Poussé par un séculier intrigant et ennemi des réguliers, un membre de la Congrégation des Rites prétendit que les Trappistes usaient d'un bréviaire qui n'était pas dans les conditions voulues par le droit. La chose fut poussée vivement et en secret, et le moment n'était pas éloigné où un décret allait être rendu supprimant le bréviaire en usage. Heureusement le secret ne fut point assez gardé ;

la nouvelle de ce qui se passait parvint aux oreilles des intéressés ; le Père abbé d'Aiguebelle accourut à Solesmes, Dom Guéranger composa un mémoire dans lequel il rétablit la vérité des faits et prouva la légitimité des usages liturgiques suivis par les Trappistes. Ce fait nous remet en mémoire un autre service rendu par Dom Guéranger aux fidèles de France. Poussée par les mêmes hommes qui croient montrer du zèle par leur ardeur de changement, la Congrégation des Rites était sur le point de rendre un décret étendant à la France la mesure qui défend aux fidèles de communier le jour de Noël à la messe de minuit ; Dom Guéranger devait se rendre à Rome, il précipita son départ et fit voir que ces communions n'avaient dans notre pays aucun des inconvénients qu'elles pouvaient avoir en Italie, et que les supprimer était porter un coup dangereux à la piété.

En 1865 ou environ, M. de Freycinet vint à Solesmes dans le désir d'éclaircir certains doutes qui traversaient son âme. Il avait fait part de ses pensées à M. Henri Lasserre, son ami intime, et celui-ci qui connaissait beaucoup Solesmes, où il avait passé à plusieurs reprises de longs mois, l'avait adressé à Dom Guéranger. M. de Freycinet resta plusieurs jours à Solesmes ; comme il était accompagné de sa femme il ne logea pas dans l'abbaye, mais dans une maison voisine appartenant à la sœur d'un religieux du monastère. Cette visite n'avait absolument rien d'insolite, et beau-

coup de religieux, celui-même qui écrit ces lignes, n'en ont rien su que plusieurs années après, lorsque les événements ont mis le nom du visiteur dans une trop grande évidence. Dom Guéranger vit tous les jours, matin et soir, le futur ministre de la dernière république. Il crut reconnaître en lui des dispositions pour un retour à la vérité, et durant longtemps il exprima l'espérance que, renonçant aux erreurs du protestantisme dans lequel il a eu le malheur de naître, il entrerait dans la pleine lumière du catholicisme. Il est certain qu'en quittant Solesmes, M. de Freycinet était un admirateur prononcé de Dom Guéranger, comme j'en ai lu le témoignage écrit et signé de sa main et sur un livre offert par lui au religieux vénérable qui lui avait enseigné la vérité durant plusieurs jours. Autant cette démarche faisait d'honneur à celui qui cherchait la vérité en 1865, autant les lâchetés actuelles et les alliances ignobles des derniers jours le couvrent d'ignominie.

Presque au terme de sa carrière, et après être revenu d'une maladie qui avait inspiré à ses fils les plus graves inquiétudes, l'abbé de Solesmes reçut de la Providence une consolation qui dut adoucir bien des amertumes inséparables d'une vie de polémique et d'une administration aussi étendue que celle qui pesait sur lui. Il lui fut donné de fonder un monastère de vierges à Solesmes même, sous le patronage de la glorieuse vierge et martyre sainte Cécile, dont le culte lui était si

cher. Mgr Charles-Jean Fillion, évêque du Mans, attaché à Solesmes et à son abbé par des liens qui remontaient aux jours mêmes de son enfance, seconda de tous ses efforts cette œuvre que le Ciel a couverte d'une protection visible. Le 8 octobre 1866, le successeur de saint Julien posait la première pierre et les bâtiments s'élevèrent avec une merveilleuse rapidité. L'abbé de Solesmes se réjouissait à la vue de cet édifice dans lequel le divin Maître devait être si dignement glorifié. Il en suivait tous les détails, mais il s'occupait surtout de l'édifice spirituel. «Pendant huit ans, dit heureusement le cardinal Pie, il partagea entre ses deux familles ses soins et ses labeurs, dirigeant à la fois des deux côtés ces jets de lumière et de génie qui devenaient plus ardents et plus vifs à mesure qu'il approchait du foyer éternel (1). »

Cette lumière plus vive n'avait jamais mieux paru que dans les controverses qui précédèrent et accompagnèrent la célébration du Concile du Vatican. Les ennemis déclarés ou secrets des prérogatives du Siège Apostolique prévirent si bien que la définition de ces prérogatives était une nécessité qui s'imposait aux futures assises de la chrétienté, qu'ils employèrent tous leurs efforts pour empêcher la réunion ordonnée par le Souverain-Pontife; n'ayant pu arrêter la convocation et la réunion, avant que les matières

(1) Oraison funèbre, p. 15.

des délibérations eussent été indiquées, ils se mirent à combattre l'infaillibilité du Pontife suprême, les uns directement comme le mathématicien Gratry, les autres indirectement sous le prétexte de l'inopportunité de la définition, comme Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, et Mgr Maret, évêque de Sura i. p. i. (1). A quelque camp que l'on appartienne, il est impossible de nier que ces publications n'aient produit beaucoup de mal dans toutes les classes de la société; car on chercha à ameuter l'opinion sur toute la ligne. Dom Guéranger garda longtemps le silence ; mais, convoqué par l'autorité apostolique à se rendre au concile selon les prérogatives de sa dignité et se voyant empêché par ses infirmités, pressé par ses amis, plus pressé encore par l'amour de la vérité, il répondit par trois brochures qui parurent successivement et à de courts intervalles, et enfin par un article dans l'*Univers*, aux diatribes du P. Gratry; par une brochure et une lettre à Mgr l'évêque d'Orléans, et enfin par un traité en forme ayant pour titre : *De la monarchie pontificale*, à Mgr Maret (2). Ces divers écrits parurent en l'espace de quelques mois, au commencement de l'année 1870, durant que

(1) Mgr Maret était pieux et, avant sa mort, il fit une rétractation édifiante devant tout le clergé du diocèse de Mende réuni pour la retraite ecclésiastique.

(2) *De la Monarchie pontificale*. Paris 1870. In-8°. XI-290 p. — 2e éd. 1870. In-8°. XI-311 p. — 3e éd. même année. — Il parut presque en même temps une traduction en allemand et une autre en anglais.

Les réponses au P. Gratry sont intitulées : *Défense de l'Eglise*

le concile du Vatican était assemblé. Jamais l'abbé de Solesmes n'écrivit de pages plus savantes, plus vigoureuses et plus éloquentes que ses trois lettres au P. Gratry ; et « quant à la *Monarchie pontificale*, fruit merveilleux et comme spontané d'une maturité théologique dont on citerait peu d'exemples, les Pères du Concile y trouvèrent la solution que tant de sophismes leur dérobaient, et les derniers nuages furent dissipés ! » Ainsi s'exprime un des Pères du Concile et qui remplit l'un des premiers rôles dans cette grande assemblée. C'était la seconde fois que la forme de la définition d'un dogme se trouvait sur les lèvres de l'abbé de Solesmes.

Déjà Pie IX avait nommé Dom Guéranger consulteur des Congrégations des Rites et de l'Index et lui avait conféré le droit de porter la *cappa magna*, comme les prélats du rang le plus élevé ; pour récompenser ses derniers travaux, le Pontife lui accorda une faveur qui dut lui apporter plus d'allégresse, parce qu'elle couvrait de la sanction apostolique l'œuvre chérie de sa vieillesse. A la demande de l'évêque du Mans, le Pape autorisa ce prélat à conférer la bénédiction abbatiale à M[me] Jeanne-Cécile Bruyère, prieure de Sainte-Cécile. La cérémonie eut lieu le 14 juillet 1871.

Romaine contre les accusations du R. P. Gratry. In-8°, et dans l'*Univers*, 3, 11 et 21 juin, 7 juillet 1870.

De la Définition de l'Infaillibilité papale à propos de la lettre de Mgr d'Orléans à Mgr de Malines. In 8°. III-48 p.

Réponse aux dernières objections contre la définition de l'Infaillibilité du Pontife Romain. In-8°. IV-40 p.

Le 12 octobre suivant le même prélat consacrait l'église du nouveau monastère.

Dom Guéranger néanmoins estimait n'avoir pas payé sa dette d'amour et de reconnaissance envers sa chère sainte Cécile. Depuis plus de quinze ans il avait formé le projet de lui élever un monument en groupant autour de son histoire vraie et vengée par lui des attaques d'une critique étroite et injuste, toutes les découvertes de l'archéologie chrétienne dans les temps modernes. Cette étude des antiquités chrétiennes, à Rome surtout, l'avait passionné dès sa jeunesse; ce goût l'avait lié avec M. le commandeur J.-B. de Rossi, qui deux fois fit le voyage de Solesmes pour voir le savant abbé que ses infirmités retenaient dans son monastère. Personne ne suivit avec une attention plus intense les progrès que le grand archéologue à fait faire à la science ecclésiastique par les découvertes accomplies par lui dans les hypogées de la ville sainte. Mais ces découvertes modifiaient profondément les données admises jusqu'alors sur les actes de l'illustre Sainte et que lui même avait reproduites dans son premier ouvrage; il résolut de présenter dans une large synthèse l'Eglise romaine dans les premiers siècles. C'est à la fois une histoire de sainte Cécile placée dans son véritable cadre, une apologie très solide de la religion chrétienne et une démonstration par les faits de cette monarchie pontificale qu'il venait d'établir avec tant d'autorité par les arguments théologiques. L'ou-

vrage parut en 1874 sous ce titre : *Sainte Cécile et la Société romaine.* Il fut édité par la maison Didot avec tout le luxe de vignettes et de gravures que l'on apporte de nos jours à tant de publications insignifiantes ou funestes, et qu'un livre chrétien peut rarement obtenir (1). Pie IX le lut un des premiers et déclara que cet ouvrage était un immense service rendu à la religion ; il y reconnaissait une apologie solide et sur un terrain nouveau. Il voulut féliciter l'auteur par un bref très élogieux.

Nous n'avons point énuméré tous les écrits publiés par Dom Guéranger soit seul, soit en collaboration avec plusieurs religieux de l'abbaye de Solesmes. Il était de ceux qui ne donnent pas leur pleine mesure dans un livre et qu'il vaut encore mieux entendre que lire. Plus tard on recherchera autant sa correspondance que ses ouvrages de longue haleine ; et, quoiqu'il n'y ait pas mis la dernière main, on aimera à lire les conférences qu'il donnait chaque soir, surtout durant les huit dernières années de sa vie, dans le chapitre de l'abbaye (2).

(1) *Sainte Cécile et la Société romaine aux deux premiers siècles.* 1874. Paris, Didot. In-4°. VIII-577 p. — Une seconde édition a été donnée la même année par le même éditeur et dans le même format. In-4° 6-VIII-590 p. — Le texte de l'ouvrage, mais avec un nombre moins grand de gravures, a été réimprimé, après la mort de l'auteur, par la Société de librairie catholique. Paris 1878. In-8°. VIII-467.

(2) *Conférences sur la vie chrétienne* prononcées dans le chapitre de Saint-Pierre de Solesmes (octobre 1872-mai 1874, par le révérendissime Père Dom Prosper Guéranger, abbé de Solesmes. D'après les notes recueillies par plusieurs moines durant les conférences.

La composition du livre *Sainte Cécile et la Société romaine* fatigua beaucoup le savant abbé dont les forces diminuaient sensiblement depuis plusieurs années. Les prières et les soins ne furent point épargnés pour prolonger une existence aussi chère. Si les forces physiques faisaient défaut, jamais peut-être l'intelligence n'avait paru plus vive et plus pénétrante. Ses fils de Marseille venaient d'inaugurer leur monastère renouvelé ; ils ambitionnaient la bénédiction du père pour leur demeure ; il partit au mois de décembre 1874, et rentra à Solesmes pour les fêtes de Noël. Il officia aux matines, mais au *Gloria in excelsis* de la messe de minuit, il éprouva une défaillance. Aux soucis qu'amène nécessairement le soin des âmes, se joignaient les sollicitudes maternelles de plus en plus poignantes, et qui épuisaient ce qui lui restait de force. Le 27 janvier il visita, pour la dernière fois, l'abbaye de Sainte-Cécile, et parla, pour la dernière fois aussi, dans le chapitre de Saint-Pierre. Le sujet de l'entretien fut la fête de saint Julien, et il recommanda de n'oublier jamais la mémoire de Mgr Charles Fillion, successeur de saint Julien. Le lendemain, il était au parloir, instruisant une enfant qu'il préparait pour la première communion. « La plus douce occupation de ce polémiste ardent et redouté, de ce docteur qui éclairait les juges eux-mêmes de la foi, était de

Ex typis Sancti-Petri de Solesmis. — In-4° de 321 p. fini d'imprimer le jour de saint Charles 1880. (N'est pas dans le commerce.)

catéchiser l'enfance, d'instruire et de diriger les fils et les petits-fils de ses amis fidèles, et d'étendre, sur une troisième ou une quatrième génération, les soins qu'il avait prodigués aux pères. La mort l'a presque surpris dans cet humble ministère (1). » En effet, saisi par une fièvre violente, le vieillard se traîna avec peine à sa cellule et ne se releva plus de son lit. Son agonie dura près de trois jours. On surprenait sur ses lèvres l'accent étouffé de la psalmodie. Dans un instant où l'usage de la parole lui fut rendu, il put recevoir le sacrement de la pénitence. Prié d'indiquer les prières que l'on devait réciter avec lui, il désigna le psaume *Benedic anima mea Domino* et le *Te Deum*. Il s'endormit paisiblement dans le Seigneur, le samedi 30 janvier, à trois heures de l'après-midi.

Cette mort devint un événement, et tous les organes de la publicité s'en occupèrent. Le corps, revêtu des ornements pontificaux, fut exposé dans l'église de l'abbaye de Saint-Pierre ; il fut ensuite transporté dans l'église de l'abbaye de Sainte-Cécile où les habitants de la paroisse de Solesmes demandèrent à veiller toute la nuit, tandis que les religieuses étaient en prières derrière la grille du chœur. Le lendemain, les moines de Saint-Pierre revenaient a Sainte-Cécile pour chercher le précieux dépôt qu'ils y avaient laissé la veille. Mgr d'Outremont, évêque du

(1) Cardinal Pie, *Oraison funèbre du T. R. P. Dom Guéranger.*

Mans, à peine entré dans son diocèse, NN. SS. Fournier, évêque de Nantes, et Dom Anselme Nouvel, de l'ordre de Saint-Benoît, évêque de Quimper; les RR. abbés mitrés de Ligugé, de la Pierre-qui-Vire, de la Grande-Trappe, d'Aiguebelle et de Bellefontaine; des députés des chapitres du Mans et de Laval, des représentants de presque tous les ordres religieux, des prêtres en grand nombre, et une foule de pieux fidèles, étaient accourus pour ces obsèques. Les autorités civiles et militaires du département, les magistrats de Solesmes et de Sablé, par leur présence, donnaient à ce deuil un caractère officiel. Mgr d'Outremont, après le saint sacrifice, prononça une touchante et éloquente allocution. L'élite de la population du Maine et de l'Anjou écoutait avec émotion ces paroles sympathiques. Enfin, le corps fut déposé dans une crypte, au centre de l'église.

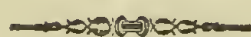
Au service de trentième, célébré le 6 mars, Mgr Pie, évêque de Poitiers, prononça une oraison funèbre qui restera comme un chef-d'œuvre de doctrine et d'éloquence. Une année écoulée, Mgr Freppel, évêque d'Angers, venait à son tour rendre hommage à l'illustre abbé de Solesmes, dans un discours qui restera aussi comme un monument remarquable d'une synthèse théologique et canonique exposée dans le plus beau langage. Mais l'éloge suprême est sorti de la bouche de Pie IX s'adressant à l'église universelle par son bref *Ecclesiasticis viris*, du 19 mars 1875,

et destiné tout entier à louer le fidèle serviteur que l'Eglise venait de perdre en la personne de l'abbé de Solesmes Dom Prosper-Louis-Pascal Guéranger.

Dom Piolin.

FIN.

M. LAINÉ



Le 1er janvier 1814, comme au premier jour de chaque année, l'empereur Napoléon devait recevoir les hommages et les vœux de tous les grands corps de l'Etat. C'étaient, au palais des Tuileries, une foule, un mouvement, un empressement extraordinaires. Les serviteurs, les officiers, la garde, la famille impériale elle-même, tout le monde enfin était sur pied, en grande tenue et plus ou moins occupé de ce qu'il avait à dire ou à faire, et de la figure qu'il devait montrer, inquiet surtout de l'accueil que son hommage allait obtenir. L'empereur, en effet, n'était pas, comme la plupart des autres souverains, habitué à recevoir ces compliments avec un invariable sourire de satisfaction et des paroles toujours douces et polies ; il se laissait aller souvent à des accès de mauvaise humeur ou de violence, et prenait parfois même occasion de ces présentations, de ces discours pour faire d'injurieux reproches. Mme de Staël le savait bien, et plusieurs prélats l'avaient éprouvé. Les temps

d'ailleurs étaient tristes et les présages de l'avenir paraissaient mauvais. L'étoile de Napoléon pâlissait à tous les yeux. Lui, qui n'avait connu jusqu'alors que la victoire, il venait d'éprouver les plus sanglantes défaites. Le souvenir de la retraite de Russie et de la terrible journée de Leipsick était présent à tous les esprits. Ces revers pouvaient être l'annonce de désastres prochains et irréparables. La coalition des souverains de l'Europe, si souvent rompue par le génie de l'empereur, était, cette fois, plus nombreuse que jamais et semblait indissoluble. C'était, entre ces puissances et lui, une guerre à mort ; on le sentait. Les ennemis de Napoléon commençaient à laisser entrevoir leurs espérances, ses partisans ne pouvaient plus dissimuler leurs alarmes. En tout cas, l'événement n'était pas loin, et l'année qui s'ouvrait amènerait certainement le triomphe ou la ruine de cette redoutable puissance. Tout le monde se recueillait devant ce mystère de l'avenir. Plus inquiet que tous les autres, Napoléon s'efforçait cependant de paraître sûr de sa destinée ; mais personne n'y était trompé, car il suffisait de le regarder attentivement pour voir sur son front les alarmes de son cœur.

Entre toutes les réceptions, celle du Corps législatif devait avoir un intérêt sans pareil. Consulté par le maître qui demandait à la France épuisée de nouveaux sacrifices de sang et d'argent, il avait osé exprimer les vœux publics en

faveur de la paix, de la liberté, du respect des lois. Ses paroles avaient été très mesurées, très modérées, mais elles n'en renfermaient pas moins une remontrance ; on pouvait même y lire une plainte, un blâme, et c'était, au milieu du silence universel, après tant d'années de servilisme et de flatteries, une témérité, une hardiesse, dont personne ne pouvait revenir, et dont l'empereur s'était montré indigné. Dans sa colère, il avait, la veille même, prorogé le Corps législatif, qui, dès lors, aurait pu se dispenser de paraître à la réception ; mais, après l'avoir ainsi renvoyé, le maître, se ravisant tout à coup, l'avait convoqué pour la circonstance, et cet appel du lendemain, après la dissolution de la veille, en trahissant la violence et la rapidité des courants auxquels son âme était livrée, faisait redouter à tout le monde une scène inattendue.

A midi, le monarque était sur son trône, dans sa grande tenue de général de la garde qu'il portait de préférence ; les princes et les princesses de sa famille, les grands officiers de sa maison et les premiers dignitaires de l'Etat l'environnaient. Il avait l'air sombre, soucieux et fatigué, les traits altérés, le teint pâle et l'œil brûlant. Le Sénat entra le premier et fut reçu avec cette bienveillance affectée et distraite, qui marque une âme occupée d'une autre pensée. Ce fut ensuite le tour du Conseil d'Etat à qui les constitutions de l'Empire donnaient alors le second

rang. Enfin le Corps législatif fut introduit, son président lut quelques paroles d'hommage préparées à la hâte, et d'autant plus soumises qu'on savait le maître plus courroucé. Bonaparte répondit par deux ou trois phrases vagues et qui furent à peine entendues. Un pâle sourire les accompagnait, un léger mouvement de la main qui les suivit fit croire que la séance était terminée. On se crut sauvé, et déjà, précédés par les maîtres de cérémonie, les députés défilaient devant le trône en s'inclinant jusqu'à terre, heureux d'en être quittes à si bon marché, et impatients de se soustraire aux regards du redoutable souverain.

Tout à coup l'empereur fit un geste qui voulait dire : arrêtez ! restez ! Aussitôt les députés qui étaient sortis rentrent dans l'enceinte et forment avec leurs collègues un demi-cercle autour du trône. Alors Napoléon commença un long discours plein de récriminations et de menaces. Il aimait ces coups de théâtre, ces surprises, ces anxiétés dans l'âme des auditeurs, et, pour lui-même, ces airs imprévus, ces éclats en apparence improvisés, mais en réalité disposés d'avance avec une rare industrie pour faire d'autant plus impression qu'on s'y était moins attendu. Jamais il n'avait paru plus furieux qu'à ce moment. Les éclats de sa voix puissante et courroucée retentissaient dans toutes les parties de l'immense salle et jusqu'au dehors dans les galeries du château. Bientôt même, poussé par

le désir d'impressionner davantage les députés déjà tremblants, il descendit, mais par intervalle et comme sans s'en apercevoir, les degrés du trône, cherchant à s'approcher de ses auditeurs comme pour une conversation ordinaire, tandis que ceux-ci, au contraire, reculaient insensiblement jusqu'aux sièges qui longeaient les murs. Ils formaient ainsi la moitié d'un immense cercle dont Napoléon tenait le milieu. C'est de là qu'il tonnait avec fureur contre « les factieux, les intrigants et les hypocrites qui entraînaient le Corps législatif, servaient les intérêts de l'étranger et nuisaient plus à la France que dix batailles perdues. » Enfin, sortant de ces généralités offensantes pour atteindre l'homme qu'il avait surtout en vue : « M. Lainé, s'écria-t-il, est un traître, il est vendu à l'Angleterre, il correspond avec le prince régent par l'intermédiaire de l'avocat De Sèze. C'est un méchant homme, c'est un factieux... je le connais, j'aurai l'œil sur lui et sur ses complices. » Pour rendre cette apostrophe plus terrible l'empereur eût dû diriger son geste et ses pas vers celui qu'elle attaquait. Il ne l'osa pas, soit par un reste de soin de sa dignité qu'il n'exposait jamais qu'à demi, soit parce qu'il ne pouvait affronter le regard d'un honnête homme qu'il calomniait.

M. Lainé soutint ce choc avec modestie et en silence comme les convenances l'exigeaient, mais sans baisser les yeux ni paraître intimidé. C'était un homme de trente-sept ans, maigre et

maladif, dont la taille dépassait de beaucoup celle de ses collègues. Sa physionomie intelligente et pensive exprimait la tristesse, ses traits portaient l'empreinte du travail et de la souffrance. Quoique jeune, il était presque entièrement chauve ; ses yeux étaient de feu, mais en même temps sereins et doux, par son maintien grave et digne il rappelait la simplicité, ou même l'austérité des anciens magistrats. Son crime était d'avoir inspiré les résolutions du Corps législatif et rédigé lui-même le message où les vœux et les plaintes de la Chambre, on pourrait dire de tout le pays, étaient exprimés. Il sortit de la salle avec ses collègues, et, à peine revenu à son domicile, il écrivit au ministre de la police qu'il se tenait à son entière disposition. Mandé par l'Excellence qui espérait l'intimider, il lui répondit : « Ma conscience me parle plus haut que vous. » Bonaparte n'osa donner l'ordre de l'arrêter. Le courageux député put retourner tranquillement à Bordeaux où il attendit les événements.

A partir de cette scène, M. Lainé, qui n'avait encore qu'une célébrité secondaire, devint l'homme du moment, la personnalité la plus sympathique et la plus en vue. Toute la France, toute l'Europe eut les yeux sur lui. Le parti royaliste surtout qui commençait à prendre courage, et ses princes dont les regards ne se détachaient pas de la patrie, désirèrent vivement et espérèrent le conquérir. Que l'Empire vînt à tom-

ber, comme beaucoup d'esprits sérieux le prévoyaient, et il allait évidemment exercer une action des plus importantes sur les événements, occuper une des premières places dans l'Etat.

Joseph-Henri-Joachim Hostein Lainé, auquel Louis XVIII donna plus tard le titre de vicomte, naquit à Bordeaux le 11 novembre 1767. Il avait donc à peine vingt-deux ans lorsque la Révolution éclata, et il en embrassa les principes avec une ardeur fort éloignée de la modération qui fut plus tard le trait essentiel de son caractère. Il s'attacha même au parti de la *Montagne* qui, alors, triomphait des *Girondins*, et c'est justement en 1793, pendant la domination de nos tyrans les plus sanguinaires, qu'il quitta le barreau bordelais où il était fort applaudi pour accepter la place d'administrateur de l'arrondissement de Blaye, c'est-à-dire de sous-préfet, comme on s'exprimerait aujourd'hui. Cependant on ne put lui reprocher aucune complicité dans les crimes qui déshonoraient alors le gouvernement. Il était d'un caractère honnête et doux et il évitait de commettre aucune injustice ; mais ses principes, ses opinions, et jusqu'à sa manière de se vêtir, étaient ceux de la faction la plus exaltée. Aussi, après 1815, quand il fut devenu un ardent royaliste, ses anciens amis affectaient-ils de railler sa conversion et de mettre en doute sa sincérité. Une caricature très remarquable le représentait coiffé d'un bonnet blanc ; mais ce bonnet était percé en un coin et laissait

voir en dessous un bonnet rouge sur lequel on lisait cette inscription moqueuse : Je suis *Lainé.*

Il revint bientôt au barreau où de nouveaux succès l'attendaient et le firent nommer, en 1807, par le département de la Gironde, député au Corps législatif. C'était un bel orateur dans une Chambre de muets et un grand caractère pour une assemblée d'esclaves. M. Lainé, cependant, s'efforça de se rendre utile malgré tant de circonstances défavorables. Il combattit surtout un projet de loi où la confiscation était consacrée, et, ne pouvant dire toute sa pensée dans les séances publiques, il demanda la création d'un comité préparateur, où il pût la développer tout entière sans paraître attaquer le gouvernement. Vaine précaution ! le comité fut refusé et la confiscation maintenue.

A ce coup, personne ne douta que M. Lainé ne fût tombé pour toujours dans la disgrâce de l'empereur ; plusieurs même craignirent qu'il ne ressentît des effets plus sensibles de sa colère. Il n'en fut rien ; Napoléon, au contraire, lui donna la croix de la Légion d'honneur, si rare alors et si désirée. Les pouvoirs despotiques ont de ces caprices que le vulgaire confond avec l'impartialité et la grandeur d'âme. Ils décorent un homme dont l'opposition, isolée dans un milieu asservi, ne peut les gêner et donne même une couleur de modération à leur tyrannie ; mais ils frappent avec colère ceux qui osent les

contredire dans le temps où l'opposition a quelque chance de succès. Aussi les courtisans ne s'y trompèrent point et la décoration de M. Lainé ne lui valut pas d'imitateurs. La suite fit voir que c'était bien juger du maître et que la même hardiesse n'aurait pas obtenu la même faveur.

En recevant la croix d'honneur, M. Lainé fit serment de fidélité à Bonaparte; voulant le faire passer pour parjure, les historiens ennemis des Bourbons ont insinué qu'il était dès lors en relations avec eux et qu'il travaillait à la restauration de leur trône. Ce sont de ces suppositions que la moindre vraisemblance a pu inspirer à des esprits prévenus et dont la passion fait bientôt des affirmations positives, mais que l'histoire ne saurait accepter sans preuves. En 1807, quand M. Lainé fit ce serment, Bonaparte était à l'apogée de sa gloire, les royalistes avaient perdu toute espérance et même n'existaient presque plus comme parti. M. Lainé n'avait aucun rapport avec eux. C'était un ancien jacobin, amené, par les crimes de la République, à des idées modérées et conservatrices, mais fort éloigné encore de professer les principes monarchiques et encore plus de travailler au retour des fils de saint Louis. Même au 1er janvier 1814, quand il faisait, au nom du Corps législatif, d'humbles remontrances à l'Empereur, et quand l'Empereur s'écriait dans sa colère : M. Lainé est un traître! il était loin encore d'espérer et

de désirer la restauration. M. Thiers lui-même le reconnaît. « A peine, dit cet historien, était-il sur la pente du royalisme, comme tous ceux d'alors qui aimaient la justice et la liberté. » Il faut le dire, l'injustice de Napoléon le révolta et, en le détachant du despote qui l'outrageait, lui fit faire un grand pas vers la légitimité.

Le système administratif de l'Empire, joint à la guerre avec l'Angleterre, ruinait le commerce des Bordelais ; tous leurs intérêts étaient en souffrance, et, si le mécontentement populaire n'allait pas encore jusqu'à faire souhaiter une révolution, les hommes intelligents comprenaient déjà très bien que Bonaparte courait à sa perte, et la plupart commençaient à espérer le retour des lis. Au sortir des Tuileries, où il avait été grossièrement insulté, M. Lainé tomba tout à coup dans le milieu de désaffection pour Bonaparte, d'espérances impatientes et discrètes à la fois pour les Bourbons. Il vit ces salons du haut commerce qu'une société opulente emplissait de ses critiques et de ses vœux. C'était une conspiration inavouée, mais réelle. On blâmait tous les actes du gouvernement, on se faisait gloire de souhaiter sa ruine ; quelques-uns mêmes, plus hardis ou plus impatients, recevaient des nouvelles et parfois des instructions des princes bannis, par l'entremise des grandes familles royalistes du pays. Beaucoup d'amis que M. Lainé avait laissés, il y avait moins d'un an, partisans de l'empereur ou du moins ses

sujets fidèles, étaient devenus royalistes et ne prenaient guère la peine de s'en cacher. A leur tête était le maire de la ville, ce vieux comte Lynch, si méthodique et si solennel, qui naguère avait offert à Bonaparte tout un escadron de cavaliers équipés et entretenus aux frais de la ville, et qui, maintenant, n'attendait que l'heure de se déclarer publiquement pour le roi. La magistrature et le barreau étaient encore plus royalistes que le haut commerce. Là se trouvaient M. de Sèze, dont Bonaparte s'efforçait vainement de ternir la gloire ; M. Bavez, l'aigle du barreau bordelais, qui fut président de la Chambre après M. Lainé ; le vicomte de Martignac qui se couvrit, plus tard, d'une gloire si pure ; le comte de Peyronnet, qui fut tour à tour avocat et colonel de la garde nationale, devint ministre et mourut proscrit; enfin les Decazes, les Brochon, les Montaubrie, tous, « sur la pente du royalisme » comme dit M. Thiers. Les salons aristocratiques étaient encore plus prononcés. Il suffit de rappeler les Puységur, les Lur-Saluces, les Montesquieu, les Longueville, les Ravignan, les La Myre-Mori et les Carayon-Latour, que les Bourbons ont toujours comptés pour de fidèles serviteurs.

Toute cette société bordelaise était, depuis longtemps, pleine d'estime pour le caractère de M. Lainé. Elle applaudit avec transport à sa belle conduite dans la dernière occasion, et elle lui fit, quand il revint après sa disgrâce, l'ac-

cueil le plus empressé. Il devint le héros du jour. On l'entoura de respect et d'hommages, on lui confia les vœux secrets et les espérances du parti ; c'était le meilleur moyen de les lui faire concevoir à lui-même. Comment eût-il pu résister longtemps à ces séductions diverses? Ce qu'il n'espérait plus de Bonaparte, il l'attendit avec confiance du retour de nos anciens rois, à savoir : la justice pour lui-même et la liberté pour son pays.

Le 12 mars arriva bientôt après, devançant les projets de Wellington, qui voulait s'emparer de la ville; le comte Lynch y fit tout à coup arborer le drapeau blanc et la déclara soumise à l'autorité du roi. Ce fut aussitôt une allégresse universelle, toutes les maisons furent, en un instant, pavoisées, et les cris de *Vive le roi!* éclatèrent de toute part avec un inexprimable transport. Bientôt le duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, fit son entrée dans la ville et en prit possession au nom du roi. L'enthousiasme de ce jour ne peut être dépeint; j'ai vu, à quarante ans d'intervalle, des hommes du peuple, des bateliers du port, de vieilles femmes du quartier Saint-Michel qui ne pouvaient, en le racontant, retenir leurs larmes; ils disaient qu'aucune des fêtes célébrées depuis ne devait être comparée à ce beau jour, pas même la réception du duc d'Orléans en 1837, ni celle de Napoléon III au lendemain du coup d'Etat.

Cependant, quand la population tout entière

volait au-devant du jeune prince, deux hommes éminents, et tous les deux sincèremen royalistes, refusèrent d'abord de s'associer à cette démarche, retenus, l'un et l'autre, par un même sentiment : le respect du serment qu'ils avaient prêté à l'empereur. C'étaient l'archevêque, Mgr Déviau Dubois de Sanzai, et M. Lainé. Ils ne se présentèrent au prince que lorsque la cité tout entière, avec tous ses magistrats, eut reconnu son autorité. M. Lainé accepta alors la préfecture de la Gironde dont il ne tarda pas à se démettre pour reprendre sa place au Corps Législatif. Voulant honorer sa courageuse attitude devant Bonaparte, Louis XVIII le nomma président de cette Assemblée, qui prit le nom de Chambre des députés; l'année suivante, il quitta Paris en même temps que le roi à l'approche de Napoléon, qui revenait de l'île d'Elbe, et il se trouva à Bordeaux avec Mme la duchesse d'Angoulême. Il seconda, avec une grande énergie, les efforts de cette héroïque princesse, pour empêcher la défection des troupes de la garnison, prêtes à livrer la place à l'empereur. N'ayant pu y réussir, il partit avec Madame pour la Hollande et ne revint en France qu'après les Cent Jours.

Pendant cet exil de trois mois, M. Lainé vit de plus près tous les membres de la famille royale, il admira leurs vertus et s'attacha à eux avec un dévouement qui ne se démentit jamais; mais c'est surtout le roi Louis XVIII qui fit impres-

sion sur lui. Ce monarque, dont les formes étaient imposantes et la conversation pleine de grâce et d'esprit, lui parut le type de la sagesse et de la grandeur; il embrassa toutes ses idées et devint un des membres les plus ardents de cette école des doctrinaires qui voulut garder, avec la royauté légitime, les institutions et les hommes de la Révolution. La Charte était son évangile politique; il ne voyait rien au-dessus de ce roi qui règne et ne gouverne pas; il n'imaginait rien de plus populaire, de plus libéral, que cette Chambre nommée par les seuls électeurs à 300 francs. La sagesse des nations devait s'arrêter là : 100.000 bourgeois, imposant leurs volontés à la couronne par l'organe des députés, c'était vraiment, à ses yeux, la justice et la liberté. A ces opinions, si improprement appelées libérales, M. Lainé joignait, comme tous ceux de cette école, un fonds d'éloignement pour la religion et une secrète défiance du clergé. Nous le verrons se dégager peu à peu de ces préjugés et, à l'exemple de Louis XVIII, son génie inspirateur et son idéal, devenir simplement royaliste et chrétien.

Dans ces dispositions, M. Lainé devait s'éloigner un peu des royalistes de principes dont la Chambre qu'il présidait était, en grande partie, composée. Une discussion pénible, qu'il eut avec un orateur de ce parti, accentua davantage cet écart d'abord assez peu sensible, mais bientôt plus marqué. Les doctrinaires du centre gauche,

au contraire, profitèrent de l'incident pour mettre la main sur lui. Ils le flattèrent d'autant plus qu'ils tenaient plus à le conquérir, et M. Lainé, charmé par l'espérance de les attacher à la dynastie, fit insensiblement bien des pas vers eux. Ce fut au point que M. Decazes conçut l'espérance de le faire concourir au coup d'Etat qu'il méditait contre les royalistes, et qu'il y parvint. Le 7 mai 1816, M. Lainé entra dans le ministère dont il était chef, et, le 5 septembre, on vit, au grand étonnement de la France royaliste, sa signature au bas de l'ordonnance qui dissolvait la chambre dite *introuvable*, et changeait le système électoral qui l'avait donnée. A ce coup, la Révolution poussa un grand cri de joie. Quatre lignes du comte Montlosier font mieux comprendre que tous les discours, le sens, le but et la portée de ce coup d'Etat : « Les royalistes, dit-il, furent consternés, tout ce qui avait l'habitude de crier vive le roi! garda le silence, tout ce qui avait l'habitude de garder le silence cria vive le roi! C'était le spectacle le plus singulier de voir, dans les rues, d'effrénés jacobins poursuivant les royalistes du cri de vive le roi! »

A partir de ce moment, le gouvernement de Louis XVIII se montra de plus en plus opposé aux hommes et aux sentiments de la droite. C'était grande pitié de voir le roi faire les affaires de ses ennemis et leur sacrifier ses principes et ses amis. Engagé dans cette voie presque malgré

lui, M. Lainé gémissait à chaque pas qu'il fallait y faire ; mais une concession faite en commandait bientôt une autre, et il avançait toujours. Un jour vint cependant où il résolut de s'arrêter, et, ce jour-là, il parut à M. Decazes trop royaliste pour rester dans son ministère. Il en sortit avec son ami M. le duc de Richelieu, laissant le favori seul maître désormais des pensées du roi et du gouvernement de la France.

Après la violence qu'il s'était faite pour vivre avec les hommes du centre-gauche, M. Lainé devait revenir dans les rangs de la droite plus ardent et plus dévoué même qu'autrefois. Il y fut d'ailleurs accueilli avec un véritable transport. C'était le retour de l'enfant prodigue ; mais, cette fois, l'enfant prodigue était la gloire et l'appui de la maison. Les doctrinaires, en retour, accablèrent de leurs invectives ce transfuge qu'ils avaient cru rallié à leurs idées. Comme en 1815, ils crièrent à la trahison ; on eût dit que M. Lainé leur avait prêté serment et qu'il devenait parjure en abandonnant un ministère qui poussait la monarchie aux abîmes.

Au mois de mars 1820, quelques semaines seulement après l'assassinat du duc de Berry, on lisait à la Chambre une pétition où le frère de Louis XVIII, qui fut plus tard Charles X, était clairement désigné comme le chef d'un gouvernement occulte qui dominait celui du roi. La Chambre était priée de prendre des mesures contre cet état de choses représenté comme me-

naçant pour la Constitution et la liberté. L'auteur de cette pétition était un jeune magistrat de Nîmes, du nom de Madier de Montjau, une créature de M. Decazes et son grand ami. Il ne faisait, à l'en croire, cette démarche, que dans le seul intérêt du roi dont « une audacieuse faction usurpait l'autorité. La suite a fait voir clairement l'hypocrisie de ces protestations, car le pétitionnaire et tous ses amis se sont vantés, après la Révolution de 1830, de n'avoir cessé de conspirer contre les Bourbons. C'était le scandale qu'on voulait faire avec le nom du frère du roi pour nuire à la royauté elle-même. Mais les doctrinaires étaient nombreux et puissants, l'avenir paraissait incertain et les habiles hésitaient à se prononcer.

Renchérissant sur la pétition, M. de Saint-Aulaire, beau-père de M. Decazes, attaqua l'auguste prince plus directement encore. « Pour une partie de la société française, s'écria-t-il, il y a une autre loi que la loi, un autre gouvernement que le gouvernement... » Il s'arrêta, comme s'il eût craint de dévoiler tout ce qu'il savait, puis il reprit : « Je dirai toute ma pensée... un autre roi que le roi ! » Enfin le maréchal Sébastiani osa dire qu'il y avait d'innombrables conjurés aux ordres de cet « illustre factieux. »

Il faut avoir lu les journaux du temps pour comprendre l'émotion que de semblables paroles devaient causer. D'une part, le respect et l'amour des princes allaient jusqu'à un véritable



culte; de l'autre, l'audace de leurs ennemis n'avait pas de bornes. Ils se servaient de tout pour saper le trône et cette imputation d'un gouvernement occulte était une de leurs armes favorites, un de ces lieux communs de mensonge dont se moquent ceux qui les emploient, mais qui font toujours impression sur le grand nombre.

A ces mots « d'illustre factieux » la droite indignée éclata en cris de colère ; le centre-droit fit entendre, lui aussi, de violents murmures ; et même beaucoup de députés du centre-gauche ne dissimulaient pas leur mécontentement de ces insolences que l'extrême-gauche seule approuvait. Il fallait une réponse, toute la Chambre le comprenait ; il la fallait noble, forte, indignée, mais aussi ménagée et délicate pour qu'elle ne provoquât pas de nouvelles injures. Il fallait surtout qu'elle fût faite par un orateur qu'on ne pût accuser de flatterie. Il y eut un moment d'anxiété, car personne ne demandait la parole. Cependant, comme l'extrême-gauche en était encore à féliciter les agresseurs, on vit M. Lainé quitter son banc et se diriger vers la tribune. Il s'éleva des centres et de la droite un murmure de satisfaction. Nul n'était plus propre que M. Lainé à la tâche qu'il se donnait. C'était l'homme de bien par excellence, l'honnêteté et la modération en personne. Il aimait le roi sans avoir d'attaches avec la cour ; il voyait rarement *Monsieur*, qui, même, l'avait traité, depuis l'ordonnance du 5 septembre, avec une certaine

réserve. Il allait avoir d'autant plus d'autorité pour le venger.

Il aborda la question sans aucun détour ; ce qu'on voulait c'était du scandale ; il osa le dire et il le prouva. Non, les ennemis du roi n'étaient pas où l'on prétendait les voir. S'il y avait des associations vraiment dangereuses pour la royauté, non, ce n'était pas autour des princes qu'il fallait les chercher ; les vrais ennemis du roi, les vrais traîtres, les vrais parjures étaient ailleurs. En disant ces mots, il regardait fièrement la gauche antidynastique et surtout les auteurs de la pétition. Le bureau de la Chambre, les ministres, les députés, les tribunes, tout le monde enfin les regarda comme lui. « Quoi ! Messieurs, dit-il, le roi n'a de vrais amis que parmi vous !... » Les partisans de la pétition ne purent soutenir cette ironie ; on les vit rougir et baisser les yeux.

M. Lainé avait prononcé tout son discours avec une véhémence contenue ; malgré le calme du ton, l'on sentait son indignation et sa douleur. Au moment de quitter la tribune, il parut tout à coup se troubler sous l'empire d'une vive émotion. Sa voix devint douce et attendrie, son accent solennel et douloureux ; il avait peine à retenir ses larmes, on le sentait, et ce fut au milieu d'un profond recueillement qu'il prononça ces dernières paroles :

« On nous parle d'une puissance invisible ; et ce que vous appelez une puissance est invisible

en effet, c'est qu elle est couverte du crêpe de la mort; soulevez le voile funéraire, et, au lieu d'une puissance, vous ne verrez qu'un père accablé d'une douleur que nos débats vont rendre encore plus amère.»

Un immense applaudissement suivit ces paroles. M. Lainé avait frappé juste, la cause du prince était gagnée, et le scandale retombait sur ceux qui l'avaient préparé. Peu de temps après, en 1823, M. Lainé fut appelé à la pairie.

Les votes et les discours de M. Lainé s'accentuèrent de plus en plus dans le sens de la droite royaliste. Louis XVIII, qui l'avait longtemps entraîné vers des opinions si improprement appelées libérales et qui n'étaient que révolutionnaires, Louis XVIII l'avait lui même désabusé en poussant à l'excès son imprévoyante confiance envers les ennemis de son trône jusqu'au jour où le duc de Berry fut assassiné, et en donnant, après ce forfait, l'exemple d'une éclatante conversion. M. Lainé, comme son vieux roi, brûla les idoles qu'il avait adorées sans se laisser arrêter par les récriminations et les injures. Les dangers de la royauté achevaient d'exciter son zèle ainsi que l'hypocrisie de ses ennemis ; dans toutes les questions il se rangeait du côté de ses défenseurs ; seuls, les préjugés antireligieux vivaient encore dans son âme, quoique déjà modérés et bien affaiblis. C'était une suite des erreurs de sa jeunesse, un reste du jacobin, du montagnard. Il ne s'en débarrassa entièrement

qu'au dernier jour de sa vie. La révolution de 1830 le consterna, il eût voulu au prix de sa vie la prévenir et l'empêcher. Absent de Paris pendant les journées de juillet, il n'y rentra que le 8 septembre, lorsque tout était consommé. Sa première idée avait été de renoncer à la dignité de pair en refusant le serment de fidélité à Louis-Philippe, mais ses amis le conjurèrent de ne pas le faire, et, après plusieurs jours d'hésitation, il se rendit à leurs conseils. Le 17 septembre il reparut à la chambre des pairs en compagnie de MM. de Rastignac et de Montesquieu, et de plusieurs autres qui se rendaient après avoir comme lui longtemps hésité. Les exemples ne manquaient pas non plus que les raisons, aussi bien pour le serment que pour le refus. M. Lainé crut être plus utile à la France en gardant son siège, nombre d'autres pensèrent l'honorer et la servir encore mieux en donnant l'exemple de la fidélité au serment.

M. Lainé ne parut plus que rarement et ne parla presque jamais. Le peu qu'il dit fut toujours dans le sens des principes monarchiques; triste et silencieux à son banc, il semblait porter le deuil de la monarchie et regretter de lui avoir survécu. Il défendit énergiquement M. de Kergorlay déféré à la cour des pairs pour avoir protesté contre la royauté de juillet : on eût dit qu'il enviait au rude Breton l'honneur de son refus de serment et les six mois de prison que lui valut sa protestation pour Henri V. « Les rois s'en

vont! » s'écria-t-il au milieu de la pairie attristée et avec un accent qui saisit toutes les âmes ; qu'était-ce en effet qu'un roi mis à la place du vrai roi? Ce mot de M. Lainé rappelait la belle réponse du duc d'Enghien à ses juges : « J'ai déposé les armes en reconnaissant qu'il n'y a plus de rois en Europe. » Ce fut la dernière parole publique du noble pair. Il mourut à Paris le 14 décembre 1835, après avoir reçu tous les secours de la religion. Ce retour à Dieu fut le complément des autres retours dont sa vie avait été pleine; il en fut aussi le couronnement et la récompense.

Parti du point le plus opposé à la vérité, M. Lainé pendant tout le cours de sa vie n'a pas cessé de se rapprocher d'elle, par une série de conversions et de rétractations successives, jusqu'au jour où, se sentant près de mourir, il appela le vicaire de sa paroisse et lui demanda les sacrements. De jacobin qu'il était à son début, il devint d'abord républicain modéré, puis, tour à tour, conservateur, monarchiste et royaliste, et il eut enfin le bonheur de mourir comme un simple et pieux chrétien. C'est la droiture de son caractère et de sa conscience qui lui valut ce bonheur. Il ne restera pas longtemps dans l'erreur celui qui cherche la vérité de bonne foi et qui n'a de passion que pour elle. La vérité religieuse qui est la plus certaine de toutes, et même la plus facile à reconnaître de toutes, est aussi celle qui demande le plus de courage à ceux qui veulent

revenir à elle, à cause des devoirs qu'elle nous révèle ; mais aussi quelle joie ne porte-t-elle pas dans l'âme qui s'éclaire à son flambeau ! M. Lainé en fut inondé à son dernier jour, ses dernières paroles furent pour exprimer son regret d'avoir tant tardé à servir Dieu. Il voulut que son corps fût transporté au village de Sagas dans la Gironde où reposait celui de sa mère ; il voulut aussi qu'une humble croix marquât le lieu de sa sépulture, et fût le témoignage de sa foi.

Le trait distinctif, le caractère essentiel dans la vie de M. Lainé, c'est la bonne foi et la dignité ; c'est aussi le vrai caractère de son éloquence. La conviction, la sincérité débordaient dans ses discours et le rendaient irrésistible. Son maintien était grave et même un peu sévère. « Son organe, disait en 1820 la *Biographie pittoresque des députés*, sans avoir beaucoup de force et d'éclat, est assez sonore et fort pénétrant. Sa voix reproduit les émotions de son âme, par une sorte de vibration semblable à celle des cordes d'une harpe. Son débit en reçoit un accent très favorable aux effets oratoires, et M. Lainé doit à cette faculté beaucoup de succès de tribune. » Comme Royer-Collard, le général Foy, et presque tous les orateurs de son temps, peut-être avait-il un peu trop de solennité ; mais au lieu que celle des autres était souvent affectée, et allait jusqu'à l'emphase, ce n'était chez lui qu'un vif sentiment de ce qu'il disait, joint à la sensibilité et à la gravité naturelles de son caractère qui le

rendait plus sympathique et plus pénétrant. Les deux traits dont Quintilien composait son orateur, qui sont la bonté, jointe à l'art de bien dire, se trouvaient dans M. Lainé, mais ils ne s'y trouvaient pas au même degré : c'étaient la bonté, l'honnêteté qui dominaient tout, et elles surtout qui faisaient sa force au point même qu'il semblait n'être un grand orateur que parce qu'il était dévoué, sincère et bon.

Ch. de Négrondes.

FIN.

H. FLANDRIN

De nos jours, en art comme en politique, les demi-talents flattent les goûts et les passions populaires, moins encore pour s'en faire applaudir, que pour en obtenir l'or que rapporte une réputation savamment escomptée. Ils se heurtent, se poussent, *se tombent*, encombrant les chemins et faisant obstacle à la vérité qu'ils cherchent à étouffer sous de vieilles formules, remises à neuf à leur profit. Cependant, malgré ces erreurs et ces luttes sacrilèges, notre XIXᵉ siècle n'en laissera pas moins un lumineux sillon au travers de l'humanité; au-dessus de ces météores acclamés par les foules, brillent de pures lumières : des hommes vraiment forts n'ont pas craint de marcher vers le Souverain Bien, pour y trouver le Vrai et surprendre un rayon de l'éternelle Beauté. Au nombre des plus grands et peut-être des plus sympathiques par le charme pénétrant de ses conceptions et de la simplicité de sa vie, Hippolyte Flandrin se détache de la

glorieuse pléiade, par la forme de son génie compréhensible à tous.

Hippolyte Flandrin animait ses créations des sentiments les plus intimes de son cœur; tout l'effort de son génie tendait à fixer sur la toile ses propres aspirations vers le beau et vers le bien, dans la forme comme dans la pensée. L'ardeur de sa foi donnait la vie à ses figures, nimbait ses prophètes et ses martyrs du rayonnement intérieur de son âme et drapait chastement ses vierges dans les longs plis gracieux de leurs robes de lin. Talent sincère : flamme contenue par la pureté de son crayon et l'harmonieuse douceur de sa palette. Il émeut l'ignorant et l'amateur, sans que, pour l'admirer, il soit besoin de discuter les procédés matériels particuliers à l'artiste, ou les règles controversées de l'esthétique.

La vie d'Hippolyte Flandrin fut digne de son œuvre : chose rare de nos jours, où les gloires ont tant d'alliage, où, plus que l'ambition, toujours excusable dans l'artiste, l'amour de l'or avilit les âmes, étouffe dans l'œuf les plus nobles élans et ternit les œuvres les plus brillantes; modeste et ne demandant à son pinceau que l'honneur et la juste rémunération de ses travaux, la vie privée du peintre de Saint-Germain-des-Prés est aussi glorieuse que son œuvre d'artiste.

Il est rare qu'un homme de génie surgisse de plein jet. La nature semble s'y essayer et s'y préparer dès longtemps. Toujours lentement créa-

trice, elle amasse ses forces pour armer ceux dont le front doit dépasser les foules. Le germe déposé dans certaines familles y couve quelquefois plusieurs générations avant l'éclosion de l'être privilégié.

Combien de pères ont bégayé dans l'ombre les vérités que leurs fils illustres ont dévoilées ! Sans chercher bien loin, sans fouiller les gloires de la science et de la philosophie, pour ne point sortir de notre cadre, n'est-ce pas dans l'humble atelier d'un médiocre peintre d'Urbin que Raphaël ramassa ses premiers pinceaux ?

Jean-Hippolyte Flandrin naquit à Lyon, le 23 mars 1809, dans une famille où l'art tenait déjà lieu de fortune. Son père faisait de la miniature.

Malgré son irrésistible penchant et d'heureuses dispositions pour la peinture, M. Flandrin père fut placé par ses parents dans une maison de commerce. Mais le jeune homme ne renonça pas à l'espoir de compter un jour parmi les peintres de l'académie lyonnaise ; il consacra ses loisirs à l'art qu'il aimait et finit par abandonner le commerce pour la peinture d'histoire.

Les résultats ne répondirent point aux espérances de l'artiste, il dut renoncer aux grandes études et se résigner à peindre la miniature pour faire vivre sa famille. Mais le père n'acceptait le sacrifice de son talent à d'impérieux devoirs que par l'espérance de mettre ses fils sur la route qu'il ne pouvait suivre lui-même.

La vie devenait de plus en plus difficile, les

commandes étaient rares et le mince patrimoine ne pouvait suffire aux besoins et à l'éducation de sept enfants. Hippolyte, quatrième, était le second des trois fils dont l'aîné, Auguste Flandrin, répondit de bonne heure au vœu paternel : tout en faisant ses études de peintre, le jeune homme demandait à la lithographie l'appui d'un travail rémunérateur ; et l'habileté de son crayon lui faisait une place parmi les vrais artistes.

Hippolyte et son jeune frère Paul n'eurent garde de négliger l'exemple de leur aîné : leur premier jouet fut un crayon, leur enfance n'eut d'autres soucis que de reproduire sur le papier ce qui frappait leur esprit et leurs yeux. Hippolyte dont la jeune âme s'enflammait à toute idée généreuse, dont le cœur battait plus fort aux mots patrie, devoir, dévouement, adorait les militaires ; il étudiait leurs gestes, leurs poses, leurs physionomies, soit dehors, soit dans les casernes; les deux frères suivaient les marches et les exercices des nombreuses garnisons lyonnaises, s'excitant au travail, se communiquant leurs remarques et leurs critiques, après une journée tout entière employée à recueillir, *de visu*, les matériaux de nombreux croquis.

Hippolyte Flandrin conserva toute sa vie cet attrait pour *le soldat;* il vit toujours l'armée par le grand côté, l'honneur et la patrie. S'il ne fut pas un peintre *de batailles* comme il le rêvait enfant, il n'en perdit jamais le goût et s'enthousiasmait aux récits des actions de notre armée

d'Afrique ou d'Italie. Cet homme de conscience et de dévouement se tournait d'instinct vers l'idéal du devoir et de l'abnégation ; mais il est permis de supposer que *l'uniforme* n'avait pas un médiocre attrait pour l'artiste enfant, qui, en toutes choses, eut l'horreur du banal et de la vulgarité.

Dans l'adolescent émule de Charlet, disséquant d'un œil curieux et attentif un *Dumanet* portant la gamelle, un cavalier étrillant son cheval, nul n'eût su deviner le maître aux lignes harmonieuses et sévères, le peintre des cathédrales, notre Fra Angelico.

Les deux frères s'inspiraient des naïves impressions que leur donnait la nature; quelquefois arrivait à Lyon une lithographie du dernier tableau de Vernet ou d'un spirituel croquis de Charlet. Alors les petits artistes admiraient, étudiaient, copiaient et recopiaient, cherchant à surprendre *le faire* de ceux qu'ils avaient choisis pour modèles.

Malgré les inexpériences de la main et du crayon, malgré la naïveté de l'exécution, il y avait de la vérité dans les attitudes, de l'expression dans les physionomies, et de la finesse d'invention; il s'échappait, de ces petits croquis militaires, une saveur originale et piquante. Ils se vendaient! Les *petits Flandrin* se demandaient quelquefois aux éditeurs, et la joie du père était grande, il voyait refleurir dans ses fils le rameau séché des espérances de sa jeunesse.

Il vint un jour où l'ombre menaça d'éteindre le tremblant flambeau dans la main du jeune artiste. Les ressources de la famille ne permettaient pas de prolonger l'enfance des fils; la mère, aux prises avec les difficultés de la vie, trouvait que le temps était venu de donner un but pratique à la vie des garçonnets. Il fallait penser à leur choisir un état, qui, mieux que les hasards d'une réputation tardive, leur pourrait assurer un gain régulier et peut-être la fortune. L'apprenti devient ouvrier toujours et souvent patron.

Hippolyte sera canut, Paul sera tailleur, les maisons sont choisies.

Ce fut un grand chagrin pour le père; lui aussi avait choisi l'atelier où il voulait placer ses fils. Mme Flandrin combattit au nom de la raison, avec l'éloquente prévoyance de la mère et de la femme. Elle représenta les déboires et les privations de la vie d'artiste, vie toujours agitée et précaire. L'aîné de ses fils marchait dans l'étroit sentier, elle n'y laisserait pas aller les deux autres. Leur entrée en apprentissage, en apportant un soulagement immédiat à la maison, leur ouvrait une carrière lucrative et certaine.

L'expérience donnait raison à l'autorité maternelle et l'apprentissage des deux enfants fut résolu.

Mais la Providence garde les vocations qu'elle dirige : le sculpteur Foyatier fit un voyage à

Lyon, il visita la famille Flandrin au moment où se débattait la question de l'avenir des jeunes fils. L'autorité de son talent et la sincérité de l'intérêt qu'il portait aux petits artistes triomphèrent des répugnances de la mère.

— Je réponds de l'avenir d'Hippolyte, disait-il, il arrivera. On arrive toujours avec le travail et la volonté! Qu'étais-je, moi-même, il y a dix-huit ans? Un petit berger que la main de Dieu poussait à venir s'offrir, comme apprenti, chez un modeleur de statuettes. Ne suis-je pas arrivé?

Foyatier ne se borna pas aux paroles, il intéressa ses amis et parvint à faire entrer les deux enfants dans l'atelier que dirigeait le sculpteur Legendre-Héral, de concert avec le peintre Magnin. On était en 1821, Hyppolyte avait douze ans.

Alors commencèrent les véritables études, l'initiation aux beautés classiques et aux difficultés du modèle vivant. Doué d'une prodigieuse énergie de travail, Hippolyte n'abandonnait pas ses chères études de corps de garde ou de caserne, et ses maîtres l'y encourageaient, croyant que sa voie était là.

La mort de M. Magnin désorganisa l'atelier où les *petits Flandrin* essayaient leurs premiers pas. Mais Hippolyte commençait à marcher à grandes enjambées; quelques notoriétés artistiques s'intéressaient à ses progrès; il se présenta au concours de l'Académie de Lyon et fut admis.

L'école Saint-Pierre, fondée à Lyon, sous la République, par quelques artistes désireux de s'affranchir de la tutelle de Paris, compte aujourd'hui de vrais talents. Cet essai de *décentralisation* ne fut point stérile : l'école de Saint-Pierre a donné plus d'un maître à l'art français.

Mais, si Lyonnais qu'on soit, le regard se tourne vers Paris; Paris est toujours le point où convergent les intelligences. Pendant les sept années que Flandrin passa, élève de l'Académie de Lyon, il ne laissa finir aucun jour sans travailler en vue du grand voyage à la ville des chefs-d'œuvre et des musées.

En dehors des travaux de l'école, il donnait quelques heures aux croquis militaires, faisait, dans un faubourg, de sérieuses études d'animaux, toujours au point de vue du peintre de batailles. Puis ne devait-il pas, quelque mince qu'elle pût être, apporter sa part aux ressources de la famille?

Le fils reconnaissant n'y manqua jamais. Le futur maître de la peinture religieuse ne dédaignait aucun travail; pierres à vingt sujets, payées quinze francs par un éditeur de lithographie; dessins de vignettes pour les marchands d'images, étiquettes enguirlandées pour les parfumeurs, rébus et figures pour les confiseurs, rien ne fut méprisé. Le courage ne manqua ni pour le travail, ni pour l'économie. A force de patience et de privations, de sous amassés l'un

sur l'autre, il se trouva un jour que les deux frères, que rien ne sépara jamais, purent compter le trésor destiné au voyage.

Mince trésor, qu'il faut épargner plus sévèrement que jamais. On va vers l'inconnu ; quelles épreuves attendent les voyageurs? N'importe, ils sont riches de courage et d'espoir; cent vingt lieues ne les effraient point, ils les feront, comme Nicolas Poussin, le sac sur le dos, le bâton à la main, car la diligence ne leur laisserait pas l'argent nécessaire pour attendre les premiers travaux. Donc, ils partent un beau matin de printemps et arrivent à Paris avec les hirondelles, le 11 avril 1829, après dix jours de marche.

Battus par les bourrasques depuis Tonnerre, la pluie ne les arrête pas. Mais le soleil se lève pour montrer aux enthousiastes voyageurs le Panthéon, le Val-de-Grâce, les tours de Notre-Dame et faire resplendir le dôme des Invalides à leurs yeux éblouis.

— Nous sommes frappés d'admiration, écrit Hippolyte dans sa première lettre.

La veille, en traversant Fontainebleau, Flandrin est allé reconnaître la cour, témoin des *adieux à la garde*, et son imagination lui montra vivante la grande scène représentée par Horace Vernet. En arrivant à Paris, il court à la place Vendôme et visite, avec l'ardeur de ses vingt ans, tous les monuments de nos gloires militaires.

Le général Paultre de la Mothe, comman-

dant à Lyon, s'intéressait vivement à Hippolyte.

— Etudiez la peinture chez *Gros,* et le dessin chez *Hersent,* lui dit-il en lui donnant une lettre pour cet artiste.

De meilleurs conseillers persuadèrent bientôt à Flandrin de prendre la direction d'un maître unique et d'un talent plus reconnu. Outre le mérite de M. Ingres, la bonne tenue de son atelier attira le jeune artiste dans une voie tout à fait opposée à celle qu'il voulait prendre.

N'osant se décider sans le consentement de son père, Hippolyte lui écrivit avec cette candeur d'enfant qu'il conserva toute sa vie :

« J'ai un peu changé d'idée, et ce n'est pas par « caprice, dit-il... M. Ingres passe pour avoir « plus de talent que M. Hersent; ensuite, son « école est mieux réglée et plus tranquille. Il ne « souffre pas qu'on y fasse ces mauvaises farces « qui font que le meilleur jeune homme n'y « peut rester..... Mais, papa, je ne veux rien « faire sans ton assentiment. »

Entré chez M. Ingres, auquel il voua une reconnaissance toute filiale, l'élève de l'école de Saint-Pierre s'aperçut bientôt qu'il lui fallait oublier ce qu'il avait appris. Son goût s'épura subitement par un éclair d'intelligence, ses ambitions et ses espérances changèrent d'objectif. En quelques mois Flandrin devint non pas l'élève, mais le disciple du grand artiste dont il comprit les hautes conceptions, ces deux intelligences si distinguées se pénétrèrent, s'ap-

précièrent et s'unirent dans une estime réciproque que cimentèrent les années.

Malgré la bienveillance du maître et la rapidité de ses progrès, Flandrin n'eut jamais à souffrir de la rivalité de ses camarades. Son excessive modestie n'excluait point une certaine dignité de maintien qui imposait à la jactance étourdie ; la réserve de son langage forçait le respect ; sa physionomie rêveuse et douce attirait à lui les esprits les plus irritables. A Paris, comme à Rome, tout ce qui l'entourait subissait l'influence de sa bonté paisible et de son inébranlable volonté.

Cette force de l'âme soutint l'artiste et le fit triompher des difficultés matérielles d'une position plus que gênée. Malgré des prodiges d'économie, le petit trésor si péniblement amassé s'épuisait sans que le produit d'un travail régulier en renouvelât la source. A peine le pain de la journée se trouvait-il au bout d'héroïques efforts de courage, et plus d'une fois, après un maigre déjeuner, il fallut renoncer à souper.

La correspondance de Flandrin donne la mesure des privations que les deux frères eurent à subir, avant d'atteindre au premier échelon d'une vie à peu près assurée. En arrivant à Paris ils se logèrent rue de la Cité nº 13, dans une petite chambre non garnie, au cinquième étage, et dont le loyer (cent quarante francs) paraissait une grosse charge à Hippolyte : d'autant plus

qu'en cette année, 1829, la cherté du pain fut excessive. Tant que l'épargne dura, voici le budget que le jeune homme soumettait à son père :

« Notre déjeuner monte à chacun cinq sous ; « ensuite, nous travaillons jusqu'à six heures, « et nous allons dîner, pour chacun quinze « sous : ce qui fait par jour, entre nous deux, « quarante sous. »

Ce luxe ne dura pas toujours, il fallut se réduire et se contenter souvent, de chacun trois parts de pommes de terre frites, achetées au coin du Pont-Neuf.

En dehors de la nourriture les frais de papier, de crayons absorbaient le plus clair des travaux, mal payés, et souvent pas du tout, comme on le voit par cette lettre du 30 juin :

« Tu me demandes si j'ai été payé d'un habit « fait à un portrait de la part de M. Hoet ; non, « papa ; — si j'ai promis à M. Brunet de faire « un tableau ; je lui ai promis de faire une « esquisse, je l'ai faite, et j'ai bien besoin de « l'argent qu'il me doit. »

A ce moment Flandrin relevait d'une maladie causée par un excès de fatigue ; la mère de son ami Joseph Guichard, venue à Paris pour visiter son fils, ne pouvant soigner le malade commodément dans un intérieur si dénué, dont le mobilier se composait d'un lit, avec paillasse et matelas, d'une table, de deux chaises, d'un chandelier, d'un pot à l'eau et d'un balai, fit

transporter Hippolyte chez elle et le soigna comme une mère.

Flandrin, de complexion délicate, souffrit des privations de sa jeunesse le reste de sa vie. La lutte de ses nerfs et de sa volonté ne fut pas la moins pénible de celles qu'il soutint contre la destinée. Mais il se raidissait contre le mal, lorsqu'il ne pouvait le terrasser. Que le frisson l'agitât, il travaillait ; que la fièvre le brûlât, il travaillait encore et restait debout par un miracle d'énergie.

M. Ingres comprit bientôt que Flandrin serait un jour un maître : il s'affectionna au caractère de son élève autant qu'à son talent, il voulut aider à cette vocation et lui fit remise de la moitié du prix des leçons, bien qu'il ignorât les souffrances, noblement cachées sous la sérénité d'une raison supérieure, et les précautions d'une exquise délicatesse.

Vingt francs par mois de moins, à distraire d'un si maigre budget, fut un grand allègement pour une situation si précaire : Hippolyte en témoigna sa reconnaissance en redoublant de zèle et de docilité envers le professeur, qui lui parlait déjà des concours pour l'école des beaux-arts et lui montrait le prix de Rome accessible à son jeune talent. Le 14 septembre, Hippolyte annonçait à son père que M. Etex aîné avait obtenu le second grand prix de sculpture, et lui parlait de ce but lointain et désiré.

« M. Ingres m'a déjà parlé de ce concours ; peut-

« être que l'année prochaine j'essayerai ; mais « que c'est difficile..... Oh ! si on avait ce bon- « heur ! »

Quelques travaux, une leçon de quinze francs par mois apportèrent un peu d'aisance au ménage. Le portrait d'un gendarme, si réussi, que le modèle donna généreusement cinq francs de plus que le prix convenu, trente francs, fut un Pactole.

De chaudes amitiés entouraient cependant les deux frères. M. Foyatier fit présenter leurs dessins au duc d'Orléans ; mais, lui dit-on, le prince, de mauvaise humeur, n'y prit pas garde.

Les concours se succédaient pour l'école des beaux-arts : sur quatre cents concurrents, on en reçut cent quatorze, et Flandrin fut le neuvième. C'était un succès.

Mais le terrible hiver approchait : cet hiver de 1829 à 1830, où la Seine rappela la Néva, Flandrin le passa sans feu, dans une chambre sous les toits, à peine éclairée par une lampe allumée seulement pour le travail, quand la Providence envoyait un éditeur demander un dessin de vignette ou de lithographie. Lorsque la fortune souriait on se donnait le luxe de quelques heures de lumière pour lire alternativement les livres prêtés par des amis ; et les deux frères, serrés l'un près de l'autre, combattaient dans leur lit le froid et l'oisiveté, essayant d'acquérir, par la lecture et la réflexion, l'instruction qu'ils sentaient de plus en plus nécessaire.

Qu'il fut long, cet hiver sans lumière et sans feu ! Comment Flandrin put-il supporter ce froid polaire qui fit tant de victimes dans des conditions cependant moins dures? Le Dieu de la crèche écouta les prières de la mère, qui ne sut jamais ce que souffrirent ses fils. Hippolyte se gardait soigneusement de la moindre plainte, il évitait toute allusion ; lorsque son cœur ne pouvait plus retenir le cri de l'angoisse, c'était à son frère aîné qu'il exprimait ses inquiétudes. Au plus fort de la lutte il ne connut pas le découragement : il avait la foi, et se confiait en Celui qui fortifie.

« Souviens-toi que tous les soirs nous sommes « convenus de prier les uns pour les autres, « écrit-il. C'est à quoi je ne manque jamais ; je « suis bien sûr que notre pauvre maman n'y « manque guère. Elle nous aime tant, et elle est « si loin de nous ! »

C'est en se retrempant dans les saintes et fortes tendresses de la famille, que Flandrin développait son talent et l'élevait à la hauteur de son caractère et de son idéal.

Le commencement de 1830 ne fut pas heureux : le froid sévissait toujours cruellement ; les concours pour le grand prix étaient annoncés, Flandrin s'y préparait, mais la veille une congestion le force à se mettre au lit. Le lendemain il fait effort, se lève et se rend à l'Académie ; mais il est accablé par le mal et forcé d'abandonner le concours de perspective. Ce même jour à Lyon son frère tirait, pour lui, le numéro 49. Alors

commencèrent une suite de courses et de fatigues : pour conjurer les effets de la conscription, les généraux Paultre de la Mothe et de Chateaugiron s'y employèrent. Flandrin était légèrement atteint de strabisme résultant de spasmes du moteur oculaire externe faisant dévier l'œil. On pensa pouvoir tirer parti de cette infirmité ; grâce à ces influences on y parvint, et le conscrit réformé s'empressa d'en instruire son père.

« Enfin je suis hors de danger, écrit-il : « hier, 14 avril, j'ai passé au conseil de révision, « personne ne me donnait d'espérance, et je se- « rais peut-être pris sans les efforts d'un membre « du conseil, à qui M. de Chateaugiron m'avait « recommandé, car un général disait :

— « Il y en a de plus louches que ça et qui par- « tent. »

« J'étais entouré de médecins et d'officiers qui « m'examinaient. Pendant ce temps l'ami de « M. de Chateaugiron parlait à l'oreille du gé- « néral président, qui m'a dit :

— « Monsieur Flandrin, vous pouvez vous en « aller ; vous êtes réformé. »

Délivré de l'inquiétude de la conscription, Flandrin se remit au travail avec un redoublement de courage. Il fit la composition historique, en loge, et faillit obtenir le prix qu'il méritait au dire de tous.

— On a fait une injustice horrible, s'écriait M. Ingres en apprenant au jeune homme le

résultat des votes. Ah! cela m'a fait bien de la peine. J'en ai été malade.

Malgré les encouragements de son illustre maître, Hippolyte Flandrin perdit l'espoir d'arriver au prix de Rome: il le dit à son père dans une de ces lettres charmantes de tendresse et de candeur :

« Je vais faire tous mes efforts, et puis la vo-
« lonté de Dieu soit faite. »

Quelques jours après il écrivait à son frère Auguste :

« La fin des concours n'a pas été heureuse,
« je n'ai pas réussi. J'ai fait plus mal qu'à l'ordi-
« naire, il fallait faire un peu mieux... Ah! je ne
« suis pas découragé du tout, je brûle d'ardeur
« pour le travail. Je pourrai, plus sûrement, faire
« l'année prochaine ce que j'ai essayé celle-ci. »

La persévérance et la bonne humeur faisaient le fond du caractère de Flandrin, et rendaient son commerce agréable, même aux plus indifférents. Il marcha dans la vie le cœur toujours en haut, les yeux fixés vers le but suprême, l'harmonie de l'esprit et de la forme, qu'il cherchait en lui-même pour la reproduire dans son œuvre.

Après une année si laborieusement employée, le fils put se reposer au foyer paternel; il quitta Paris un peu après les fameuses journées de Juillet, pendant lesquelles, connaissant l'esprit de sa ville natale, il craignait pour son frère aîné, resté dans la famille.

Flandrin partit à pied et revint de même au commencement d'octobre, rapportant, de ces laborieuses vacances, une copie du Pérugin, l'*Ascension de Notre-Seigneur*, du musée de Lyon; des croquis et des vues du Bugey. Paris était encore bouleversé. Le procès des ministres, jugé au Luxembourg, met ce paisible quartier en continuelle alerte. Le travail devient impossible à l'atelier. Flandrin quitta sa petite chambre de la rue Mazarine et passa la tourmente à Estrépagny, chez un ami. Cette année est moins difficile, M. Ingres a fait remise entière du prix des leçons, le cœur de l'élève déborde de reconnaissance.

« Ah ! combien je l'aime, ce bon M. Ingres, « s'écrie-t-il, avec quelle force je désire lui faire « honneur au concours... »

Les études à l'atelier du maître, les concours à l'Académie laissent peu de temps aux travaux industriels, si nécessaires cependant aux besoins de chaque jour; il faut encore visiter les musées, étudier à la Bibliothèque pour connaître l'histoire, les mœurs, les costumes et l'architecture des peuples anciens.

L'éducation de Flandrin faite dans la famille, d'une façon plus que sommaire, exigea, pour lui rendre abordable les concours au grand prix, un surcroît de travail pris sur le temps du sommeil. Une merveilleuse faculté d'assimilation, une intuition extraordinaire, développée par un sens exquis du vrai, lui rendirent ces recherches

attrayantes et lui en dérobèrent la fatigue. Tant de courage et de travaux ne furent, pas inutiles, mais ne donnèrent pas leur moisson cette année-là. La figure de concours pour l'entrée en loge, après avoir eu le n° 1, fut repoussée. La lettre de mai 1831, dans laquelle Flandrin l'apprend à son frère Auguste, donne la mesure de ce cœur à la fois plein de force et de tendresse, sans vanité ni fausse modestie, sensible aux injustices mais sans haine et sans colère; et plus touché du chagrin de ceux qu'il aime que des siens propres. Cette lettre, cri d'une âme blessée, prouve que les rivalités d'école ont, de tout temps, profondément troublé les artistes: mais non pas qu'il faille abolir l'école pour cela, bien au contraire, elles sont la source du progrès, l'orage qui balaie les chenilles et les feuilles mortes pour nettoyer l'arbre et faire courir la sève.

« Mon bon ami, mon cher Auguste, s'écrie Flan-
« drin, j'ai accompli la dernière épreuve pour arri-
« ver au concours des grands prix. Mais qu'elle a
« été cruelle... Hier, c'était le jour du jugement,
« j'étais content de moi, je pouvais espérer...
« M. Ingres, M. Granet, M. Guérin et trois autres
« membres de l'Institut, en entrant à l'exposition,
« veulent que je sois reçu le premier. Non : M. Gros
« et sa bande l'ont emporté. J'ai été balloté du
« premier numéro au dernier. Enfin M. Ingres
« s'en est allé désespéré après avoir protesté
« de toutes ses forces, et je n'ai pas été reçu.

« Figure-toi, quand j'ai appris ça... je n'osais « retourner chez M. Ingres, cependant je ne me « reprochais rien. Ma figure était de beaucoup la « meilleure, je le dis sans orgueil. Enfin, le soir, « je me suis décidé à y aller... Il me reçut en me « disant : *Voici l'agneau qu'ils ont égorgé.* Puis, « en parlant à sa femme, qui cherchait à le cal- « mer : « Ah! tu ne sais pas combien l'injustice « est cruelle et amère pour le cœur d'un jeune « homme... » Il m'a fait asseoir à sa table, dîner, « enfin il m'a embrassé comme un père embrasse « son fils... Ah! que ne lui dois-je pas à cet homme « qui déjà a tant fait pour nous... Je ne sais plus « comment l'appeler, mais je pleure en pensant « à lui et c'est de reconnaissance.

« Cependant des regrets viennent, de temps en « temps, m'assiéger, car c'était le moyen de faire « un bien grand pas, et je pouvais espérer partir. « J'étais disposé à employer toutes mes forces ; « enfin, j'étais en train, et puis c'était la seule ma- « nière d'exprimer ma reconnaissance à M. Inrges. « Car à toi, mon frère, je puis le dire, ce bon « maître comptait beaucoup sur le tableau que je « devais faire... Puis le plaisir que ça aurait fait « au papa, à la maman, à toi!... Je le sentais et « ça doublait celui que me donnait l'espérance.

« Ma figure de concours... c'est pour toi que « je la garde. »

L'hiver de 1831 à 1832 s'annonça moins dur, les deux frères avaient un compagnon, M. Lacuria. Les trois jeunes gens s'étaient réunis, ils

faisaient eux-mêmes leur cuisine, consistant en soupes et plats de pommes de terre; pot au fen qui durait une semaine ! Le ménage était tenu dans la plus grande propreté, pour éviter le choléra arrivé d'Angleterre d'un bond jusqu'à Paris.

Déjà plus connus, les deux frères eurent des travaux mieux rétribués; la pauvreté s'éloignait lorsque les douleurs rhumatismales, qui devaient miner la constitution de Flandrin, enfoncèrent leurs pointes aiguës. Il travaillait à la copie de la *Visitation*, de Sébastien del Piombo, lorsqu'il en sentit les premières atteintes. Le Louvre, alors moins confortablement agencé qu'il n'est aujourd'hui, ne possédait aucun calorifère; des séances de cinq à six heures, dans cette température de glacière, durent achever ce que les privations de l'hiver précédent avaient certainement commencé.

Il eût fallu des soins et un régime. Le courageux artiste se borna à lutter contre le mal en faisant à peine le plus nécessaire ; sa santé s'altéra au point que sa faiblesse ne lui permettait plus de sortir sans le secours de son frère Paul, témoin et compagnon de sa vie.

On cachait, avec soin, aux parents cette affligeante aggravation. Aux pressantes sollicitations qu'ils adressaient à leurs fils de retourner à Lyon, que le fléau n'atteignait pas encore, Hippolyte objecta le conseil que donnaient les médecins de ne point changer d'air et de se tenir où l'on se croyait acclimaté. Il employait tous

les moyens pour calmer les inquiétudes de Mme Flandrin, il l'assurait que tout allait pour le mieux dans le petit ménage. « Nous tâchons « de ne pas nous tourmenter, écrit-il, notre « chambre est propre et bien aérée, ainsi nous « vous prions de vous tranquilliser. Ayons con- « fiance en Dieu. »

Cette confiance en Dieu, c'était sa force d'artiste et de chrétien. Flandrin voyait se dresser la plus douloureuse épreuve qu'il eût encore subie. Sorti vainqueur des premiers concours, il venait de remporter une médaille d'or, lui donnant droit, *pour toujours*, aux premières places de l'Académie. Voici que la gêne et la maladie le forceront de quitter la lutte et de laisser à de moins préparés une victoire qu'il tient presque certaine.

Quand le pain de chaque jour lui est à peine assuré par un gain précaire, comment l'artiste pourra-t-il achever ou seulement entreprendre une tâche longue et dispendieuse, qui prendra tout son temps? Comment et de quoi vivra-t-il pendant ces trois mois consacrés à une œuvre, dont le succès, quel que soit son mérite, est, hélas! toujours douteux? Comment pourra-t-il seulement subvenir aux frais des couleurs et des modèles?

Douloureuse angoisse pour cette volonté qui se débat dans un corps affaibli, pour cette âme qui se voit impuissante à déployer ses ailes. Flandrin n'est point une nature à s'épuiser en

luttes inutiles ; un moyen lui restait peut-être: emprunter. Mais il a promis à son père de ne jamais faire de dettes; et, d'ailleurs, sur quels gains pourra-il payer une somme aussi considérable? Le cœur brisé, il croit devoir avertir M. Ingres qu'il est forcé de renoncer à l'espoir d'entrer en loge. Le maître, qui comptait sur le succès de son élève, succès qu'il regardait comme le sien propre, ne put cacher l'amertume de ses regrets.

— En concourant, vous m'eussiez rendu bien heureux, dit-il au jeune homme avec un amer soupir.

L'expression de ce regret d'un maître qu'il aimait avec une tendresse de fils et une foi d'apôtre, décida Flandrin à tenter l'impossible. Il s'oublia absolument, il pouvait encore faire un sacrifice, il n'hésita pas, et malgré les difficultés de l'entreprise, il se décida à concourir et fut admis le cinquième.

Par des miracles de courage et de volonté, Flandrin touchait au but, il allait entrer en loge et conquérir, au moins disputer vaillamment ce prix de Rome, pour lequel concourir est déjà un commencement de notoriété. Mais il ne devait pas obtenir une si facile victoire. Le choléra sévissait dans toute sa rigueur, la débilité d'un corps fatigué par les privations et les rhumatismes ne prédisposait que trop l'artiste aux influences de l'épidémie ; il en fut atteint un peu avant l'entrée en loge. Il était trop faible pour

que le mal le terrassât comme l'un des concurrents qui tomba foudroyé à quelques pas de l'école ; mais son état paraissait grave, le médecin lui défendit de sortir. Il l'essaya, néanmoins, mais quelques jours après il lui fallut abandonner l'œuvre à peine commencée, et presque la moitié du temps s'écoula avant que le malade pût espérer la continuer.

Par un effort de volonté surhumaine il avait vaincu les difficultés matérielles ; par le même effort, il triompha de la maladie. Incertain de regagner le temps passé dans son lit, malgré le médecin qui lui montrait la mort, prête à le saisir, s'il essayait non seulement de travailler, mais de se lever, Flandrin se traînait au bras de son frère jusqu'à l'école toutes les fois que le mal lui laissait un peu de répit. Là, devant sa toile, il travaillait tant que les pinceaux ne tombaient pas de ses doigts crispés par la fatigue et la souffrance.

Enfin, ce cœur héroïque reçut la récompense de tant d'efforts. *Thésée reconnu par son père au milieu d'un festin* donna à Hippolyte Flandrin la place que, dès ce moment, il occupa dans l'école française.

Le *Thésée* ne parut aucunement l'œuvre d'un élève. On y trouve, en effet, les qualités maîtresses du talent de Flandrin, l'harmonie, la grâce et la sérénité ; c'est par là qu'il conquit le public, dont la bruyante admiration força peut-être l'unanimité du jury. Deux écoles se dispu-

taient alors comme aujourd'hui la préséance : Ingres, adorateur de la ligne, exigeait de ses élèves la science et la pureté de la forme ; Gros, avant tout coloriste, ne leur demandait que le sentiment, que l'*impression*, terme plus moderne et plus élastique, qui du *romantisme* d'alors est devenu le *naturalisme* hors nature où barbotte la queue de la queue de Manet.

Le disciple de Ingres appliqua la science de son illustre maître à la reproduction de la forme matérielle ; il tira de lui-même, par cette faculté d'intuition qui lui rendait visible l'idée qu'il voulait traduire, la vérité d'expression et la grâce des figures. Tout pénétré du poète il le traduisit ; de là un incroyable succès dans les deux camps, relevant chacun les qualités qui lui semblaient siennes dans l'œuvre du lauréat qui, du jour au lendemain, fut connu.

Pendant le mois qui sépara la fermeture du concours de l'exposition et du jugement des œuvres, l'artiste épuisé ne se préoccupa que de l'approbation de son illustre maître ; il comptait peu sur le prix. Le jour du jugement il l'écrivait à son père, en lui donnant, avec sa naïveté ordinaire, le détail des marques de sympathie que lui valaient l'admiration du public et l'affection de ses camarades d'atelier ; il terminait ainsi cette lettre, charmante de tendresse et de simplicité :

« Nous voici au samedi 29, c'est le jour du ju-
« gement et cependant je suis bien plus tran-

« quille que lorsque j'attendais l'arrêt de M. In-
« gres. Maintenant, lui et le public m'ont donné
« le prix ; c'est là la cause de mon calme. J'ai
« fait ce que j'ai pu ; j'espère supporter avec
« courage l'injustice parce que j'ai fait mon
« devoir.

« Pour les peintres, notre combat est la lutte
« du bien et du mal. Ces deux principes ne se
« réconcilieront jamais. Aussi nos adversaires
« vont-ils rassembler toutes leurs forces. M. In-
« gres me quitte pour aller au jugement et il me
« dit :

« — Nous allons voir jusqu'où les hommes
« peuvent pousser l'iniquité. »

Quelques mots, d'une main tremblante d'émotion, annonçaient plus bas la bonne nouvelle :

« Eh bien, je me suis trompé ! je l'ai, ce prix !
« bientôt je vous en dirai plus long. Adieu, votre
« fils qui vous aime, qui vous aime bien ! »

De ce jour-là, Hippolyte Flandrin fut célèbre, il était le premier élève de M. Ingres qui eût remporté le grand prix. Le maître fut, sinon plus heureux, assurément plus glorieux que son élève, qui n'éprouva d'autre sentiment que la joie du bonheur des siens, de son père surtout, et le désir ardent de redoubler de travail, de faire mieux encore pour le triomphe du maître qu'il aimait ardemment. Il ne songea point à escompter sa réputation au profit de son amour-propre ; de nombreuses invitations lui furent

adressées et, malgré la gêne de sa position, l'artiste acclamé eût facilement trouvé un tailleur, s'il en eût eu l'envie. Flandrin n'en conçut même pas la pensée, il refusa toutes les avances, il ne voulut rien donner à la vanité des huit cents francs accordés au lauréat pour ses frais de voyage, non, pas même un chapeau, qui lui eût permis d'accepter à dîner chez M. Bertin, directeur du *Journal des Débats*.

Dès que Flandrin eut reçu son diplôme et les avances de route, il se hâta de quitter Paris ; il lui tardait d'embrasser sa famille et d'arriver à Rome. Quoique riche maintenant, l'artiste fit à pied le voyage de Lyon, comme à son ordinaire. Quelques semaines après il partait pour Rome avec Ambroise Thomas, grand prix de composition musicale, et dans ce voyage commença entre les deux artistes une de ces belles amitiés que la mort ne peut rompre. Le musicien consola le peintre qui laissait derrière lui la part de son cœur que l'art ne prit jamais à la famille. Pour la première fois depuis la naissance de son jeune frère, Flandrin allait vivre sans lui. Jusque-là plaisirs d'enfants, joies d'artistes, privations, ils avaient tout partagé. La séparation fut l'ombre jetée sur la radieuse vision de Rome, ombre assez épaisse quelquefois pour attrister l'enthousiasme du jeune homme. Après une année de séparation, M. Paul Flandrin rejoignit son frère et l'on peut affirmer que seulement alors l'âme d'Hippolyte eut son entier épanouis-

sement au milieu de ces merveilles que son frère admirait avec lui.

A la villa Médicis Flandrin trouva la sympathie qu'éveillaient partout son tact et sa modestie. Puis, de cette âme à la fois tendre et forte s'échappait comme un rayonnement, il attirait les âmes par une sorte de fascination mystérieuse. Cette puissance attractive est attestée par tous ceux qui l'ont connu. Elle était d'ailleurs nécessaire à sa vie, ce cœur chaud ne pouvait battre que dans une atmosphère d'affection.

Dès son arrivée, l'artiste partagea son temps entre ses études de peintre et la lecture. Il lut, non pour *connaître*, mais pour *savoir*, et se fit une éducation en dehors des règles ordinaires, mais profonde et raisonnée. Flandrin, comme tous les esprits vraiment supérieurs, possédait la compréhension des vérités abstractives et des vérités rationnelles ; la méditation des Livres saints, dans laquelle il cherchait ses inspirations d'artiste et retrempait chaque jour sa foi de chrétien, développa la perception et le sentiment qui se transformèrent peu à peu et devinrent certitude et délicatesse.

Les poèmes antiques furent compris par le jeune homme ignorant du grec et du latin, avec une sûreté d'intuition qui lui donna la clef de la véritable poésie. Depuis *le Thésée*, sa première œuvre, jusqu'au dernier carton de Saint-Germain-des-Prés, on peut se convaincre que

Flandrin avait *inné* le sentiment de la grandeur dans la simplicité.

Enfin, délivré des préoccupations du lendemain, l'artiste se donnant tout à l'art, sans souci des nécessités matérielles, marcha de progrès en progrès. Sa maladie seule interrompit trop souvent l'œuvre commencée ; tantôt l'excès du travail, tantôt la fièvre, surtout pendant la dernière année de son pensionnat, condamnèrent à l'inaction le peintre laborieux. Mais quelle que fût l'acuité de ses souffrances, la main de Flandrin ne trahit jamais sa volonté. L'œil le plus malignement exercé ne put reconnaître aucune défaillance sur tel morceau abandonné, repris, repris encore après les accès de fièvre ou de névralgie. Ses figures semblent conçues et peintes d'un seul jet.

L'œuvre d'Hippolyte Flandrin est considérable; cette étude, consacrée surtout à montrer dans le grand artiste l'homme supérieur et le chrétien, laissant la question d'école et d'esthétique, ne saurait comporter le détail des toiles et des peintures murales de ce maître dont le nom éclaire d'un lumineux et pur éclat la période de transformation de l'art moderne. Cependant il est nécessaire de connaître ces œuvres qui vont progressant l'une sur l'autre, sans changer de manière, jusqu'à la perfection du rendu et de la pensée.

Les bergers de Virgile, *Polytès fils observant les mouvements des Grecs*, furent les premiers

envois du pensionnaire au Salon de 1834. *Le Dante offre des consolations aux mânes des envieux* obtint une médaille de 2e classe à celui de 1836. *Saint Clair, premier évêque de Nantes, guérissant les aveugles*, médaille de 1re classe en 1837.

Honoré des premières récompenses, l'élève de la villa Médicis prenait rang parmi les maîtres. Si la gloire arriva vite, la fortune se montra ré tive. Le *Dante* ne fut pas acheté à Paris. Dans une lettre de son frère Auguste, Flandrin le chargea de prier M. Lacuria, leur ami, de réclamer le *Dante* et le *Jeune berger* à l'école des beaux-arts, de les faire emballer et de les envoyer à l'exposition de Lyon pour essayer de les y vendre.

« Tout cela, dit-il, au meilleur marché pos-
« sible, car ils m'ont déjà coûté près de huit
« cents francs, et, pour une chance si incertaine,
« je ne voudrais pas être obligé de vendre ma
« culotte... »

Lyon acheta le *Dante* trois mille cinq cents francs et mille francs une figure d'*Euripide*. Flandrin offrit le *Jeune berger* à son premier maître, le sculpteur Legendre Héral.

Le jeune homme nu au bord de la mer, conservé au Luxembourg, et *Jésus-Christ et les petits enfants* furent encore peints à Rome. Cette dernière toile, une des plus charmantes et d'un grand mérite de composition, fut marchandée par le ministère et enfin achetée au prix de trois

mille francs. Oh ! les peintres, alors, ne demandaient pas vingt mille francs, sans vergogne, d'une robe de satin blanc et d'un minois chiffonné, plus habilement que savamment peint et dessiné.

Ce tableau, si misérablement payé par le gouvernement, établit définitivement la réputation de l'artiste. Ary Scheffer, Paul Delaroche, alors fort à la mode, avec eux les artistes les plus sévères, tinrent à honneur de complimenter l'élève de M. Ingres et de le saluer maître. M. Gatteaux usa de l'influence que lui donnaient sa position et son talent pour désigner Flandrin à l'administration municipale et lui faire obtenir la décoration de la chapelle de Saint-Jean à Saint-Séverin. M. Gatteaux pressentit dans Flandrin le continuateur des meilleurs peintres religieux et les peintures de Saint-Paul de Nîmes et de l'église d'Ainay, à Lyon, prouvèrent que l'habile graveur était digne de diriger l'école française.

Saint Louis dictant ses établissements, salon de 1842 ; *Mater dolorosa*, salon de 1845. Le premier tableau au palais du Sénat, le second appartenant au prince de Berghes soulevèrent une admiration générale.

Les peintures décoratives de la grande salle du château de Dampierre furent commencées en avril 1841. Les peintures du sanctuaire de Saint-Germain-des-Prés, en 1843. Dès la fin de l'année précédente, Flandrin en méditait les cartons. Les peintures du chœur furent terminées au commencement de 1848.

La décoration de Saint-Vincent-de-Paul donna la mesure de la délicatesse du caractère de Flandrin et prouva que chez lui l'homme égalait l'artiste. Les peintures de Saint-Vincent-de-Paul furent d'abord confiées à M. Ingres, qui se récusa, puis offertes à Paul Delaroche, qui refusa également de s'en charger. En 1846, le conseil municipal les offrit à Flandrin qui les refusa par respect pour M. Ingres. Le 26 décembre il écrivait à sa mère :

« J'ai manqué un bien beau travail : c'est « celui dont M. Ingres s'est démis, il y a quel- « ques mois ; la décoration de Saint-Vincent-de- « Paul, au prix de deux cent mille francs. Ma « position en face de M. Ingres était bien déli- « cate, et j'ai mieux aimé renoncer à une pa- « reille tâche que de le blesser le moins du « monde. »

Mais la main de Flandrin devait enrichir la frise de Saint-Vincent-de-Paul de cette admirable procession de fidèles, représentant l'Eglise militante dans ses différents états. Devant le refus de Flandrin, le conseil municipal offrit le travail à M. Picot qui l'accepta. Il se préparait à le commencer, lorsque survint la révolution de Février. Armand Marast, maire de Paris, retira autoritairement la commande à M. Picot et la donna à Flandrin, qui s'indigna à la pensée de profiter des caprices administratifs et refusa absolument. Il fallut que M. Picot intervînt lui-même, pour vaincre la répugnance du jeune

maître, qui consentit enfin, à la condition de partager le travail avec son confrère, lequel choisirait la partie de la décoration qui lui agréerait. M. Picot prit la décoration du chœur et Flandrin disposa l'immense conception de la frise de la nef, en 1850, et l'acheva en 1854.

L'année suivante, Hippolyte Flandrin reprit la décoration de la nef de Saint-Germain-des-Prés ; magnifique conception rappelant le double enseignement des traditions, des prophéties et des figures annonçant le Messie, et leur réalisation dans la vie et la mort du Sauveur. Ces sujets, juxtaposés deux par deux, s'expliquent l'un par l'autre avec une clarté admirable, une onction pénétrante, à laquelle ne peuvent se soustraire les cœurs les plus indifférents.

On admire en songeant que Flandrin, toujours rhumatisant ou fiévreux, souvent forcé de s'aliter quelques jours pour prendre un repos que lui laissaient à peine les nombreuses visites de ses amis, de ses confrères et de ses admirateurs, au milieu de travaux si écrasants, trouva le temps de faire en une vie si courte et si troublée plus de deux cents portraits dont un grand nombre en pied et de premier ordre comme exécution et comme sentiment. Tout ce qui comptait dans le monde officiel, dans les arts, la littérature et l'aristocratie voulut se faire peindre par cet artiste délicat, « *qui peignait si admirablement les honnêtes femmes* », disait la critique. Nul en effet ne comprit et n'exprima

avec autant de perfection la grâce chaste, la coquetterie de l'âme, qui veut plaire par ce qu'elle a de meilleur et répudie la richesse de la parure, l'afféterie et l'excentricité ; les portraits de Mlle Delessert, de Mlle Maison, ce dernier connu du monde artiste sous le nom de « la jeune fille à l'œillet », sont des chefs-d'œuvre. La sérénité et la profondeur du sentiment, caractères du génie de Flandrin, marquent tout son œuvre. On y chercherait en vain cette audace virile qui donne un certain relief à des œuvres de moindre mérite; la force de ce maître, toute morale, s'immatérialisait dans ses conceptions. Aussi, ses portraits d'hommes furent-ils moins appréciés que ceux de son illustre maître, dont le caractère, indépendant jusqu'à la brusquerie, et le talent autoritaire donnaient aux traits de ses modèles l'énergie de ses convictions.

De nombreuses copies faites à Rome et à Paris, des études, quatre médaillons reproduits à Sèvres, pour le berceau du prince impérial, attestent la puissance et l'habileté de cet infatigable travailleur.

Bien que Flandrin fût peintre avant tout et ne s'occupât point de politique, il ne se désintéressa jamais des questions vraiment nationales. Les événements de 1830 attristèrent profondément le cœur du jeune homme que la guerre civile épouvantait comme un sacrilège, mais qui se tenait prêt pour la guerre étrangère, quoiqu'il

fût réformé; il le dit à son père dans sa lettre de décembre 1830 :

« Dieu veuille que nous ne soyons pas déran-
« gés par la guerre! Car, bien sûr, nous serions
« de la garde mobile, et personne ne voudrait
« s'en dispenser. »

La grande peinture n'affaiblit pas l'admiration de Flandrin pour l'armée; lui, si avare de son temps, court aux revues, les décrit à ses parents avec enthousiasme, et s'exalte pour les Polonais!

Aussitôt son retour de Rome, les élèves se présentèrent et Flandrin eût pu, certes, ouvrir un atelier. M. Ingres l'y engageait; toujours modeste, le jeune artiste refusa, ne se sentant pas encore assez mûr pour le professorat. Il ne prit d'élèves que plusieurs années plus tard.

Nommé chevalier de la Légion d'honneur, en 1841, Flandrin eut, cette année-là, le portrait de sa mère refusé par le jury. Pourquoi? Le jury le savait-il bien lui-même, et l'eût-il osé dire? Après deux tentatives infructueuses, que l'artiste fit pour complaire au maître auquel il conservait un respect filial, il remplaça M. Blondel à l'Institut en 1853, le lendemain de sa nomination à la croix d'officier.

Nommé professeur à l'école des Beaux-Arts en 1854, Hippolyte Flandrin ne ménagea ni son temps ni ses conseils. Mais sa santé, surmenée par tant de travaux et de fatigues, s'altérait toujours davantage, bien qu'il n'en tînt aucun

compte, et opposât aux plus cruelles souffrances les résistances de son énergique volonté. A cet état maladif il faut ajouter les désordres accidentels résultant des conditions de la vie : une chute du haut d'un échafaudage, en exécutant les peintures de l'église de Saint-Vincent-de-Paul à Nîmes. L'humidité des murailles se condensant sous les voûtes des cathédrales ; le vent et les miasmes montant des nefs, filtrant sous les planchers mal joints des échafaudages sont des causes permanentes de fièvres et de rhumatismes. Flandrin, aidé souvent de ses élèves ou de ses amis, gravissait péniblement l'escalierdu *Bâtis*. Là, il se ranimait, la palette à la main il luttait jusqu'au soir contre les douleurs lancinantes de la névralgie.

A ces causes de souffrances se joignit la perte de l'œil droit. En 1841, cédant aux sollicitations de ses amis et aux séduisantes promesses d'un oculiste, Flandrin tenta l'opération du strabisme dont on commençait à faire de nombreuses expériences. L'opération parut réussie, mais, peu à peu, l'œil gauche dévia et l'œil droit déjà très faible se perdit presque entièrement. Le rhumatisme s'étendit sur la vue, le bon œil se fatigua d'un travail sans trêve, Flandrin devint presbyte et presque aveugle. Il ne jugeait de ses toiles qu'en s'éloignant à chaque instant, et par une sorte de double vue. C'est miracle qu'il ait pu traduire avec cette justesse les nuances les plus délicates et les plus vraies de la nature,

soit dans ses portraits, soit dans ses tableaux. Les grands artistes ont ce don de la perception intérieure. Michel-Ange, aveugle, promenait sa main sur le *Torse :* il en revoyait les beautés. Sourd, Beethowen appuyait sa poitrine aux instruments : à leurs vibrations, il entendait en lui ce que l'oreille ne pouvait plus percevoir.

Souvent blessé, jamais abattu, Flandrin reprenait aux sources fécondes de la famille et de la religion de nouvelles forces pour chaque œuvre nouvelle. Sa foi de chrétien pénétrait sa foi d'artiste, et ne s'affirmait jamais que par la mansuétude et le désir d'être utile. Lui, si avare de son temps, le dépensait sans compter lorsqu'il s'agissait de s'employer pour ceux qui s'adressaient à lui pour solliciter des travaux, et comme *Celui* qu'il ne peignit si bien que parce qu'il vivait de son esprit, on peut dire que Flandrin passa *en bien faisant.*

Accablé de ses multiples occupations de professeur et de membre de l'Institut, Hippolyte Flandrin tournait les yeux vers Rome ; il ne l'avait quitté qu'avec l'espoir d'y revenir.

Rome gardait une partie de son âme et ses meilleurs souvenirs ; là, il avait pu vivre sans souci du lendemain ; pour la première fois la *nécessité* ne lui disputait plus le meilleur de son temps. Dans cette académie de Rome, il avait commencé à déposer le fardeau du mercenaire, pour se livrer tout entier à la vie de l'esprit; au milieu des merveilles de l'art et des souvenirs

de l'histoire, devant les splendeurs d'une terre féconde et d'un soleil radieux, il avait enfin pu donner l'essor à son jeune enthousiasme; et maintenant il s'écriait : « O Rome ! Rome, quand « te reverrai-je? »

Il la revit, il lui fut donné d'y passer les derniers mois de sa vie. Flandrin, épuisé, partit le 18 octobre 1863, avec sa femme, ses trois enfants et un ami M. Laurens; il allait demander à sa chère Rome le repos et le recueillement. Mais la ville du Forum, réveillée par la Révolution, n'était déjà plus la ville paisible des Papes; de sourdes clameurs, que n'arrêtait pas toujours la présence de notre armée, se traduisaient en assassinats fréquents et l'on sentait la vengeance populaire dirigée par les meneurs républicains.

La haute position de Flandrin, ses nombreuses amitiés, le nombre encore plus grand des admirateurs de son talent lui créèrent un enchaînement de visites et d'invitations que sa bienveillance ne pouvait et ne savait pas toujours refuser, malgré son goût pour l'intimité de la famille et son besoin de tranquillité. Aux causes matérielles d'agitation se joignirent des chagrins d'artiste, très cruels pour ce cœur affectueux et délicat. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Académie de Rome et l'Ecole des Beaux-Arts reçoivent les premiers coups de l'*Impression* et de la *Fantaisie :* ces deux *indépendantes* levaient déjà la tête contre le dessin.

Flandrin, le doux et modeste Flandrin, défendit le grand enseignement avec la force de la conviction raisonnée. Il préparait une réponse au rapport du surintendant des Beaux-Arts; M. Ingres l'ayant devancé, le disciple crut devoir s'effacer et dit à ses amis :

« Il me semblerait outrecuidant d'ajouter « quelque chose aux paroles de celui à qui tous « peuvent donner le nom de maître. »

Dans ses dernières lettres, pris d'un triste pressentiment, il s'écriait, faisant un retour sur lui-même :

« Cette chère académie de Rome, cette maison « que j'avais revue avec attendrissement, elle « aussi est frappée d'une manière mortelle. »

Les critiques des peintures de St-Germain-des-Prés furent très sensibles à l'artiste ; jusque-là, les diverses opinions de la presse ne produisaient sur Flandrin d'autres effets que ceux de l'éperon sur un cheval de sang : elles l'excitaient à la recherche du mieux. Il ne se sentait plus la force de leur répondre par de nouveaux chefs-d'œuvre, elles l'affligèrent profondément.

L'hiver pluvieux et froid accroissait les douleurs du malade ; on espéra un instant que les forces perdues renaîtraient au soleil de Naples ; il fallut y renoncer, de nouvelles fatigues étaient devenues impossibles. Toujours plein d'énergie, Flandrin écrivait le 5 mars 1864 à son frère Paul :

« Je vais mieux, mais je ne peux recouvrer « complètement la liberté de ma tête, mes oreil-

« les sont toujours comprimées, et une rumeur « sourde, continuelle, me fatigue étrangement. »

Trois jours après, la petite vérole forçait Flandrin de prendre le lit ; le 21 mars il cessait de vivre, ou plutôt de souffrir. Suivant les paroles éloquentes de l'évêque de Nîmes dans sa lettre circulaire sur la mort du peintre :

« Flandrin contemplait dans la lumière éter- « nelle ce Christ, ces anges, ces martyrs, ces « vierges dont sa palette a laissé de si belles et « de si chastes images. »

Hippolyte Flandrin, âme angélique et cœur fort, est la dernière et lumineuse expression de l'art chrétien dans notre siècle athée. Frère de Giotto et de Cimabué, il les surpassa par la science, comme il surpassa Raphaël lui-même, dans l'expression de la Pureté et de l'Idéal séraphique, parce qu'il les portait en lui comme Eustache Lesueur et Fra Angelico. Son talent fut une vocation et tout ce qui porte en soi l'amour du Beau salue dans le peintre des cathédrales le dernier maître de l'art religieux des temps modernes ; art qui va maintenant détournant les yeux d'en haut pour chercher au plus bas des foules un modèle pour son christ humain et pour ses vierges naturalistes.

Rome eût voulu garder le corps de Flandrin, mais, un mois après la mort du maître regretté, la vieille église trop petite pour la foule en deuil recevait une dernière fois son peintre. Les lois modernes ne permettant plus à Saint-Germain-

des-Près de l'abriter sous son autel, elle en conserve au moins la sympathique image.

Un buste de marbre, très ressemblant, habilement encadré d'une élégante et fine architecture, fait, sur le mur de la nef de gauche, face à la chaire ; sur le soubassement du gracieux monument, sur une plaque de marbre noir, l'expression du souvenir de tous :

A HIPPOLYTE FLANDRIN

SES AMIS, SES ÉLÈVES ET SES ADMIRATEURS.

Lyon 23 mars 1809-Rome 21 mars 1864.

C. DE BEAULIEU.

IN.

DUPUYTREN



I

Dupuytren fut un des hommes les plus célèbres de notre temps. Mais sa célébrité s'attacha à lui comme praticien et comme professeur. Il n'écrivit pas ses leçons; elles furent seulement recueillies par ses élèves et son enseignement s'éteignit avec lui.

Le praticien doit tous ses succès à l'habileté de sa main. Sa réputation est comme celle du musicien exécutant; elle ne laisse après elle qu'un souvenir qui finit par s'affaiblir avec le temps et le contact des faits présents qu'on peut croire aussi merveilleux, sinon plus étonnants que les faits passés, dont les auteurs n'existent plus.

C'est ce qui fait que, malgré tout l'éclat qu'il a jeté, le nom de Dupuytren a bien pâli et que, malgré le grand nombre d'élèves qui ont suivi ses leçons, il n'a pas eu la gloire de faire école.

Ses découvertes elles-mêmes lui ont été disputées, et comme il n'a pas su les synthétiser dans des mémoires capables de les mettre en relief et de les perpétuer, il est arrivé qu'elles sont aujourd'hui presque inconnues et qu'il ne compte pas parmi les hommes qui ont fait avancer la science par leurs observations et leurs idées.

Il naquit à Pierre-Bufière, dans la Haute-Vienne, le 6 octobre 1777. Il était d'une taille au-dessus de la moyenne. Il avait la figure grave et imposante, le front large, élevé et fortement bombé; les yeux noirs et pénétrants, le nez aquilin, les lèvres bien découpées, parfaitement en harmonie avec le regard. Il souriait rarement, ses lèvres se repliaient volontiers pour exprimer son sentiment ordinaire, un fier et écrasant dédain. Il était naturellement froid, sombre et concentré en lui-même.

Il avait été mal élevé. Sa mère était une femme égoïste et hautaine. Il avait eu soin de lui emprunter ces deux terribles défauts et de les aggraver par une ambition sans bornes.

Son père était un avocat peu occupé; par conséquent peu aisé, qui le garda près de lui et lui fit donner des leçons élémentaires à la maison.

Si l'on en croit une espèce de légende, Dupuytren enfant, n'ayant même que trois ans, aurait été remarqué un jour par une dame qui passait en chaise de poste à Pierre-Bufière. Cette dame aurait été frappée de la physionomie intel-

ligente de l'enfant et l'aurait enlevé pour en faire son fils adoptif.

Le père de Dupuytren aurait été obligé de courir après cette dame pour ravoir son fils et ne l'aurait rejointe qu'à Toulouse. Quoi qu'il en soit, on le trouva quelques années plus tard au collège de Magnac-Laval, où il fit ses premières études.

Un capitaine de cavalerie, nommé Keffer, le prit en affection et, charmé de la vivacité de son esprit, proposa à ses parents de l'emmener à Paris et de se charger de son éducation. Il le mit au collège de La Marche dont son frère était principal.

Là, Dupuytren laissa paraître tous les défauts qui étaient résultés de sa mauvaise éducation. Il fut dissipé, hargneux, rebelle à la discipline et son travail se ressentit de ses mauvaises dispositions. Dans ses classes de grammaire et dans ses humanités, il n'eut pas de succès. En philosophie, il remporta quelques prix, mais rien ne faisait présager sa grandeur future.

A dix-sept ans, sur la fin de 1794, ses études classiques étaient finies. Tous les établissements d'instruction publique se trouvèrent alors ruinés par suite des coups violents que leur avait portés la Révolution; il n'était pas possible à un jeune homme de chercher dans les sciences et les lettres un refuge contre la misère.

Dupuytren le comprit, et, le sac sur le dos, il quitta Paris en emportant juste de quoi faire son

voyage; il se dirigea à pied sur Limoges où s'était retirée sa famille. Comme on ne parlait alors que de guerre, la carrière des armes tenta le jeune Dupuytren. Il avait du savoir, de l'énergie, un ardent désir d'arriver, il crut qu'il attraperait vite l'épaulette d'officier et il dit à son père qu'il voulait se faire soldat.

Celui-ci n'y consentit pas. Il lui parla de plusieurs carrières libérales, mais il remarqua qu'il restait flottant et indécis et qu'il n'avait d'attrait véritable pour aucune d'elles. Alors, usant de son autorité paternelle à la façon du temps, il lui dit un jour d'un ton décisif et solennel : « Tu seras chirurgien ! »

Toute difficulté était résolue, d'un mot sa vocation avait été définitivement proclamée, et il n'y avait plus qu'à vérifier l'oracle, que son père venait de prononcer avec tout l'accent d'un prophète.

II

Dupuytren repartit donc pour Paris. Il n'y rentra pas la bourse mieux garnie que quand il en était sorti. Il alla reprendre au collège de La Marche sa modeste chambre d'écolier, et il bénéficia de la maigre pitance que l'on accordait aux anciens boursiers. Tout cela ne l'empêchait pas de vivre dans un état bien voisin de la misère.

Dans un moment de détresse, il songea à sa mère, et lui écrivit à Limoges tous les efforts qu'il avait à faire pour lutter contre les besoins les plus impérieux du corps. Il lui demandait un secours de 30 fr. pour l'aider à sortir des embarras d'une fin de mois qui allait l'assaillir.

— Trente francs, lui répondit-elle, crois-tu qu'une pareille somme se trouve dans le pas d'un âne? et elle le laissa se débattre comme il pourrait avec ses fournisseurs

Dupuytren étudia l'anatomie à la Charité sous Boyer, et la chimie sous Vauquelin et Bouillon-Lagrange. Il avait d'excellents maîtres et mettait à profit leurs leçons avec une ardeur infatigable.

La misère est quelquefois mauvaise conseillère, c'est ce que disaient les anciens. Mais pour les âmes fortes et énergiques, c'est souvent un aiguillon puissant qui double leurs forces en leur commandant des efforts qu'ils n'auraient jamais faits dans une position plus heureuse. Au lieu de se décourager, Dupuytren sentit, au contraire, son ambition s'accroître et son âme se fortifier dans l'ardeur de la lutte. Il répétait souvent que « rien n'était à redouter pour un homme que la médiocrité » et cette pensée ne lui laissait pas de repos, tant qu'il n'avait pas atteint le but qu'il s'était proposé.

« Mieux vaut être le premier à Fidène, disait-il avec César, que le second à Rome » ; et cette horreur pour la seconde place l'obligeait à ambitionner en tout la première. C'est ce senti-

ment qui explique son activité incessante et les tentations qu'il fit dans tous les sens pour éclipser ses rivaux.

Le 14 frimaire an III, on créa des écoles de santé, et le 1er ventôse suivant (février 1795), on ouvrit un concours pour six places de prosecteurs. Dupuytren n'avait que dix-huit ans et il n'y avait qu'un an qu'il s'occupait d'anatomie. Il se mit, néanmoins, sur les rangs, mais il n'arriva que le quatrième avec une note qui indiquait qu'il avait eu besoin de l'indulgence de ses juges. « Nous espérons, lui avaient-ils dit, que vous redoublerez d'efforts pour parvenir à remplir dignement cette place.

Cette parole stimula le zèle du jeune Dupuytren. Il était le quatrième de sa promotion; d'après ses principes il devait primer ses collègues et arriver au premier rang. Le travail suppléa aux années de préparation qui lui manquaient et la rapidité de ses progrès fit l'étonnement de ses maîtres.

Après sa vingtième année, la conscription l'ayant appelé sous les drapeaux, ses professeurs crurent que, dans l'intérêt de la science, ils ne devaient pas laisser un élève aussi distingué interrompre ses études pour aller s'encroûter inutilement dans une caserne.

Ils demandèrent au gouvernement une exemption en sa faveur et furent assez heureux pour l'obtenir.

Sur ces entrefaites, la mort de Fragonard

laissa vacante la place de chef des travaux anatomiques. Elle fut mise au concours. Sept candidats se présentèrent, mais en présence de Duméril et de Dupuytren, les cinq autres se retirèrent.

Duméril l'emporta, mais ayant été promu dix-huit mois après à la chaire d'anatomie (10 mars 1801), Chaussier proposa de donner sa place à Dupuytren sans concours. Toute la faculté en fut d'avis et Dupuytren se trouva ainsi à la tête d'une position tout à fait indépendante.

On ne saurait dire l'activité qu'il déploya dans ce service nouveau. Il y établit un ordre et une discipline jusqu'alors inconnus et étonna ses élèves par la multiplicité de ses travaux. Dans les cours d'anatomie qu'il avait faits précédemment, il s'était vu précéder par Bichet dont il enviait l'incontestable supériorité. Les succès de cet homme de génie étaient pour lui, selon l'expression d'un de ses contemporains, les lauriers de Miltiade qui troublèrent le sommeil de Thémistocle

Ne se sentant pas de taille à l'attaquer directement, il s'était associé à Chaussier et l'avait suivi sur le terrain de l'anatomie pathologique avec une fougue vraiment indomptable. Il chargea ses aides de recueillir jour par jour, sur tous les cadavres disséqués à l'Ecole, toutes les lésions organiques ; et au bout de l'année il comptait, disait-il, mille autopsies, à l'aide desquelles il avait cherché à déterminer la proportion des organes lésés, la nature de ces lésions, leur si-

multanéité dans diverses parties, leurs rapports avec l'aspect extérieur, la fréquence relative de leurs causes de mort, le nombre et la nature des lésions observées dans chaque saison de l'année, et comparativement dans les deux sexes et aux divers âges. C'était un travail immense dont il se proposait de tirer les conclusions les plus curieuses et les plus inattendues ; mais il l'abandonna pour se porter vers la physiologie où il espérait des succès encore plus décisifs et plus faciles.

Il avait été nommé chirurgien de seconde classe à l'Hôtel-Dieu et peu de temps après membre du conseil de salubrité établi près de la préfecture de police. Le chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu était Pelletan, qui avait Giraud pour chirurgien adjoint. Pendant quatre ans, malgré toute son ardeur et tout son désir de persister, Dupuytren fut forcément relégué au second plan.

Mais en 1806, Giraud ayant été appelé en Hollande par le roi Louis-Napoléon, il n'y eut plus d'intermédiaire entre Pelletan et Dupuytren. Pelletan était d'un caractère mou et indolent. Il n'aimait pas la besogne ; il se reposait volontiers sur son chirurgien-adjoint pour les opérations pénibles. Il lui abandonnait même le service des femmes.

A un génie ardent et impétueux comme celui de Dupuytren, il n'en fallait pas tant pour lui permettre de se donner les coudées franches et de s'efforcer d'arriver au sommet. Partout il avait toujours dépassé ceux qu'il avait trouvés devant

lui sur le même chemin; il ne pouvait manquer de faire la même chose à l'Hôtel-Dieu.

Il commença donc une guerre sourde à son chef. Il avait pris pour maxime : *Il importe surtout de faire autrement;* et il l'appliquait à Pelletan en le contredisant sur tous les points et en s'attachant à opérer constamment d'une autre manière. Tous les jours il venait avec un instrument nouveau ou avec un instrument tout à fait modifié. Il mettait la méthode ancienne en face de la méthode nouvelle et faisait ressortir la supériorité de celle-ci. Si une autopsie lui donnait tort, il la dissimulait; quand elle était en faveur de son diagnostic il la mettait en relief, non seulement en mettant ses élèves en présence des faits obtenus, mais en donnant à sa découverte le retentissement qu'on pouvait obtenir par les journaux, les revues et les mille voix de la publicité.

Par ces procédés, qui n'étaient pas toujours d'une loyauté parfaite, mais dont l'irrégularité était cachée, il était parvenu à enthousiasmer les jeunes gens qui suivaient ses cours et qui assistaient à ses opérations. Il aurait dû se ménager Pelletan, parce qu'il pouvait avoir besoin de lui à la Faculté, mais, dans l'entraînement du succès, il n'écouta que son ambition fiévreuse et n'eut pas de ménagements pour ce vieillard. Quand il le sentit chancelant sous ses attaques, il le poursuivit sans relâche et profita de l'insuccès de deux ou trois opérations mal conduites pour achever impitoyablement cette défaite.

III

Dupuytren se trouvant installé en première ligne à l'Hôtel-Dieu, se conduisit en homme habile sur ces vastes théâtres des infirmités humaines et ne négligea rien de tout ce qui pouvait accroître sa renommée. Il fut nommé en 1808 inspecteur général des études dans l'université impériale.

Il songea alors à se marier. Il demanda à Boyer la main de sa fille et l'obtint. Tout avait été convenu ; le jour du mariage était fixé ; il avait fait à Mlle Boyer ses cadeaux de noces et il était venu la voir la veille même du contrat. Tout était prêt pour la signature. Mlle Boyer avait mis sa parure de mariée ; les parents étaient assemblés, on n'attendait plus que le futur conjoint.

Dupuytren ne paraissant pas, on lui envoya un message. Il répondit froidement qu'il avait réfléchi et qu'il ne voulait pas aller plus loin. Il ne donna pas d'autres raisons à la famille, mais il dit ensuite à ses amis qu'il n'avait jamais trouvé dans Mlle Boyer qu'indifférence et froideur ; qu'il avait désespéré de rompre cette glace et qu'il avait mieux aimé prendre sur lui l'odieux d'une rupture.

Inutile de dire que cette façon d'agir fit de Boyer son irréconciliable ennemi.

On aurait dû comprendre qu'un pareil homme n'était pas fait pour rendre une femme heureuse. Mais il avait un grand nom, une brillante fortune, et, dans l'année même, il épousa Mlle de Sainte-Olive. Elle lui apporta en dot 80.000 francs, et comme on pressentait sans doute ce qui pouvait arriver, elle se maria sous le régime dotal.

Une pareille dot paraîtrait aujourd'hui fort modeste; mais à cette époque c'était une somme exceptionnelle qui ne se rencontrait que difficilement. Mlle de Sainte-Olive avait pour elle les avantages d'une excellente éducation. Elle était d'une beauté remarquable, jouait parfaitement de la harpe et du piano, et elle aurait aimé aller dans le monde où elle avait tout ce qu'il fallait pour y remporter des succès.

Dupuytren ne connaissait au contraire que son hôpital et son amphithéâtre. Perpétuellement le scalpel à la main, il ne le quittait que pour aller au chevet des malades diagnostiquer les causes de leurs souffrances. Son éducation négligée lui avait laissé des habitudes violentes et bourrues : concentré en lui-même, son égoïsme se nourrissait des applaudissements qu'on lui prodiguait, et ne comprenait rien aux délicatesses de ce monde et aux plaisirs artistiques et intellectuels qu'elles procurent.

Il vécut cependant quelque temps avec sa femme. Il en eut une fille et l'on put croire que la présence de l'enfant adoucirait les relations

entre le père et la mère, mais il n'en fut rien. L'incompatibilité d'humeur ne fit que s'accroître et amener des scènes violentes qui rendirent nécessaire la séparation.

IV

Cette humeur fantastique, bourrue et un peu sauvage lui avait enlevé les sympathies de ses collègues et lui avait nui aussi dans leur estime. Ils lui reprochaient, non sans raison, de ne pas se contenter de ses propres découvertes, mais de s'attribuer facilement celles des autres.

Ainsi Bichat ayant été enlevé par une mort prématurée, Dupuytren entreprit de s'attribuer le plan d'anatomie pathologique qui avait servi de base aux leçons de ce savant théoricien. Il changea les dates et arriva à s'assurer une priorité qui le mettait en possession de cette invention.

Loence cria au plagiat, rétablit les faits dans leur exactitude la plus rigoureuse et prouva que Dupuytren était venu après Bichat, qu'il avait calqué sa méthode prétendue nouvelle sur celle de son devancier, et qu'il n'avait fait que suivre la voie que celui-ci avait ouverte.

Sabatier étant mort, en 1811, une des deux chaires de médecine opératoire se trouva vacante. Elle fut mise au concours. Dupuytren se présenta et fit paraître son *Traité de médecine*

opératoire pour se donner un titre sérieux.

Le concours marcha régulièrement, mais l'illustre chirurgien, malgré sa réputation déjà éclatante, n'en eut pas moins des concurrents très sérieux. On remarqua sa thèse sur la lithotomie, qui fut considérée comme un chef-d'œuvre. On n'avait pas encore poussé aussi loin l'analyse et cette exposition passa pour un modèle d'anatomie chirurgicale.

Mais quand il fallut présenter les dernières thèses, Dupuytren ne put arriver au jour marqué. Son travail lui parut défectueux et il n'avait pas le temps voulu pour faire les corrections qu'il aurait désirées. Il alla trouver le libraire Crochard qu'il avait chargé de l'impression de ses publications et lui dit qu'il avait l'intention de se retirer. Celui-ci le conjura de ne pas s'arrêter à un pareil dessein, lui représentant tout le tort que ferait à sa renommée un aussi déplorable échec.

On se rendit près du doyen. L'imprimeur lui affirma que la thèse de Dupuytren n'était pas prête par suite d'un accident; qu'au moment de mettre sous presse une forme d'imprimerie était tombée en pâte et qu'il y avait là un cas de force majeure qui exigeait un sursis pour la remise de la thèse. Le doyen voulut bien agréer l'excuse à condition que le fait serait affirmé par tous les ouvriers de l'imprimerie. Les ouvriers attestèrent tout ce que l'on voulut et Dupuytren put refaire son travail.

En vain chercha-t-on à voiler ce qu'il y avait d'irrégulier dans cette affaire, on n'était pas assez bien disposé à l'égard de Dupuytren pour fermer les yeux sur ces circonstances anormales. Ses ennemis qui étaient nombreux firent entendre des plaintes et des critiques très vives qui impressionnèrent ses juges.

A la première séance Dubois fit défaut, Richerand et Perey trouvèrent des prétextes pour faire de même et le jury ne se trouva plus composé que de cinq membres, dont deux chirurgiens seulement. A l'unanimité ils proclamèrent Dupuytren, mais cette victoire lui avait été vivement disputée et la manière dont il l'avait remportée ne pouvait flatter beaucoup son amour-propre.

Devenu professeur, Dupuytren était dans son élément. Car si comme médecin et chirurgien même il a été surpassé, il n'a pas encore vu son égal pour l'enseignement. Aussi c'était une de ses fonctions favorites; c'était là qu'il trouvait les plus douces jouissances.

Tous les matins, après sa visite à l'Hôtel-Dieu qui l'occupait de six à neuf heures, il entrait à l'amphithéâtre pour faire une leçon d'une heure. Dans ce cours, qui paraissait improvisé et qui avait toujours été soigneusement préparé, rien n'était donné au hasard. Attitude, pose, geste, accent, expression, tout était calculé. Il allait toujours vers sa chaire d'un pas grave et lent, pendant que cinq ou six cents élèves s'empres-

saient de prendre place sur les bancs qui s'élevaient devant lui.

Assis un peu de côté sur sa chaise, il commençait sur un ton extrêmement bas ; c'était au point que les premières paroles n'étaient entendues que de ceux qui étaient près de lui. A mesure que le silence se faisait, le ton s'élevait et il arrivait à se tourner en face de son auditoire.

Comme les vieux maîtres en matière d'enseignement, il détestait les phrases ampoulées, les mots à effet. Son style était simple, facile, naturel. Il avait toujours l'expression propre, le tour de phrase élégant et concis, et s'avançait d'un pas ferme et méthodique. Il exposait d'abord avec clarté son sujet, et quand il traitait d'une maladie il s'appliquait à écarter les choses communes et vulgaires pour ne saisir que les traits saillants et nouveaux. A mesure qu'il développait son sujet on voyait les faits s'enchaîner et présenter à l'intelligence ravie une espèce de synthèse lumineuse d'où jaillissaient des réflexions neuves, des rapprochements inattendus. « Il faut, dit-il dans son éloge de Corvisart, que, sous peine de dire des choses communes, sans utilité et sans intérêt, le professeur ait la faculté de transporter en un instant toutes ses idées et tous ses moyens sur le sujet que le hasard lui présente. » Il possédait au plus haut point cette faculté et il avait, en outre, cette fécondité d'esprit qui sait dégager des aperçus nouveaux du contact des faits et des idées. C'est ce qui faisait

qu'on n'assistait pas à une seule de ses leçons sans en remporter toujours quelques connaissances précieuses qui faisaient dire avec satisfaction aux plus diserts : J'ai encore aujourd'hui appris quelque chose.

V

En 1814, l'Empire fut renversé. Dupuytren se rallia franchement et sincèrement à la Restauration. Louis XVIII était un roi lettré. Il savait parfaitement son Virgile et son Horace et aurait pu, en littérature, disputer la première place à l'académicien le plus distingué. Il aimait la science et les savants et se faisait un devoir et un honneur de les protéger.

Dupuytren ne pouvait manquer d'avoir part à ses faveurs. En 1816, il le créa chevalier de Saint-Michel et lui envoya le titre de baron. L'illustre chirurgien fut alors à l'apogée de sa gloire. Pelletan ayant été forcé de sortir de l'Hôtel-Dieu, il en devint le chirurgien en chef et résolut d'exploiter cette position au profit de sa fortune et de sa renommée.

On ne peut se faire une idée de la puissance de travail qu'il déploya à partir de cette époque. Il touchait à la quarantaine, il était dans la force de l'âge et du talent. Tous les matins il se levait à cinq heures, avec l'exactitude du religieux et du soldat qui obéit à une règle ou à une con-

signe. A six heures il entrait à l'Hôtel-Dieu où le service chirurgical compte jusqu'à trois cents malades. C'était sur lui que reposait toute la besogne; il voulait tout diriger, tout faire lui-même. Après avoir consacré trois heures à ce travail d'hercule il faisait sa leçon qui durait une heure. Il donnait ensuite des consultations aux malades venus du dehors et il ne quittait habituellement l'Hôtel-Dieu qu'à onze heures. Il allait déjeuner, faisait ses visites en ville, et rentrait encore à l'hôpital le soir, de six à sept heures, pour voir comment allaient les opérations du matin. Rentré chez lui, il écrivait pendant la soirée. Il lisait peu, car il avait pour maxime : *Peu lire, beaucoup voir et beaucoup faire.* C'était l'adage baconien qu'on peut appliquer aux sciences expérimentales plutôt qu'aux sciences abstraites ou morales.

Sa santé de fer put suffire à cet épouvantable labeur pendant dix ans, presque sans aucune interruption.

Louis XVIII l'ayant nommé son chirurgien consulteur, ce titre fit sortir son nom de l'enceinte des écoles pour le répandre dans le monde. Une fois en possession de la confiance publique, il ne dédaigna pas de recourir aux organes les plus accrédités de la presse pour rendre sa gloire populaire.

A chaque opération qu'il faisait, il donnait une publicité particulière et il ne cessait de faire accoler à son nom des épithètes sonores. On ne

parlait que du grand; de l'habile, de l'illustre, de l'immortel, du premier chirurgien de l'Hôtel-Dieu.

Il poussa la soif de la renommée et aussi un peu la passion de l'argent jusqu'à attacher son nom à la recette d'une lotion contre la gale, et d'une pommade destinée à faire pousser les cheveux. On lui demanda s'il ne ferait pas faire un onguent pour la brûlure. Il répondit à ce trait satirique en faisant une leçon sur la brûlure. Il en distingua divers degrés et exposa sa doctrine avec tant de charme qu'il excita les applaudissements de tous ses auditeurs. La plaisanterie n'avait servi qu'à lui fournir l'occasion d'un nouveau triomphe.

VI

En 1820, le duc de Berry ayant été assassiné, ce triste événement fut pour Dupuytren l'occasion d'un double échec qui lui nuisit dans l'esprit de ses collègues et dans l'esprit du roi.

C'était un point de doctrine parfaitement établi parmi les chirurgiens français, qu'en cas de plaie pénétrante dans la poitrine, il fallait rapprocher et réunir immédiatement les chairs. Le couteau dont s'était armé Louvel était entré au-dessous du sein droit et avait pénétré jusqu'à l'oreillette du cœur. Il en était résulté une hémorragie interne qui provoquait la suffocation.

Bougon qui était arrivé le premier s'était empressé de réunir les bords de la plaie et l'avait sucée à plusieurs reprises. Dupuytren, quoique ce traitement fût parfaitement conforme à la science, ne craignit pas de le condamner publiquement. D'après son principe qu'il fallait toujours faire *autrement,* au grand étonnement de tous ses collègues, il prétend qu'on doit élargir la plaie pour donner au sang une libre issue et il se met à faire lui-même cette malencontreuse opération qui ne servit qu'à précipiter la catastrophe.

Le lendemain les critiques ne lui furent pas épargnées. Tous les journaux de médecine s'élevèrent contre ce procédé et la classe de chirurgie, pour témoigner officiellement son improbation, proposa, pour sujet de prix, la détermination de la méthode préférable dans le traitement des plaies pénétrantes de la poitrine. Dupuytren dut supporter ce déluge de critiques amères, mais il ne fit pas entendre la moindre réclamation.

Tout s'était tourné contre lui dans cette malheureuse circonstance. Louis XVIII étant allé, de sa personne, voir son neveu mourant, avait demandé à Dupuytren s'il avait quelque espoir de le sauver. Pour que le duc de Berri ne l'entendît pas, il lui avait adressé la question en latin : *superestne spes aliqua salutis* ? Dupuytren, qui avait fait d'assez mauvaises études de latin, ne se sentit sans doute pas de force à parler au roi

dans cette langue. Il resta court et ce fut Dubois qui se chargea de répondre.

Louis XVIII en fut mal impressionné, et, bien que la littérature et la médecine soient deux choses très différentes, Dupuytren perdit beaucoup dans son estime. Il ne vit plus en lui qu'un praticien habile, mais il ne le regardait pas comme un savant. Il refusa, pour ce motif, de l'attacher à sa personne en le nommant son premier chirurgien.

Dupuytren reçut cette faveur de Charles X, qui lui témoigna une bonté toute spéciale. Boyer avait remplacé Deschamp à l'Institut; Percy étant venu à mourir, Dupuytren envia sa place. L'Académie, par l'organe de Geoffroy Saint-Hilaire, avait manifesté l'intention d'écarter, à l'avenir, les chirurgiens, sous prétexte que des hommes obligés de donner tout leur temps à la pratique, ne pouvaient guère s'occuper de la partie théorique de la science. Mais Charles X intervint dans le débat et proposa, pour la place vacante, son premier chirurgien. La recommandation fit taire bien des scrupules et Dupuytren fut nommé par quarante et une voix contre dix-huit.

Il présenta immédiatement plusieurs mémoires à l'Institut et s'inscrivit parmi les rédacteurs du *Dictionnaire de médecine et de chirurgie*. C'était sa réponse à l'objection qu'on lui avait faite, d'être un praticien plutôt qu'un homme de doctrine.

Ce succès lui en avait fait désirer d'autres et son ambition insatiable le portait à convoiter d'autres grandeurs. La Restauration l'avait fait baron, ne pouvait-elle pas l'élever à la pairie ? Elle en avait jugé digne Cuvier, le savant naturaliste, l'éminent géologue. Du moment que la science, aux yeux du pouvoir, était un titre suffisant pour arriver à ce sommet, Dupuytren pouvait légitimement le viser, et il y serait sans doute parvenu si son gouvernement de prédilection n'avait pas été renversé.

La Révolution de Juillet rendit vaines toutes ses espérances, mais elle lui fournit l'occasion de prouver à Charles X qu'en le protégeant il n'avait pas eu affaire à un ingrat. Quand il sut que le roi était proscrit et que, victime de son désintéressement, il avait été contraint de prendre le chemin de l'exil à peu près sans ressources, il lui écrivit : « Sire, grâce en partie à vos bienfaits, je possède trois millions ; je vous en offre un, je destine le second à ma fille, et je réserve le troisième pour mes vieux jours. »

On a mis en doute l'authenticité de cette lettre, et on a voulu ranger cette anecdote parmi les mille rumeurs qu'on faisait adroitement circuler pour donner à Dupuytren un mérite de grandeur et de générosité que son caractère égoïste ne comportait pas. Mais le fait n'est pas seulement rapporté par le docteur Pariset, un de ses panégyristes, il est encore raconté par un de ses biographes les plus consciencieux, le docteur

Malgaigne, et il n'y a aucun motif pour en douter.

Son dévouement à la famille déchue ne s'arrêta pas là. Il eût voulu la servir sous le rapport politique, et il essaya de se faire nommer député par son arrondissement à Saint-Yrieix. Les électeurs étaient alors les bourgeois et les petits propriétaires qui payaient deux cents francs d'impôt. C'était en faveur de cette classe moyenne que s'était faite la Révolution de Juillet. Ces bourgeois ne pouvaient voir d'un bon œil la candidature de Dupuytren, qui avait reçu les faveurs de la royauté déchue et qui devait lui en être reconnaissant.

De plus le grand chirurgien s'était tenu renfermé au foyer de sa gloire et il n'avait pas paru songer à ses compatriotes dans ces années privilégiées où la fortune et la renommée souriaient à l'envi à tous ses desseins. On crut que, sur les bancs de la Chambre, il s'occuperait plus des princes exilés que des habitants du Limousin, et comme le suffrage restreint n'était guère plus désintéressé que le suffrage universel, on lui opposa un simple médecin de campagne et ce fut celui-ci qui fut nommé.

A partir de ce jour, Dupuytren comprit qu'il n'y avait rien à faire pour lui du côté de la politique. Il replia ses voiles et se tourna vers ses études et ses travaux professionnels et résolut de concentrer là désormais tous ses efforts.

VII

Le gouvernement vint un instant le troubler au milieu même de son hôpital. On établit, pour le service des hôpitaux de Paris, un règlement qui supprimait le titre et les fonctions de chirurgien en chef. Dupuytren, aux termes de ce règlement, restait à l'Hôtel-Dieu, mais il était obligé de partager, avec ses subordonnés, un service dont il avait, depuis bien des années, la direction suprême.

Il lui en coûta de sacrifier cette suprématie qu'il pouvait appeler sa royauté. Mais il n'en conserva pas moins sa place et il redoubla d'activité pour prouver à l'administration qu'elle ne pouvait pas toucher à sa personne sans créer un grand vide au détriment d'une foule de malades qui profitaient de son savoir et de son expérience.

L'administration revint même sur sa mesure et lui rendit, ainsi qu'à tous ses collègues qui étaient à la tête des principaux hôpitaux de Paris, le titre dont elle les avait privés, mais elle n'y adjoignit pas l'autorité absolue que ce titre impliquait auparavant.

Dupuytren n'avait guère plus de cinquante ans, mais ses beaux jours étaient passés. Le gouvernement qui avait eu toutes ses sympathies et toutes ses affections avait été emporté

par la tourmente révolutionnaire. Avec lui il avait perdu une foule de relations qui lui avaient permis de s'ouvrir des horizons nouveaux que la tempête avait immédiatement assombris.

Parmi ses collègues, il voyait beaucoup d'envieux, mais peu d'amis. Sa supériorité avait éloigné de lui les uns, sa mauvaise humeur, ses travers de caractère avaient irrité les autres. Malgré tous ses succès de réputation et de fortune, la vie lui semblait très amère. Il cherchait, dans un travail surhumain, à noyer tous les regrets que lui causaient les déceptions qu'il avait eues, les illusions qu'il avait subies.

« Un jour, dit le P. Lacordaire, qu'il avait dépassé le terme ordinaire de ses consultations, épuisé de fatigue, il allait prendre quelque repos, lorsqu'un dernier visiteur en retard se présente à la porte de son cabinet. C'était un vieillard de très petite taille, dont il eût été difficile de deviner l'âge. Il avait une de ces physionomies heureuses sur lesquelles le regard s'arrête avec satisfaction. Il tenait à sa main droite une canne à corbin; son costume et sa large tonsure montraient que c'était un prêtre.

Le regard de Dupuytren se leva sur lui morne et glacé.

— Qu'avez-vous? lui dit-il durement.

— Monsieur le Docteur, répondit doucement le prêtre, je vous demande la permission de m'asseoir, mes jambes sont déjà un peu vieilles. L'officier de santé de mon village, car je suis

curé d'une paroisse auprès de Nemours, m'a dit d'abord que ce n'était pas grand'chose, mais le mal a augmenté, et au bout de cinq mois il s'est formé un abcès; j'ai gardé le lit longtemps sans éprouver d'amélioration. Et puis, j'étais forcé de me lever pour remplir mes fonctions, car je suis seul pour desservir quatre paroisses.

— Montrez-moi votre mal.

Le vieillard obéit et continua : « Ces braves gens m'ont bien offert de se réunir tous les dimanches dans la même église pour entendre la sainte messe; mais je me suis dit : Il n'est pas juste que tout le monde se dérange pour toi. Et puis, vous savez, il y a les premières communions; les instructions à donner aux enfants. Monseigneur voulait attendre pour m'envoyer un confrère qui m'aidât. Alors tous mes paroissiens m'ont pressé pour venir à Paris pour vous consulter. J'ai été quelque temps à me décider, car un pareil voyage coûte beaucoup d'argent et j'ai beaucoup de pauvres dans ma paroisse, mais il a fallu céder à leurs instances et me mettre en route. Voilà mon mal, Monsieur le Docteur, poursuivit-il en montrant son cou. »

Dupuytren l'examina longtemps. La plaie était si effrayante qu'il s'étonnait que le malade pût encore se tenir debout. Il écarta largement les lèvres de l'abcès, en scrutant les environs avec une pression douloureuse à faire évanouir le malade, mais celui-ci ne tressaillit même pas.

Quand l'examen fut terminé, Dupuytren leva

la tête du patient, qu'il tenait entre ses mains, et, le regardant fixement, il lui dit brusquement d'un ton qui ne permettait plus d'espoir :

— Je dois vous dire, Monsieur l'Abbé, qu'il n'y a point de remède à un tel mal. Avec cela il faut mourir!

L'abbé prit ses linges, s'enveloppa le cou sans dire un mot; Dupuytren avait toujours les yeux fixés sur lui.

Quand le pansement fut terminé, le prêtre retira de sa poche une pièce de cinq francs enveloppée dans un morceau de papier et la posa sur la cheminée.

— Monsieur le Docteur, dit-il, je ne suis pas riche et j'ai bien des pauvres dans ma paroisse. Pardonnez-moi si je ne puis pas payer plus cher une consultation du docteur Dupuytren.

Puis il ajouta avec un sourire d'une ineffable douceur :

— Je suis heureux d'être venu vous trouver, au moins j'ai la certitude du sort qui m'attend. Peut-être auriez-vous pu m'annoncer cette nouvelle avec un peu plus de précaution. Mais je ne vous en veux pas : vous ne m'avez pas surpris, j'étais préparé depuis longtemps... Adieu, Monsieur le Docteur, je retourne à mon presbytère pour y attendre la mort.

Et il sortit.

Dupuytren resta pensif. Cette nature de fer, ce génie puissant était venu se briser contre quelques simples paroles d'un pauvre vieillard

qu'il avait tenu malade et faible entre ses mains et dont la vie n'avait pour lui aucun prix : dans ce corps faible et souffreteux, il avait rencontré un cœur et une volonté qui était encore plus ferme que la sienne ; il s'était aperçu qu'il avait trouvé son maître dans ce prêtre courageux.

Dupuytren s'élança tout à coup vers l'escalier. Le prêtre descendait lentement les marches en s'épaulant à la rampe.

— Monsieur l'Abbé, cria-t-il, voulez-vous bien remonter?

L'abbé remonta.

— Il y a peut-être un moyen de vous sauver, si vous voulez que je vous opère?

— Mon Dieu ! Monsieur le Docteur, répondit le prêtre, pendant qu'il déposait sa canne et son chapeau, je ne suis venu à Paris que pour cela; coupez, taillez, je vous en prie, comme vous voudrez.

— Mais peut-être ferons-nous une tentative inutile, ce sera long et douloureux.

— Opérez toujours, Monsieur le Docteur, coupez autant qu'il le faudra, j'endurerai tous les tourments ! Mes pauvres paroissiens seraient si contents !

— Eh bien, vous allez vous rendre à l'Hôtel-Dieu, salle Sainte-Agnès. Vous serez là parfaitement, et les bonnes sœurs vous prodigueront les soins les plus attentifs. Vous vous reposerez bien ce soir et demain, et après-demain de bonne heure nous commencerons l'opération.

— C'est entendu, dit le prêtre; Monsieur le Docteur, je vous remercie.

Dupuytren écrivit à la hâte quelques mots et remit le papier au prêtre.

Celui-ci se rendit sur-le-champ à l'hospice, et la communauté tout entière s'empressa de l'installer le plus commodément possible. Le troisième jour, les cinq à six cents élèves qui suivaient les leçons du maître étaient à peine rassemblés que Dupuytren arriva. Il se dirigea vers le lit du prêtre, suivi de cet imposant cortège, et l'opération commença. Elle dura vingt-cinq minutes et détermina une perte de sang considérable. Mais le prêtre soutint ces cruelles épreuves avec une héroïque patience; il ne fronça pas le sourcil. Seulement, quand les poitrines qui l'entouraient se dégagèrent toutes ensemble, haletantes d'attention et de crainte, Dupuytren dit avec joie au patient : Je crois que tout ira bien maintenant : vous avez bien souffert, n'est-ce pas ?

— Un peu, mais j'ai cherché à penser à autre chose ; maintenant, je me trouve bien mieux.

Dupuytren l'examina un instant avec une profonde attention, jusqu'au moment où le malade s'assoupit; puis il tira les rideaux blancs du lit et s'en alla avec ses élèves.

A dater de ce jour, lorsque Dupuytren arrivait, par une étrange infraction à ses habitudes, il passait devant les lits des autres malades et courait au lit de son malade favori. Plus tard, lorsque

celui-ci commença à se lever et à pouvoir faire quelques pas, il allait à lui, prenait son bras sous le sien, et, harmonisant son pas avec celui du convalescent, faisait avec lui le tour de la salle. Pour qui connaissait l'insouciante dureté du médecin, ce changement de conduite était inexplicable.

Lorsque l'abbé fut rétabli et en état de supporter le voyage, il prit congé des sœurs et du docteur, et retourna vers ses chers paroissiens.

Longtemps après, Dupuytren, en rentrant à l'Hôtel-Dieu, vit s'avançer vers lui l'abbé, qui attendait dans la salle Sainte-Agnès. Il portait toujours son costume noir, mais il était cette fois couvert de poussière; on eût dit qu'il venait de faire un long voyage à pied. Il avait au bras un long panier d'osier, soigneusement attaché avec des ficelles, et d'où s'échappaient des brins de paille. Dupuytren lui fit le meilleur accueil, et lui demanda si l'opération n'avait eu aucune suite fâcheuse, et pourquoi il était venu à Paris.

— Monsieur le Docteur, répondit le prêtre, c'est aujourd'hui l'anniversaire du jour où vous m'avez opéré; et je n'ai pas voulu le laisser passer sans venir vous voir et vous apporter un faible témoignage de ma reconnaissance. J'ai dans mon panier deux beaux poulets de mon poulailler et des poires de mon jardin, comme vous n'en mangez guère à Paris; il faut que vous me promettiez, mais là, bien sûr, de goûter à tout cela

Dupuytren lui serra affectueusement la main et l'engagea à dîner avec lui ; mais il n'accepta pas : ses moments étaient comptés et il lui fallait retourner aussitôt dans sa paroisse.

Deux années encore après, le bon vieillard revint avec son panier renfermant des poulets et des poires; le docteur recevait ses visites avec une sorte d'émotion.

VIII

Ce fut alors que Dupuytren ressentit les premières atteintes de la maladie qui mit un terme à une vie si précieuse, et contre laquelle tous les efforts de la science furent impuissants. Le 15 novembre 1833, en se rendant le matin à l'Hôtel-Dieu selon son habitude, il éprouva, en passant sur le Pont-Neuf, un léger étourdissement. Il n'en continua pas moins sa route et fit ses visites accoutumées. Pendant sa leçon à l'amphithéâtre, il sentit tout à coup que sa bouche déviait. Il reconnut à ce symptôme qu'il venait d'être frappé d'une légère attaque d'apoplexie, mais il eut le courage d'achever la leçon commencée.

A bout de forces et menacé d'une attaque plus grave, il se vit forcé de suspendre ses travaux et de s'accorder quelques mois de repos.

Il partit donc pour l'Italie. Il fut précédé dans toutes les villes où il s'arrêta par une réputa-

tion si brillante, que son voyage ne fut qu'un continuel triomphe. Sa science lui valut des hommages empressés que n'aurait pas obtenus un souverain arrivé à Rome ; on l'engageait à y faire un long séjour; mais il regrettait son hôpital, son amphithéâtre, et rien ne put l'empêcher de revenir à Paris.

Il reprit trop tôt ses fonctions. Son rétablissement était incomplet et, trop confiant dans la vigueur de sa constitution herculéenne, il voulait continuer la direction d'un service beaucoup trop étendu et trop chargé pour les forces d'un seul homme.

Un jour, qu'il était épuisé et couvert de sueur à la suite d'un pansement pénible, il entra néanmoins dans l'amphithéâtre pour y faire sa leçon. Pendant qu'il parlait il se sentit saisi d'un refroidissement qui amena un épanchement pleurétique suivi d'accès de suffocation répétés. On lui proposa la ponction qu'il accepta d'abord, puis, en réfléchissant à son état, il la jugea inutile. « Que ferais-je de la vie? dit-il avec découragement; la coupe en a été si amère pour moi !

Dans ses dernières et tristes heures, cette solitude morale, cet isolement qu'il s'était si cruellement préparé, furent du moins pour lui un solennel avertissement.

Un soir, comme il était seul sur son lit de souffrance, il appela son fils adoptif, qui veillait dans un cabinet voisin et lui dicta la lettre suivante :

« *A M. le curé de la paroisse de X...,*
près Nemours (*Seine-et-Marne*).

« Mon cher abbé,

« Le docteur a besoin de vous à son tour ; venez vite, peut-être arriverez-vous trop tard.

« Votre ami,
« DUPUYTREN. »

Le prêtre accourut aussitôt.

Il resta longtemps enfermé avec Dupuytren. Quand l'abbé sortit de la chambre du mourant, ses yeux étaient humides et une profonde émotion se lisait sur son visage. Le lendemain, Dupuytren appelait vers lui l'archevêque de Paris. Il s'était mis en paix avec Dieu, la gaîté était revenue sur son visage et il attendit la mort avec confiance, sans impatience comme sans regrets. Quelques heures avant de mourir il se fit lire son journal, voulant, disait-il, porter là-haut des nouvelles de ce monde. Il rendit le dernier soupir le 8 février 1835, à trois heures et demie du matin.

IX

Le jour de l'enterrement, le ciel, dès le matin, fut tristement couvert de nuages gris. Une pluie fine, mêlée de neige, glaçait la foule immense et silencieuse qui encombrait la vaste cour de

la maison mortuaire. L'église Saint-Eustache eut peine à contenir le cortège.

Après le service, les élèves portèrent à bras le cercueil jusqu'au cimetière. Le bon petit vieillard qui l'avait assisté dans ses derniers moments suivait le convoi en pleurant. La sainteté avait vaincu un cœur dont aucune autre puissance n'avait pu amollir la dureté. Armé de la seule force religieuse, le pieux vieillard, nouveau David, avait triomphé du Goliath de la science médicale. Il n'avait fallu pour cela ni ruse ni stratagème : la vertu et la grâce étaient les seuls instruments dont il s'était servi pour gagner le cœur du célèbre médecin et en faire la conquête.

Dupuytren n'avait qu'une fille : il lui laissa une fortune de quatre à cinq millions. C'est la fortune la plus considérable, a dit un de ses biographes, qu'un homme ait amassée sans autre ressource que son bistouri et sa lancette.

Dupuytren avait eu des places lucratives ; il avait fait une foule d'opérations pour des particuliers qui les lui avaient payées fort cher, et dans sa vie il n'y avait eu de temps que pour le travail et la production, il n'en avait jamais trouvé pour la dissipation et la dépense. Mais malgré cela, en trente années, dans les commencements de ce siècle, il ne serait jamais arrivé à ce résultat, s'il n'avait été aidé par la spéculation. Ses capitaux furent doublés par les placements avantageux que lui fit faire M. James

Rothschild, son banquier, son client, son ami et son exécuteur testamentaire.

Il légua 200.000 fr. pour la création d'une chaire d'anatomie pathologique à la faculté de Paris, et 50.000 fr. à la petite ville de Pierre-Bufière, sa ville natale, pour l'érection d'une fontaine au nom de sa fille.

Pour un homme de pareil talent, Dupuytren a laissé bien peu d'écrits. Il n'a publié que deux thèses et quelques articles dans le *Dictionnaire de médecine*. Il avait légué ses livres à Pigné, son neveu, et à Marx des manuscrits ; mais ils étaient presque insignifiants.

Ses élèves l'avaient souvent supplié de publier ses leçons. Mais il savait trop bien que ces improvisations qui sont très goûtées ont souvent peu de succès à la lecture. Il permit cependant à ses admirateurs les plus zélés de recueillir les leçons qui les avaient le plus frappés ; mais cette publication nuisit à sa réputation plus qu'elle ne lui servit.

Il serait cependant injuste de ne point reconnaître que, dans le cours de vingt années, sur un théâtre aussi intéressant et aussi fécond, Dupuytren n'ait fait faire des progrès à la thérapeutique chirurgicale. Il est l'inventeur de plusieurs instruments ingénieux qui permettent de réussir des opérations délicates qu'on n'osait pas tenter avant lui. Il a fait une foule de remarques exactes et judicieuses qui ont éclairé d'un jour tout nouveau l'histoire d'une foule de maladies.

Mais ce qui manquait à cet homme de génie, c'est une doctrine. Elevé dans les idées du XVIII[e] siècle, il ne voyait rien au delà de la machine humaine avec ses ressorts tout matériels. Partisan des théories de Condillac, il s'arrêtait aux sens et ne se demandait pas ce qu'il y avait au delà.

Cet empirisme ne lui a pas permis de synthétiser ses vastes connaissances. Il a indiqué une multitude de détails nouveaux, mais ses observations les plus ingénieuses sont restées éparses dans les leçons qu'il faisait au jour le jour et que le vent emportait à mesure qu'il les prononçait. S'il avait eu un point central pour rattacher ces mille pensées isolées, il serait arrivé à élever un édifice qui aurait eu de la grandeur et de la durée.

Faute de ce centre, ses idées se sont évanouies à mesure qu'il les a émises. La sûreté étonnante de son coup d'œil, l'habileté de sa main lui ont fait une renommée bruyante et universelle. Mais vingt ans après sa mort tout ce bruit s'était éteint. Comme la plupart des hommes distingués de notre époque il avait eu la réputation que donne le succès du moment, mais il n'avait pas eu la gloire que fondent des œuvres durables.

Le docteur Du Puyset.

FIN.

LE PRINCE

J. PONIATOWSKI



« Le vrai roi de Pologne c'était Poniatowski; il en réunissait tous les titres, et il en avait tous les talents. »
(*Mém. de Napoléon.*)

I

Poniatowski a joui d'une immense popularité pendant les premières années de la Restauration; depuis 1814 il était pour le peuple français la personnification de la Pologne. Son nom retentissait dans les chants patriotiques, son image brillait près de celle de Napoléon, et sa légende, un peu confuse, empruntait un charme particulier à cette fin tragique que les soldats de l'Empire racontaient aux veillées. De terribles événements, des guerres nouvelles, la politique et la révolution, ont fait oublier le

héros de la Pologne, et, tout en rendant hommage à son nom, le public de nos jours ignore ce que fut Poniatowski.

Dans les premières années du XVIIIe siècle, le colonel des gardes du roi de Pologne Stanislas Leczynski se nommait Stanislas Poniatowski. Ce nom apparaît ainsi dans l'histoire pour la première fois. L'un des fils du colonel fut élu roi de Pologne en 1764 sous le nom de Stanislas-Auguste. Un autre fils devint lieutenant-général au service de l'empereur d'Allemagne et fut le père de Joseph Poniatowski notre héros. Né en 1763, il fut élevé près du roi son oncle. A l'âge de seize ans, il se rendit à Vienne, entra dans l'armée impériale qui était l'école militaire de la noblesse polonaise. Joseph II régnait alors et prit en affection le jeune Poniatowski. En 1787 il commandait un régiment de dragons et fit sa première campagne contre les Turcs ; blessé au siège de Sabacz, il fut nommé aide-de-camp de l'empereur. Le feld-maréchal Lascy, l'un des grands capitaines du siècle, daigna donner des leçons au jeune colonel polonais, qui devint promptement l'un des meilleurs officiers de l'armée.

Il en était aussi l'un des plus magnifiques. Admirable cavalier, grand, habile aux exercices, brave, enthousiaste, aimant la gloire, prêt à tous les sacrifices généreux, aimé, admiré dans les camps et à la cour, neveu du roi, aide-de-camp de l'empereur, colonel à vingt-quatre ans, Joseph

Poniatowski devait aspirer aux plus hautes destinées.

En 1789 le prince Joseph fut rappelé en Pologne. La guerre allait éclater avec la Russie, et Poniatowski eut le commandement de l'armée de l'Ukraine forte de 14.000 hommes. Il devait lutter contre 60.000 Russes. Cette campagne de 1792 devint déplorable pour la Pologne, et le deuxième partage fut consommé en 1793 ; le prince Joseph se retira à Vienne pour ne pas assister au démembrement de sa patrie.

L'année suivante, Kosciuszko leva l'étendard de l'indépendance et entreprit cette glorieuse campagne de 1794 qui, seule, immortaliserait la Pologne. Dès que la nouvelle de l'insurrection de Cracovie parvint à Vienne, Joseph Poniatowski s'empressa de rejoindre l'armée polonaise, et offrit à Kosciuszko de servir comme volontaire, mais le général en chef lui confia l'aile droite de son armée. La Pologne ne pouvait seule résister à tant d'ennemis. Elle fut encore vaincue. Cette fois la Russie, l'Autriche et la Prusse effacèrent de la carte d'Europe cet héroïque royaume dont l'histoire militaire est si brillante.

Lorsque le roi de Pologne mourut en 1798 à Saint-Pétersbourg, il laissa une grande partie de son riche héritage au prince Joseph. Alors le capitaine, si rude soldat en campagne, le patriote inconsolable des malheurs de la Pologne se laissa aller, avec trop d'indifférence peut-être, à une existence de luxe et de plaisirs. Pendant

huit années, on vit Joseph Poniatowski donner des fêtes, dans son splendide hôtel de Varsovie ou dans sa terre de Iablonna, rendez-vous d'une noblesse oisive et dissipée.

II

L'empereur Napoléon Ier vint en Moravie en 1805, et la Pologne espéra que l'heure de sa délivrance allait sonner ; il n'en fut rien. Après la bataille d'Iéna l'armée française planta ses tentes sur les rives de la Warta, et Napoléon s'arrêta à Posen le 25 novembre. Les habitants de la Grande-Pologne saluèrent avec bonheur l'arrivée de l'empereur des Français et se levèrent en masse pour secouer le joug de la Prusse. Napoléon encouragea l'insurrection, mais sans promettre aux Polonais une réelle protection.

L'armée française s'avançait par la Vistule, tandis que les forces de la Prusse allaient quitter Varsovie. Craignant les désordres, le roi de Prusse voulut mettre le pouvoir aux mains d'un Polonais influent. Alors il proposa le gouvernement de Varsovie au prince Joseph Poniatowski. Peut-être, le prince aurait-il dû repousser toutes relations avec l'usurpateur de sa patrie. Poniatowski fut donc nommé, par le roi de Prusse, gouverneur de la capitale de l'ancienne Pologne. C'est en cette qualité que le prince Joseph reçut

l'avant-garde de la grande armée à son entrée dans Varsovie; avec la délicatesse qui le caractérisait, il écrivit au roi de Prusse pour lui exposer les motifs de sa conduite.

Arrivé à Varsovie le 19 décembre 1806, l'empereur Napoléon voulut former une armée polonaise qui pût lui servir de puissant auxiliaire. Poniatowski accepta le commandement de cette armée, exigeant de Napoléon que les troupes polonaises auraient le drapeau et la cocarde nationale.

Une armée russe venait au secours de la Prusse. Alors eurent lieu les combats de Pulturk, de Golomin et la sanglante bataille d'Eylau. Au printemps la victoire de Friedland décida de l'issue de la lutte. Les coalisés se retirèrent derrière le Niemen et la paix fut signée le 7 juillet 1807. On sait que Napoléon créa le grand-duché de Varsovie, dont Poniatowski fut nommé ministre de la guerre.

La campagne de 1809 fait le plus grand honneur à Poniatowski, qui avait en ses mains le pouvoir civil et l'autorité militaire. Pendant que le prince polonais combattait les Autrichiens et entrait triomphalement à Cracovie, Napoléon remportait la victoire de Wagram. La paix de Vienne fut signée le 14 octobre. Ainsi, dans l'espace de trois mois, Poniatowski sut arrêter le progrès des Autrichiens sur la Vistule, et reconquérir une province qui comptait 2.000.000 d'habitants. Les services éminents rendus par le prince

dans cette campagne, furent récompensés par Napoléon et par le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie. L'empereur des Français lui envoya la grand'-croix de la Légion d'honneur et une épée enrichie de son chiffre ; Frédéric-Auguste l'honora du grand-cordon de l'Ordre militaire de Pologne, auquel il joignit une dotation d'un million de francs en biens-fonds sur le domaine des provinces récemment conquises.

Napoléon allait entreprendre la campagne de Russie à la tête d'une armée de 400.000 hommes. Poniatowski commandait un corps d'armée de 35.000 hommes, tous Polonais. Bientôt il eut le commandement de l'aile droite de la grande armée.

La réputation de Poniatowski ne fit que grandir pendant la campagne de 1812.

La campagne de 1813 allait commencer. Napoléon avait organisé une nouvelle armée qu'il conduisit bientôt en Allemagne. Elle était forte de 140.000 hommes, et composée, en partie, de vieux soldats tirés de l'armée d'Espagne et de la marine impériale. Mais presque tous les hommes de troupe étaient des conscrits à peine exercés au tir et aux marches. Cette armée fit des prodiges. Elle remporta les victoires de Lutzen, de Bautzen, et refoula l'ennemi jusqu'à l'Oder. Le 4 juin, l'empereur conclut l'armistice de Neumarck. A cette époque, Napoléon rendit un décret qui assimilait Poniatowski aux maréchaux de l'empire.

L'armée française se soutenait devant Leipzig, avec la plus grande valeur, contre des forces doubles en nombre, lorsque le corps saxon passa à l'ennemi, et força Napoléon à rapprocher ses troupes de la ville, afin de combler le vide que cette défection formait dans sa ligne de bataille. Les ennemis gagnèrent du terrain, mais ne purent forcer les troupes françaises dans leurs dernières positions devant les faubourgs de la ville. L'honneur des armes était sauf. Mais les défections se déclaraient de toutes parts. L'empereur prit donc le parti de la retraite.

II

Il ne resta à Leipzig que l'arrière-garde dont l'empereur confia le commandement à Joseph Poniatowski. Le prince n'avait pour défendre une ville ouverte que 20.000 hommes, tandis que l'armée opposée était de 300.000 combattants. Tout espoir de succès était impossible, et Poniatowski ne pouvait que couvrir momentanément la retraite de Napoléon, qui se repliait sur la Saale. L'empressement que l'on mettait à franchir les deux rivières augmentait le désordre de la retraite.

La résistance de Poniatowski se prolongea jusqu'au 19 octobre à midi ; alors une porte de la ville fut livrée par les Badois, il fallut céder à la

trahison et à la supériorité du nombre, et nos troupes se replièrent en bon ordre vers le centre de la ville. Voulant retarder les progrès de l'ennemi et n'ayant qu'une faible escorte de cuirassiers polonais, le prince se mit à la tête de cette petite troupe et, le sabre à la main, chargea une colonne d'infanterie prussienne qu'il enfonça, mais il fut atteint d'une balle au bras; après le pansement sur le champ de bataille, Poniatowski remonta à cheval et, le bras en écharpe, se précipita sur l'ennemi.

Cependant les tirailleurs prussiens avaient tourné la ville et s'avançaient vers le pont en maçonnerie. Un sous-officier de sapeurs, le croyant sérieusement menacé, mit le feu à la mine et le fit sauter. La retraite devint dès lors presqu'impossible; pour franchir l'Elster, il fallait le traverser à la nage, car ses eaux s'étaient accrues par les pluies et débordaient de leur lit. La Pleiss, quoique moins considérable, formait un obstacle sérieux. Le prince Poniatowski, à la tête d'une poignée de braves, se trouvait acculé à cette rivière; on lui proposa de gagner l'autre rive, et, quoiqu'il n'eût pas l'espoir de vaincre, il voulut continuer le combat, et répondit au général Bronikowski : Il faut mourir en brave ! puis ordonna une dernière charge qui n'arrêta l'ennemi que pour bien peu de temps; refoulés vers la Pleiss, entourés par les assaillants, Poniatowski et son état-major se trouvaient sous le feu nourri des tirailleurs; encore quelques minutes, et le Prince allait tom-

ber dans cette extrémité. Poniatowski se décida à lancer son cheval. Les eaux étaient hautes et le cheval fut entraîné par le cou rant. Le dévoue ment d'un jeune officier d'état-major, le capitaine Bléchamp, beau-frère de Lucien Bonaparte, lui sauva la vie ; ce brave jeune homme, excellent nageur, se précipita dans la rivière, à la suite du Prince, et l'aida à gagner la rive opposée ; tout danger n'était pas évité, car l'Elster séparait encore Poniatowski du gros de l'armée. il s'avançait à pied à travers les jardins qui se trouvaient entre la Pleiss et l'Elster, lorsqu'il fut frappé d'une balle au côté, et tomba dans les bras des officiers qui l'entouraient ; il reprit bientôt connaissance, on l'aida à monter à cheval, mais il se soutenait à peine ; les officiers le pressèrent de se faire panser, de remettre le commandement à un général et de se conserver pour la patrie ; le Prince répondit alors, en faisant un suprême effort : Non, non, Dieu m'a confié l'honneur de la Pologne ; je ne le remettrai qu'à Dieu !

Un officier du génie accourt ; il connaît, dit-il, le point où l'Elster peut être traversé à la nage ; le prince suit le bord de la rivière et se dirige de ce côté ; mais il aperçoit une troupe ennemie qui l'avait devancé et lui barre le passage. Il s'écrie : Les voilà ! détourne son cheval et le précipite dans l'Elster ; affaibli par ses blessures, il ne peut diriger sa monture qui lutte énergiquement contre le courant et atteint l'autre rive ;

mais le bord opposé est escarpé, et le Prince ne peut le gravir : une grèle de balles tombe de tous côtés, et Poniatowski est atteint pour la troisième fois, il tombe de cheval et le courant l'emporte. Le brave Bléchamp est toujours près du Prince, et se lance dans l'Elster; il atteint Poniatowski et le presse avec son bras gauche, nageant de la main droite : les deux corps disparaissent, puis reparaissent en tourbillonnant; une tête apparaît encore, puis plus rien.....

Le prince Joseph Poniatowski préféra la mort à la captivité. Deux jours après des pêcheurs retrouvèrent le corps du héros polonais. Les traits de son visage étaient empreints d'une résignation céleste. Le prince Schwartzenberg, son ancien compagnon d'armes, alors généralissime de l'armée alliée, lui fit rendre les honneurs funèbres, les officiers polonais prisonniers le déposèrent dans la tombe; plus tard ses dépouilles furent exhumées et portées à Varsovie : placées dans l'église de Sainte-Croix, elles y demeurèrent peu de temps, entourées de la vénération du peuple polonais.

Les restes mortels du prince Joseph Poniatowski reposent à Cracovie, dans le même caveau que les ossements de Sobieski et de Kosciuszko.

Le titre le plus glorieux du prince Joseph est sa campagne de 1809 en Pologne (1), contre les Autrichiens.

(1) La relation de cette campagne a été écrite par le général d'artillerie Roman Sottyk.

Le 14 juillet 1812, l'empereur Napoléon recevant la députation de la diète de Varsovie, lui avait adressé ces paroles : « Si j'eusse régné lors du premier, du second et du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. »

Les Polonais crurent entendre une prophétie, et tous pensèrent que la Pologne allait revivre. Ce ne fut qu'un rêve, mais un rêve sublime. Le prince Joseph Poniatowski personnifiait la Pologne sanglante, mourant les armes à la main.

Général AMBERT.

CHARLES X

Après la révolution de 1830, alors que tant de pamphlets représentaient Charles X comme un despote sans intelligence et sans cœur, M. de Salvandy, un des écrivains éminents de l'opposition, un des favoris du nouveau régime, et, bientôt après, un de ses ministres, publiait les lignes suivantes :

« Quand on se respecte, on peut parler de Charles X après sa chute comme on l'aurait fait pendant son règne.

« Nous voulons le dire de ce prince auguste et malheureux, dont nous avons assez souvent blessé le cœur sur le trône pour avoir le besoin et le droit d'envoyer une vérité consolante à son exil.

« Charles X était un roi vénérable... » après tout, il a préféré être, selon son expression familière, un roi exilé qu'un roi avili. « Je sais bien, « disait-il un jour, que les Français d'aujour- « d'hui ne veulent pas faire tomber ma tête « comme on a fait tomber celle de Louis XVI,

« mais ce qu'on veut c'est de dépouiller si bien « et de si bien dégrader la royauté que le Roi ne « soit plus qu'une espèce de président hérédi- « taire, en attendant qu'on mette à sa place un « président électif et révocable. Je ne me prête- « rai pas à ces déchéances. Je ne sais s'il y a des « princes à qui elles pourraient convenir; pour « moi j'aimerais mieux être scié en long. » Je retrace, dit l'historien, ces graves paroles, parce qu'elles étaient prophétiques; elles honorent le jugement de ce prince, elles attestent une grande intelligence du mal de son temps... Charles X avait trop de hauteur pour être le vassal de personne. Sa fierté ne mesurait que trop bien la grandeur de la couronne de France. Il ne l'aurait pas humiliée devant l'étranger, celui qui l'a perdue pour ne pas l'abaisser devant ses sujets. »

Et ailleurs : « Ce prince avait un goût particulier pour la diplomatie; il possédait même une connaissance approfondie des rapports des Etats, il aimait à revoir et à corriger toutes les notes, et il portait à ce travail une haute intelligence des intérêts de son royaume (1). »

Honneur à l'illustre écrivain pour ces impartiales paroles ! Au moment où il osa les publier, elles ne pouvaient être entendues que du petit nombre. C'était l'heure des passions. Aujourd'hui c'est l'heure de la justice et de la vérité, c'est enfin l'heure de l'histoire. — Après avoir publié la

(1) *Seize mois après*, ou *La Révolution de* 1830, par M. de Salvandy. Paris, 1831.

vie complète de Charles X, nous en présentons en abrégé les traits principaux dans cette petite notice. Le lecteur y puisera, nous l'espérons, le désir d'une étude plus approfondie. Le simple récit de sa vie n'est-il pas le plus bel éloge de l'homme de bien (1)?

I

Charles X naquit au château de Versailles le 9 octobre 1757. Son père, le Dauphin Louis, fils de Louis XV, avait déjà trois fils : le duc de Bourgogne qui mourut tout jeune encore et comme un saint, le duc de Berry qui devint Louis XVI, et le comte de Provence qui fut plus tard Louis XVIII. Notre prince reçut en naissant le nom de Charles-Philippe et le titre de comte d'Artois. Il fut confié à Mme la comtesse de Marsan qui était déjà la gouvernante de ses frères.

Ces princes montraient tous les quatre d'heureuses dispositions. Le duc de Bourgogne était d'une piété angélique, le duc de Berry laissait entrevoir le germe des vertus qui firent de lui le meilleur et le plus malheureux des rois. Louis-Stanislas, comte de Provence, doué d'une plus grande facilité pour l'étude que ses frères, les dépassait par ses progrès; enfin le comte d'Ar-

(1) *Vie de Charles X, roi de France*, par M. Prosper Vedrenne. M. Lecoffre, rue Bonaparte, 3 vol. in 8° avec 6 beaux portraits.

tois était si gracieux, si gai, si bon, qu'il se faisait aimer de tous. C'était l'enfant gâté de sa famille, de ses maîtres et de tout le château. Impossible de garder avec lui la moindre colère. Il riait et il faisait rire ; il avouait ses espiègleries et forçait à les lui pardonner. Son bon cœur le faisait surtout chérir des gens de service et des pauvres. Souvent, sans qu'on le sût, il disposait en leur faveur de l'argent qu'on lui donnait pour ses menus plaisirs. Cette bienfaisance qui semblait naturelle dans les ducs de Bourgogne et de Berry dont on connaissait la douce piété, étonnait et ravissait dans le charmant petit étourdi qui donnait en folâtrant, et, souvent, oubliait dans ses jeux le sacrifice et le bienfait.

« Un jour qu'il regardait attentivement l'homme « qui frottait son appartement à Versailles, sa pre- « mière idée fut que son travail devait être payé « bien cher, et il lui en fit la question. Le frotteur « n'avait qu'à se louer du salaire qu'il recevait, « mais il avait une femme et cinq enfants que ses « gages suffisaient à peine à nourrir. Le prince lui « propose aussitôt de l'aider de sa bourse, et, tout « de suite, il verse entre ses mains tout l'argent « qu'il possédait en lui recommandant le secret. « Le même soir, il y avait à la cour le divertisse- « ment d'une loterie où chaque billet gagnait un « lot, et le plaisir était d'offrir les plus beaux bi- « joux qu'on gagnait aux personnes qu'on aimait « le plus. Le comte d'Artois n'avait pas réservé de « quoi acheter un seul billet. Il se vit donc privé

« de prendre part à cette fête. On s'étonne, on le « tourmente pour le faire jouer, on le questionne « sur les raisons de son refus ; ses frères le rail- « lent. Enfin, poussé à bout, il laisse échapper cet « aveu naïf : Vous n'avez pas comme moi une fem- « me et cinq enfants à nourrir !...

« Un autre jour, dans sa onzième année, il paria « contre ses frères qu'il paraîtrait devant le roi, la « tête couverte sans que ce monarque le trouvât « mauvais. La gageure fut acceptée et le petit « prince se rendit chez Louis XV avec son chapeau « sur la tête : « Grand-papa, lui dit-il, n'est-il pas « vrai que ce chapeau me va bien ? mes frères sou- « tiennent le contraire et me plaisantent. Comment « votre Majesté me trouve-t-elle ? — Fort bien, mon « fils, fort bien. — Sire, ayez la bonté de le leur « dire, car ils ne me croiront pas. » Les princes « rirent de l'expédient et payèrent leur gageure. « Un peu plus tard, à quatorze ans, se trouvant à « la chasse du roi, à Fontainebleau, le comte d'Ar- « tois s'égara dans la forêt. Ce contre-temps le « rendit sans doute de mauvaise humeur ; il ren- « contra un paysan qu'il questionna avec brusque- « rie, et en le tutoyant, sur le chemin qu'il devait « prendre. Le paysan ne répondant pas, il lui de- « manda s'il était sourd et muet. « Ni l'un ni l'autre, « répondit enfin le bonhomme, mais, quand on ne « me parle pas poliment, je le deviens. » Cette sor- « tie rendit sa belle humeur à notre prince qui ne « s'était pas d'abord fait connaître. « Oh ! bien, « Monsieur, dit-il, apprenez-moi, s'il vous plaît,

« où est la chassé. — Monsieur, elle est de ce côté-« là ; prenez ce sentier, vous la rejoindrez au plus « tôt. » Après avoir ainsi répondu, le paysan salue « et s'en va ; mais le comte d'Artois le rappelle « joyeusement, et, lui donnant une pièce d'or : « Monsieur, lui dit-il, vous qui faites si bien la « leçon au petit-fils du Roi, il est juste qu'on vous « la paie. Le pauvre villageois restait confondu ; « il refusait l'argent et se perdait en excuses, mais « notre prince le rassura complètement et le força « d'accepter. »

Devenu jeune homme, Charles-Philippe était le charme de la cour. Son admirable beauté, la grandeur, la distinction de ses manières, la parfaite élégance de sa tenue, et, par-dessus tout, sa franchise et sa bonté lui gagnaient l'affection universelle. C'était lui, sans le vouloir, qui donnait le ton à la jeunesse de son temps. La mode copiait sa toilette et donnait son nom aux manières les plus recherchées de se coiffer et de se vêtir. Enfin, dit Mme de Créquy dans ses Mémoires, c'était à la cour et dans le beau monde, une véritable adoration.

Ce prince n'avait pas encore seize ans finis quand le roi Louis XV lui fit épouser Marie-Thérèse de Savoie, sœur de la comtesse de Provence. C'était une excellente princesse ; d'une douceur et d'une amabilité ravissantes. Charles, qui ne l'avait jamais vue, s'attacha néanmoins beaucoup à elle ; mais cet amour ne suffisait pas à le préserver de la contagion qui, alors, entraînait tout.

Les années qui suivirent son mariage furent justement celles où il commença à se détourner des pratiques chrétiennes et du chemin de la vertu. Nous l'y verrons heureusementrevenir, à la fleur de son âge, et pour toujours.

Peu après les fêtes de son mariage, arriva la mort de Louis XV. Cet événement ne changea guère les habitudes de notre prince, dont la vie continua à se dissiper dans les frivolités et les plaisirs. Cependant si les mœurs de la cour ne devinrent pas d'abord beaucoup plus pures, le ton du moins en fut aussitôt changé par l'influence du jeune roi et de son épouse. Le vice n'osa plus s'étaler avec orgueil ; les relations entre le monarque et sa famille devenant cordiales et faciles, les princes et les princesses se fréquentèrent aussi davantage, et, parmi les grands de la cour la vie de famille qu'on avait rendue presque ridicule commença à être remise en honneur. Les frères et les belles-sœurs du roi, ainsi que les autres personnes de sa famille, se réunissaient chaque jour à des fêtes charmantes dont la reine Marie-Antoinette était l'âme. Il y avait des soupers, des bals, des concerts. Il y eut aussi le théâtre du château où les princes jouaient, en présence du roi et d'un petit nombre d'invités, les pièces les plus renommées de l'époque.

Outre leurs grands appartements à Versailles où ils vivaient près de leur souverain, tous les membres de la famille royale avaient leurs châ-

teaux particuliers où ils revenaient tour à tour. Le comte d'Artois avait fait construire sur un vaste terrain voisin du bois de Boulogne la gracieuse villa qu'il appelait Bagatelle, où il aimait à résider loin de la pompeuse étiquette de Versailles. C'était le séjour des plaisirs ; c'était aussi celui des arts, des lettres et de l'amitié. Le poète Delille a chanté dans son beau livre *des Jardins* ce château délicieux où il était souvent reçu avec beaucoup de littérateurs contemporains, et l'aimable prince qui s'était fait son protecteur et son ami.

En 1777, le comte d'Artois visita l'école militaire de Paris. Le comte de Vaublanc, qui, cinquante ans plus tard, devint son ministre, était alors au nombre des jeunes élèves que le prince passa en revue, et lui-même dans ses Mémoires il a raconté les détails de cette visite ainsi que l'admiration qu'inspirait à tous la beauté, l'amabilité et l'air de grandeur souveraine du frère du roi. « Le prince, ajoute-t-il, remarqua à la « suite du bataillon un élève couvert d'une bure « grossière des pieds à la tête. Il en demanda la « cause, elle était fort grave. Il parut touché de « tant d'ignominie qui recouvrait une figure ai- « mable et intéressante. Il adressa des paroles de « consolation au jeune coupable et l'exhorta à « se bien conduire quand il aurait l'honneur de « servir le roi. Enfin il demanda sa grâce qui fut « accordée... L'instant d'après, l'élève reparut en « uniforme, adressa ses remerciements au prince

« et lui jura une reconnaissance éternelle. Tout « cela fut très convenable et d'un ton remarquable, « car il avait beaucoup d'esprit. Le prince en pa- « rut frappé et sembla prêt à lui donner quelque « marque plus considérable de sa bonté ; mais « il hésita, il s'arrêta, se rappelant sans doute « qu'il n'avait aucune autorité et qu'il n'était là « que pour une vaine représentation. »

Au commencement de l'année suivante, le comte d'Artois se battit en duel avec son parent, le duc de Bourbon, descendant de tous les princes de Condé : une intrigue d'amour, une querelle de bal, les mit aux prises. Ce fut Mme la duchesse de Bourbon qui se crut offensée par notre prince, et qui poussa son mari à l'appeler sur le terrain. Instruit du désir de son cousin, le comte d'Artois alla lui-même à sa rencontre, et l'ayant trouvé au lieu et à l'heure de sa promenade : « Monsieur, lui dit-il, le public prétend que nous nous cherchons. — Monsieur, répondit le duc de Bourbon, en ôtant son chapeau, je suis ici pour recevoir vos ordres. — Pour exécuter les vôtres, répliqua le comte d'Artois; et, soudain, ils mirent l'épée à la main. Ils croisèrent le fer pendant plus d'un quart d'heure sans se blesser, jusqu'à ce que enfin les témoins jugèrent l'honneur satisfait. « Ce n'est pas à moi à exprimer un avis, dit le comte d'Artois, je suis aux ordres de M. le duc de Bourbon. — Monsieur, répliqua le duc de Bourbon en baissant la pointe de son épée, je suis pénétré de reconnaissance pour

vos bontés, et jamais je n'oublierai l'honneur que vous m'avez fait; puis les deux princes s'embrassèrent. Devenu plus tard un fervent chrétien, le comte d'Artois jugeait le duel, comme tous les sages l'ont jugé. Mais, à vingt ans, comment échapper au préjugé du monde ? et que d'hommes sérieux n'ont pu, même dans un âge plus avancé, s'en affranchir entièrement ?

Peu d'années après, le comte d'Artois et le duc de Bourbon partaient ensemble, comme deux frères, pour aller prendre part en qualité de volontaires aux travaux du siège de Gibraltar, entrepris par la France et l'Espagne contre l'Angleterre. C'était pendant la guerre de l'indépendance des deux Amériques et pour faire une diversion qui forçât les Anglais à garder loin du nouveau monde une grande partie de leurs forces. Nos deux princes firent admirer leur constance au travail et leur mépris du danger. C'est là qu'ils obtinrent la croix de Saint-Louis qui n'était jamais accordée que pour les exploits sur le champ d'honneur. La paix fut faite avant que la place eût pu être prise et les princes rentrèrent en France où ils vécurent encore quelques années dans les plaisirs de la paix; puis la Révolution éclata.

Charles-Philippe de France avait passé sa jeunesse dans la dissipation du monde; il négligeait même une partie de ses devoirs religieux, mais la foi chrétienne vivait dans son âme avec les sentiments de l'antique honneur français.

Aussi la Révolution, qui attaquait à la fois la religion et le trône, lui fut-elle d'abord très odieuse. Par instinct, il se rangea du côté de Dieu et du Roi ; par instinct aussi la Révolution comprit que ce jeune prince lui serait toujours contraire, et elle conçut contre lui une haine que sa mort n'a pas apaisé : ceci explique toute la vie du comte d'Artois.

Aux deux assemblées des notables, il se déclara pour les réformes favorable au peuple, mais très opposé à l'esprit de révolte et d'innovation. Nommé député aux Etats généraux par la noblesse de Tartas en Agenais, il eût voulu prendre son siège, et il fallut une défense expresse du Roi pour l'en empêcher ; aussi l'ordre de la noblesse lui vota-t-il des remerciements unanimes avec un hommage public de ses regrets.

Le prince vit avec douleur les tergiversations et les faiblesses de la cour. A son avis, la Révolution aurait dû être réprimée dès le début sans ménagement. Enfin, quand, après l'insurrection du 14 juillet, Louis XVI, au lieu de combattre, se rendit à l'assemblée pour consacrer la victoire de ses ennemis, tout le monde comprit que son jeune frère ne pouvait plus rester en France, et le Roi lui ordonna d'en sortir. Au reste les routes étaient pleines de gentilshommes français qui fuyaient à l'étranger, cherchant un abri contre les persécutions auxquelles ils étaient en butte. Charles-Philippe quitta Versailles le 17 juillet 1789. Il partit seul, à cheval, et de grand matin. Ses

deux fils, les ducs d'Angoulème et de Berry, encore tout enfants, partirent peu d'heures après lui, et les trois princes de la maison de Condé, dans la suite du même jour. Ce départ fut peu remarqué et ne rencontra pas d'obstacles. L'attention publique était ailleurs. Les princes se rendirent en Belgique par Valenciennes. « Nous n'eûmes aucune difficulté à sortir du royaume, dit le duc d'Enghien dans ses Mémoires ; à la dernière barrière nous donnâmes six francs au commis et nous ne fûmes pas fouillés. » Comme on était loin de croire que ce fût un exil de vingt ans qui commençait ! De la Belgique, les princes se rendirent à Turin où régnait le beau-père de Charles-Philippe. La comtesse d'Artois qu'on avait espéré pouvoir garder à la cour de France demanda d'abord et obtint après quelques mois la permission de l'y rejoindre.

A la nouvelle du départ des princes, l'émigration prit un essor inattendu. Les premiers avaient fui la persécution et la mort, les autres suivirent l'exemple et l'entraînement. Ce fut une mode universelle ; on espérait vaincre en peu de mois la Révolution et tout le monde courait prendre part à ces combats dont l'issue devait être si prochaine et si glorieuse. Après avoir passé près d'un an à la cour de son beau-père, le comte d'Artois vint s'établir sur les bords du Rhin pour être plus près de la frontière française et des émigrés qui arrivaient par là chaque jour. Coblentz fut la ville qu'il choisit pour sa rési-

dence. Les princes de Condé s'établirent à Worms. Toute la noblesse émigrée se rendit dans ces deux villes et aux environs. Celle de la cour, et, en général les gentilshommes les plus riches, autour du comte d'Artois, celle des provinces, la plus pauvre, mais aussi la plus laborieuse, la plus militaire, et souvent la plus dévouée, autour du vieux prince de Condé. Beaucoup de roturiers s'y trouvaient mêlés que leur dévouement faisait accueillir comme des frères. Un nombreux clergé fut attaché à l'armée royale pour assurer le service religieux pendant la campagne que tout le monde attendait avec impatience. C'étaient des prêtres persécutés pour avoir refusé le serment qui les eût détachés de l'unité catholique.

Bientôt Louis XVI, et *Monsieur,* comte de Provence, voulurent, eux aussi, gagner la frontière. Le premier fut reconnu sur le chemin et ramené prisonnier à Paris; le second fut plus heureux et put arriver en Belgique. Le comte d'Artois alla au-devant de lui jusqu'à Bruxelles et le conduisit à Coblentz au milieu de cette noblesse émigrée qu'il avait autrefois blâmée et dont il allait être le chef. Les gentilshommes français saluèrent ces deux frères de leur Roi par des manifestations assez différentes. Le respect et l'obéissance étaient pour l'aîné, l'enthousiasme et l'amour pour le plus jeune. Le comte de Provence, à ce moment, et c'est peut-être le seul de sa vie où il l'ait fait, rendit pleinement justice à sont

frère, et lui témoigna une véritable affection. Bon et loyal en toute chose, Charles-Philippe avait gardé la première place en l'absence de son aîné, mais il fut heureux de la lui rendre dès qu'il arriva. Il l'eût été encore plus de pouvoir la rendre au roi lui-même. « J'étouffe de joie », lui écrivait-il, sur la fausse nouvelle de sa fuite. Bientôt il apprit l'arrestation de Louis XVI à Varennes et il en ressentit un inexprimable chagrin.

Après bien des hésitations et des retards, les armées étrangères rentrèrent en France. Les émigrés, divisés en trois corps, passèrent la frontière avec elles. Ils n'allaient pas, comme on l'a dit, faire la guerre à la nation, mais l'affranchir de ses plus cruels ennemis en délivrant et sauvant le Roi. Que, malgré leurs protestations de désintéressement, les souverains alliés n'aient pas été exempts de quelque ambition, qu'ils aient espéré humilier et amoindrir la France, en exterminant la Révolution, il est difficile aujourd'hui de le nier; mais alors la noblesse émigrée y fut trompée comme tout le monde, elle n'eut qu'une pensée : *sauver le Roi et délivrer la patrie.*

C'est au mois d'août 1792 que les armées alliées arrivèrent par la frontière de l'Est; elles s'avancèrent jusqu'à Valmy. Là, il s'engagea entre elles et les troupes de la République un combat dont chaque parti s'attribua l'honneur, mais où les alliés gardèrent le champ de bataille. Le chemin

de Paris était ouvert, les émigrés brûlaient du désir d'aller en avant; mais l'ordre de la retraite arriva tout à coup, et bientôt après, pour l'armée des frères du Roi, celui du licenciement. L'Europe ne voulait pas qu'ils pussent combattre en personne et restaurer la monarchie. Il fut seulement permis au prince de Condé d'entretenir à ses frais sa petite troupe à laquelle les gentilshommes de celle des princes se joignirent pour la plupart. Bientôt même l'Autriche recommençant la campagne permit à cette petite armée de combattre encore pour la délivrance du Roi; mais le comte de Provence et son frère ne furent pas autorisés à s'y rendre. Ils se réfugièrent à Ham, en Westphalie. Ce fut là qu'ils apprirent la mort de Louis XVI et qu'ils proclamèrent l'avènement de Louis XVII. C'est là aussi que le comte de Provence se donna le titre de régent du royaume pendant la minorité du jeune roi et la captivité de sa mère.

Cependant la Vendée venait de se soulever contre la Révolution. Aussitôt qu'ils le surent, le Régent et son frère sollicitèrent du gouvernement anglais un vaisseau pour passer en France. Il leur fut répondu qu'ils devaient attendre qu'on pût leur fournir, non plus seulement un navire, mais toute une escadre avec une armée de débarquement. La Russie promit, elle aussi, de puissants secours; le comte d'Artois en reçut l'assurance de l'impératrice Catheriné elle-même qui l'avait invité à sa cour où elle lui fit le plus bel

accueil. Mais, en Angleterre et en Russie comme en Allemagne, les ministres s'opposaient par des lenteurs calculées à la volonté des Souverains. Enfin en 1795, après le martyre de Marie-Antoinette et de Louis XVII, l'Angleterre consentit à fournir des munitions et des hommes pour une expédition en Vendée. Il fut encore interdit au comte de Provence, devenu Louis XVIII, d'y prendre part, mais le comte d'Artois, désormais *Monsieur*, frère du Roi, en obtint le commandement; son fils, le duc d'Angoulême se joignit à lui, ainsi que son cousin, le duc de Bourbon.

Cette armée comptait quatre ou cinq mille soldats anglais, et autant de gentilshommes français. Ils débarquèrent à l'île d'Yeu où ils passèrent plusieurs mois à attendre les ordres du ministre anglais. Pendant ce temps le gouvernement de la République avait pris ses mesures; toutes les côtes s'étaient couvertes d'hommes et de canons; impossible d'effectuer le débarquement. Charles-Philippe voulait au moins descendre seul sur la côte avec quelques amis, il n'en put obtenir ni la permission ni les moyens, et bientôt l'ordre du retour en Angleterre arriva. Le prince en fut consterné; quant à la Vendée elle l'apprit avec désespoir, c'était son arrêt de mort. Elle périt en effet peu de mois après avec M. de Charette, le plus illustre de ses généraux.

Alors la carrière politique du comte d'Artois sembla pour jamais brisée. Retiré à Edimbourg dans le vieux palais d'Holyrood que le roi

Georges avait mis à sa disposition, il dut attendre des évènements meilleurs et l'heure de la Providence. Plus tard il alla résider à Londres pour être plus à portée de la France, mais sa situation en fut peu changée : c'était l'attente avec l'inaction. Il apprit de là les progrès de Bonaparte, ses propositions à Louis XVIII pour en obtenir une abdication et la fière réponse du Roi, le couronnement et le sacre de l'Empereur, bientôt suivis de l'assassinat du duc d'Enghien, enfin l'insuccès de plusieurs complots royalistes. Tous ces évènements semblaient condamner les Bourbons à un exil perpétuel ; ils ne purent cependant déconcerter l'espérance de Louis XVIII et de sa famille. Dieu les préparait dans cette inaction désolée aux devoirs de la royauté qu'il allait bientôt leur imposer.

En attendant, des deuils nombreux vinrent frapper la famille royale : les filles de Louis XV moururent en Italie où elles s'étaient retirées, le prince de Condé eut le malheur de perdre sa fille, la comtesse d'Artois mourut en Autriche loin de son mari dont la résidence ne pouvait convenir à sa santé épuisée, la reine Marie-Joseph, femme de Louis XVIII, mourut, elle aussi, dans les longues années de l'exil ; enfin la mort enleva au comte d'Artois une femme qu'il n'aurait jamais dû aimer, mais dont la fin vraiment édifiante le convertit à la vertu pour toute la suite de sa vie,

« Marie-Louise d'Esparbès de Lussan, com-

« tesse de Polastron, était dame d'honneur de « Marie-Antoinette. Le comte d'Artois s'attacha « fortement à elle, et elle ne sut pas résister à « l'attrait d'une liaison intime avec le plus beau « et le plus aimable prince de son temps ; elle « devint la maîtresse du frère du Roi ; mais dans « cette position, alors enviée par tant de femmes, « elle ne trouva qu'un bonheur tourmenté par « les plus justes et les plus cuisants remords. « Cette lutte entre la conscience et l'amour usa « sa vie ; elle tomba malade à Londres en 1804, « et mourut l'année d'après. Longtemps avant « sa fin, elle avait cessé de vivre dans le mal ; « personne autour d'elle n'y était trompé. Elle « ne voyait plus le prince que pour lui recom- « mander la vertu et la pénitence qu'elle avait « elle-même sévèrement embrassée. Elle mou- « rut après lui avoir fait jurer de se donner « désormais au bien. Charles-Philippe à genoux « auprès du lit de l'agonisante fit le serment « demandé, puis il ferma les yeux à la défunte et « désormais il fut changé à ce point que per- « sonne n'a jamais douté de son repentir et de « sa vertu. »

Depuis 1810 Louis XVIII habitait le château d'Hartwel, à seize lieues de Londres. Tous les membres de sa famille vivaient près de lui ; ses cousins, les ducs de Condé, s'étaient établis dans les environs. L'accord le plus parfait régnait entre tous ces princes, et les consolait de leur long exil. Les Bourbons comme tout le monde

en Europe étaient attentifs aux évènements militaires qui marquaient le déclin de la puissance de Bonaparte : la funeste guerre de Russie, le désastre de Leipsik, enfin l'invasion des alliés et cette brillante campagne de France où l'Empereur déploya inutilement tant de génie. Dès les premiers jours de 1814, Louis XVIII comprit que son heure allait venir. Tous les princes se concertèrent alors sur la marche qu'ils devaient suivre et il fut résolu que le Roi ne quitterait pas le lieu de son exil avant le rétablissement de sa puissance, mais que *Monsieur* ainsi que ses fils allaient s'efforcer de pénétrer en France par tous les points où la puissance de Bonaparte serait renversée, afin d'y faire reconnaître la royauté légitime. On ne comptait pas sur l'appui des étrangers qui faisaient encore chaque jour des propositions de paix à l'Empereur; on s'attendait plutôt à les trouver peu favorables ou même tout à fait contraires ; mais on ne doutait pas que la vue des princes ne réveillât partout le sentiment royaliste et ne fît arborer le drapeau des lis.

II

Le comte d'Artois partit de Londres sur la fin du mois de janvier 1814. Le 2 février, il aborda la Hollande ; après avoir, en remontant le Rhin, traversé la Prusse rhénane, le Palatinat, la

Souabe et la Suisse, il arriva à Bâle le 11 février. Instruit de son dessein, les rois alliés lui firent conseiller de ne pas passer la frontière française; mais le prince n'y tenait plus. Il coucha à Pontarlier le 19 et se présenta, le 20, aux portes de Vesoul. Cinq ou six fidèles serviteurs l'environnaient. Il était d'ailleurs sans un seul homme d'armes, et ne portait aucune marque distinctive de son rang; mais à peine la foule fut-elle instruite de sa présence, qu'elle accourut devant son hôtel en criant : Vive le roi! — Il fallut attendre vingt jours, à Vesoul, d'indispensables passeports, que les généraux étrangers refusaient toujours; enfin, le 19 mars, *Monsieur* put arriver à Nancy. La population l'y reçut avec transport, mais les généraux des armées alliées ne souffrirent pas qu'on lui rendît aucun honneur officiel. Le frère du roi dut habiter la maison d'un simple particulier; là il apprit la soumission de Bourges, de Bordeaux, de Dijon, enfin la prise de Paris, la déchéance de Bonaparte prononcée par le Sénat et la reconnaissance de Louis XVIII comme roi de France.

En apprenant ces événements prodigieux, Monsieur n'hésita plus à se diriger sur la capitale. Il était entré dans Nancy comme un proscrit, il en sortit comme un souverain. C'était le 8 avril. Le 12, il fit son entrée dans Paris. Jamais, dans tout notre siècle, cette ville ne vit une si belle fête, jamais non plus un prince ne connut un si beau triomphe. Tout Paris était transporté

d'allégresse, tous les partis semblaient réconciliés, tous les cœurs volaient au-devant du prince. On n'en pouvait revenir d'avoir, après tant de crimes, tant de guerres et tant de maux de tout genre, la paix universelle, la sécurité et la liberté. C'était comme une ère nouvelle qui s'inaugurait pour la France, une ère de justice, de respect et d'union. On croyait entrer dans un nouveau monde; on respirait un air inconnu et délicieux. L'oubli des maux et des injures, la concorde et l'espérance enivraient les cœurs. C'étaient partout des emblèmes de joie, des jonchées, des fleurs, des drapeaux blancs, des arcs de triomphe et des inscriptions enthousiastes; des jeunes filles vêtues de blanc qui présentaient des bouquets, des orchestres qui jouaient : vive Henri IV, et des foules qui criaient : vive le roi! puis le bruit des canons, le son des cloches, et, par-dessus tout, les acclamations populaires qui portaient jusqu'aux cieux le nom de *Monsieur* et celui des Bourbons. Or, tout cela était sans programme, sans préparatif, dans un mélange inexprimable, dans une confusion voisine parfois du désordre, mais avec une ardeur, un élan, un entraînement d'amour que rien ne peut égaler.

Le prince était à cheval, escorté par une foule d'amis de tout rang et de tout état. Quoique âgé de cinquante-sept ans, il semblait jeune à la foule ravie, tant il avait d'élégance et de grâce. Il souriait au peuple en le saluant; il répondait aux acclamations par des mots et des gestes du

cœur. Cette affabilité si douce et si vraie enlevait tous les cœurs. Il y avait un monde entre la crainte inspirée par Bonaparte et le respect affectueux, sensible, religieux qui volait au-devant du frère du roi. On n'avait connu, depuis longtemps, que des maîtres; c'était un père, cette fois, qui venait vers ses enfants. Les maréchaux, le Sénat, le Corps législatif, la commune, se présentèrent successivement à lui, les uns confus de leur passé, les autres inquiets pour leur avenir. Ils le voyaient, ils entendaient un mot de sa bouche et soudain tous étaient à lui. Après trois heures de marche il arriva à Notre-Dame où la prière pour le roi fut entonnée. L'émotion publique était à son comble; celle du prince ne peut être imaginée. A genoux devant l'autel sur un riche prie-Dieu, la tête appuyée dans ses mains, les yeux inondés de pleurs, il savourait en silence le bonheur d'être enfin dans son pays, de le sentir libre et sauvé, de pouvoir désormais se consacrer à son bonheur. Il se sentait surtout aimé au delà de toute expression; il bénissait Dieu, il priait pour la France, il jurait de vivre et de mourir pour elle. Après cette prière, il remonta à cheval, escorté par un peuple entier, et il arriva sur le soir aux Tuileries, brisé, vaincu par la fatigue et par l'émotion; mais plein d'un bonheur que la France entière goûtait avec lui.

Trois semaines apres, Louis XVIII fit son entrée solennelle dans la capitale. Monsieur allait

à cheval à côté de la voiture du roi. Les ducs d'Angoulême et de Berry arrivèrent successivement et bientôt toute la famille royale se trouva réunie dans le château des Tuileries d'où la Révolution l'avait chassée. Bientôt aussi les armées et les rois de l'Europe sortirent de France emportant la confiance que la paix et le bonheur de la nation étaient assurés.

Les partis contraires à la royauté avaient paru anéantis dans l'allégresse générale de son retour; ils ne tardèrent pas à relever la tête. Si bien qu'il fasse, un gouvernement ne parvient jamais à contenter tout le monde. Les restaurations, dit Voltaire, le peuvent encore moins que les autres gouvernements, car elles ont à rassurer leurs anciens ennemis qui occupent toutes les positions dans l'Etat et à contenter la juste ambition de leurs amis qui ont tout sacrifié pour leur roi. En inaugurant dans la Charte constitutionnelle le gouvernement parlementaire, dont la France n'avait jamais fait l'épreuve, Louis XVIII augmenta encore beaucoup les difficultés de son règne. Toutes les idées, toutes les ambitions, toutes les prétentions étaient aux prises dans la première année de ce gouvernement. Tous les tons de la société, toutes les formes, tous les usages, tous les langages se rencontraient, se heurtaient chaque jour et en tout lieu. L'ancien régime, la Convention, le Consulat, le Directoire, l'Empire avaient leurs survivants, leurs partisans, leurs

réunions, leurs salons, leurs organes publics; et la Charte les mettait tous sur le pied d'une parfaite égalité. La pairie, la Chambre, les cours judiciaires, et jusqu'aux salons du roi et des princes, présentaient le mélange, le contraste des hommes, des systèmes, des souvenirs et des tons les plus divers, les plus opposés; c'était une confusion générale, une bigarrure, une contradiction universelle, une espèce de chaos. L'ordre se serait fait sans doute au milieu de ces éléments divers; l'auguste image du roi qui dominait tout, n'aurait pas tardé à tout réunir, si l'Europe victorieuse de Bonaparte n'avait pas commis la faute de l'installer, en qualité de prince souverain, dans l'Ile d'Elbe, c'est-à-dire à dix pas des côtes de France. Il comprit les difficultés du gouvernement royal, il en observa les inévitables fautes et il vint tout à coup pour ressaisir le sceptre qu'il avait perdu. Sa gloire militaire fut pour le soldat une irrésistible séduction, plusieurs généraux trahirent le roi. Enfin, quelques jours suffirent à conduire l'envahisseur, de Cannes où il avait débarqué, jusqu'au palais des Tuileries, d'où le roi s'était vu contraint de fuir.

Au premier bruit du débarquement de Bonaparte, *Monsieur* courut se mettre à l'entière disposition du roi. Louis XVIII le chargea d'aller jusqu'à Lyon au-devant de l'ennemi pour lui barrer, s'il était possible, le chemin. Le Conseil s'était tenu, dans la soirée du 5 mars; le 6 de

grand matin, *Monsieur* était sur la route de Lyon, le 8, il entrait dans cette ville et faisait, une heure après son arrivée, la revue des casernes. La population honnête de la ville reçut le frère du roi avec le plus vif enthousiasme. Elle ne demandait qu'à combattre, mais le bas peuple dissimulait mal sa sympathie pour Bonaparte; quant aux troupes, elles étaient travaillées, incertaines, et le prince vit d'abord qu'il ne devait pas compter sur elles. Il les passa néanmoins en revue et montra devant elles une confiance, une dignité, un esprit d'à-propos que tous les partis admirèrent, mais il ne put les attacher au service du roi. Il quitta Lyon à 5 heures du matin. Bonaparte y entra à midi du même jour.

De retour à Paris, le comte d'Artois se prêta, sans hésiter, à tout ce qui pouvait soutenir l'autorité royale : revue de troupes, séances du Parlement, réception des ambassadeurs, il parut partout, et partout il fit voir la même sérénité d'esprit, la même prudence, la même résolution. Les foules se montrèrent dévouées et sympathiques, tous les corps de l'Etat rivalisaient de fidélité et d'ardeur, mais les troupes passaient chaque jour à l'ennemi qui, chaque jour, approchait de la capitale. Bientôt il fallut fuir à son approche. Le roi quitta Paris dans la matinée du 20 mars. *Monsieur* et le duc de Berry ne partirent que plusieurs heures après lui, et à la tête de la garde royale, pour couvrir sa re-

traite. Ils gagnèrent, avec le roi, la frontière du nord, bien résolus, après l'avoir mis en sûreté, de rentrer en France et d'y seconder le duc d'Angoulême qui s'efforçait, dans le midi, de soutenir l'autorité légitime ; mais la défection presque générale de l'armée rendit inutile l'énergie des princes et le zèle des populations.

Ce ne fut qu'après le désastre de Waterloo que *Monsieur* et ses fils purent rentrer en France avec le roi ; ils se portèrent d'abord à Cambrai, d'où le comte d'Artois vint jusqu'à Louvres près Paris pour contenir, autant qu'il le pourrait, par sa présence les exigences des Prussiens victorieux. Le 8 juillet 1815, il rentra à Paris avec Louis XVIII. Ce fut un jour de joie pour les princes et pour la population de la capitale; mais qu'il y avait loin de cette fête à celles de la première restauration ! Cette fois la France était ruinée par une guerre terrible ; onze cent mille soldats étrangers couvraient son sol et dictaient leurs conditions. Le roi allait être obligé de livrer à la justice les principaux auteurs des malheurs publics; d'effroyables réactions étaient à prévoir de la part des populations fidèles qui venaient de subir tant de vexations. Honteuse d'avoir trahi ses serments, furieuse d'être vaincue et désormais irréconciliable, l'armée s'obstinait dans sa rébellion, quand l'Europe indignée et menaçante s'apprêtait à faire porter à la France tout le poids de sa colère. Le roi et les princes ne pouvaient dissimuler leur dou-

leur, de terribles pressentiments pénétraient toutes les âmes et jetaient un voile de deuil sur le bonheur de cette seconde restauration.

Pendant les huit premières années du règne de Louis XVIII, le comte d'Artois eut très peu de part à la direction des évènements. Au fond, son frère ne l'avait jamais beaucoup aimé, d'abord, parce que, tout roi légitime qu'il était, ses opinions sous bien des rapports ne s'éloignaient pas absolument des principes que *Monsieur* avait constamment répudiés, ensuite parce que les royalistes, qui le savaient, avaient toujours témoigné plus d'amour et plus de confiance au frère du roi qu'au roi lui-même. C'était dans le cœur de Louis XVIII une prévention jalouse qui remontait à l'époque de l'émigration et même au temps de l'ancienne cour. Il n'aimait pas les royalistes ; son rêve était de régner sans eux, en gagnant les hommes modérés des autres partis; aussi le comte d'Artois fut-il, dès les premiers jours de la seconde Restauration, relégué dans une sorte de disgrâce et sans aucune influence sur la marche du gouvernement.

Quelques évènements de famille le firent cependant sortir de sa retraite.

L'aîné de ses fils, Louis-Antoine duc d'Angoulême, avait épousé à Mittau, en 1799, Marie-Thérèse, fille de Louis XVI. Ce mariage resta toujours infécond. Le second des fils du comte d'Artois, Charles-Ferdinand, duc de Berry, épousa en 1816 la fille du roi de Naples Ferdinand Ier.

Marie-Caroline de Sicile, duchesse de Berry, n'avait que seize ans lorsqu'elle vint en France. Elle était d'une beauté peu remarquable, mais si spirituelle, si vive et si gaie qu'elle fit d'abord le charme de tous ceux qui la virent. Son cœur était d'une ravissante bonté ; son affabilité, sans être plus réelle ou plus touchante, que celle de sa belle-sœur était cependant plus familière et plus entraînante. C'étaient les plaisirs, la grâce et la joie qui faisaient leur entrée avec l'aimable princesse dans cette cour des Tuileries si spirituelle et si brillante, mais un peu austère. Quoique profondément religieuse comme la fille de Louis XVI, la duchesse de Berry avait plus le goût et l'esprit du monde ; elle les ramena dans ce palais où régnait un vieillard infirme, où il n'y avait pas d'autre princesse que l'auguste Marie-Thérèse, la fille des victimes et des martyrs, la prisonnière du Temple, couverte du sang des siens et chargée de tant de deuils.

La duchesse de Berry fut accueillie avec la plus grande faveur, partout où elle parut, mais surtout par les Parisiens, amis des fêtes, et dont le caractère se rapprochait du sien par plusieurs côtés. La France royaliste salua en elle son unique espérance de voir se perpétuer le sang des Bourbons. Le frère du roi l'aima du premier jour comme sa fille ; quant au duc de Berry, qui l'épousait sans l'avoir vue, il était visible que Dieu l'avait faite exprès pour son bonheur. Simple dans ses habitudes, franc et sincère jusqu'à

l'excès, ennemi surtout du faste et de la représentation, comment n'eût-il pas aimé cette jeune femme, si bonne et si vraie, si naturelle, si spirituelle, si enjouée? Le goût des arts, l'amour des plaisirs, l'esprit de famille, tout rapprochait ces deux âmes que Dieu venait d'unir pour le bonheur de la France, mais que le poignard révolutionnaire allait bientôt séparer.

Le soir du 13 février 1820, le duc et la duchesse de Berry étaient allés ensemble à l'Opéra, puis la princesse désirant revenir chez elle avant la fin du spectacle, son mari l'accompagna jusqu'à sa voiture et s'apprêtait à rentrer dans la salle, quand un inconnu s'approcha tout à coup de lui, après avoir écarté violemment ses amis qui l'entouraient et lui plongea un poignard dans le sein. Je suis mort ! s'écria aussitôt le prince en retirant l'arme laissée dans son cœur. A l'instant, la princesse fut auprès de lui et couverte de son sang. Ce fut alors une scène indescriptible. Le prince, un moment assis sur un banc près de la porte, est ensuite transporté dans un petit appartement attenant à sa loge. Ses serviteurs éplorés y étaient accourus au nombre d'une dizaine; ils allaient épars et troublés, cherchant les objets nécessaires aux premiers pansements; ils demandaient des médecins, des médicaments, du linge, tandis que le prince les conjurait de lui amener surtout un prêtre.

Cependant le spectacle durait toujours, on apercevait les lumières par la porte entrebâillée,

l'on entendait les acteurs et les chants avec l'orchestre et les applaudissements du public. C'était une confusion, un bruit, un désordre inexprimables. Tout manquait à la fois dans ce terrible moment, et les quelques amis qui s'empressaient au secours du mourant ignoraient si, à la même heure, tous les princes de la maison royale n'avaient pas été victimes d'un vaste complot. Bientôt, pourtant, ce trouble cessa, les médecins arrivèrent, puis les prêtres, puis les princes et les princesses, les grands officiers, et tous les personnages de la cour. La nouvelle se répandit, le spectacle s'arrêta, un profond silence s'établit au dedans et autour de cette petite pièce tout à l'heure si agitée. On priait, on pleurait tout bas; l'on contemplait en silence le fils de saint Louis qui demandait pardon de ses fautes, son épouse, son frère et surtout son père qui lui prodiguaient leurs soins. La princesse était exaltée par le désespoir, elle voulait mourir avec son mari. Le père, calme, religieux et doux, pourvoyait à tout, soutenait, consolait le mourant, l'épouse et tous les siens.

On eût dit que la monarchie elle-même expirait avec ce jeune prince et dans les bras de cette femme éplorée. Tout à coup le mourant se souleva avec effort de sa couche ensanglantée, et s'adressant à sa femme : « Conservez-vous, lui dit-il, pour l'enfant que vous portez ! » Tout le monde ignorait la grossesse de Marie-Caroline. Ce fut un moment inexprimable, on eut dit un

rayon tombé du ciel dans l'horreur de cette nuit, tous les yeux s'élevèrent au ciel avec l'accent de la supplication. « O Dieu ! s'écrie Chateaubriand, est-ce notre salut que vous annoncez, et doit-il naître de nos larmes ! » L'émotion de *Monsieur* surtout ne peut s'exprimer, il suffoquait. M[me] la duchesse de Berry se jeta sur son cœur, il l'embrassa avec transport et pleura sur elle.

Il était 3 heures après minuit, le malade n'avait plus qu'une pensée : obtenir la grâce de son meurtrier ; il eût voulu parler au roi pour la lui faire promettre, et ne le voyant pas venir, il chargeait tout le monde de la demander pour lui. A 5 heures on entendit enfin le bruit des chevaux, c'était la garde royale, le roi arrivait. « Sire, lui dit le mourant, je vous demande grâce de la vie de l'homme ! » A la réponse embarrassée du monarque, il comprit d'abord que cette grâce n'était pas possible ; il en mourut inconsolable. Quand ses yeux ne voyaient plus, quand ses pensées devenaient confuses et ses paroles incohérentes, lorsque déjà on ne l'entendait presque plus qu'en se penchant tout à fait sur lui, ses lèvres glacées murmuraient encore la même parole : Grâce ! grâce ! Il mourut en la prononçant et parut ainsi devant le Dieu des miséricordes.

Cette mort ramena l'union dans la famille royale un peu divisée sur les questions politiques. Louis XVIII commença à se rapprocher des royalistes. Un événement heureux leur valut

bientôt après, avec la confiance entière du roi, toute la direction du gouvernement.

La courageuse veuve du duc de Berry avait dit à son premier médecin : « Docteur, je le sais, vous sacrifiez quelquefois la vie de l'enfant à celle de la mère, mais souvenez-vous que l'enfant que j'espère est à la France. »

Le médecin s'inclina profondément ; il avait compris, il était prêt à obéir.

Douze coups de canon devaient annoncer la naissance d'un prince, vingt-quatre celle du duc de Bordeaux.

Or, le 29 septembre, fête de l'archange vainqueur de l'enfer, à 5 heures du matin, on entendit un coup de canon. En un instant toute la population de Paris fut sur pied ; il se fit un profond silence. Tous les cœurs battaient, tout le monde restait debout, attentif, immobile. La vie publique était suspendue, l'on comptait les coups qui retentissaient, lents et solennels, comme une grande voix de Dieu, dans toutes les âmes. Quand le douzième eut frappé, ce fut un moment d'angoisse suprême, puis, au treizième, il y eut une indicible explosion d'amour et de joie. La vie, un moment arrêtée dans la grande ville, reflua tout à coup et déborda en bruyantes acclamations ; c'était un délire de reconnaissance envers Dieu, d'amour pour les princes, d'espérance et de bonheur. On eût dit que chaque famille échappait à un immense danger : Henri-Dieudonné de France venait de naître. La race des Bourbons

avait un héritier de son amour pour la France et de ses droits à la couronne. La suite des rois très chrétiens était assurée, l'Eglise, la nation, l'Europe, saluaient ce berceau avec transport et ne doutaient plus désormais de leur avenir. Le 29 septembre 1820 est de tout ce siècle le jour où la Révolution a le mieux paru vaincue. Louis XVIII, à dater de ce jour, se rapprocha complètement des royalistes. Les élections générales qui suivirent leur furent entièrement favorables, tout le gouvernement passa en leurs mains. On crut la paix universelle assurée pour très longtemps ; c'était du moins une trêve de plusieurs années qui s'ouvrait pour la France et pour le monde à la naissance de Henri.

Quatre ans plus tard, Louis XVIII vit venir l'heure de sa fin. La religion qu'il avait toujours honorée et dont il observait tous les devoirs depuis vingt ans lui en adoucit l'amertume. Il mourut le 16 septembre 1824, avec le courage et la piété de tous les princes de sa race. Son règne, qui dura dix ans, est un des plus sages et des plus heureux de la monarchie française. A son retour de l'exil, après la tentative des cent jours, tout était perdu. La population était décimée par une guerre de vingt ans, les finances anéanties, le prestige de la France ruiné, l'agriculture, le commerce, totalement abolis. A sa mort tout était sauvé ; les plaies de la nation étaient guéries, ses champs se couvraient de riches moissons, son commerce florissait, sa po-

pulation s'était refaite en dix ans de paix, la France avait repris son rang à la tête des nations. Tels furent les bienfaits du règne de Louis XVIII. Ce prince fut grand et fier au milieu des misères de l'exil, rien n'abattit jamais son courage, sur le trône il fut juste et sage. Tous les partis avaient rendu hommage à ses éminentes qualités ; à sa mort tous célébrèrent ses vertus et témoignèrent des regrets sincères.

III

Pendant que Louis XVIII achevait son agonie, *Monsieur,* comte d'Artois, était debout près de lui et plongé dans une religieuse méditation. C'était avant l'aube ; très peu de personnes se trouvaient dans l'appartement du roi, celles qui s'y trouvaient gardaient le silence et l'on n'entendait que le râle inégal et entrecoupé du mourant. Tout à coup, sur un signe du médecin, *Monsieur* ferma les yeux et la bouche du défunt, puis il se mit à genoux et resta près d'un quart-d'heure en prières, tous les spectateurs firent comme lui. Quand il eut fini, son fils et ses deux belles-filles tombèrent à ses genoux et lui baisèrent les mains en silence ; il les releva sans parler, et les embrassa. Puis les grands officiers de la couronne le conduisirent dans la salle du trône tout à coup splendidement illuminée, et où toute la cour

l'attendait. A son entrée les hérauts d'armes crièrent : le Roi ! puis ils annoncèrent le Dauphin, la Dauphine et *Madame*. Charles X parut, modeste et doux, au milieu de ces foules brillantes qui s'inclinaient à son aspect jusqu'à la poussière. Il avait des pleurs dans les yeux, et, sur les lèvres, un sourire triste et bienveillant. Toute son attitude respirait le vif sentiment de la suprême responsabilité qui tombait sur lui. Tout le monde l'applaudit avec amour, mais sans éclat; le deuil et la joie se donnaient la main dans cette fête. En voyant le nouveau roi, si noble et si beau, qui montait paisiblement les marches du trône, tous les esprits se rappelaient le roi défunt, cet autre vieillard, éprouvé par tant d'exils, et qui reposait inanimé sur la couche où il venait d'expirer. Chacun baisa les mains de Charles X qui, ensuite, se retira dans ses appartements avec son fils et quelques intimes amis. A l'instant, les hérauts d'armes parurent sur le balcon des Tuileries ; trois étaient vêtus de noir et tournaient vers la terre la pointe de leurs épées. Ils s'écrièrent : le Roi est mort ! — Vive le Roi ! répondirent aussitôt les trois autres, richement vêtus et l'épée élevée en l'air. Vive le Roi ! répéta la foule immense et charmée.

Ainsi s'accomplit la transition toujours si redoutée d'un règne à l'autre ; ainsi se fit cette paisible révolution qui donnait à la France un nouveau souverain. Notre siècle n'en a pas vu de semblable. Louis XVI, Napoléon Ier, Louis XVIII en 1815, Napoléon après le désastre de Waterloo,

Louis-Philippe, Napoléon III, sont tombés du trône après d'immenses désastres; Louis XVIII seul est descendu du sien dans la tombe sans guerre civile, ni insurrection. C'est la simple application du principe héréditaire; mais c'est aussi son triomphe, il n'en coula pas une goutte de sang, pas une larme ne fut versée hormis celles de l'attendrissement et de l'amour. Heureux principe qui garde le trône dans la même race pour la paix et la sécurité des nations! heureuses les nations qui s'y montrent toujours fidèles!

Une heure après la mort de Louis XVIII, Charles X s'était retiré à Saint-Cloud. Il y resta douze jours à se recueillir devant ses nouveaux devoirs et à invoquer celui qui gouverne en souverain les rois des peuples. Les grands corps de l'Etat vinrent tour à tour le complimenter. Il reçut ces hommages avec sa grâce habituelle et répondit à tous des choses vraies, sensibles et charmantes. Quelquefois il s'élevait dans ces simples allocutions jusqu'à la véritable éloquence du cœur. Après avoir répondu aux compliments de la cour de cassation, s'adressant tout à coup à son président : « Et vous, monsieur De Sèze, lui dit-il, j'avais deux frères, vous avez défendu le premier au péril de vos jours, vous avez donné au second de nombreuses preuves de dévouement. Je sais que je puis, moi aussi, compter sur vous. » Le défenseur du roi-martyr ne s'était pas attendu à cette apostrophe, il ne put retenir des larmes d'attendrissement et de bonheur.

Le 28 septembre, Charles X fit son entrée dans la capitale. Il arriva en voiture aux portes de la ville, et là, montant un magnifique cheval, il se mit à la tête de son escorte et se dirigea vers la cathédrale. Les ducs d'Orléans et de Bourbon allaient devant lui suivis des officiers de leur maison ; puis venait le Dauphin avec un brillant état-major, et enfin le Roi qui allait seul au-devant des siens. Les maréchaux étaient venus à son avance jusqu'aux barrières, et marchèrent à sa suite, trois cents généraux lui faisaient cortège après eux. Jamais dans ses plus grands jours Bonaparte n'avait paru à la tête d'un plus brillant état-major. Il était midi, un soleil superbe éclairait la fête : les canons, les cloches, les acclamations populaires faisaient retentir les airs. Tout Paris était sur pied, saluant et applaudissant le nouveau Roi. Ceux qui le connaissaient triomphaient avec lui, le voyant si heureux et si aimé. Beaucoup, que la curiosité seule avaient attirés, n'en revenaient pas de le trouver si simple, si sensible et si bon. Les rues, les fenêtres, les balcons, les toits étaient pleins de spectateurs. On poussait des cris, on agitait des drapeaux, on jetait des fleurs en signe d'amour et de joie. Le roi allait lentement, retenant d'une main son beau cheval et saluant de l'autre la foule ravie. Il s'arrêtait pour mieux voir et pour être vu, il adressait des paroles bienveillantes à ceux qui étaient plus près de lui. Cependant le peuple charmé rompait pour s'approcher de lui les rangs de la garde qui s'ef-

forçait de le contenir avec le bois de ses lances. « Non, non, mes amis, dit en souriant Charles X qui s'en aperçut, point de hallebardes ! » Alors le peuple se précipita sans contrainte au-devant de lui ; les plus téméraires étaient presque sous les pieds de son cheval. D'un soin vraiment paternel, il le retenait pour conjurer le péril. Son escorte l'imitait et la foule ravie portait jusqu'aux ciel sa gratitude et son amour. Il arriva ainsi jusqu'à Notre-Dame et ensuite jusqu'aux Tuileries. Depuis le 12 avril 1814, Paris n'avait pas vu d'aussi beau jour et le roi n'avait pas ressenti autant de bonheur. 12 avril, 28 septembre, dates de félicité sans nuage ! Charles X a dû se les rappeler bien des fois dans ses malheurs, dans ses exils, et, si elles lui ont remis dans l'esprit l'inconstance et l'injustice des hommes, elles ont dû le consoler néanmoins par les souvenirs de tant d'allégresse et de tant d'amour.

Le Roi fut sacré à Reims le 26 mai suivant. Cette cérémonie fut d'une splendeur incomparable. Il faut renoncer à la décrire, mais le lecteur peut concevoir les imaginations les plus brillantes ; il peut faire les rêves les plus enchanteurs, il ne dépassera jamais la pompe, la richesse, l'enthousiasme de cette fête. Tous les poètes l'ont chantée, tous les historiens en ont laissé le récit. Elle fit éclater surtout l'amour du peuple pour le nouveau Roi, la piété, la charité, la bonté de Charles X et de la famille royale. Tous les genres de bienfaits furent répandus sur les malheu-

reux avec une profusion dont on n'avait jamais vu d'exemple, et portèrent sur tous les points du royaume la reconnaissance et la joie. La rentrée du roi à Paris dans les superbes voitures de sacre fut plus solennelle que celle du 28 septembre, elle excita aussi plus de curiosité et d'admiration, mais moins de ces acclamations spontanées qui avaient tant embelli la première fête.

Le règne de Charles X ne fut qu'une lutte continuelle contre l'esprit révolutionnaire acharné à renverser la monarchie. L'opposition au gouvernement était générale. On se servait de la Charte et de la liberté données par les princes pour les attaquer. La presse surtout était déchaînée contre le pouvoir avec une hardiesse et une mauvaise foi sans exemple. La paix, la sécurité, la prospérité dont jouissait le pays après tant d'orages, au lieu de faire bénir le pouvoir tutélaire qui avait sauvé la patrie, ne faisait qu'appliquer à ces luttes politiques toutes les forces vives du pays, jadis occupées ailleurs. L'opposition était partout et, pour ainsi dire, dans l'air. C'était le tempérament de l'époque et du pays, c'était aussi leur besoin ; tout le monde s'y livrait, les ennemis du roi pour le renverser et beaucoup de ses amis, comme à une mode, à un jeu, dont ils n'entrevoyaient pas le danger. Il y avait contradiction entre les sentiments et les opinions de la France, entre sa tête et son cœur. On chérissait, on vénérait le roi et les princes, tout en faisant la guerre au gouvernement.

La prévention s'étendait à la religion qu'on savait être chère à la dynastie et d'ailleurs le véritable appui des trônes, elle était de toute part attaquée avec le roi, et souvent, comme le roi, par ceux mêmes qui la vénéraient au fond du cœur. C'était une fièvre de critique et d'hostilité. Mille journaux l'entretenaient. Les anciens bonapartistes, les fanatiques de la république, les partisans de la famille d'Orléans se réunissaient pour saper le trône , les impies, les débauchés, les déclassés, les mécontents, les ambitieux, les dupes, se joignaient à cette foule et formaient avec elle sans le savoir bien souvent, et quelquefois contre leur gré, une vaste et terrible conjuration. Jamais l'opinion publique ne fut si égarée, si aveuglée, si malade ; jamais gouvernement ne fut si poursuivi, si combattu, si harcelé, et pourtant jamais souverain n'obtint plus de respect, d'estime et d'honneur de la part des peuples que Charles X. Nous le verrons, il fut détrôné en grande partie par ceux qui l'aimaient, et poussé en exil au milieu des témoignages de la sympathie et du respect de ses adversaires, plus honoré au jour de sa ruine que d'autres princes dans celui de leur avènement et de leur triomphe.

Le ministère Villèle que Charles X avait trouvé et maintenu au pouvoir, succomba en 1828 devant la coalition des révolutionnaires de la gauche et des royalistes de l'extrême droite. Charles X estimait ses ministres et s'en sépara avec dou-

leur. Le ministère Martignac qui vint ensuite ne dura pas plus d'un an. Trop royaliste pour les uns, trop révolutionnaire pour les autres, il fut accablé par les exigences et les mécontentements de tous. Ces concessions ne profitèrent ni au trône ni à lui-même, elles ne servirent qu'à la Révolution. La principale et la plus funeste, celle aussi que Charles X fit avec plus de regret, fut d'appliquer aux jésuites, rentrés en France à la faveur du gouvernement royal, l'ancienne législation qui les proscrivait. La liberté de l'enseignement n'existait plus depuis la grande révolution ; fille de Bonaparte, et despotique comme son père, l'université avait seule le droit d'ouvrir des écoles. Une seule exception était faite à ce monopole, c'était pour les séminaires dont les évêques pouvaient à leur gré nommer les directeurs ; or, plusieurs prélats avaient confié les leurs aux jésuites. Les ordonnances de 1828 obligèrent ces évêques à les remplacer par des prêtres séculiers. Les jésuites cependant ne furent ni chassés de France, ni dépouillés de leurs biens, ni empêchés de vivre en commun ; mais la direction de huit séminaires leur fut retirée, et, comme ils n'exerçaient guère d'autre ministère, ils sortirent presque tous de France. Le véritable auteur de cette injustice fut l'opinion publique qui s'exprimait dans la presse, dans les chambres, dans les cours judiciaires, et, enfin, partout, contre les jésuites, avec une violence inouïe. Le ministère qui exigea les ordonnances comme un

indispensable moyen de gouvernement ne survécut aux jésuites que de peu de mois ; enfin la royauté qui ne put pas résister à une injuste pression, périt, elle aussi, deux ans plus tard.

Après le ministère de concessions, vint le ministère de résistance, ou, comme on le crut alors, de réaction. Lassé de tout accorder sans jamais rien obtenir, Charles X résolut de sauver le peu qui restait à la couronne de ses droits. L'on crut ou l'on feignit de croire qu'il voulait abolir la Charte et rétablir l'ancien régime. La lutte, déjà si acharnée, devint plus terrible encore ; la révolution enhardie levait le masque ; non contente d'attaquer le ministre, elle s'en prenait maintenant au roi lui-même et à la royauté.

Cependant, pour que rien ne manquât à la gloire de la monarchie prête à mourir, à la paix, à la prospérité publique, à la liberté, à la sécurité dont le pays jouissait vint s'ajouter le prestige de la victoire. Une armée française envoyée en 1828 au secours de la Grèce qui luttait pour son indépendance remporta les plus beaux succès. Battus sur terre et sur mer, les Turcs furent obligés de reconnaître la nation grecque et le roi qu'elle s'était donné. Cette brillante campagne fit le plus grand honneur au drapeau blanc ; elle fut suivie d'une campagne plus brillante encore.

Le Dey d'Alger exerçait sur toute la Méditerranée de continuelles pirateries. Déjà Charles-Quint et Louis XIV avaient essayé, sans y réussir

complètement, de soumettre cette puissance ennemie de la paix du monde. Le ciel en réservait l'honneur au dernier roi très chrétien. Un incident très petit en apparence, détermina cette grande entreprise. Le Dey refusa de rien accorder aux justes réclamations que lui adressait notre ambassadeur au nom du roi ; il fit plus ; en signe de dédain, il le frappa légèrement à la joue. En vain le gouvernement français fit demander réparation de ces injures ; fier de sa flotte et de son armée, et se croyant à l'abri de tout derrière ses hautes murailles, le Dey ne voulut écouter aucune proposition, et força ainsi le roi de France à recourir aux armes pour le soumettre. Montée sur une flotte immense et munie de toutes les provisions nécessaires, une armée de 30.000 hommes prit la mer à Toulon et se dirigea sur Alger. Le général Bourmont la commandait. La traversée fut longue et pénible, la campagne au contraire fut rapide et brillante. En moins de dix jours l'armée débarqua à Sidi-Feruch, mit le siège devant Alger et s'en empara. Le Dey n'en revenait pas d'une si rapide conquête. Il dut livrer les trésors de la régence, ainsi que la ville et ses Etats, au général Bourmont qui en prit possession, au nom de la France, en arborant le drapeau blanc sur les murs de la citadelle.

Cependant les députés n'avaient pas caché leur intention de refuser l'impôt annuel aux nouveaux ministres afin d'obliger le roi Charles X à s'en séparer et à prendre leurs successeurs dans les

rangs de l'opposition. Déjà, sur toutes les parties de la France, des comités s'étaient formés pour organiser la résistance au gouvernement. Charles X aurait dû peut-être attendre ses ennemis à l'œuvre, il préféra, d'après l'avis de son conseil, aller lui-même au-devant d'eux par une fière déclaration. « Si de coupables manœuvres, dit-il à l'ouverture des Chambres, suscitaient à mon gouvernement des obstacles que je ne veux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et l'amour qu'ils ont toujours montrés pour leurs rois. » A cette parole, la droite tressaillit de joie. Le cri de vive le roi ! s'échappa de tous les cœurs, mais la gauche resta muette et le lendemain la majorité de la chambre vota une adresse dans laquelle, après les protestations les plus exaltées de son amour et de son respect, elle déclarait le refus de son concours, c'est-à-dire du vote de l'impôt tant que le ministère n'aurait pas été changé. Le roi répondit à cette audacieuse déclaration en prononçant la dissolution de la Chambre, mais les collèges électoraux nommèrent les mêmes députés ou même de plus opposés au gouvernement. La question dès lors était nettement posée entre le roi de France et les cent mille électeurs à 300 francs. Il fallait ou que le roi renonçât pour lui-même et ses successeurs au choix des ministres, c'est--à-dire au gouvernement, ou que, de sa propre autorité, il chan-

geât le corps électoral ; en un mot, il fallait abdiquer ou combattre. Charles X n'hésita que peu de jours ; dès le 26 juillet parurent les fameuses ordonnances qui brisaient la nouvelle Chambre, suspendaient la liberté de la presse et changeaient tout le système électoral.

La publication des ordonnances produisit d'abord peu d'effet sur la population parisienne. C'était un dimanche, elle courut, comme de coutume, à ses amusements, à ses plaisirs, malgré les efforts que faisaient les chefs de parti pour l'émouvoir. Mais quelques journaux ayant paru sans l'approbation exigée, il fallut en opérer la saisie. Cela occasionna des attroupements, puis des émeutes et enfin une immense et terrible insurrection. Dans l'espoir que l'ordre ne serait pas troublé et pour ne pas éveiller d'avance les alarmes de l'opposition, le gouvernement n'avait fait aucun préparatif militaire ; les troupes trop peu nombreuses furent débauchées ou vaincues, et le Roi apprit le 31 juillet, à Saint-Cloud où il résidait, que Paris avait échappé à son autorité.

Cependant les troupes de la garnison de Paris s'étaient repliées en bon ordre sur Saint-Cloud, et campaient dans le parc du château. Toute l'école de Saint-Cyr vint les rejoindre ainsi que plusieurs détachements et beaucoup d'officiers et de soldats qui se séparaient de leurs corps pour rester fidèles au drapeau. Bientôt Charles X se vit environné de 15 à 20.000 hommes, dont la

plupart, surtout dans les premiers jours, brûlaient de prendre leur revanche sur l'insurrection. D'autres troupes pouvaient être rapidement appelées; des régiments de la garde, disséminés en plusieurs départements, n'attendaient qu'un ordre pour accourir. Avec ces forces fidèles, le Roi pouvait se transporter dans quelqu'une des provinces les plus royalistes, et y convoquer tous les grands corps de l'Etat. Cette résolution aurait fixé bien des incertains et déconcerté beaucoup de rebelles. Plusieurs amis très sûrs la conseillaient fortement au Roi; mais c'eût été commencer la guerre civile, il ne put jamais s'y résigner; d'ailleurs un profond découragement s'était emparé de lui à la suite des rapides évènements dont il venait d'être témoin; passant tout à coup d'une excessive sécurité à un abattement insurmontable, il jugea invincible cette révolution qui lui avait d'abord paru si peu redoutable. La même terreur, le même abattement frappaient tous les cœurs autour de lui, on aurait dit que la France monarchique n'existait plus et que la Révolution avait séduit ou vaincu toutes les âmes. Le Roi ne voyait que des visages consternés, il n'entendait que des conseils affaiblis, il n'apprenait aussi que des défections et des revers. Hormis quelques caractères énergiques, mais fort rares, tout le monde autour de lui parlait de retraite, de concessions, d'abdication. Il crut sa cause irrémédiablement perdue, et, au lieu de se diriger vers la Loire, il alla d'abord à

Versailles, puis à Rambouillet, et, enfin, il prit le chemin de Cherbourg, après avoir nommé son cousin le duc d'Orléans lieutenant général du royaume, et ensuite régent pendant la minorité du duc de Bordeaux en faveur duquel il consentit à abdiquer : inutile sacrifice par lequel il violait les lois de la monarchie sans pour cela satisfaire l'ambition du duc d'Orléans ni apaiser l'insurrection triomphante qui ne voulait plus aucun Bourbon sur le trône

Il ne restait plus au Roi qu'à sortir de France, c'était le vœu le plus ardent de ses ennemis, mais c'était aussi pour son cœur la plus pénible résolution. Installé au château de Rambouillet avec sa famille, environné de sa garde et de plusieurs troupes fidèles, plein de confiance d'ailleurs dans la loyauté du duc d'Orléans auquel il avait remis tout son pouvoir, il attendait la réponse de ce prince pour lui envoyer le jeune Roi et se retirer ensuite avec sa famille dans quelque paisible résidence. Mais ce n'était pas le compte de l'usurpation ; pour forcer le vieux Roi à la retraite, on organisa une expédition du peuple de Paris sur Rambouillet, huit à dix mille jeunes gens presque tous sans armes, et d'ailleurs sans ordre et sans discipline, partirent en effet par bandes tumultueuses pour attaquer le château de Rambouillet qu'ils supposaient mal défendu. Pour mieux faire redouter au Roi leur approche, des commissaires choisis par le nouveau gouvernement les précédèrent de

quelques heures et vinrent semer l'alarme au château en affirmant qu'il arrivait 80.000 insurgés et qu'ils étaient tous bien armés et disciplinés. Un maréchal de France qui devait son grade à Charles X et qui lui avait juré fidélité, le maréchal Maison, interrogé par le Roi, lui affirma sur l'honneur cet indigne mensonge et le détermina ainsi à la résolution si désirée. Le 3 août Charles X donna l'ordre de la retraite ou plutôt du départ pour l'exil. C'est le plus mauvais jour de la royauté et sa grande faute. Elle s'abandonna elle-même, alors tout le monde se mit à l'abandonner.

IV

Le Roi mit quatorze jours pour se rendre de Rambouillet à Cherbourg. Les commissaires du duc d'Orléans voulaient en vain lui faire accélérer sa marche; ils ne purent y parvenir; soit qu'il espérât toujours quelque mouvement populaire en sa faveur, soit plutôt qu'il voulût respirer le plus longtemps possible l'air de la France, il allait à petites journées, arrivant pour l'ordinaire le soir, entendant la messe le lendemain, et partant vers le milieu du jour. Nulle part on ne s'arma pour sa cause, mais nulle part aussi il ne reçut aucune injure. Les populations se découvraient avec respect sur le passage de la royauté fugitive, plusieurs fois les voitures fu-

rent entourées par le peuple qui demandait à voir le Roi et les princes : on se pressait autour d'eux, on les saluait, on leur baisait les mains avec respect; à Montebourg en Normandie, où le cortège ne s'arrêta que quelques heures, tout le peuple fit éclater son affection et sa douleur, on criait : vive le Roi ! vivent les princes ! Revenez ! disait-on à la famille royale et surtout au duc de Bordeaux ; les commissaires durent hâter le départ pour mettre fin à ces démonstrations sympathiques.

Vologne fut la dernière étape de la royauté avant son exil. C'est là que Charles X, qui déjà avait renvoyé la plus grande partie de ses troupes se sépara enfin de sa garde qui l'avait suivi jusqu'alors. La scène des adieux fut inexprimable. Ces braves soldats ne pouvaient retenir leurs larmes. Ils baisaient avec transport les mains du roi, plusieurs tombaient à ses pieds et lui juraient une éternelle fidélité. Charles X était ému jusqu'au fond du cœur, mais une force merveilleuse le soutenait, une force qui venait d'en haut. Son âme était en quelque sorte transfigurée, son visage, ses paroles, ses regards respiraient une sérénité sans exemple en de tels malheurs. Ebranlé d'abord par l'orage, il se relevait dans sa ruine. La Providence, qui voulait nous ravir la royauté de saint Louis, avait permis qu'elle succombât presque sans combat, mais il la montrait, en son désastre, si noble, si calme, si religieuse, et en même temps si révérée, que ce

revers paraissait une epreuve, non un châtimen une transformation, mais non une ruine. Charles X avait le sentiment ou plutôt l'inspiration de ce mystère plein de douleur et d'espérance, mais il le comprenait aussi très bien, l'espérance n'était pas pour lui. La monarchie renaîtrait certainement de ses ruines mais lui ne devait pas revenir de son exil. Il le sentait et il s'immolait aux volontés de la Providence et pour le bonheur de son pays. Lui, si dévoué à la France, il la quittait sans amertume contre les hommes, sans murmure contre Dieu. Cette douleur et cette résignation, ce désespoir pour lui-même et cette confiance en l'avenir de la royauté chrétienne et de la France, donnaient à la figure du noble vieillard une expression vraiment céleste. La grandeur, la bonté, la piété illuminaient son regard. Tous ceux qui le voyaient en étaient frappés.

Le 17 au matin, après avoir entendu la messe et communié, Charles X partit pour Cherbourg où il devait prendre la mer. Un peuple immense attendait devant l'hôtel pour assister à son départ. C'étaient des soldats de la troupe et de la garde, des gentilshommes accourus de toute part, et la population entière de Vologne et des environs. Un silence religieux et attendri régnait dans cette foule innombrable. Enfin le roi parut sur le perron du château ; il avait déposé l'habit militaire et ses nombreuses décorations. Il était revêtu d'un simple habit bleu. Le Dauphin, les princes et les enfants venaient après lui. A son

aspect, tous les fronts se découvrirent. Il se fit dans cette foule un profond murmure où se confondaient en silence les acclamations contenues et les sentiments comprimés. C'était le bruit des respirations haletantes entremêlées de soupirs et de sanglots. Avec ce sentiment des convenances si naturel en France aux foules honnêtes, tout le monde comprenait que l'heure n'était pas aux acclamations ; mais si une seule bouche avait crié : vive le roi ! il y aurait eu, dit un témoin de cette scène, un tonnerre de vivats comme Vologne n'en avait jamais entendu. On contemplait l'auguste vieillard, dans un frémissement d'amour, on espérait qu'il allait parler, on s'apprêtait à l'applaudir.

Charles X ne crut pas devoir rompre ce silence si touchant. Il resta un moment debout sur le perron au milieu de sa famille et de quelques amis. Il regardait la foule attendrie. Ces regards avaient un langage compris de tous ; ils disaient mieux que les plus beaux discours à cette foule fidèle : « Je succombe, et je m'exile, puisque Dieu le veut, mais je vous porte dans mon cœur. Jamais, jusqu'à mon dernier soupir, je ne cesserai d'aimer la France. Un jour mon petit-fils y ramènera ma dépouille, je veux du moins reposer au milieu de vous. » Après cette longue et silencieuse contemplation, Charles X descendit lentement les degrés du perron, traversa la cour du château en écartant doucement la foule qui se pressait sur ses pas et pleurait en lui baisant

les mains, puis il monta, toujours en silence, dans la voiture qui l'attendait. La foule restait immobile quand la voiture s'éloignait toujours. Elle le suivit des yeux aussi longtemps qu'elle le put. Bientôt Charles X et son escorte arrivèrent aux portes de Cherbourg.

On redoutait beaucoup pour le roi son arrivée dans cette ville dont la population passait pour être mal disposée. Plusieurs milliers de commis-voyageurs s'y étaient donné rendez-vous dans le dessein d'exciter le peuple à quelque manifestation hostile ; beaucoup d'Anglais démocrates s'y trouvaient aussi et faisaient circuler les plus mauvais propos. Il n'arriva cependant aucun malheur. Neuf cents gardes du corps que Charles X avait retenus avec lui allaient à cheval et en rangs pressés derrière et devant les voitures et sur les côtés. L'on traversa sans encombre les faubourgs de la ville et l'on arriva jusqu'à la barrière qui ferme le port. Le roi et son escorte entrèrent et se trouvèrent ainsi séparés de la populace. Ils passèrent devant deux régiments de troupes de ligne qui rendirent les honneurs au vieux roi et à son drapeau, et, en peu de temps, ils arrivèrent à l'embarcadère décoré pour ce triste jour d'une tenture bleue et d'un pavillon de même couleur.

Charles X mit pied à terre avec sa famille. A ce moment les gardes du corps lui firent les derniers saluts et lui remirent les drapeaux blancs. « Je reçois, dit-il, de vos mains ces étendards ;

vous les avez gardés sans tache ; mon petit-fils vous les rendra de même. » Puis il salua du regard et de la main et il monta sur son vaisseau ; les princes et les princesses le suivirent avec plusieurs royalistes fidèles, dont les uns devaient partager son exil, et les autres, en bien plus grand nombre, lui apporter seulement un dernier hommage. Beaucoup avaient demandé comme une grâce la permission de le suivre jusqu'à la mort, qui ne purent l'obtenir parce que les places étaient données et comptées.

Arrivé sur son vaisseau Charles X s'entretint pendant une demi-heure dans le secret, avec le maréchal Maison qui l'avait trompé. On ignorera sans doute ce qui fut dit dans cette conversation. Le maréchal descendit tout ému du navire et s'écria plusieurs fois : Quel bon roi ! quel noble cœur ! Enfin on leva l'ancre et le vaisseau s'éloigna du port. Charles X, debout sur le tillac et découvert, regardait et saluait toujours la France. La troupe de ligne présentait toujours les armes. La garde royale placée en avant élevait bien haut le seul drapeau blanc qu'elle eût gardé, pour que les yeux du vieux roi en regardant le rivage rencontrassent toujours ce signe de la fidélité et de l'espérance. On le reconnaissait de loin, au milieu de sa famille et de ses amis, à la hauteur de sa taille et à la blancheur de ses cheveux. Enfin le navire disparut et la vigie du port cessa de le signaler. Alors la garde rompit ses rangs, la troupe revint à ses casernes et la foule se dis-

persa. — Ainsi finit la restauration, victime de l'acharnement des partis hostiles et des divisions de ses amis, victime surtout de la faute qu'on avait faite, en 1818, d'environner le trône légitime des institutions, des lois et surtout des hommes de la révolution.

La rade de Weymouth où Charles X allait débarquer était pavoisée de drapeaux tricolores et couverte d'un public peu sympathique aux Bourbons. Aucun cri cependant ne fut poussé ; et, dès que le roi eut touché la terre, il trouva un grand nombre d'Anglais de la société la plus élevée qui l'attendaient pour lui offrir l'hospitalité de leurs châteaux. Il donna la préférence au cardinal Weld, d'une ancienne famille jacobite, et, quelques heures après, il arrivait dans la cour du vieux château de Lullwort où le cardinal l'attendait avec deux cents gentilshommes de ses voisins. A l'aspect du vieux roi, tout le monde mit un genou en terre. Charles X releva et embrassa le cardinal, puis il salua la foule et monta dans le château. Il y jouit pendant plusieurs mois d'une paix profonde, bien nécessaire après tant de dangers. Mais cette hospitalité si généreuse ne pouvait être pour lui qu'une halte dans son exil. Le 15 octobre, après avoir remercié ses hôtes, il prit la mer pour se rendre à Edimbourg, l'ancienne capitale des rois d'Ecosse, dont le magnifique palais d'Holy-rood venait d'être mis à sa disposition par le ministère anglais, sans doute pour donner à la famille exilée un

refuge plus digne d'elle ; mais peut-être aussi pour l'éloigner davantage de la France. Mme la duchesse de Berry alla s'établir à Londres, puis, plus tard, à Bath, dans le comté de Sommerset, et enfin en Italie.

Charles X avait déjà habité Holy-rood, on s'en souvient, après la malheureuse expédition de l'île d'Yeu. Il y fit, en quittant Lullwort, un séjour de deux années. C'est là qu'il apprit l'affreuse mort de son cousin, le duc de Bourbon, trouvé pendu dans sa chambre le matin du jour où il allait révoquer son testament fait pour un fils de Philippe et rejoindre la famille royale. C'est de là aussi que Charles X suivit avec anxiété le procès de ses derniers ministres, accusés de trahison pour avoir signé les Ordonnances et condamnés à la prison perpétuelle. Là encore il connut la loi de bannissement portée contre lui et sa famille, le pillage de l'archevêché de Paris et de Saint-Germain-l'Auxerrois, et les ravages du choléra sur la population parisienne ainsi que l'expédition de Mme la duchesse de Berry en Vendée et la captivité de cette princesse qui en fut la suite. Là enfin, il put reprendre l'éducation si troublée de son petit-fils et il eut la joie de lui voir faire sa première communion avec une innocence et une piété qui charmaient toute sa cour.

C'est à Prague que Charles X alla se fixer en quittant l'Ecosse. La Dauphine désirait se rapprocher du pays de sa mère dont le climat devait être plus favorable à la santé du roi, à la sienne,

à celle de toute la petite cour composée en bonne partie de vieillards. Dès que l'empereur fut informé de ce désir, il offrit à Charles X le hradschin qui était autrefois le palais des anciens rois de Bohême et l'un des monuments les plus grandioses de toute l'Allemagne. Il en coûtait au roi de quitter Holy-rood, c'était pour lui un nouvel exil. Il en coûtait encore plus à la population d'Edimbourg de le voir s'éloigner d'elle. Ses adieux furent des plus touchants. Cent mille personnes étaient debout sur la jetée quand le vieux roi monta sur un navire. Le drapeau blanc flottait partout, partout retentissait le cri de vive le roi ! avec le chant national des Anglais : Dieu sauve le roi ! Charles X ne pouvait retenir ses larmes. Ils sont tristes les adieux du pauvre vieillard, car aucune espérance ne se mêle à ses regrets. La prière seule et la foi peuvent en adoucir l'amertume.

Le voyage d'Edimbourg à Prague dura un mois et demi, il fallait traverser presque toute l'Allemagne et faire de nombreuses stations. Le Roi voyageait dans le plus strict incognito, il reçut néanmoins partout les plus grandes marques de respect et d'honneur. La famille royale de Prusse lui rendit visite à Berlin dans l'hôtel où il était descendu, et le Roi lui-même l'invita à une fête superbe dans son château de Bellevue. A Vienne, ce fut de la part de l'empereur une réception de famille. La politique de l'Autriche avait quelquefois contrarié celle de la Restaura-

tion, mais les deux maisons régnantes s'aimaient et s'estimaient sincèrement; elles étaient l'une et l'autre pleine de vertus et d'ailleurs unies entre elles par les liens d'une parenté très prochaine puisque Mme la Dauphine était cousine germaine de l'Empereur. Enfin les années qui passaient et les progrès de la révolution en Europe achevaient de ramener les rois aux principes monarchiques dont ils s'étaient trop écartés. Charles X était arrivé à Vienne vers le 15 octobre 1832, le 22 il était établi à Prague avec toute sa famille. Le hradschin que l'empereur avait mis à sa disposition était le géant des habitations royales. Le roi, sa famille et sa petite cour semblaient perdus dans ces vastes salles et ces immenses galeries. Charles X loua dans les environs de Prague un gracieux château d'été nommé Butchirad, où il passait agréablement toute la belle saison.

Prague est le lieu où Charles X a fait, dans son exil, le plus long séjour. Il y resta près de quatre ans et y recomposa sa vie tourmentée par tant de malheurs. Il put aussi à Prague reprendre l'éducation de son petit-fils. C'était son occupation continuelle et son bonheur. Le général de Latour-Maubourg après le général baron de Damas, et et Mgr Frayssinous, évêque d'Hermopolis, furent les principaux maîtres du jeune prince. MM. de Montbel, de Fitz-James, de Clermont-Tonnerre, d'Haussez, Berryer, de Chateaubriand, et grand nombre d'autres Français de distinction vinrent

faire visite à Charles X et voir par eux-mêmes les progrès du jeune Henri. Plusieurs princes étrangers parmi lesquels le vieux roi de Saxe lui portèrent aussi leurs hommages.

Quoique âgé de quatre-vingts ans, Charles X jouissait encore d'une très forte santé ; hormis un peu de dureté dans l'ouïe, qui, sans l'empêcher de prendre part à la conversation, l'obligeait à s'y appliquer davantage, il n'avait aucune infirmité. Il faisait souvent et sans peine de longues courses à cheval pendant lesquelles Mme la Dauphine aimait à l'accompagner. Tous les jours il allait promener à pied dans la campagne, tantôt seul, tantôt avec le Dauphin. Sa démarche était libre comme à cinquante ans. A peine, sur la fin, penchait-il un peu la tête, moins sous la fatigue des années que par l'habitude de s'incliner pour mieux entendre. Sa figure conserva jusqu'à la plus extrême vieillesse un très beau caractère. Cette finesse, cette distinction qui l'avaient tant fait admirer, avait un air de bienveillance encore augmenté par les années. Sa mise n'avait rien qui pût le faire reconnaître, il ne portait ni insignes ni décorations. Chateaubriand raconte qu'il le trouva sur le pont de Prague avec le Dauphin. L'on eût dit deux simples particuliers. Mais tous les habitants du pays les connaissaient et les saluaient profondément.

Dans l'exil comme aux Tuileries, Charles X se levait de bonne heure et donnait un temps assez long à la prière ; puis la lecture des journaux et

des lettres le menait jusqu'à la messe qu'il entendait toujours à neuf heures dans la chapelle du château. Hors de Prague, il allait l'entendre à l'église et se mettait au milieu des fidèles, sans permettre qu'on lui rendît aucun honneur. Après la messe avaient lieu le déjeuner, puis les promenades, la lecture, et le travail des correspondances. Vers cinq heures le roi assistait selon l'usage du pays à la prière du soir dans quelque église de la ville et remontait au château pour le souper. Dans l'été, il s'entretenait sur les terrasses avec les personnes de sa cour et celles du dehors qui étaient admises à lui présenter leurs hommages. Pendant l'hiver, il se promenait un instant dans les salons, puis il commençait la partie de wisth qui était son jeu favori. Quelquefois il marchait un instant, seul et triste, pendant que toute la compagnie faisait cercle autour de Mme la Dauphine. C'était dans ses plus mauvais jours. Le doux vieillard ne s'habituait pas à l'idée de ne pas revoir la France ; cette pensée surmontée pour l'ordinaire par la religion soulevait parfois dans son âme une tempête de douleur. Sa famille et ses amis n'osaient plus alors lui parler, toute conversation cessait un instant ; mais ce silence le rendait bientôt à lui-même, il s'excusait auprès des dames de la peine qu'il leur avait faite et reprenait la causerie.

Il quittait le salon à neuf heures, après avoir salué tout le monde : « Adieu, mes amis », disait-il, et souvent il y ajoutait avec un sourire em-

preint de tristesse : « encore un jour de passé ! » M. de Blacas l'accompagnait. C'était un ami de toute sa vie. Ils causaient ensemble des affaires du roi qui n'étaient guère plus que des charités, puis Charles X se mettait au lit.

Ainsi s'écoulait la vie du roi, triste, mais calme et résignée, pleine d'affection et de foi. Quelques grandes réception au château, quelques grandes chasses auxquelles les princes du pays l'invitaient en Ecosse et en Autriche, et auxquelles il prenait part avec adresse et bonheur, venaient seules varier un peu la monotonie des jours de l'exil. Au reste ces jours n'étaient pas mauvais : la foi, la piété les embellissaient et les consolaient, les douces affections de la famille y mêlaient leur charme. Comme tous ceux qui sont vraiment bons, Charles X était vraiment aimé de tous les siens. Tous lui parlaient avec les plus grands égards, se tenant debout et découverts quand il donnait des ordres, lui baisant les mains comme aux Tuileries, s'empressant à ses moindres désirs, veillant à sa santé, à son repos, avec un soin tendre et religieux. Ses domestiques étaient des amis pour lui. Le duc de Blacas, le cardinal de Hotil, le baron de Damas, le duc de Guiche, le comte de Bouillé, l'évêque d'Hermopolis avaient tout quitté pour le suivre. Ceux d'un rang inférieur ne lui étaient pas moins attachés. Dans ce milieu de bonté, d'affection mutuelle et de dévouement, le cœur du vieux roi, si aimant, si doux et si bon, se consolait en bénissant Dieu,

et attendait, sans désespoir et sans peur, l'heure de la mort qui devait mettre fin à son exil.

Cette paix de Prague et de Butchirad, Charles X n'en devait pas jouir jusqu'à la fin de ses jours. L'empereur François II mourut, son fils François III, après avoir été sacré à Vienne, devait l'être encore à Prague en qualité de roi de Bohême. Cette cérémonie allait appeler dans la vieille capitale les ambassadeurs de toutes les cours de l'Europe et une foule immense d'étrangers de distinction. Charles X ne jugea pas qu'il lui convînt de se trouver au milieu de ces foules et de ces fêtes. Ce n'est pas tout. Le hradschin était la résidence inévitable de l'empereur, et le vieux roi, quoique sûr d'être l'objet des plus grands ménagements de la part du nouveau souverain, comprit très bien qu'il devait au plus tôt lui céder la place. Cette nécessité l'attrista. Il avait soixante-dix-neuf ans ; les exils s'étaient amoncelés sur sa tête comme les années. Son âme en était enfin accablée ; il eût voulu reposer en paix à Prague jusqu'à son dernier jour. Et puis, où aller ? Il lui était difficile de trouver pour sa famille et sa suite un asile convenable et sûr. Cette incertitude augmentait cruellement sa peine. Il regretta vivement de n'avoir pas, en quittant l'Écosse, suivi sa première inspiration qui était d'acheter un établissement d'où rien ne pût l'obliger à sortir, et bien décidé, cette fois, à le faire, il envoya M. le baron de Damas à la découverte d'un manoir qu'il pût acheter ou louer dans

ce dessein. Bientôt il apprit que cet ami fidèle avait pris à loyer pour Sa Majesté un superbe château nommé Groffemberg qui dominait la ville de Goritz, non loin de la haute Italie, dans un climat et un paysage délicieux.

A cette nouvelle Charles X fit à la hâte ses préparatifs de départ. Les habitants de Prague et des environs vinrent en foule le conjurer de chercher une habitation dans le pays afin de ne pas s'éloigner d'eux. Les officiers de l'armée, le clergé, la magistrature, étaient à la tête de ces députations suppliantes. Leurs instances furent pour le roi un chagrin de plus, mais elles ne purent changer une résolution devenue inévitable. Il partit le 26 mai 1836, à 8 heures du matin et par des chemins détournés sans pouvoir empêcher le peuple de le saluer de ses bénédictions et de ses pleurs. Son âme était brisée, cette fois ; il gardait un silence désolé que n'osaient troubler MM. de Blacas et de Montbel assis avec lui dans sa voiture. Il regardait tout ému le château, la ville, les habitants qui lui faisaient des signes d'adieu. Ses traits portaient l'empreinte d'une violente douleur. Bientôt pourtant la prière vint comme toujours à son aide, et, avec elle, la grâce de Dieu. Le roi reprit l'accent de résignation gracieuse qui lui était si familier.

On arriva le soir même à Tœplitz où Charles X et la Dauphine voulaient prendre les eaux. Beaucoup de Français y étaient venus au-devant du roi pour lui faire honneur. Au bout d'un mois,

il fallut se remettre en route, et, cette fois sans savoir où s'arrêter, car le choléra faisait dans toute l'Allemagne les plus grands ravages, et le roi le redoutait extrêmement pour son petit-fils. Goritz était déjà infecté. Impossible pour le moment de s'y rendre. Le roi passa deux ou trois mois dans le château de Kirchberg qu'il avait acheté, en attendant que le choléra eût quitté Goritz et ses environs. Bientôt en effet le fléau abandonna cette contrée, mais en se dirigeant à marche forcée sur celle où le roi s'était abrité. Le monarque et le fléau semblaient aller l'un vers l'autre, mais Charles X ne pouvait plus ni l'attendre à Kirchberg, ni reculer devant lui, vers les contrées d'où il venait. Il alla donc en avant, traversa les pays infectés sans rien éprouver et arriva à Goritz, sur la fin d'octobre : c'est là que la mort l'attendait.

« Arrivé à Goritz, dit M. de Montbel, aucun de nous ne parut moins fatigué que le roi. « Le bonheur de retrouver Mme la duchesse de Berry, le jeune Henri et Mme la Dauphine avait donné à sa conversation plus d'intérêt et de charme. » Il se sentait heureux aussi d'être enfin dans une demeure où il ne dépendait de personne. Il y fut promptement installé et il y reprit ses habitudes interrompues par trois mois de voyages. « Presque chaque jour il sortait en ville et parcourait seul, à pied, dans la campagne, des distances considérables. On admirait la force de cette santé qui semblait affronter les ans et le malheur.

Cependant la température devint tout à coup très froide. Le pays se couvrit de neige. Tous les nouveaux habitants de Goritz étaient transis et plusieurs tombèrent malades. Le roi seul semblait à l'abri de tout. Il célébra avec une parfaite piété la fête de le Toussaint et celle des morts. Le 3 novembre, veille de la Saint-Charles, il invita plusieurs personnes à dîner et se montra dans la soirée aussi gai qu'à l'ordinaire. Le 4, cependant, pendant la messe, il éprouva un saisissement de froid dont il ne voulut parler à personne. Il reçut dans la journée les compliments du prince-archevêque et des magistrats. Mais, le soir, il ne put se mettre à table avec sa cour, et, quand, après le souper, il parut au salon pour remercier ses amis et ses hôtes, tout le monde comprit à son air qu'il était perdu.

Ces pressentiments n'étaient que trop fondés, dans la nuit même une crise effroyable de choléra fit accourir toute la cour de Goritz au secours du Roi, et l'emporta le lendemain. Les souffrances furent très vives au début, mais elles s'apaisèrent bientôt après. Le Roi était trop vieux pour pouvoir opposer au mal une longue et forte résistance. Dieu voulut que son dernier jour fût calme et doux pour qu'il pût édifier tous les siens par le recueillement d'une tranquille et sainte mort. Lui-même il demanda la vérité sur son état et dès que le médecin l'en eut instruit il n'eut plus de paroles et de pensées que pour le ciel. Entouré des princes et des princesses de sa

famille, du cardinal de Hotil, de l'évêque d'Hermopolis, de ses médecins, de ses serviteurs et de ses amis, il accomplit avec une simplicité et une grandeur d'âme sans pareilles tous les devoirs de la religion. Ses lèvres ne s'ouvraient que pour prier et pour bénir. Il bénit toute sa famille et surtout le jeune Henri auquel il adressa de touchantes exhortations. Il remercia ses serviteurs de leurs soins fidèles, il pardonna à ses ennemis, il envoya à la France les vœux les plus attendris; puis, vers l'entrée de la nuit, l'agonie commença; elle fut calme et douce, sans couvulsions, sans douleurs, on eût dit que le Roi dormait. Il s'endormit en effet bientôt après du sommeil des saints. C'était le 6 novembre, vers une heure de l'après-minuit.

Quand le Roi eut expiré, son visage prit une expression céleste. « Nous demeurions atterrés auprès de ses restes, écrit M. de Montbel, ses traits étaient calmes, la résignation et la piété étaient empreintes sur sa figure, son a titude était celle d'une fervente prière... d'abondantes larmes coulaient de nos yeux.»

Pendant que Charles X expirait, des lettres pleines d'hommages à l'occasion de sa fête arrivaient de toute part. Plusieurs de ses fidèles amis qui venaient le saluer, arrêtés par les neiges, arrivèrent après sa mort et versèrent des larmes sur son cercueil, toute la France monarchique y mêla les siennes. On peut le dire, cette mort fut

un deuil universel. Les partis les plus hostiles rendirent eux-mêmes d'éclatants hommages aux vertus du pieux vieillard. Pour lui comme pour bien d'autres la mort fut le commencement de la justice. Il se fit en sa faveur une soudaine et immense réaction. On plaignit enfin et l'on commença à mieux juger ce prince si doux, et si noblement français, à qui tant d'épreuves n'avaient pu arracher un seul mot d'amertume contre sa patrie, et qui expirait à 500 lieues d'elle en la bénissant, en pardonnant à ses ennemis. Ce commencement de réaction n'a pas cessé, depuis, de grandir, les grossières calomnies qui obscurcissaient cette noble figure de Roi tombent peu à peu. Les préventions obstinées se dissipent, la vérité se fait jour; avant peu, Charles X sera pour tous les hommes instruits et sincères ce qu'il était jadis pour ceux qui avaient le bonheur de le voir de près : un noble cœur, un caractère plein de droiture et de loyauté, un esprit laborieux, appliqué et éclairé, enfin un de nos meilleurs Rois. Puisse ce petit travail tiré d'un ouvrage beaucoup plus grand donner au lecteur le désir d'étudier plus complètement cette belle vie et contribuer ainsi au travail de réhabilitation dont elle est l'objet !

P. VEDRENNE.

FIN.

ABRAHAM LINCOLN



L'*honnête Abe*, c'est, pour tous les Américains du Nord, Abraham Lincoln, élu deux fois président de la république des Etats-Unis, et mort assassiné le 14 avril 1865, au petit théâtre Ford.

Extérieurement Lincoln n'avait rien de bien avenant. L'allure était lourde, nonchalante, irrégulière ; le corps long, maigre ; plus de six pieds, des épaules voûtées, de grands bras de batelier, de grandes mains de charpentier, des mains extraordinaires, mais qui n'avaient pourtant rien de disproportionné si on les comparait à ses pieds.

Lincoln portait un vêtement noir mal ajusté, qui lui donnait l'air d'un employé des pompes funèbres. Pour cravate une corde de soie noire arrêtée par un large nœud et dont les bouts flottaient sur les revers de son gilet. Le col de sa chemise rabattu laissait voir les muscles saillants d'un cou jaune au-dessus duquel sortait d'une grosse masse de poils noirs, hérissés et épais comme un bouquet de sapin, une figure d'un attrait irrésistible.

Regardez son portrait. La bouche est prodigieuse, les lèvres s'étendent sur une ligne droite d'un côté de la barbe à l'autre, arrêtées brusquement par deux sillons profonds qui ne sont pas placés bien loin des oreilles. Le nez se projette de la face avec un air inquiet, comme s'il flairait quelque chose dans l'air. Tout cela est mal façonné, mais tout cela n'est pas l'homme.

De cette grossière écorce émergeaient un front et des yeux appartenant à une nature supérieure. Ce corps servait de gaîne à une âme merveilleuse de grandeur et de beauté morales.

Tel est le portrait que nous a tracé de Lincoln un voyageur, M. Alphonse Jouault, qui l'a pris sur le fait, au moment où il allait prêter serment pour sa seconde présidence. Comme caractère, Abraham Lincoln est resté le type de l'homme énergique et persévérant, parti d'une humble position et parvenu, grâce à un travail soutenu, à la plus haute magistrature de son pays ; de l'avocat intègre refusant une cause dont il ne reconnaissait pas la justice ; du magistrat austère, qui sut rester pauvre dans une position où tant d'autres s'enrichissent, et surtout de l'homme pieux, qui révérait en tout l'action divine de la Providence.

Au siècle dernier, au milieu des vastes forêts des provinces qui forment aujourd'hui les Etats-Unis, on remarquait, çà et là, quelques éclaircies, avec une hutte en bois entourée d'un petit champ : c'étaient la maison et la ferme des famille

des pionniers de l'Ouest. Rien de plus pénible et de plus aventureux que l'existence de ces colons. Lorsqu'ils avaient trouvé un emplacement favorable, auprès d'une source ou d'un ruisseau, ils élevaient une maison avec des troncs d'arbres équarris et jetaient dessus, en guise de toiture, de grandes herbes desséchées, ou des planches mal jointes. Tout simple était le mobilier : quelques escabeaux boiteux, remplacés souvent par une pierre ou un tronc d'arbre, quelques pots, une ou deux marmites, de mauvaises couvertures, et c'était tout. Quant aux matelas, les feuilles sèches de la forêt en faisaient tous les frais.

Il n'y avait, au milieu de ces forêts, ni commerce, ni industrie : il fallait donc pourvoir seul à tous les besoins de la vie. Le pionnier exerçait tous les métiers : il construisait un moulin, bien primitif, il est vrai, mais suffisant. Un gros arbre creusé, soit avec des instruments, soit avec un fer rouge, servait de mortier, et un pilon en bois dur broyait le grain et donnait un mélange de farine et de son que l'on séparait quelquefois avec un crible grossier, qu'on laissait souvent mélangés par économie. Il faisait aussi son four avec de la terre glaise, sur une plate-forme élevée de quelques pieds à côté de la hutte. Venait ensuite le défrichement, toujours pénible à cause des racines des arbres et les grandes herbes sans cesse renaissantes, qui auraient bientôt étouffé le grain, si l'on n'y eût apporté une attention de chaque jour.

Outre ces difficultés, on avait à lutter contre les maladies épidémiques qui accompagnent d'ordinaire les premiers défrichements, contre les bêtes féroces, contre les voleurs et surtout contre les Indiens, toujours prêts à surprendre le travailleur isolé, ou à se présenter à la porte de la cabane quand le père était absent. On vivait donc sur un qui-vive perpétuel, le fusil toujours chargé, et à la portée de la main, soit à la maison, soit au dehors.

C'est dans une de ces huttes isolées au milieu des forêts que naquit Abraham Lincoln, le 12 février 1809, et c'est cette vie de pionnier qu'il mena jusqu'à l'âge de vingt-un ans. Il lui en resta jusqu'à la fin de sa vie un certain embarras qu'on ne retrouve pas chez les hommes élevés dans les grands centres, mais aussi un esprit qui sentit toujours les beautés de la nature et un cœur profondément religieux, qui avait touché comme du doigt la présence de Dieu au milieu de ses œuvres.

Son père, Thomas Lincoln, fils d'un pionnier assassiné par les Indiens, était venu s'établir dans le Kentucki en 1777, et y avait épousé Mary Hanks, qui lui donna trois enfants : une fille qui a passé inaperçue, un fils mort presque au berceau, enfin notre héros, Abraham Lincoln.

Thomas Lincoln laissé orphelin à douze ans avait parcouru les forêts et gagné péniblement son pain, mais il avait su rester honnête. Dépourvu de toute instruction, il avait été doté par

la Providence d'un jugement droit, d'une nature profondément juste, qui rejetait tout compromis avec la conscience.

Mary Hanks n'était point une intelligence cultivée ; mais elle rachetait cela par bien d'autres qualités. Un bon jugement, un esprit élevé, un cœur affectueux et droit unis à une grande force de caractère et à une véritable piété, faisaient d'elle une femme exceptionnelle. C'est elle surtout qui a fait l'éducation de son fils et on retrouvait dans Abraham Lincoln la vivante image de sa mère. Il se plaisait à le reconnaître : « Tout ce que je suis, disait-il, tout ce que je voudrais être, je le dois à ma mère ; que sa mémoire soit bénie ! »

Abraham, ou plutôt Abe, comme disaient ses parents, par abréviation, était né avec un esprit pénétrant, ardent au travail et doué d'une singulière facilité pour l'étude ; mais les maîtres et les livres lui firent presque toujours défaut, et il ne dut ses connaissances assez étendues qu'à des études personnelles toujours pénibles, et dont le résultat souvent ne répond pas aux efforts qu'elles ont exigés.

Le premier maître de l'enfant, Hazel, savait à peine lire couramment. Abe lui fut adressé pendant quelques semaines pour en recevoir les premières notions de la lecture : il avait sept ans. Thomas avait hésité quelque temps. Quelque modeste que fût le prix des leçons, il devait bientôt épuiser les ressources de la famille plus mo-

destes encore. D'ailleurs il faudrait chercher un autre maître pour enseigner l'écriture, Hazel ne sachant pas écrire. Mary Hanks pressait de son côté : elle ne demandait que quelques leçons, comptant sur la sagacité de l'enfant pour parvenir au but désiré. Quant à l'avenir, elle attendait tout du ciel. — « La Providence nous viendra en aide, disait-elle ; ayons foi en Dieu, mon ami. »

— « Je ne dispute pas là-dessus, répliquait Thomas, presque aussi incrédule que son patron : mais jamais la foi n'apprendra notre pauvre Abe à écrire. »

— « Je n'en suis pas sûre, reprenait Mme Lincoln, la foi peut nous ouvrir un chemin ; elle a tiré Daniel des griffes des lions, elle peut enlever notre fils à celles de l'ignorance. »

La foi de Mary Hanks ne fut point trompée : un nouveau voisin, Denis Hanks, avait quelques notions d'écriture. Abe, qui lisait facilement, lui demanda de l'initier à sa science. Hanks était un médiocre écrivain, mais du moins il savait former les lettres et pouvait donner des renseignements. Grâce à la bonne volonté de l'élève et au dévouement du maître, le résultat fut satisfaisant.

A quelque temps de là, la Providence envoya encore dans le voisinage un savant qui pouvait enseigner l'*arithmétique jusqu'à la règle de trois*. Ce fut une bonne fortune pour la contrée. Vite on le pressa d'ouvrir une école, et Abe fut un des premiers élèves de M. Andrew Crawford.

Rien de plus intéressant que la manière dont le jeune Lincoln parvint à se former une petite bibliothèque. La connaissance des premiers livres qu'il lut nous aidera à juger son caractère. Les premiers livres sont comme les premiers amis, ils ont une influence sérieuse et durable sur les facultés de l'enfant et du jeune homme. Abe avait trouvé dans la cabane de son père, pour tous livres, une bible, un catéchisme et le syllabaire de Dilworth. Un jour son père emprunta chez un de ses amis, à près de vingt milles de distance, le *Voyage du Pèlerin*. Ce livre, le plus répandu en Angleterre et aux Etats-Unis après la Bible, est un manuel de dévotion à l'usage des simples. Il convenait parfaitement à l'état d'âme dans lequel se trouvait Abraham qui venait de perdre sa mère. « Le jeune homme, nous dit un de ses biographes, s'assit pour lire le volume avec plus d'empressement que bien d'autres enfants n'eussent fait devant un bon dîner. »

Après l'avoir lu une première fois, il en avait déjà relu la moitié lorsqu'il reçut en cadeau les *Fables d'Esope*. Ces deux livres, qui ne le quittaient pas, le passionnèrent au point qu'il négligea le travail manuel.

— « Viens, Abe, lui disait un jour son père, il ne faut pas laisser ton ouvrage. Si nous ne nous occupons pas d'arracher ces mauvaises herbes, nous serons en retard pour les semailles.

— « Laissez-moi terminer mon chapitre, répondit l'enfant.

— « Je vois que tu ne fais rien et je crains que tu ne deviennes paresseux. Toujours étudier et ne jamais travailler est pire que beaucoup de travail sans étude.

— « Une minute, et j'y vais.

— « Que ce soit une minute courte ! répondit le père presque irrité. Nous devrions maintenant doubler notre besogne de chaque jour.

— « Oui, dans une minute.

— « Maintenant, maintenant, dis-je !» exclama le père avec un ton d'autorité.

Abraham ferma son livre à contre-cœur et obéit parce qu'il le fallait. Ce ne fut pas avec un visage aimable qu'il se rendit aux champs, et cependant il travailla avec ardeur.

— « Les braves garçons, dit son père, obéissent toujours à leurs parents, qui n'ont pas besoin de les mener comme on pousse du bétail.

— « J'avais seulement besoin de lire une minute de plus, répondit Abraham.

— « Et moi j'avais besoin que tu ne continuasses pas, et je sais ce qui te vaut le mieux. Que tu lises et que tu écrives, bien ! mais je veux que tu travailles, quand le travail l'exige. »

Abraham put encore enrichir sa bibliothèque des *Vies d'Henry Clay*, de *Franklin* et de *Washington*.

Il obtint ce dernier volume dans des circonstances assez émouvantes. Il lui avait été prêté par son maître, M. Crawford, et Abe en avait fait son *vade-mecum*, qui ne le quittait ni jour ni

nuit. Un jour, une pluie d'orage pénétrant à travers les fissures de la cabane inonda le livre et le mit dans un état déplorable. « Comment le rendre en pareil état à M. Crawford ! » se demandait le jeune homme les larmes aux yeux. Il fit disparaître le mieux qu'il put les souillures, et rapporta, tout honteux, le livre à son maître, en demandant quelque temps pour en payer le prix.

— « Vois-tu cette pièce de terre, lui répondit Crawford ? si tu veux me la faucher, le livre est à toi. »

Dès le lendemain Abe était à l'ouvrage : il lui fallut trois jours pour terminer la besogne, et il ne crut pas avoir payé trop cher le livre qu'il convoitait depuis longtemps.

Les livres que nous venons d'indiquer eurent une influence décisive sur toute la vie d'Abraham Lincoln, et on retrouve dans l'homme mûr la trace des lectures de l'enfant. Il puisa dans la *Vie de Washington* un ardent amour et une profonde admiration pour la constitution que le fondateur de la République avait donnée à son pays, et un jour viendra où son nom sera le signe de ralliement pour ceux qui voudront garder l'Union établie par Washington. La lecture, ou plutôt l'étude d'Esope, laissa dans son esprit ce cachet de bon sens, et dans son langage ces images colorées, ces comparaisons vivantes, qu'on a prises parfois pour l'expression de la bonhomie, mais qui sont le produit d'un juge-

ment droit et d'une éloquence naturelle plus persuasive souvent que l'éloquence étudiée.

Mais il dut à la lecture de la Bible et surtout aux bonnes leçons de sa mère une piété tendre, persuasive, qu'il garda jusqu'à la fin. Mme Lincoln était protestante, de la secte des baptistes; mais il n'y avait, ni dans sa croyance, ni dans ses pratiques religieuses, cette froideur calculée qui est généralement le caractère de la religion protestante. Elle avait une foi merveilleuse dans la Providence et c'est dans ces sentiments qu'elle éleva son fils. Abe perdit trop tôt sa mère, il n'avait que douze ans; mais ses leçons, pas plus que son souvenir, ne s'échappèrent de sa mémoire. Lorsqu'il fut à la tête de son pays, on retrouve en lui la foi de ses jeunes années. Si les armées du Nord éprouvent des revers, il y voit l'action de Dieu qui punit la nation pour ses crimes publics, et il exhorte à la pénitence. Si elles sont victorieuses, il en fait rendre d'humbles actions de grâces par tout le peuple à l'auteur de tout succès. Nous ne pouvons résister au désir de publier des extraits de la proclamation qu'il adressa, le 15 juillet 1863, aux citoyens des Etats-Unis.

« Le Dieu Tout-Puissant a daigné prêter l'oreille aux supplications et aux prières d'un peuple affligé et donner, sur terre et sur mer, à l'armée et à la flotte, de fécondes et éclatantes victoires.... Mais, pour prix de ces victoires, de braves et loyaux citoyens ont immolé à la patrie

leur vie, leurs membres, leur liberté... Dans ces victoires et dans ces deuils, il est convenable et juste de reconnaître et de confesser la main toujours présente du Père Tout-Puissant.

« Qu'il soit donc aujourd'hui connu que j'ai réservé le jeudi, sixième jour du mois d'août prochain, pour être observé comme un jour d'actions de grâces nationales, de louanges et de prières ; que j'invite le peuple des Etats-Unis à s'assembler à cette occasion dans les lieux accoutumés où se pratiquent les différents cultes religieux, afin que chacun y rende, dans la forme approuvée par sa conscience, l'hommage dû à la divine majesté pour les secours merveilleux qu'elle a donnés à la nation américaine.

« Que ce jour soit consacré à invoquer l'Esprit-Saint, à lui demander d'apaiser la colère qui a produit et soutenu depuis trop longtemps la rébellion ; qu'il change le cœur des rebelles, qu'il inspire les conseils du gouvernement, afin que ce dernier soit à la hauteur de sa pénible tâche, qu'il visite et console jusque dans la dernière cabane tous ceux qui souffrent de la guerre, dont l'esprit a été ébranlé, la santé détruite, la fortune ruinée, la famille décimée, qu'il mette enfin la nation tout entière sur le chemin du repentir et de la soumission à la volonté divine, le seul qui puisse nous ramener à l'union et à la paix fraternelle. »

Ces paroles, si simples et si pleines de foi, forment un frappant contraste avec les paroles d'au-

tres hommes qui se vantent de modeler la France sur les Etats-Unis, et dont le but est d'en faire une nation athée dans son éducation, ses croyances et ses lois.

Nous avons un peu anticipé sur les événements, mais c'était pour montrer cette noble figure dans son ensemble. Revenons au jeune homme. Abe, avant tout, était pionnier. Il ne prenait pour l'étude que les moments laissés libres par les rares intempéries de l'été et le repos forcé de l'hiver : le reste de son temps était consacré soit au travail des champs, soit à la chasse, dont le produit servait à nourrir la famille. Son amour pour le travail, ses connaissances relativement développées, sa facilité à rendre service, lui avaient concilié l'estime de tous les voisins, dont il était devenu le secrétaire. L'attention était éveillée sur lui; ce fut un commencement de bonne fortune pour la pauvre cabane de Thomas Lincoln.

Tout d'abord c'est un riche meunier qui le charge, moyennant un salaire de dix dollars par mois, d'accompagner son fils qui devait conduire une riche cargaison à la Nouvelle-Orléans. Grâce à la perspicacité et au courage d'Abe, le bateau et tout ce qu'il contenait est soustrait au pillage, ce qui augmente la réputation du jeune homme. Un peu plus tard, il quitte la maison paternelle, après avoir établi sa famille dans une contrée plus fertile, et voyage, exerçant toutes sortes de professions. On le voit tour à tour bate-

lier, charron, commis meunier à New-Salem.

Dans aucune de ces positions, il ne négligea l'étude. Après son travail de la journée, il y consacrait les nuits. Tous les livres qu'il pouvait rencontrer, il les lisait avidement ; il sacrifiait même le soin de sa personne à l'acquisition d'un livre. « Que voulez-vous, disait-il, je préfère un beau livre à un beau vêtement. » Mais, parmi tous ses livres, c'est sa vieille grammaire qui avait ses préférences, et il ne la quitta que lorsqu'il lui eut ravi le secret de parler et d'écrire correctement sa langue maternelle

Au printemps de 1832, la guerre éclate entre les Etats-Unis et les Indiens. On enrôle des volontaires pour trente jours. Abraham, qui s'était fait remarquer par son ardeur, est nommé capitaine de la compagnie de New-Salem. Après trente jours on n'a pas vu l'ennemi, mais la compagnie ayant fourni son temps est licenciée. Une nouvelle compagnie est enrôlée pour trente jours ; Abraham se fait inscrire des premiers et parmi les simples soldats. Le mois expiré, l'ennemi n'a pas paru et les soldats rentrent dans leurs foyers. On fait une troisième levée de volontaires ; Abraham en est encore et prend part à la bataille de Bad-Axe, qui termine la guerre.

En récompense de son courage, il fut mis sur les rangs pour la législature de l'Etat. Il était peu connu encore dans le comté, qu'il habitait depuis neuf mois seulement. Il obtint cependant une forte minorité qui présageait bien de l'avenir.

— « Bon augure pour la prochaine élection, lui dirent ses amis.

— « C'est fort bien, répliqua Lincoln, mais à la condition que je trouve, en attendant, de l'ouvrage par ici. »

Sa première pensée fut de se faire forgeron; mais sur la proposition de Joh Calhoun, un des agitateurs du Sud, il apprend la géométrie et se livre à l'arpentage. Cette profession était alors lucrative, grâce à l'arrivée des émigrants, qui cherchaient des terres.

Dans le mois d'août 1834, il y eut de nouvelles élections et Abraham Lincoln fut nommé à une forte majorité. Il était d'usage de traiter ses partisans en pareille circonstance. Le rhum et le whisky devaient couler à pleins bords. Lincoln ne servit à ses amis déconcertés que du thé et du café; mais s'ils le raillèrent fort, ils ne l'en estimèrent pas moins.

Ce fut alors qu'il songea à réaliser l'idée qu'on lui avait autrefois suggérée, d'étudier le droit : il se mit à l'œuvre, encouragé par John Stuart, un jurisconsulte distingué, qui l'aidait de ses conseils et de ses lumières et lui fournissait les livres nécessaires. M. Stuart habitait Springfield et Lincoln New-Salem. Malgré les 22 milles qui séparaient les deux villes, Lincoln faisait souvent le trajet à pied, après une journée d'arpentage, pour aller chercher les livres qui lui étaient indispensables.

Abraham Lincoln apporta au barreau l'intégrité

de l'ancien pionnier : il ne voulut jamais se charger d'une cause injuste. Un jour il délaissa son client au moment d'entrer à l'audience, parce que l'avocat de la partie adverse venait de lui prouver qu'il avait tort.

Quant au talent oratoire, on ne remarque point chez lui l'éloquence relevée des grands orateurs : il cherche plutôt à convaincre par des aperçus ingénieux, dont le bon sens fait tous les frais. Disciple fidèle d'Esope, il a souvent recours, comme le fabuliste ancien, à des anecdotes et des apologues, qui frappaient d'autant plus qu'ils paraissaient moins étudiés.

C'est dans la fonction d'avocat qu'il trouva l'occasion de témoigner sa reconnaissance à une famille qui lui avait offert l'hospitalité, lors de son premier voyage à New-Salem. Le fils de la maison, après une jeunesse assez orageuse, avait quitté le toit paternel pour courir le monde. Un jour, un homme ayant été tué dans une rixe, tous les soupçons se portèrent sur le jeune homme. Lincoln, ayant acquis la preuve de son innocence, s'offrit aussitôt pour être son défenseur. Le jour de l'audience arrive. Tout le monde est dans l'anxiété. Les nombreux témoins interrogés assignent la même heure pour le crime, et ils ajoutent tous que la lutte avait eu lieu à la clarté de la lune.

— « Ecrivez, greffier, dit l'avocat : c'est au clair de la lune. » Un instant après Lincoln tire de sa poche un petit almanach et fait simplement

observer que cette nuit-là il n'y avait pas de lune. Son client fut acquitté et l'avocat vit grandir sa réputation.

Reçu avocat en 1837, Lincoln exerça cette profession jusqu'en 1860, époque à laquelle il fut élu président des Etats-Unis. Pendant cette période il fut presque toujours versé dans la vie politique, soit dans la législature de l'Illinois, soit dans le Congrès. C'est sous cet aspect nouveau que nous allons l'étudier.

En politique le nom d'Abraham Lincoln représente une idée, l'abolition de l'esclavage, et c'est à cette idée qu'est due l'autorité qu'il a conquise parmi ses compatriotes. Quelques détails sur la constitution des Etats-Unis à cette époque, et sur la position qu'y occupaient les esclaves noirs, ne seront pas sans utilité pour éclairer toute la question.

L'esclavage avait été importé dans l'Amérique du Nord par les premiers colons. La Convention chargée de donner la constitution de 1788 était composée en majorité d'hommes opposés à l'esclavage et il y fut un instant question de l'abolir. Mais les Etats de la Caroline du Sud et de la Géorgie s'en montraient les zélés partisans : ils préféraient l'esclavage à l'union. Le congrès céda, tout en se réservant de revenir sur sa décision après vingt ans. Il y eut donc dès lors dans l'Union deux sortes d'Etats, ceux du Nord où la traite des noirs était interdite depuis 1787, et ceux du Sud où elle était tolérée pour vingt ans.

Cette distinction était un germe de division introduit au sein même de l'Union, qui devait avoir un jour les conséquences les plus fâcheuses. Le pays se divisa en deux partis : celui des esclavagistes et celui des abolitionnistes. Longtemps le premier fut le plus fort, faute d'un homme qui fût à la tête de l'autre. Enfin le parti de l'abolition de l'esclavage trouva son chef dans Abraham Lincoln. Dès sa première entrée au congrès, Lincoln déposa un bill pour défendre d'une manière absolue la traite des esclaves, et plus tard, dans les élections qui eurent lieu, il choisit toujours pour terrain de la lutte, l'abolition de l'esclavage. Il eut dans Stephen Douglas, l'homme des partisans de la traite, un adversaire politique redoutable, qui savait habilement flatter ses électeurs par les promesses les plus engageantes. Douglas avait de plus une physionomie agréable, qui lui conciliait de prime-abord l'esprit de ses auditeurs. Lincoln, au contraire, d'un extérieur qui n'avait rien d'attrayant, ne savait pas racheter ce défaut par des complaisances pour la multitude. On ne le vit jamais, au cours d'une campagne électorale, faire des promesses ou prendre des engagements.

« Voyez-le, disait-il un jour, en parlant de Douglas, tout le monde est pour lui. Quand on contemple des joues si colorées,des yeux si vifs, on en voit sortir des places, des ambassades, des faveurs ; au contraire, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse avec un grand homme osseux,

triste, dégingandé comme moi? Rien à espérer, ni dîners, ni richesses, ni dignités. »

La raison finit cependant par l'emporter sur la passion, et Lincoln fut acclamé comme candidat à la présidence des Etats-Unis, le 26 mai 1860. La réunion avait eu lieu à Chicago, et, après diverses péripéties, toutes les voix s'étaient réunies sur le nom de Lincoln. Lorsque la nouvelle lui en parvint, il quitta aussitôt ses amis, qui le félicitaient :

« Où allez-vous donc? lui dit-on.

— A la maison, répond-il. Il y a là une brave petite femme qui sera bienheureuse de cette nouvelle. Je veux la lui apprendre le premier. »

L'élection définitive eut lieu le 2 novembre, et Abraham Lincoln y recueillit deux millions de suffrages. L'installation ne devait avoir lieu qu'au mois de mars de l'année suivante. Lincoln attendit paisiblement, à Springfield, le moment de prendre en main les rênes du gouvernement. Pendant ces quelques mois, les solliciteurs affluèrent dans la maison de l'avocat : il se défendit contre des empressements trop intéressés et refusa de faire connaître les hommes qu'il choisirait pour ses fonctionnaires.

Le 11 février 1861, le nouveau président prit le chemin de Washington. Il recueillit presque partout les acclamations des foules, qui saluaient en lui l'homme juste par excellence. Les partisans du Sud cependant tentèrent un coup de main pour l'enlever, lors de son passage à Balti-

more. Le complot fut heureusement déjoué, et Lincoln put arriver sain et sauf à Washington

L'inauguration eut lieu sans incidents fâcheux. Le nouveau président monta sur l'estrade accompagné de M. Buchanau, son prédécesseur, et de M. Douglas, son ancien compétiteur.

« Il s'avance lentement et d'un air inquiet, raconte M. Auguste Polo ; il a retiré son chapeau qui lui semble un pesant fardeau ; il le fait machinalement passer d'une main dans l'autre ; puis, ne sachant comment en disposer, il le place bravement par terre. Mais poussé pas les juges et les sénateurs qui encombrent la plate-forme, il est contraint d'avancer de plusieurs pas, et, conséquemment, de reprendre le malheureux chapeau, dont M. Douglas, son ancien antagoniste, qui a suivi d'un sourire malicieux ce petit manège, finit charitablement par le débarrasser. »

Après avoir lu un discours très bien écrit, Lincoln prêta, entre les mains du juge Taney, le serment exigé par la constitution :

Je jure solennellement de remplir avec fidélité les fonctions de Président des Etats-Unis, et de faire tout ce qui dépendra de moi pour maintenir, protéger et défendre la constitution des Etats-Unis.

La position était des plus critiques. Les hommes du Sud, croyant à un défi dans la nomination de Lincoln à la présidence, proclamèrent la dissolution de l'Union dès le 20 décembre 1860.

De là à la guerre, il n'y avait plus qu'un pas. Le pas fut bientôt fait, et, le 12 avril 1861, le général Beauregard, au nom du Sud, ouvrit le feu contre le fort de Sunter, où flottait le drapeau de l'Union. Tout était dans le plus complet désarroi dans le gouvernement central : il n'y avait ni argent, ni munitions, ni armée, ni marine. Les partisans du Sud étaient en majorité dans le précédent ministère ; ils en avaient profité pour favoriser les desseins de leurs complices. Le ministre de la guerre avait vendu une partie des armes sur les marchés du Sud et transporté presque tout le reste dans les arsenaux qui se trouvaient dans les Etats prêts à s'insurger. L'armée fédérale était anéantie, et il restait à peine assez de soldats pour protéger la capitale contre un coup de main. La flotte avait été envoyée dans des ports lointains, d'où l'on ne pouvait ni facilement ni promptement la rappeler.

En prenant le pouvoir, Lincoln acceptait une terrible responsabilité ; mais il voulait sauver le principe de l'Union menacé par les dissidents. Ce fut même le seul but vers lequel il dirigea tout d'abord ses efforts : il ne fut point question à ce moment de l'abolition de l'esclavage, que les gens du Nord ne songeaient pas à imposer de force à ceux du Sud. La politique changea plus tard, quand la résistance désespérée des partisans du Sud et les succès des armées du Nord eurent apporté un changement dans les idées. Lincoln put alors proposer et faire accepter une

loi constitutionnelle qui interdisait d'une manière absolue l'esclavage sur tout le territoire de l'Union. Nous ne suivrons pas Lincoln dans toutes les péripéties de cette lutte gigantesque, semée de succès et de revers, dans laquelle le Nord employa deux millions et demi d'hommes.

Le président fit appel aux hommes dévoués à la cause de l'Union. Par une politique adroite, il chargea des emplois les plus importants ses compétiteurs à la présidence. Pour donner une idée de leur activité, il suffit de dire qu'à la fin de la première année, ils avaient pu lever et entretenir sur le pied de guerre une armée de près de huit cent mille hommes; qu'ils avaient monté cinq cent cinquante-neuf vaisseaux de guerre, et qu'après quatre années d'une lutte acharnée et meurtrière, l'armée du Nord comptait un million soixante-douze mille hommes.

Si Lincoln n'était pas à même de conduire une armée, parce qu'il ne connaissait pas le métier de la guerre, du moins il sut choisir d'habiles généraux et donner d'utiles conseils. Il ne craignait pas de se rendre, seul et à pied, au camp du Potomac pour étudier de ses yeux tous les détails de l'administration militaire, se rendre compte par lui-même des dispositions de l'armée, et encourager par de bonnes paroles les officiers et les soldats.

Pendant ces dures années de guerre civile, l'attention du pays fut concentrée sur les opérations

militaires, la politique et le commerce furent en suspens, de telle sorte que toute histoire de la présidence d'Abraham Lincoln se réduit à peu près aux récits des opérations militaires. Il nous faut cependant dire un mot de sa vie intime, alors qu'il présidait aux destinées d'une grande nation.

Le président de la République, aux Etats-Unis, ne ressemble guère au personnage que nous décorons de ce nom en France. La Maison-Blanche, qui lui sert de logement, ne rappelle en rien le palais de l'Elysée. Les habitudes du chef du gouvernement sont tout à fait différentes de l'autre côté de l'Océan de ce qu'elles sont sur les bords de la Seine. Là on a supprimé tout ce que l'on a pu de l'étiquette, pour s'en tenir aux strictes convenances.

Lincoln, plus encore que ses prédécesseurs, se laissait aller à cette familiarité qui s'accorde si bien avec le sans-gêne du caractère américain. Cinq fois par semaine, de midi à quatre heures, les portes de ses appartements s'ouvraient indistinctement à tous les visiteurs, quels qu'ils fussent. Il n'y avait jamais de demandes d'audience au préalable, par conséquent point de refus. Le Président écoutait avec attention toutes les demandes qui lui étaient adressées, répondait avec bonté et égayait la conversation par quelques bons mots, ou par des anecdotes familières et piquantes. L'histoire nous a gardé le récit de quelques-unes.

Un gentleman était venu lui demander une passe pour Richmond. « Très bien, répond Lincoln, je serais très heureux de vous obliger si mes passes étaient respectées; mais le fait est, Monsieur, que j'ai depuis deux ans délivré deux cent cinquante mille passes à mes soldats pour entrer dans la capitale des confédérés et que pas un n'a réussi. »

Un jour un fermier se plaignait des officiers de l'armée, qui lui avaient pris son foin et avaient encore mis ses chevaux en réquisition.

« Eh quoi ! mon cher Monsieur, reprit doucement Lincoln, comment voulez-vous que je pense à de pareilles choses ? S'occuper de ces affaires-là ! vingt présidents n'y suffiraient pas.

— Donnez-moi seulement, reprenait le solliciteur, un mot de votre main pour le colonel.

— Ah ! ah ! répartit Lincoln, vous me rappelez l'histoire de Jack Chase de l'Illinois. C'était le plus habile homme de la contrée pour conduire un radeau à travers les rapides et entrer droit dans le chenal. Un jour on lança sur le fleuve un bateau à vapeur ; Jack (il est mort maintenant, le pauvre garçon !) en fut nommé capitaine.

« Au premier voyage le bateau fut en grand danger, et, dans le moment où toute la vigilance du capitaine était nécessaire au salut de l'équipage et des passagers, un enfant se mit à crier : Capitaine, capitaine ! arrêtez, j'ai laissé tomber ma pomme dans la rivière. »

Le fermier comprit la leçon et n'insista plus.

Abraham Lincoln conserva, au milieu des honneurs, un désintéressement d'autant plus méritoire qu'il est plus difficile et plus rare, et cet esprit de dévouement qui l'avait fait surnommer autrefois l'honnête Abe. Deux faits choisis entre un grand nombre nous en fourniront la preuve.

Le président des Etats-Unis ne reçoit qu'un traitement de 125.000 francs. Pendant la guerre civile le gouvernement avait mis en circulation du papier-monnaie dont la valeur avait bientôt diminué de moitié, à cause de la quantité. Les ressources du président se trouvaient par là même singulièrement affaiblies. Le congrès lui offrit de le payer en or, mais il refusa énergiquement.

Le correspondant d'un journal belge raconte qu'il surprit un jour le président occupé à compter un paquet de *Greenbacks,* des billets de un dollar.

« Vous me voyez, Monsieur, dit Lincoln, occupé à une besogne qui n'est pas dans mes habitudes; c'est qu'un président a une masse de petits devoirs qui ne sont ordonnés ni par la constitution ni par le congrès, comme ce que je fais en ce moment.

« Ces papiers appartiennent à un pauvre nègre, garçon de recette au trésor, qui est malade de la petite vérole. On l'a conduit à l'hôpital et il ne peut toucher son gage, parce qu'il ne sait pas signer son nom.

« J'ai eu beaucoup de peine à surmonter cette

difficulté et à toucher pour lui; j'ai fini par réussir et je lui divise cela en paquets de trois que je mets sous enveloppe de ma main, suivant son désir. Il ne serait pas sûr d'avoir son compte, s'il ne savait pas que je l'ai fait moi-même. »

Lorsque les quatre années de la présidence de Lincoln furent expirées, on songea à une nouvelle élection. Le président avait ses partisans, qui voulaient lui continuer ses pouvoirs, comme aussi ses ennemis, qui avaient jeté leurs vues sur un autre homme. Cet homme était Mac Clellan, un jeune général de beaucoup d'avenir, assez estimé par le président, mais qui avait vu sa carrière militaire brisée pour avoir voulu imposer ses vues politiques au gouvernement. Mac Clellan était le candidat de l'opposition. La lutte fut vive, mais elle se termina par la victoire des partisans de l'Union. Elle fut de courte durée, hélas !

Le 4 mars Lincoln inaugurait sa seconde présidence; le 5 avril suivant, Richmond, la capitale des rebelles, est pris ; le président y fait son entrée le 7, et sept jours après, le 14, il y meurt assassiné. C'était le vendredi saint; on jouait au théâtre une pièce fort en vogue, le *Cousin d'Amérique*. Lincoln assistait à la représentation dans une loge séparée, en compagnie de Mme Lincoln, du major Rathburn et de miss Clara Harris.

Lorsqu'on commençait le troisième acte, un coup de pistolet retentit du côté de la loge du président; tous les regards s'y portent. Un hom-

me apparaît sur le bord de la loge, brandissant un poignard, et s'écrie : *Sic semper tyrannis* (1) ! Il se précipite sur la scène, la traverse sans être inquiété et s'enfuit par les portes détournées du théâtre. L'étonnement était à son comble; on se demandait ce qui était arrivé. Les cris de Mme Lincoln et de mis Harris apprirent bientôt la triste vérité. On se précipita dans la loge présidentielle, Lincoln était étendu sans mouvement, la tête traversée par une balle de pistolet ; il respirait encore. Cependant, malgré les soins intelligents qui lui furent prodigués, il ne put reprendre connaissance et il expira le lendemain, 15 avril, vers sept heures vingt minutes du matin.

Au moment même où ce meurtre s'accomplissait au théâtre, un second assassin se présentait au domicile de M. Seward, ministre des affaires étrangères, blessait grièvement son fils Frédéric Seward, qui voulait s'opposer à son passage, et frappait le ministre alité de deux coups de couteau à la gorge et de deux autres au visage. Après une courte lutte avec les domestiques et le major Seward, fils aîné du ministre, il parvenait également à s'échapper.

On se trouvait en présence d'un vaste complot parfaitement organisé, qui devait aboutir à l'anéantissement de tous les membres du gouvernement. Le chef, nommé Booth, avait tout disposé dans la loge du président pour la réussite de son crime et pour son évasion.

(1) Qu'ainsi soient toujours traités les tyrans.

On fut assez longtemps à retrouver ses traces, malgré les fortes primes promises à ceux qui indiqueraient le lieu de sa retraite. Après bien des recherches, les soldats du colonel Baker parvinrent à le cerner dans une grange où il s'était réfugié avec Harrold, un de ses complices ; ils les menacèrent d'y mettre le feu, s'ils refusaient de se rendre. Sur leur refus, le feu fut allumé à la grange. Harrold, craignant d'être brûlé vif, se constitua prisonnier. Booth, resté seul, rassembla toutes ses forces, et, un révolver en chaque main, se précipita sur la clôture qui fermait l'entrée du bâtiment. Il était parvenu à enfoncer une planche, et allait sortir par cette ouverture, quand un sergent qui ne voulait pas exposer inutilement sa vie et celle de ses hommes, lui déchargea un coup de pistolet dans la tête. Booth vécu deux heures, dans des souffrances horribles, demandant en grâce qu'on l'achevât par un coup de pistolet dans le cœur. Son corps fut, dit-on, jeté à la mer.

Quant à Lincoln, on lui fit de splendides funérailles à Washington. Son corps fut ensuite transporté à Springfield où il devait être inhumé. Il fallut s'arrêter dans toutes les villes que l'on traversait pour satisfaire les désirs empressés de la population.

Abraham Lincoln emporta avec lui les regrets des peuples de l'Amérique et l'estime des hommes d'Etat du monde entier.

Voici l'éloge qu'on adressa à sa mémoire au Corps législatif français :

« Appelé à diriger les affaires dans un moment de crise à jamais mémorable, M. Abraham Lincoln s'était maintenu à la hauteur de sa difficile mission. Après avoir montré son inébranlable fermeté dans la lutte, il semblait, par la sagesse de son langage et de ses vues, devoir amener bientôt entre les enfants de la patrie américaine une féconde et durable réconciliation. Ses derniers actes sont le couronnement de sa vie d'honnête homme et de grand citoyen. »

A. Tachy.

FIN.

BOIELDIEU

1775-1834



I

« Toute œuvre d'art, a dit Cousin, quelle que soit sa forme, petite ou grande, figurée, chantée ou parlée, vraiment belle ou sublime, jette l'âme dans une rêverie gracieuse ou sévère qui élève vers l'infini. L'émotion que produit le beau tourne l'âme de ce côté; c'est cette émotion bienfaisante que l'art procure à l'humanité. »

Voilà pourquoi c'est une si grande chose que l'art, et pourquoi aussi il doit être traité avec gravité et respect. Si l'art, infidèle à sa mission suprême de faire tressaillir les nobles facultés de l'âme, d'être l'auxiliaire de la vertu, ne cherche plus qu'à plaire, à flatter les passions ou les instincts mauvais, sa puissance de démoralisation est effrayante. Pourquoi ne point l'avouer? N'est-ce pas un certain art qui a poussé à la perversion de l'humanité?

Pour ne parler que de la musique, à l'heure présente, le palais parisien où elle trône en souveraine, l'Opéra, comment l'appeler, dans le

langage chrétien, sinon l'école du sensualisme, le temple du plaisir? Les esprits légers disent : l'art purifie tout. Non ; l'art n'est divin que lorsqu'il élève les âmes. Mais quand il les abaisse, les avilit; quand, prêtant son charme à des œuvres scéniques scandaleuses, il tend à exalter, à ennoblir, à excuser au moins les plus graves atteintes aux lois sacrées de la pudeur, de la religion, de la famille, de la société, honte à lui ! Il n'est plus qu'un transfuge passé sous le drapeau du mal; il fait l'œuvre du corrupteur et mérite l'indignation vengeresse dont les âmes élevées poursuivront toujours quiconque conspire contre la vertu et le devoir.

Lorsque F. Ozanam, dans la floraison charmante de sa première jeunesse et déjà de son talent, arriva comme étudiant à Paris, il était porteur d'une lettre de recommandation pour Chateaubriand. Celui-ci reçut le jeune homme d'une manière aimable, a raconté le P. Lacordaire, et après bien des questions, lui demanda s'il avait l'intention d'aller au spectacle. Ozanam surpris hésitait entre la promesse faite à sa mère de ne pas mettre le pied au théâtre et la crainte de paraître puéril à son noble interlocuteur. Il se tut quelque temps. Chateaubriand le regardait toujours, comme s'il eût attaché un grand prix à sa réponse. A la fin la vérité l'emporta, et l'auteur du *Génie du Christianisme* se penchant vers Ozanam pour l'embrasser, lui dit affectueusement : « Je vous conjure de suivre le conseil de

votre mère, vous ne gagneriez rien au théâtre, et vous pourriez y perdre beaucoup. » Cette réponse demeura comme un éclair dans la pensée d'Ozanam. Et lorsque ses camarades, moins scrupuleux que lui, l'engagaient à les accompagner au spectacle, il s'en défendait par cette phrase de réserve : « M. de Chateaubriand m'a dit qu'il n'était pas bien d'y aller. »

Au commencement de cette biographie d'un illustre compositeur dramatique, nous tenions à rappeler la parole de Chateaubriand. Si le nom de Boieldieu est destiné à resplendir à jamais glorieusement dans les fastes de l'art, il faut le reconnaître, la plupart des librettis que l'auteur de la *Dame blanche* a enrichis de ses brillantes partitions ne renferment point toujours des scènes à proposer en exemples ni même à faire contempler à tous. Ce point important réservé, abordons la biographie du célèbre artiste que nous pourrons louer d'autant mieux à notre aise.

II

Compatriote de Corneille, François-Adrien Boieldieu naquit à Rouen, le 16 décembre 1775. Enfant de chœur de la cathédrale dès l'âge le plus tendre, comme Grétry, Méhul, Gossec, tant d'autres parmi nos gloires musicales, il grandit à la fois dans la piété et dans l'art. Surtout pour les âmes délicates, les émotions premières sont

profondes. Développés au milieu des mélodies sacrées, peut-être la voix, le talent musical de Boiedieu en gardèrent-ils ce cachet de grâce exquise qui devait être la caractéristique de la manière de l'artiste.

La cathédrale de Rouen avait alors pour maître de chapelle et organiste, un savant contrapointiste, élève de Desmazures et du célèbre P. Martini de Bologne; il se nommait Broche.

Broche entendit chanter le jeune Boiel, comme on l'appelait, et le demanda pour élève à son père, secrétaire de l'archevêché et ami passionné des arts.

Malheureusement, si Broche était un maëstro distingué, il était aussi un de ces types d'artistes, selon le poète,

Qui dînent de l'autel et soupent du théâtre.

Il y avait plus : hôte assidu du joyeux cabaret qui portait pour enseigne : AU CHAUDRON, maître Broche cherchait l'inspiration *inter pocula*, et, en chantant la dive bouteille, revenait souvent titubant au logis.

— Qu'est-ce qu'une *quinte ?* demande un jour, en rentrant, l'organiste à petit Boiel. L'enfant ne sait que répondre. Maître Broche alors de le saisir par le bras et de le jeter sur l'escalier à lui rompre les os. Monte, lui crie-t-il, et il lui fait gravir cinq marches sur les mains : à chaque marche, le maître disait : la main droite est un *ut,* la main gauche un *ré,* etc., etc. Arrivé au *sol:*

Combien as-tu monté de marches ? — Cinq marches, répondit l'enfant. — Tu vois donc, grosse bête, que de *ut* à *sol*, il y a une *quinte*.

Cependant la vocation musicale de l'enfant était étonnante, ses progrès prodigieux. A sept ans Boiel touchait du clavecin ; à neuf ans, il improvisait sur l'orgue ; il ne tarda pas d'essayer la composition de sonates, de romances

Par un jour de grande fête patronale, a raconté un biographe rouennais, les fidèles s'étaient portés en foule à la cathédrale, la messe allait commencer, et maître Broche, qui s'était peut-être oublié la veille au *Chaudron*, n'était pas à l'orgue. Le petit Boiel prit en tremblant sa place, et bientôt, malgré son émotion, se laissant aller à son inspiration contenue jusque-là, il tira de l'instrument des accords si suaves et si doux, sa mélodie monta vers Dieu en accents si célestes, que l'office parut trop court, et qu'il fut parlé dans toute la ville de la manière dont Broche s'était surpassé. Mais bientôt on sut que ce n'était pas lui qui avait touché l'orgue, et l'élève et le maître, encouragés par ce premier succès, reprirent leurs études avec ardeur.

Une grande récompense avait été promise à Boiel par Broche : une carte d'entrée au théâtre où l'on jouait un opéra en vogue de Grétry. Enthousiasmé, Boiel sentit vibrer dans son âme une fibre nouvelle ! « Et moi aussi, je suis musicien ! » s'écria-t-il avec transport.

Depuis lors un rêve, une idée fixe, le hanta :

trouver le moyen d'aller à Paris, capitale de la grande musique.

Un accident devait hâter son départ. Un jour, par mégarde, il laissa tomber une goutte d'encre sur le clavecin de son maître. Aussitôt, épouvanté des suites possibles de sa faute, vu le caractère de Broche, Boiel se décide. Il serre à la hâte dans sa poche dix-huit francs gagnés à accorder des pianos, puis attend la nuit. Quand neuf heures sonnèrent à la cathédrale, seul, à pied, se cachant comme un criminel, Boiel prit la route de Paris. Quelques jours après, non sans avoir connu une série d'aventures, crotté jusqu'à l'échine, le futur artiste faisait son entrée dans l'immense capitale : « Bientôt, se dit-il tout bas, je serai quelque chose dans cette ville-là ! »

Or, dans cette ville-là, au bout de quelques jours, les dix-huit francs de Boiel s'en étaient allés à vau-l'eau. Après sa dernière pièce, il fut chassé durement de la maigre hôtellerie qui lui avait prêté gîte.

Seul, inconnu, que faire ? Le voilà errant au hasard dans l'immense cité, sentant à chaque pas s'éloigner l'espérance et approcher la faim. Il longeait la Seine depuis assez longtemps ; déjà la pensée lui venait de s'y jeter, lorsque tout à coup une voix l'appelle par son nom. Boiel se retourne, c'était Delyer, le brave et vieux serviteur de sa famille qui arrivait à cheval, envoyé à sa recherche et à son secours. Le secrétaire de l'archevê-

ché de Rouen venait d'épouser en secondes noces la sœur de M. Mollien, plus tard comte et pair de France, et s'était décidé à ne plus contrarier les désirs de son fils : il lui envoyait de l'argent et surtout une lettre de M. Mollien recommandant le jeune musicien à sa femme, alors à Paris. Mme Mollien accueillit Boiel dans sa maison, l'entoura de soins, bientôt l'aima comme un fils : Boieldieu pût se livrer pleinement à ses études favorites.

III

Le premier essai du jeune artiste fut un chant populaire composé en 93, à Rouen, où les événements politiques avaient ramené Boieldieu. Le succès fut magnifique. Ravi, Boieldieu père écrivit pour son fils les livrets de deux opéras que ce dernier mit en musique. Tous deux firent sensation au théâtre de Rouen : *la Fille coupable* (novembre 1793), *Rozalie et Myrza* (28 octobre 1795).

Boieldieu dès lors eut l'espoir d'escalader la scène d'un théâtre à Paris. Muni d'une recommandation de Garat, il vint se présenter chez Jadin. Cœur d'or, Jadin, qui ne le connaissait point, reçut Boieldieu comme un frère, pendant dix mois lui fit partager sa table; son logement, le mena chez tous les artistes en renom : Rode, Lamare, etc., et surtout le fit lier d'amitié avec la famille Erard.

La maison Erard, dit Fétis, célèbre dans toute l'Europe pour la facture des instruments, était alors le rendez-vous de tous les artistes. Boieldieu y fut gracieusement accueilli et les chefs de cette maison lui aplanirent les difficultés de la carrière musicale. La fréquentation des maîtres perfectionna son goût, lui fit comprendre la nécessité d'achever des études qu'il n'avait qu'ébauchées ; sa rare aptitude lui faisait saisir à demi-mot les observations faites par Méhul et Chérubini. La réputation de Boieldieu commença par des romances chantées par Garat dans les salons avec un talent inimitable, elles firent fureur. La fortune n'était point là cependant; notre artiste était si peu dans l'aisance alors, qu'ayant à donner un concert, il fut contraint d'emprunter un habit à un de ses amis. Comme la réunion prenait fin, Boieldieu acclamé par le public sortait modestement de la salle, lorsqu'au milieu des félicitations, des applaudissements de l'auditoire, cette exclamation perçante et étrange se fit entendre : « Adrien, Adrien, surtout prends bien garde à mon habit ! »

La Famille suisse fut le début dramatique de Boieldieu. Représenté sur une scène de premier ordre, à l'Opéra-comique Feydeau, cet opéra réussit, dit un auteur contemporain, au point de lutter pendant trente représentations contre la *Médée* de Chérubini.

Mais le génie de Boieldieu se révéla surtout l'année suivante dans *Zoraïme et Zulnare*, pro-

duction extrêmement remarquable. « Des mélodies faciles, gracieuses et spirituelles, dit Fétis, une instrumentation remplie de jolis détails, un sentiment juste de la scène, telles sont les qualités qui distinguent cet opéra. » Boieldieu, à vingt-deux ans, avait pris rang parmi les maîtres de l'école française qui portaient alors ces beaux noms : Grétry, Dalayrac, Méhul, Chérubini, Berton, Bruni, etc.

La Convention avait voté, par une loi du 16 thermidor an III, la création du Conservatoire. Boieldieu y fut nommé professeur de piano, et plus tard de composition.

En même temps il avançait dans la carrière dramatique avec un rare bonheur, par les opéras de *Beniowski* et du *Calife de Bagdad*.

C'est après une représentation du *Calife* que Chérubini rencontrant Boieldieu dans les couloirs du théâtre le prit par le collet, et avec sa rude franchise : « Malheureux, lui dit-il, n'es-tu pas honteux d'avoir de si beaux succès et de faire si peu pour les mériter ? »

« Je restai stupéfait de l'apostrophe, a raconté Boieldieu, ma repartie n'arriva pas ; mais lorsque Chérubini m'eut quitté, sentant tout ce que ses reproches avaient de fondé, je ne tardai pas à me rendre près de lui pour réclamer ses conseils. Il fut arrêté qu'il m'emmènerait à sa campagne de Saint-Just, et que là il me ferait *broyer du noir ;* ce que je fis en effet pendant deux saisons. Après cela, je sus mon affaire, mais je

cessai d'être heureux : car vous ne vous figurerez jamais avec quelle facilité je composais un opéra avant d'en connaître les difficultés. Sans Chérubini, j'ignorerais probablement encore que la science n'enlève rien à l'expression ; mais je devins moins fécond : de 1795 à 1800, j'avais donné huit opéras, il me sembla que tout mon passé allait m'être reproché ; je fis donc une halte, une halte d'étude de plusieurs années, pour ne reparaître qu'avec *ma Tante Aurore*, mon premier ouvrage de savant, quoique je ne le fusse pas encore. »

Chérubini était d'une écorce rude et sévère. A une première sollicitation il ne manquait presque jamais de répondre avec brusquerie : *Non, non, ça né sé peut pas, ça né sé peut pas.* Aussi un jour que Chérubini opposait un refus net à une demande que Boieldieu lui adressait pour la première fois : « Oh ! mon cher Chérubini, lui dit celui-ci, quel malheur que votre second mouvement ne vienne jamais avant le premier ! Ce serait si agréable pour ceux qui ont affaire à vous ! » Mais Boieldieu savait retourner le maëstro ; il en obtenait tout ce qu'il voulait.

IV

Au milieu de ses études théâtrales, Boieldieu s'était violemment épris d'une danseuse de l'Opéra, Clotilde Mafleurai, alors célèbre sous le

prénom de Clotilde pour sa beauté et aussi pour sa légèreté.

Le compositeur finit par lui offrir sa main, et l'union fut célébrée le 19 mars 1802. Mais à peine mariée, Clotilde reprit sa vie première de liberté. Boieldieu, qui avait rêvé le bonheur de la vie de famille, ouvrit enfin les yeux et, blessé jusqu'au fond de l'âme, se sépara de sa femme pour ne la revoir jamais. Le séjour de Paris lui devint en même temps insupportable ; il espéra trouver l'oubli dans un voyage lointain. Saint-Pétersbourg était alors la Californie des artistes ; pour les attirer, le Czar bâtissait des ponts d'or, pavait les chemins de roubles. Boieldieu partit pour la Russie. A peine parvenu aux frontières de l'empire, il reçut un message de l'empereur Alexandre ; le Czar venait d'apprendre son arrivée dans ses Etats, et, comme bienvenue, lui offrait le titre de maître de chapelle de la cour (1). Les plus grands honneurs attendaient Boieldieu à Saint-Pétersbourg. L'Empereur le reçut au palais de l'Hermitage, où une fête splendide avait été préparée. Dans une salle étincelante de lumières, en présence de la cour impériale au grand complet, de la plus haute société russe, on exécuta le *Calife de Bagdad*. L'artiste placé à l'orchestre, selon l'invitation impériale, écoutait sans oser se retourner; derrière lui, l'Empereur debout battait des mains de toutes ses

(1) *Jules Janin.*

forces, donnant à tous l'exemple des applaudissements.

Un traité sur les bases suivantes fut conclu entre l'empereur Alexandre et Boieldieu : 1° Boieldieu s'engageait à fournir à Alexandre trois opéras nouveaux par an, composés expressément pour lui ; 2° Alexandre fournirait à Boieldieu trois poèmes français, destinés à être mis en musique ; 3° pour l'exécution de ce traité, Alexandre, empereur, mettait à la disposition de Boieldieu, compositeur, toutes les forces dramatiques de son empire. Cette alliance entre l'artiste et le souverain stipulait en outre, pour le compositeur, des appointements fort honorables.

Les principaux ouvrages composés par Boieldieu en Russie furent : *Aline reine de Golconde, Télémaque, les Voitures versées, la jeune Femme colère*, 4 autres opéras ; plus, des chœurs nouveaux pour l'*Athalie* de Racine. Interprétés par les belles et puissantes voix de cent chantres de la chapelle impériale, ces chœurs produisirent un effet saisissant, grandiose. Ils furent chantés à Paris, au Théâtre-Français, en 1838, et Fétis a écrit : « Je considère ces chœurs comme une des plus belles compositions dues au talent de Boieldieu. »

En 1811, voyant des nuages s'amonceler à l'horizon entre la Russie et la France, l'artiste sollicita et obtint un congé pour revoir sa patrie.

Il était au moment du départ, lorsque la police vint l'arrêter comme conspirateur. La police

russe, on le sait, est ombrageuse. Depuis quelque temps, elle remarquait de petites caisses expédiées par Boieldieu à Paris et marquées avec des signes mystérieux. Ne s'agissait-il pas d'une correspondance chiffrée? On examine, on s'agite, on commente, on s'ingénie pour déchiffrer l'énigme. A la fin, on crut avoir découvert. Une première caisse avait porté la suscription : *si;* la seconde : *mi;* la troisième : *sol;* traduction indéniable : *si* voulait dire six; *mi*, mille ; *sol*, soldats : *six mille soldats*. Il y avait donc une conspiration dans laquelle trempait le maître de chapelle ; il était en correspondance avec les ennemis de l'Empereur. Un immense éclat de rire fut la réponse de Boieldieu au chef de la police : les caisses contenaient de la musique; pour éviter la confusion des morceaux divers d'une grande partition, le compositeur en avait numéroté les caisses avec les notes de la gamme. Il n'en fallut pas moins détromper *de visu* la douane russe, ouvrir les caisses et supprimer les notes ; après quoi Boieldieu put partir.

V

Son retour à Paris fut une fête pour les dilettanti dont il ne trompa point l'attente. L'artiste se mit au travail avec une ardeur infatigable et produisit une série continue de chefs-d'œuvre.

Après *Rien de trop* (1811), *Jean de Paris* (1812) obtint un retentissement énorme et fit, plusieurs

mois durant, accourir la foule. En 1813, parut le *Seigneur du village.* L'instrumentation, dit un critique, en était élégante, vive, habile ; la mélodie fraîche, spirituelle, variée, gracieuse. La même année, en collaboration avec Cherubini, Catel et Nicolo, Boieldieu fit représenter *Bayard à Mézières. Les Béarnais, la Fête du village voisin* parurent en 1814 et 1816. En 1817, un fauteuil était devenu vacant à la section de musique de l'Institut, par la mort de Méhul ; élu pour l'occuper, Boieldieu se surpassa lui-même dans la composition du *Petit Chaperon rouge*, qu'il appelait son discours de réception. C'est du reste un côté remarquable de l'histoire du grand compositeur, que son talent fût en ascension constante ; chez lui, chaque œuvre montre une difficulté franchie, un pas de plus accompli vers l'idéal ; chacun de ses opéras semble une préparation à la composition admirable où il devait combler la mesure de son génie, produire son suprême et immortel chef-d'œuvre : *La Dame blanche.*

La Dame Blanche, livret de Scribe, travaillée pendant quatre ans, fut représentée pour la première fois le 10 décembre 1825. La soirée, dit Pougin, ne fut qu'une longue acclamation, interrompue de distance en distance par un incident flatteur. Lorsque les noms des auteurs eurent été proclamés, à la fin de la séance, et que le nom de Boieldieu eut provoqué un tonnerre d'applaudissements, toute la salle demanda le

compositeur. Fatigué outre mesure, Boieldieu qui, du reste, n'était pas en costume, refusait de se prêter à une ovation. Des amis s'emparent alors violemment de lui, et l'entraînent de force devant les spectateurs; à sa vue, la salle faillit s'écrouler sous le bruit frénétique des applaudissements.

Cependant tout n'était point fini. Le compositeur qui logeait dans la même maison que Rossini et juste au-dessus de lui, venait de rentrer, lorsque l'orchestre de l'Opéra-comique arriva sous ses fenêtres, pour lui donner une sérénade. Boieldieu surpris ne savait comment répondre à cette attention. Quand il voulut faire monter chez lui les artistes pour les remercier : — Mais, mon cher Boieldieu, lui cria Rossini, jamais tout ce monde ne pourra entrer chez-vous; si vous le permettez, je vais faire entrer chez moi, je mets ma terrasse à votre disposition. Boieldieu accepta et la réception eut lieu chez Rossini. Celui-ci, faisant à Boieldieu l'éloge de sa nouvelle partition, lui dit que c'était un modèle du genre, et tel qu'aucun compositeur italien, sans l'excepter lui-même, n'en eût pu écrire de semblable. — « Ah ! mon cher ami, répliqua le compositeur, dans un jour si heureux pour moi, où j'ai lieu d'être si satisfait, vous n'allez pas vouloir me faire rougir ? Souvenez-vous, continua-t-il en lui montrant l'escalier, que je ne suis jamais au-dessus de vous que quand je vais me coucher. »

La *Dame Blanche* est une œuvre exceptionnelle, unique peut-être dans le monde, pour l'enthousiasme qu'elle a soulevé partout, pour les sympathies qu'elle s'est attirées dans toutes les écoles, enfin pour l'universalité et la continuité d'un succès qui s'est affirmé dans tous les pays et qui, en France, s'est traduit, en l'espace d'un demi-siècle, par une série de plus de treize cents représentations (1).

La *Dame Blanche* fut l'apothéose du génie de Boieldieu. D'éclatants, d'unanimes hommages couronnèrent l'auteur : le conseil municipal de Rouen fit frapper à l'effigie de son immortel compatriote une médaille d'or ; Charles X lui envoya deux magnifiques vases de Sèvres ; le ministre lui accorda une pension de 1.200 francs ; l'orchestre de l'Opéra-comique s'était cotisé pour lui offrir une riche tabatière.

VI

Un nouvel opéra ne tarda pas à être demandé à Boieldieu, après son triomphe : *Les deux nuits*, libretto de Bouilly. La propriété de la partition musicale fut achetée d'avance par Janet et Catel, pour la somme énorme de trente mille francs ; mais les défauts du poème attirèrent à l'opéra un échec qui fut poignant pour Boieldieu.

Quant à la popularité de l'illustre compositeur,

(1) A. Pougin : *Boieldieu.*

elle était déjà universelle et d'autant plus grande qu'on estimait en lui l'homme autant que l'artiste. D'une obligeance spontanée, d'une charité inépuisable, à tout propos, à tout venant, il donnait, donnait toujours, sans songer à lui-même. Sa douceur allait jusqu'à l'extrême condescendance. Ses domestiques négligeaient-ils le balayage *à fond* qu'il leur recommandait souvent? sans se fâcher, chose trop difficile, il prenait la peine de le faire lui-même.

Boieldieu voyageant dans une ville du midi, on voulut jouer en son honneur *Jean de Paris*. Prié d'assister à la répétition pour y faire ses remarques, il s'y rend et prend place sur le théâtre. L'ouverture commence : portant la main à son oreille, il se penche. Enfin, comme ses doutes se convertissaient en certitude, s'adressant au chef d'orchestre : « Pardon, Monsieur, dit-il, mais il me semble que je n'entends pas les trompettes. » — « Bien, bien, Monsieur Boieldieu, reprend celui-ci avec embarras, ne faites pas trop attention ; que voulez-vous, dans une ville comme la nôtre, on ne peut pas ne pas avoir de trompettes dans l'orchestre ; or, comme elles nous manquent pourtant en ce moment, on a pris ces deux figurants qui soufflent et qui, pour satisfaire le public, font semblant de jouer : après tout, il faut bien contenter tout le monde. » — C'est juste, reprit Boieldieu qui, sans sourciller, se remit à écouter la répétition.

Le premier acte étant à moitié exécuté, comme

le sénéchal ne faisait pas une note .e son rôle, Boieldieu fit arrêter et lui adressa une observation juste, mais courtoise. — « Monsieur Boieldieu, reprit vivement celui-ci, quand on a de ça (il montrait son oreille), on n'a jamais besoin d'apprendre un rôle. Moi, je fais tout indistinctement, tantôt la partie du ténor, tantôt celle de la première chanteuse; tantôt la mienne, et j'arrive toujours et quand même. »

— « Parfait ! » reprit froidement le compositeur qui avait jugé le personnage, et l'on continua comme si de rien n'était (1).

Dans une autre ville de France où le maître était de passage, le directeur d'un théâtre, pour fêter la présence de Boieldieu, fit annoncer le spectacle de la manière suivante : « En l'honneur de M. Boieldieu, on donnera ce soir sur le théâtre de la ville une grande représentation extraordinaire de la *Dame Blanche*. Nota bene : Vu l'absence des musiciens, les parties du chant seront remplacées par un dialogue vif et soutenu. »

Boieldieu se prêta à tout.

Le grand compositeur pourtant ne fut point sans faiblesses. L'une d'elles fut le désir extrême de la croix d'honneur qu'il convoita jusqu'à la sollicitation la plus suppliante. Il l'obtint enfin, en 1825, de Louis XVIII, et fut au comble de ses vœux.

Mais dès qu'il fut décoré, Boieldieu s'aperçut

(1) H. de Sanneberg : *Le Centenaire de Boieldieu.*

que Catel ne l'était pas. Comme il dinait peu de jours après chez le duc de la Rochefoucauld, alors ministre, et que tous les convives portaient leurs insignes : « Monsieur le duc, dit-il, se penchant à son oreille, est-ce qu'il n'y a pas ici quelque chose qui vous choque ? » Et il désignait des yeux Catel dont la contenance était embarrassée. — « Vous avez raison, reprit vivement le duc qui comprit aussitôt, et je vous remercie. »

Quelques jours après, Catel était décoré.

— « C'est un mauvais service que tu m'as rendu, dit-il à Boieldieu. On ne saura plus désormais comment me reconnaître à l'Institut. Quand on voulait me désigner à quelqu'un qui ne me connaissait pas, on lui disait : Tenez, M. Catel, c'est ce monsieur là-bas, celui qui n'a pas la croix d'honneur; maintenant je serai perdu dans la foule. »

— Eh bien, reprit Boieldieu, porte-la par amitié pour moi. Je n'osais plus sortir avec toi. J'étais humilié lorsqu'on nous rencontrait ensemble. »

Nous avons dit combien Boieldieu avait été malheureux de son premier mariage. En 1812, il voulut convoler à de secondes noces, en obtenant le divorce. Napoléon Ier apprit sa tentative judiciaire : « Puisqu'il a épousé une danseuse, dit-il, qu'il la garde pour sa punition. » Boieldieu dut attendre. La danseuse Clotilde mourut le 16 décembre 1825, six jours après la représentation de la *Dame Blanche*, et le cinquantième anni-

versaire de la naissance de son mari. Le 22 janvier 1827, celui-ci épousa Mme Philis Bertin, veuve d'un acteur de l'Opéra-comique. Mme Philis Boiedieu survécut de dix-neuf ans à son mari et mourut à Paris le 10 décembre 1853.

Pour Boieldieu le rêve du bonheur était celui de la famille; son affection pour ses enfants, pour son fils Adrien surtout en qui il espérait un héritier de son talent, était l'âme de sa vie. Trois mois avant de mourir, le compositeur débordant de tendresse lui écrit des Eaux-Bonnes : « J'ai beau embrasser ton petit portrait tous les matins, causer avec lui, lui dire combien je suis triste loin de toi, cela ne me suffit pas ; il faut que je t'écrive pour avoir rempli ma tâche d'absent. Bonjour , cher Adrien, causons un peu ; tu me répondras, tandis que ton portrait ne me répond rien. » Et encore : « Le facteur nous arrive; pas de lettres de toi ! cela ne peut tarder, car sûrement tu n'oublies pas qu'un mot de toi me fera battre le cœur de plaisir et de joie. Adrien, mon bon Adrien, mon bon ange, mon trésor ! Il faut te quitter, mais je vais continuer de causer avec toi tout en me promenant; car je quitte la plume, mais toi je ne te quitte jamais. »

Boieldieu avait la religion du travail; sans cesse il le recommandait à son fils. Pour lui la composition musicale avait toujours été d'une fatigue extrême, comme un martyre. « Je ne sais, disait-il, si le travail de l'enfantement réel est plus mortel que celui-là.... Mon sujet se dispose

dans mon imagination; les morceaux qui doivent y entrer et concourir à son développement galopent dans ma tête en feu, les uns à côté des autres, se disputant à qui arrivera le premier, comme dans une course au Champ-de-Mars. A la suite de cet accès de fièvre, un des morceaux engagés dans la lutte atteint le but : je le chante intérieurement, je le lie à son instrumentation que je m'efforce de rendre aussi dramatique que le chant..... On ne reprend l'existence qu'en terminant ce travail. Il est aussi accompagné, à part les souffrances morales, de toutes les souffrances nerveuses, crampes, crispations, enfin tout le cortège, et souvent il laisse une bonne palpitation de cœur, enlevant le repos, le sommeil, l'appétit.

— Mais quand donc écrivez-vous votre partition ?

— Que vous êtes pressé ! Je le suis moins ; et cependant écrire, pour moi, c'est le repos : car je n'ai plus qu'à jeter en pieds de mouche sur la page réglée, ce que contient ma tête ; or, quand elle a déposé sur le papier ce qui la tourmentait, l'obsédait, naturellement elle n'en est plus fracassée.

— Et le même travail d'imagination, la même fatigue, se reproduisent pour chacun des morceaux ?

— Oui, quand on a de la conscience, oui, la même fatigue, jusqu'au dernier; et ce dernier, c'est l'ouverture. »

Boieldieu ne put jamais composer qu'en chantant. Cet exercice vocal continuel devait lui être fatal. Sans cesse en vibration, les cordes de sa lyre se brisèrent : une phtisie laryngée se déclara et par une longue agonie le conduisit au tombeau.

Forcé en 1831 de donner sa démission de professeur de composition au Conservatoire, il partit pour le Midi, passa l'hiver aux îles d'Hyères, enfin se décida à gagner l'Italie. « Mon extinction de voix, depuis deux ans, écrit-il à un ami, est totale, à tel point que je suis forcé de me servir d'une ardoise pour faire tant soit peu la conversation et pour me faire servir. »

En même temps sa situation financière devint navrante. La chute de Charles X avait fait biffer la pension accordée par le prince à l'artiste ; la dissolution de la société des acteurs de l'Opéra-comique, prononcée dans les mêmes entrefaites, enleva à Boieldieu une autre pension de 1.200 fr. Ses ressources étant épuisées, il sollicita une place de conservateur au dépôt de musique de la Bibliothèque royale. Les règlements de cet établissement s'y trouvèrent opposés. Comprenant l'honneur de la France et sa dette envers le glorieux artiste qui l'avait illustré, Thiers nomma alors l'auteur de la *Dame Blanche* professeur honoraire de composition au Conservatoire avec 3.000 fr. de traitement et une allocation annuelle de 3.000 fr. sur les crédits des beaux-arts.

Boieldieu en profita pour s'installer à sa maison de campagne de Jarcy où son bonheur était de s'occuper de son jardinet. Pendant l'été de 1834, il le quitta pour aller prendre les bains des Pyrénées ; mais, se sentant faiblir en route, il revint péniblement par Bordeaux jusqu'à Jarcy. Là le mal qui le consumait l'alita définitivement. Dans les plus cruelles douleurs, il s'efforçait pourtant encore de sourire ; les longues souffrances envoyées de Dieu avaient trempé son âme dans la force. Le 7 octobre, Pradher, Halévy et quelques amis étant venus le voir, il sortit de son lit un de ses bras amaigris. « Voyez, mes pauvres enfants, dit-il, faisant allusion à un mot qu'on lui avait appliqué naguères, voilà ce qu'est devenu l'hercule de Jarcy. » Le lendemain, vers quatre heures du soir, sa main qui serrait tendrement celle de son fils se glaça lentement : Boieldieu avait rendu le dernier soupir.

Ses obsèques, célébrées à l'église des Invalides à Paris, réunirent un concours de plus de dix mille personnes. La messe de *Requiem* composée par Cherubini pour les funérailles de Louis XVIII y fut exécutée, mêlée à quelques morceaux pénétrants de la *Dame Blanche*.

La tombe de Boieldieu se trouve au Père-Lachaise, à côté de celles de Grétry, Monsigny, Dalayrac, Méhul, Nicole et Hérold mort peu avant lui. Le cœur de l'artiste fut accordé par sa famille à la ville de Rouen.

Paris a décoré du nom de Boieldieu l'une de

ses places ; en 1839, Rouen lui a élevé une statue.

Pendant la dernière guerre, un descendant de Boieldieu, son petit-neveu, lieutenant de chasseurs, ayant été fait prisonnier à Sedan, avait été interné à Mayence. Il ne fut pas médiocrement surpris de recevoir un jour la lettre suivante qui lui était adressée par le directeur du théâtre de cette ville, et qui prouve la popularité du nom de Boieldieu en Allemagne ; nous la donnons textuellement, en son français quelque peu germanique :

Mayence, 20 *janvier* 1871.

Monsieur,

Ayant appris que parmi les officiers de notre ville se trouvait le petit-neveu du célèbre compositeur de la DAME BLANCHE, JEAN DE PARIS, *etc., etc., je vous prie donc, Monsieur, de vouloir bien accepter le* PASSE-PARTOUT *ci joint, comme hommage rendu à la mémoire du compositeur tant apprécié en Allemagne.*

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

E. Th. L'Arrouge,
Directeur du Théâtre de Mayence.

A cette lettre était jointe une carte d'entrée permanente au théâtre.

J. d'APPRIEU.

LE DUC DE REICHSTADT

(NAPOLÉON II)



Si le fils de Napoléon avait vécu, il aurait aujourd'hui 71 ans : ce serait un homme de notre génération. Que serait-il devenu ? Quelle direction auraient prise les affaires, s'il avait vécu jusqu'à nos jours ? Qu'auraient été le duc de Bourgogne, Louis XVII, Napoléon IV ? Vaste champ où viennent se perdre les rêveries de l'historien, mêlées à des regrets bizarres, selon l'expression de Mme de Staël. C'est en vain que le philosophe antique s'écrie : « Celui qui meurt jeune est aimé des dieux. »

Le duc de Reichstadt naquit le 20 mars 1811 au palais des Tuileries. Un des auteurs de la légende napoléonienne raconte qu'il avait été convenu que 101 coups de canon seraient tirés si Marie-Louise mettait au monde un fils, et 20 seulement, si c'était une fille. Quand le canon commença à gronder, les voitures s'arrêtèrent ; il y eut dans Paris un moment d'attente solennelle. Au 21e coup, ce fut une clameur générale

de la capitale, un cri d'enthousiasme poussé par cent mille poitrines. On reconnut là l'étoile du grand empereur, qui n'avait pas encore pâli.

Les principaux corps de l'Etat furent admis à l'honneur de saluer l'empereur et l'auguste enfant, et la municipalité de Paris se fit un devoir de lui offrir, au nom de la ville, un magnifique berceau, conservé aujourd'hui au musée du Louvre.

La cérémonie du baptême eut lieu à Notre-Dame avec toute la pompe usitée dans les fêtes de l'Empire. On en trouve dans le *Moniteur* un magnifique compte rendu en style officiel. L'empereur n'avait pas d'ailleurs attendu le baptême pour donner à son fils le nom retentissant, mais impolitique, de *Roi de Rome*.

Pour parler le langage du siècle de Louis XIV, langage que la cour de Napoléon essayait de balbutier, on remit le petit roi de Rome entre les mains des femmes. On lui composa une maison à l'instar des Bourbons : il eut ses appartements.

Ce n'est pas pourtant dans ce pastiche que consiste l'intérêt de l'enfance du fils de Marie-Louise. Jamais l'enfance de Napoléon II ne pourra lutter en poésie, en fraîcheur, avec l'enfance du duc de Bourgogne, de Louis XV, de Louis XVII. Ce qui nous émeut dans cette enfance, ce sont les contrastes. Nous cherchons à surprendre ce que le cœur de Napoléon, fait pour les luttes et les batailles, pouvait renfermer de

paternel. On aime à se représenter Napoléon jouant au débonnaire Henri IV, tenant son héritier dans ses bras, derrière une fenêtre des Tuileries.

Un jour de pluie, dit-on, le jeune enfant était maussade. L'empereur avait essayé mille moyens pour l'égayer : tout avait échoué. L'enfant considérait avec attention des gamins qui jouaient dans la boue. « Mais enfin que désires-tu donc ? » s'écria Napoléon à bout de patience. « Oh ! papa, dit le petit prince avec vivacité, que je voudrais être là-bas avec ces enfants, dans cette belle boue ! »

Le petit roi de Rome était plein de gentillesse et de grâce. Il contracta l'accent de Paris, et faisait, avec cet accent, une foule d'observations, pleines de finesse et d'à-propos. Aussi a-t-on peine à croire ce que Chateaubriand raconte dans sa brochure sur *Bonaparte et les Bourbons,* ou, du moins, aime-t-on à le regarder comme une boutade du grand homme. Le petit roi de Rome jouait dans un coin de la salle où Napoléon s'entretenait avec un évêque. Il s'interrompt tout à coup, et, désignant son fils : « Monsieur l'Evêque, dit-il, pensez-vous que cela ait une âme ? »

Mais l'empereur des Français avait bien en tête d'autres idées que la vie de famille. Nous le trouvons bientôt sur les bords de la Moskowa faisant ses dispositions pour la bataille de Borodino. On annonce subitement le comte de Bausset, préfet de son palais, envoyé par Marie-Louise pour lui

remettre le portrait du roi de Rome. A cette nouvelle, tous les préparatifs sont suspendus ; dans l'impatience de sa joie, il ordonne qu'on déballe ce portrait sur-le-champ, et qu'on le place dans sa tente sans différer. Il appela lui-même les officiers de sa maison et les généraux qui attendaient ses ordres pour leur faire partager sa satisfaction. Il voulut qu'on le plaçât en dehors de sa tente afin que tous les officiers et les soldats de sa garde pussent le contempler. On le voit aujourd'hui au Kremlin, à Moscou.

On sait le reste de la campagne de Russie. Le 29 mars 1814, Marie-Louise dut quitter les Tuileries avec son fils pour se rendre à Rambouillet. Lorsqu'on voulut conduire le jeune prince à sa mère, il opposa soudain une résistance inaccoutumée. Il versa des larmes ; il poussa des cris. Ses petites mains se prirent aux draperies de son appartement. « Je ne veux pas quitter le palais », s'écriait-il. M. de Canisy, écuyer de service, fut obligé d'aider Mme de Montesquiou, sa gouvernante, à le porter jusque dans sa voiture. On eût dit une fuite de Louis XVI un peu moins déguisée.

L'issue en fut tout autre. Le titre d'empereur et la souveraineté de l'île d'Elbe furent assurés à Napoléon par le traité de Fontainebleau. Le 2 mai, Marie-Louise passait le Rhin, avec son fils, et quittait la France pour toujours ! C'était le convoi de sa mort politique.

Insouciant, le royal enfant jouissait du voyage.

Le seul regret qu'il manifestait était celui de n'avoir plus de compagnons de jeux. « Je vois bien que je ne suis plus roi, disait-il ; je n'ai plus de pages. »

Marie-Louise fixa sa résidence à Schœnbrünn, près de Vienne en Autriche. Le peuple se rendait en foule dans les jardins du palais pour y contempler avec une curiosité avide, mais respectueuse, Marie-Louise et son fils qui s'y promenaient chaque jour.

Soudain un coup de tonnerre vint interrompre cette solitude. Napoléon avait quitté l'île d'Elbe. La fin de ce hardi coup de main devait s'appeler Waterloo et Sainte-Hélène. Il devait être sans influence sur la vie du duc de Reichstadt (c'est le titre que lui avait donné l'empereur d'Autriche). Napoléon avait abdiqué cette fois en faveur de son fils ; les Chambres le proclamèrent même, et quelques cris de « vive Napoléon II ! » furent poussés. Ce devait être tout le règne de cet infortuné jeune homme.

Tel aussi le règne de celui qui devait s'appeler Napoléon IV !

« Mes idées, disait-il plus tard, ne doivent pas se porter à troubler la France : je ne veux pas être un aventurier. Je ne dois pas servir d'instrument ni de jouet au libéralisme. »

Belles paroles. Car, en tout temps il fut entouré d'intrigues. A son âge, il ne pouvait le comprendre : son éducation allait commencer.

Le duc de Reichstadt était un enfant questionneur.

— « Mon grand-papa, dit-il un jour à l'empereur d'Autriche, n'est-il pas vrai, quand j'étais à Paris, j'avais des pages ?

— « Oui, je crois que vous aviez des pages.

— « N'est-il pas vrai aussi qu'on m'appelait roi de Rome ?

— « Oui, l'on vous appelait roi de Rome.

— « Mais, mon grand-papa, qu'est-ce donc être roi de Rome ?

— « Mon enfant, répondit l'empereur, quand vous serez plus âgé, il me sera plus facile de vous expliquer ce que vous me demandez : pour le moment, je vous dirai qu'à mon titre d'empereur d'Autriche, je joins celui de roi de Jérusalem, sans avoir aucune sorte de pouvoir sur cette ville. Eh bien, vous étiez roi de Rome, comme je suis roi de Jérusalem. »

Cette réponse frappa l'enfant ; il garda le silence, et sembla longtemps réfléchir.

Il était théâtral comme son père et craignait surtout d'être dupe. La notice de M. de Montbel sur le duc de Reichstadt est pleine d'anecdotes charmantes à ce sujet. Il détestait les fables, et ne faisait exception qu'en faveur de Robinson Crusoë pour lequel il conçut une belle passion. Aidé de son maître Collin, qu'il dut sans doute nommer Vendredi, il se bâtit une cabane au fond du parc de Schœnbrünn, à l'instar de Robinson.

Peut-être pensait-il à ce Robinson royal, aban-

donné sur une île déserte, non par la perfidie des Portugais, mais par celle des Anglais ; ou bien à Télémaque, cherchant sur les mers désertes quelque nouvel Ulysse !

Certes, le petit roi de Rome n'était pas oublié à Sainte-Hélène. Napoléon reçut un jour par un botaniste autrichien une boucle des cheveux de son fils et une lettre dont on avait fait tracer les caractères par la main inexpérimentée de l'enfant. Ce furent les mêmes transports de joie que sur les bords de la Moskowa. Son gardien, sir Hudson Lowe, flaira quelque complot, il redoubla sa surveillance : l'Angleterre se vengeait du blocus !

Il est certain que le royal enfant portait au fond du cœur le culte de son père. Un jour, le général Sommariva, commandant militaire de l'Autriche, nomma devant lui, dans une conversation, trois généraux comme les plus grands capitaines de leur temps. Tout à coup il interrompit le général avec vivacité : « J'en connais un quatrième que vous n'avez pas nommé », dit-il, en rougissant beaucoup. — « Lequel ? Monseigneur. » — « Mon père », s'écria-t-il avec force, et il s'enfuit rapidement. Le général Sommariva courut après lui, le ramena et lui dit : « Vous avez eu raison, Monseigneur, de parler comme vous l'avez fait de votre père ; mais vous avez eu tort de vous enfuir. »

Un petit détail fit connnaître un jour l'inflexibilité de son caractère. Le 12 décembre 1815,

jour de la naissance de Marie-Louise, on composa le quatrain suivant pour qu'il le récitât à sa mère :

Autant que moi, personne, ô ma chère maman,
Ne doit bénir ce jour prospère,
Vrai, ne lui dois-je pas le bonheur si touchant
Et si doux à mon cœur de vous nommer ma mère ?

On lui fit observer qu'on avait employé le mot *vrai*, parce qu'il s'en servait continuellement pour affirmer ; il avait été mis là pour faire de la couleur locale, comme on dirait aujourd'hui. Il devint subitement sérieux. Au moment convenu, il fut impossible de lui faire réciter ses vers ; tant il craignait le ridicule !

Dès son enfance, son esprit était juste, mais son intelligence n'avait rien d'extraordinaire. « En cela, disait un jour, à Rome, Lætitia, la « mère de Napoléon Ier, à un visiteur viennois, il « ressemble à son père dans ses premières années. « Au début de ses études, Napoléon fut celui de « mes enfants qui me donna le moins d'espé- « rances ; il resta longtemps avant d'avoir quel- « que succès ; mais quand, plus tard, pour la « première fois, il obtint une bonne attestation « de ses maîtres, il me l'apporta avec empres- « sement ; après me l'avoir montrée, il la plaça « sur une chaise, et s'assit dessus avec la fierté « d'un triomphateur. »

II

Marie-Louise dut bientôt s'éloigner de Vienne pour s'occuper du gouvernement des petits Etats de Parme, Plaisance et Guastalla qui lui avaient été donnés en Italie. Le 22 juillet 1821, un courrier de MM. de Rothschild apporta à Vienne la nouvelle de la mort de Napoléon. Le capitaine Foresti, un de ses gouverneurs, fut chargé d'annoncer au jeune prince ce lugubre événement. Il reçut cette triste communication, le 22 juillet, à Schœnbrünn, dans le même lieu, et le même jour, où lui-même, onze ans après, devait expirer. Il pleura amèrement et longtemps. Il porta de longs mois le deuil de son père ainsi que les personnes de son service.

« Bonaparte, dit sir Hudson Lowe dans une « lettre au baron de Sturmer, avait deviné la « cause de sa maladie (un cancer à l'estomac); il « avait désiré que son corps fût ouvert, afin, « comme il a été dit par Bertrand et Montholon « de découvrir s'il y a quelque moyen de garan- « tir son fils de la même maladie. »

Le prince n'en avait alors aucun symptôme. Il était, nous l'avons dit, remarquablement beau, et il excellait déjà dans tous les exercices du corps. Pourtant sa taille n'avait pas encore pris ce développement excessif, qui, sans doute, plus tard devait lui être si nuisible.

Son éducation continua avec activité. Le prélat

Wagner, qui lui donnait l'instruction religieuse, s'occupa de le préparer à sa première communion. Nous n'avons rien recueilli sur ce grand acte du prince, rien qui rappelât la belle légende de son père à ce sujet. C'était sur la dernière communion du duc de Reichstadt que nous devions avoir les détails les plus touchants

Il ne négligeait rien de tout ce qui pouvait l'instruire de l'histoire de son père. Avec l'autorisation de son grand-père, le prince de Metternich lui donna des leçons de politique. Il lui traçait le tableau fidèle de la carrière extraordinaire de Napoléon, de son avènement au trône, de son règne, de sa chute, en lui expliquant ce que cette existence avait eu de grand, d'habile, d'élevé dans la guerre, l'administration et la politique, mais aussi ce qu'elle avait eu de violent, d'injuste et d'exagéré.

Quelles devaient être les impressions du duc de Reichstadt pendant ces leçons magistrales ? Il eut toujours la franchise de convenir des fautes de Napoléon. Mais pouvoir se dire : « Et pourtant cet homme extraordinaire, c'était mon père, mon père ! » Celui qui pourrait surprendre les émotions du cœur du noble enfant à ce souvenir, aurait la clef de l'histoire de Napoléon II.

M. de Montbel l'avait senti : « C'est surtout « quand il s'agit d'indications psychologiques, « d'observations délicates sur ces nuances fugi- « tives *qui cependant révèlent l'âme tout entière*, « qui constituent essentiellement la véritable

« physionomie des caractères historiques, qu'il « est important de prévenir l'action rapide du « temps, qui bientôt en effacerait ou du moins « en confondrait les traces. »

Il était peu communicatif, replié sur lui-même. Il analysait très bien tous les sentiments de son âme, et encore mieux, dit-on, les sentiments de l'âme des autres. Il lisait toujours la plume à la main et l'on a trouvé dans ses papiers d'énormes résumés, signés tristement de ces trois noms allemands : *Franz von Reichstadt.*

Parmi les anciens, son ouvrage préféré était le livre de César sur la guerre des Gaules. Il goûtait peu les poètes. Toutes ses prédilections étaient pour les ouvrages de l'art militaire. Les vies de Piccolomini, de Tilly, de Wallenstein, de Montécuculli, le livre de M. de Chambray sur la campagne de Russie, lui servirent successivement de sujet d'étude.

Un des grands bonheurs, un des grands événements de la vie de ce jeune prince qui eut dans sa vie si peu d'événements et si peu de bonheur, fut l'autorisation qu'il obtint de l'empereur d'avoir des leçons du maréchal Marmont sur la vie de son père. Il savait que Napoléon le regardait comme un homme d'esprit, et il trouva ce jugement parfaitement justifié.

Pour la première fois, le jeune prince allait entendre un des compagnons d'armes de son père lui raconter des faits dont lui-même avait été l'acteur ou le témoin ! C'é tait un des guerriers

célèbres de l'époque qui allait lui expliquer les mouvements des armées ! Combien cela valait mieux pour l'imagination ardente du jeune homme que la lettre morte des livres ! Combien cela allait être vivant ! Pourtant, avec son esprit d'analyse, il voulut donner une direction méthodique à ces entretiens, et demanda au maréchal des leçons de théorie militaire sur les campagnes de Napoléon. On prit jour et heure, et les leçons ainsi réglées durèrent trois mois.

Trois mois qui ne furent pas perdus pour le duc de Reichstadt. A chaque leçon il prêtait une vive attention ; ses yeux brillaient d'intelligence : « dans son profond regard, le maréchal croyait « retrouver les yeux et l'âme de Napoléon. » Le maréchal Marmont crut devoir surtout s'appesantir sur les premières campagnes de Napoléon.

Quand les leçons furent finies, le duc remit au maréchal son portrait sous lequel il avait écrit ces vers qu'Hippolyte adresse à Théramène :

« Arrivé près de moi, par un zèle sincère,
Tu me contais alors l'histoire de mon père ;
Tu sais combien mon âme, attentive à ta voix,
S'échauffait au récit de ses nobles exploits ! »

Le maréchal continua, pendant son séjour à Vienne, de visiter régulièrement le prince, comme il le lui avait promis. La conversation, qui n'avait plus la forme de leçons didactiques, roulait toujours sur Napoléon. Le duc de Marmont racontait avec un charme infini une foule d'anecdotes personnelles. « Une nuit, disait-il un

jour au duc de Reichstadt, pendant la campagne de 1813, l'empereur Napoléon m'avait fait appeler près de lui ; notre entretien se prolongea. Il s'agissait de la différence qui existe entre l'homme d'honneur et l'homme de conscience. Après avoir expliqué ses raisons avec beaucoup de feu, l'empereur donna la préférence à l'homme d'honneur. »

— « Pour moi, répondit le jeune prince, ma conviction est que l'homme de conscience est bien préférable, parce que sa base est réelle, solide, et qu'elle est prise en dehors des passions humaines. »

Il apprit qu'un officier autrichien distingué arrivait d'une mission en Egypte. Il se ménagea aussitôt une entrevue avec lui.

— « Quel souvenir a-t-on conservé de mon père en Egypte, lui dit-il ?

— « On s'en souvient comme d'un météore qui a passé sur ce pays en l'éblouissant, répondit l'officier.

— « Mais le peuple, qui eut alors à supporter les malheurs de la guerre, le peuple n'en a-t-il pas conservé un profond ressentiment ?

— « Depuis ce temps, l'inimitié des habitants contre Napoléon a fait place à d'autres inimitiés ; il n'est resté pour ses souvenirs qu'une grande admiration. La haine qui existe entre les Turcs et les Arabes est si active, qu'aujourd'hui le mal actuel a totalement effacé la mémoire du mal qu'on eut à souffrir à une autre époque. »

L'étude de l'histoire de son père le jetait dans un travail de comparaison sur les grands capitaines de l'antiquité. Les talents solides et créateurs de César lui paraissaient de beaucoup préférables aux triomphes éblouissants d'Alexandre. Mais celui qu'il admirait le plus, c'était Annibal. « C'est le plus haut génie militaire de « l'antiquité, disait-il ; c'est l'homme le plus « habile dans la stratégie de l'époque. On lui « reproche de n'avoir pas su profiter des succès « qu'il avait obtenus; mais conçoit-on la diffé- « rence qui aurait existé entre Annibal, chef d'un « empire, disposant librement de ses ressources, « et le simple général d'une République jalouse, « d'un sénat composé de ses envieux, et d'esprits « étroits, qui, par de honteux calculs, lui refu- « saient les moyens d'assurer le triompbe de sa « patrie ? Annibal a le mérite d'avoir formé Sci- « pion à la victoire ; et l'un des plus grands phé- « nomènes de l'antiquité, c'est de voir ce général « faire triompher si longtemps, par son génie, « une nation de marchands d'un peuple entier « de soldats. »

Voilà des considérations supérieures. On y retrouve un peu la touche des Mémoires de Napoléon Ier, ce style sobre, renfermant plus de choses que de mots. Nous avons peu de jugements littéraires du jeune prince. Nous aurions pu les comparer aux jugements si originaux, si précis de son père, jugements formulés souvent sous la tente, dans des conversations avec ses

généraux. Nous avons déjà dit qu'il aimait peu les poètes : il faisait pourtant exception en faveur d'Ossian, sans doute en souvenir de son père dont c'était le poète préféré, et en faveur de lord Byron. « Il y a dans ce grand poète, disait-il, un profond « mystère, quelque chose de ténébreux qui ré- « pond aux aspirations de mon âme : ma pensée « se plaît à s'identifier avec la sienne. »

Et, comme on lui faisait remarquer que Byron avait le culte du doute et du désespoir, tandis que Lamartine lui était supérieur par la foi, il manifesta le désir de connaître ce poète. Il reçut le lendemain un exemplaire de ses *Méditations,* qu'il lut en compagnie de quelques amis. Sa voix s'altéra quand il prononça ces vers que semblait lui adresser le poète :

« Courage, enfant déchu d'une race divine ;
« Tu portes sur ton front ta céleste origine.
« Tout homme, en te voyant, reconnaît dans tes yeux
« Un rayon éclipsé de la splendeur des cieux. »

III

« Le mois de juillet 1830, dit M. de Montbel dans son histoire du duc de Reichstadt, vit s'écrouler à la fois le trône et la prospérité de la France. » Ces événements eurent un contre-coup douloureux dans l'existence du jeune homme : sa tête entra en ébullition, il ne pouvait maîtriser la fermentation de ses idées. On assure que son premier mouvement fut de s'écrier : « Je voudrais

« que l'empereur me permît de marcher avec « ses troupes au secours de Charles X. » Ç'aurait été assurément un Monk d'un nouveau genre. Ses impressions variaient et se succédaient avec une rapidité qui lui causait à la fois de la tristesse et de la souffrance. L'inaction à laquelle il était condamné le minait sourdement. Il voulait savoir tout ce qu'on disait, tout ce qu'on pensait de lui en France.

L'empereur François II avait répondu aux ouvertures que lui avait fait faire le parti libéral français en faveur d'un rétablissement éventuel de Napoléon II : « Comme souverain, je ne travail- « lerai jamais contre mon principe ; comme père « de famille, j'aime trop mon petit-fils pour le « livrer à des expériences politiques. »

Il fut alors question d'envoyer le duc de Reichstadt à Prague, comme major d'un régiment qui y tenait garnison. Le prince souscrivit avec enthousiasme à cette combinaison : il avait dix-neuf ans. On estima qu'il était encore trop jeune pour être mis en relation directe avec des officiers, qui n'auraient pas tous avec lui la réserve que devait imposer sa situation si délicate. Il regretta amèrement cette décision : tout ce qui ressemblait à l'action le rendait si heureux !

Le 25 janvier 1831 fut une époque mémorable dans sa vie. Pour la première fois, il parut dans une grande réunion chez l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cawley ; il y eut beaucoup de

succès. Le lendemain, cependant, il parut tout attristé. « Combien, disait-il, de semblables soi-« rées sont vides et pénibles ! »

C'est à une de ces soirées qu'on lui présenta le maréchal Maison, ambassadeur de Louis-Philippe. L'entrevue fut courtoise; la conversation roula surtout sur la campagne de 1814 et sur des questions entièrement militaires.

La révolution de 1830 commençait à porter ses fruits : une propagande active agitait le nord de l'Italie, et l'on apprit bientôt que des troubles avaient éclaté dans les Etats gouvernés avec sagesse par Marie-Louise. A cette nouvelle, le duc courut chez l'empereur pour lui demander la permission d'aller au secours de sa mère. L'empereur refusa et lui développa les motifs de ce refus. Il en fut atteré, tout en se rendant à la justesse des observations de son grand-père. « C'est la première fois, écrivit-il à sa mère, qu'il « m'a été pénible d'obéir aux ordres de l'empe-« reur. »

L'inaction lui pesait de plus en plus. « Le « temps est trop court, s'écriait-il : il marche « trop rapidement : le moment de l'action n'est-« il pas venu évidemment pour moi ? Etre mili-« taire, et rester inactif quand tout s'ébranle « autour de moi, c'est une situation affreuse ! »

C'est en vain que ses amis lui représentaient que, pour devenir un homme supérieur, il fallait, avant tout, être maître de soi : il était sans cesse dans une agitation extraordinaire. Comment,

lui disait-on, parviendrez-vous à jouer un grand rôle, si vous ne vous décidez pas à savoir triompher de vous-même ?

On comprend l'influence délétère que cette vie fièvreuse devait avoir sur sa santé : le fait est que c'est à ce moment qu'il ressentit les premières atteintes de sa maladie.

Pour faire diversion à ses soucis, il se lança à corps perdu dans les exercices militaires. Le 15 juin 1831, il avait pris le commandement d'un bataillon du régiment d'infanterie hongroise de Giulay. Sa maison militaire avait été constituée, et composée du général comte Hartmann, des capitaines baron de Moll et Standeiski. Ce dernier avait été blessé, en 1815, au combat de Voreppe, près de Grenoble.

Poli, bon, prévenant pour les officiers, les traitant en camarade bien plus qu'en prince, comme plus tard le jeune officier de cavalerie de Woolwich, il exerça bientôt sur tous une grande influence. Sa vie tout entière se passait dans les champs de manœuvre et à la caserne.

« J'admirais, raconte le général Hartmann, son « ardeur et son intelligence militaires. Dès le « quatrième jour de son commandement de ba- « taillon, il eut la voix enrouée : je ne m'en éton- « nai pas : cet effet est généralement produit « sur tous ceux qui n'ont pas l'habitude de com- « mander une ligne étendue, même sur les per- « sonnes les plus robustes. Je ne crus donc pas « devoir l'empêcher de continuer son service. »

Cependant on constata bientôt de légères attaques de toux assez fréquentes, la prolongation de son enrouement, et la faiblesse après les fatigues. Son médecin ordinaire, le docteur Malfatti, s'en émut, et suivit le prince de plus près. Celui-ci, qui craignait par-dessus tout d'être condamné au repos, commença avec son docteur une lutte de chaque jour. Il cachait soigneusement tous les symptômes alarmants qui commençaient à paraître : c'était une guerre d'embuscade dans laquelle il déploya une rare stratégie. « Je vous aime comme homme, disait-« il un jour au docteur Malfatti, mais je vous dé-« teste comme médecin. » A quoi le docteur riposta : « Comme prince bon et aimable, j'ai pour « vous un profond attachement ; mais je ne vous « aime pas comme malade. »

Un jour, on le surprit à la caserne dans un état d'extrême fatigue, couché sur un canapé, presque défaillant. Ne pouvant nier alors le triste état de sa santé : « J'en veux, dit-il, à ce misérable « corps, qui ne peut pas suivre les volontés de « mon âme. »

Il mangeait très peu et sans appétit ; il dormait à peine pendant quatre heures, bien qu'il eût naturellement besoin d'un long sommeil. A dix-sept ans, il avait atteint la taille de cinq pieds huit pouces, et sa croissance en longueur ne s'arrêtait plus. Il maigrissait graduellement et son teint prenait une couleur livide. A toutes les questions du médecin il répondait imperturba-

blement : « Je me porte parfaitement bien. »

C'est à ce moment que l'auteur de la *Némésis*, le poète Barthélemy, aperçut le fils de Napoléon au spectacle, dans la loge de la cour. Il exhala sa rancune politique dans ces vers dont les perfides insinuations trouvèrent écho chez une certaine classe de lecteurs français :

« S'il est vrai qu'à la cour, malheureux nourrisson,
« La moderne *Locuste* ait transmis sa leçon,
« Cette horrible pâleur, sinistre caractère,
« Annonce de ton sang le mal héréditaire,
« Et peut-être aujourd'hui, méthodique assassin,
« Le *cancer politique* est déjà dans ton sein. »

Jamais ces accusations n'ont été fondées sur rien de sérieux. Il y a eu aussi à Vienne bien des versions sur les causes de la maladie du duc de Reichstadt : il n'entre pas dans notre plan de les étudier.

Le médecin, d'accord avec le général Hartmann, résolut de le faire mettre au repos absolu. Le docteur rédigea un mémoire détaillé qu'il présenta à l'empereur à la fin d'une grande revue. L'empereur en prit connaissance, et, s'adressant à son petit-fils, pendant que le docteur confirmait de vive voix les conclusions de son rapport : « Vous entendez, lui dit-il, le docteur Malfatti ; vous vous rendrez immédiatement à Schœnbrünn. » Le duc s'inclina respectueusement en signe d'obéissance ; mais, en se relevant, il lança au docteur un regard d'indignation. « C'est donc

« vous qui me mettez aux arrêts », murmura-t-il avec colère, et il s'éloigna rapidement.

Les deux mois de repos absolu qu'il prit à Schœnbrünn lui furent très favorables : il dormait huit ou neuf heures de suite : ses douleurs s'amortirent en même temps que son indignation contre son médecin. Il alla même lui rendre visite à Heitzing, pendant que le docteur Malfatti souffrait d'un violent accès de goutte.

Pour se distraire, il se remit à l'étude : il étudia le grand sujet de la religion. On nous a conservé les réflexions qu'il faisait à M. de Prokesch, son intime ami : elles portent le cachet d'une grande maturité. « A l'exemple de tous les lé-
« gislateurs qui l'ont précédé, disait-il, mon père
« a hautement proclamé que la religion est la
« base indispensable de tout édifice social :
« ce qui est aussi nécessaire à l'humanité ne
« saurait être en dehors de la vérité : ceci a parlé
« à ma raison. Ce qui a parlé à mon cœur, c'est
« la connaissance intime de la foi, de la piété de
« mon grand-père. Pour lui la religion n'est pas
« seulement un mot sur les lèvres... »

Voilà les graves entretiens de ce jeune homme de vingt ans. Aucune grande question ne lui était étrangère. On lui envoya un jour le discours de M. Thiers sur la pairie. Il en fit une critique très fine qui nous a été également conservée.

Malheureusement le duc de Reichstadt recommença ses imprudences. Il voulut suivre les

grandes chasses d'automne, et s'en trouva très mal. Malgré cela, ses résistances aux médecins recommencèrent aussi. Le 2 janvier 1832, il parut pour la dernière fois avec les troupes sur la place Joseph pour assister au service funèbre du général Siegenthal. On sut depuis que, ce jour-là, il avait la fièvre : mais il avait soigneusement caché cette circonstance.

On ne lui permit plus que de rares sorties à cheval et en voiture. Le docteur Malfatti sollicita alors une consultation de plusieurs médecins. Il fut question d'envoyer le jeune homme à Naples : il en éprouva une grande joie ; mais les progrès rapides du mal ne devaient par permettre de réaliser cette idée.

D'après les usages de la famille impériale, les princes doivent recevoir le viatique en présence de la cour tout entière. Son aumônier, Mgr Michel Wagner, qui avait instruit son enfance, se sentait à peine la force de lui dire que le moment était venu pour lui de recevoir les derniers sacrements. L'archiduchesse Sophie se chargea de voiler au malade cette terrible vérité, en lui persuadant d'associer leurs prières, lui pour sa guérison, elle pour sa prochaine délivrance. « Elle eut un caractère profondément touchant, dit M. de Montbel, cette cérémonie qui unit dans une même prière la vie et la mort, le cercueil et le berceau. »

Le prince affaibli ne pouvait plus sortir. Le médecin lui proposa de le faire transporter au

jardin de Schœnbrünn dans une chaise à porteurs.

— Dans une chaise à porteurs ! s'écria le jeune prince avec indignation.

— Eh bien, Monseigneur, qu'y a-t-il donc là qui mérite votre improbation ?

— On voit bien que vous n'êtes pas militaire !

— Il est vrai ; mais je me rappelle que le maréchal de Saxe, en litière, gagnait des batailles.

— Vous avez raison. Commandez la chaise à porteurs pour ce soir.

Avertie de la triste situation de son fils, Marie-Louise était partie de Parme : c'était la septième fois qu'elle venait à Vienne pour le voir. Mais quel changement ! Arrivée le 24 juin, au soir, elle courut vers l'appartement de son fils. L'entrevue fut déchirante : nous n'essayerons pas de la dépeindre.

La population de Vienne prenait un vif intérêt à la santé du prince. Elle avait souvent admiré sa bonne grâce, son habileté à monter à cheval, et à commander son bataillon. Pendant sa maladie, la foudre renversa une des aigles qui dominent le palais de Schœnbrünn, et le peuple crut voir dans cet accident le présage de la mort du fils de Napoléon.

Le 21 juillet 1832, dans la matinée, ses souffrances devinrent si poignantes, il éprouva de telles angoisses, que, pour la première fois, il avoua à son médecin qu'il souffrait. « Quand « donc se terminera ma pénible existence ? » dit-il.

Le soir le docteur annonça qu'il y avait tout à craindre pour la nuit. Il ne pouvait supporter la pensée que quelqu'un le veillât : le baron de Moll dut se dissimuler dans un coin de l'appartement. Pendant quelques instant il parut s'assoupir : vers les trois heures, il se leva tout à coup sur son séant et s'écria : « Je succombe, je « succombe. » Et puis : « Ma mère, ma mère ! » Ce furent ses dernières paroles. Sa mère accourut éperdue, et tomba à genoux à côté de son fils expirant, dont les regards voilés la cherchaient encore... Alors le prélat qui l'assistait lui montra le ciel : il leva les yeux pour répondre à sa pensée. « A cinq heures huit minutes, continue M. de Montbel, il s'éteignit sans convulsion dans cette même chambre qu'avait occupée Napoléon triomphant : c'était le 22 juillet, anniversaire du jour où le jeune prince apprit la mort de Napoléon. »

« Tous deux sont morts... Seigneur, votre droite est terrible,
« Vous avez commencé par le maître invincible,
« Par l'homme triomphant ;
« Puis vous avez enfin complété l'ossuaire ;
« Dix ans vous ont suffi pour filer le suaire
« Du père et de l'enfant ! »

Le corps du duc de Reichstadt resta exposé à Schœnbrünn sur son lit de mort toute la journée du dimanche. L'autopsie qui eut lieu le lundi 23 juillet démontra qu'aucun secours n'aurait pu le sauver. La nuit suivante, il fut transporté à Vienne à la lueur des flambeaux : le peuple se

pressait, morne et silencieux, sur son passage, etassiégea toute la journée les avenues de la chapelle ardente où il était exposé. La stature du prince semblait être devenue gigantesque : mais sa figure paraissait avoir une ressemblance frappante avec les représentations de Napoléon sur son lit de mort. Le maréchal Marmont voulut aller rendre les derniers devoirs à ses restes ; arrivé sur le seuil de la chapelle mortuaire, il ne put se décider à le franchir.

Le soir, à cinq heures, eurent lieu les obsèques dans l'église des Augustins : on suivit le cérémonial usité pour la sépulture des princes de la maison d'Autriche.

La mort du prince eut un grand retentissement en France, mille légendes coururent dans le peuple sur les causes de sa mort. Les grognards de Napoléon, qui n'admettaient pas la possibilité de la mort du père à Sainte-Hélène, purent encore moins croire à celle du fils. Plusieurs lui avaient voué un culte touchant : nous en avons connu un qui ne pouvait chanter, sans verser des larmes, une complainte populaire, qui finissait par ces mots dont nous respectons les assonnances :

« Va, mon petit roi de Rome,
« Jamais tu ne seras,
« Assis sur notre trône
« Comme était ton papa ! »

« Prince infortuné, s'écrie dans un autre style

M. de Montbel, votre existence ne s'éteint pas sans renommée. Privée de l'éclat terrible des batailles, elle offre, par son contraste avec la vie prodigieuse de votre père, une des pages les plus éloquentes de l'histoire, peut-être la plus digne de nos méditations.

« Si, pour donner au monde un de ses plus sublimes enseignements, le ciel a voulu que votre fin prématurée fût le dernier terme d'une grande expiation, du moins il a pris soin de parer la victime de ces dons précieux, de ces hautes qualités qui la rendent digne d'un tel sacrifice et qui consacrent à jamais son souvenir dans la mémoire des hommes. »

Jean Mandé.



LE MARÉCHAL PÉLISSIER

DUC DE MALAKOFF



Il faut plus d'un jour pour faire le tour d'un homme.
(Proverbe russe.)

I

Le proverbe a raison. Une demi-journée pourrait à la rigueur suffire pour faire le tour d'un sot; encore ne faudrait-il pas se hâter, car le sot se complique d'une foule de variétés. Nous connaissons tous le sot grave, sérieux et homme politique ; nous connaissons aussi le sot bel esprit, joyeux convive, galant compagnon. Entre le sot *père noble,* et le sot *jeune premier*, nous voyons s'agiter autour de nous la race innombrable des sots, prononçant ses jugements, condamnant presque toujours faute de comprendre.

Pour faire le tour du maréchal Pélissier il fallait plus d'un jour, et cependant nombre de sots l'ont fait en quelques heures. De là, tant de sentiments opposés. L'un a vu Pélissier armé de la

foudre pendant une journée orageuse ; l'autre a été assez heureux pour le surprendre appuyé sur la lyre rimant un poème, ou courbé vers le berceau d'un enfant, épiant un sourire. Le premier dira que Pélissier est un Jupiter tonnant, le second en fera quelque romanesque personnage sacrifiant à l'idéal. Il est vrai que Pélissier lançait la foudre le plus rapidement du monde; mais il n'est pas moins vrai que son cœur renfermait des trésors de tendresse pour sa femme et pour son enfant, petite fille alors et grande dame aujourd'hui. De ces trésors de tendresse il faisait large part à ses vieux et fidèles amis.

Il n'en faut pas vouloir à ceux qui jugent sévèrement le maréchal Pélissier. Il était rude souvent, et le coup de boutoir blessait cruellement la victime ; mais l'orage était de courte durée et il n'en restait pas trace, si le patient possédait l'estime du maréchal.

Observateur profond, esprit très large et très cultivé, mais caractère de fer, Pélissier était un causeur charmant et redoutable à la fois. Avec lui, on tournait difficilement les écueils ; les lieux communs n'étaient pas de mise. Il allait droit au but, foulant aux pieds les obstacles, ne s'égarant pas, mais embellissant les récits par des images brillantes, car il était peintre fort habile. On ne saurait imaginer la franchise de son langage avec ceux qu'il estimait assez pour leur tendre la main. Quelque grande que fût la situation de ceux qui n'étaient point dans ses

bonnes grâces, il les flagellait impitoyablement. Jamais il ne se serait détourné pour céder sa part de chemin à son ennemi. Au contraire, Pélissier allait à lui et le faisait reculer. Nul ne fut moins courtisan que le duc de Malakoff, et dans les cours où son rang le plaçait près des princes, il fit entendre souvent un langage qui eût brisé la carrière de tout autre. Mais on le redoutait, et ses services étaient trop utiles pour s'en priver.

Mais enfin, lorsqu'on a fait le tour de cet homme, lorsqu'on a vécu près de lui pendant les jours d'orage et les jours sereins, il faut, d'un mot, exprimer une impression. Nous dirons donc que le maréchal Pélissier était un *caractère*. Nos assemblées politiques, nos armées, nos académies, nos salons sont riches en gens d'esprit, en savants, en philanthropes, en hommes habiles, en écrivains élégants, en orateurs féconds, mais les *caractères* sont tellement rares qu'on doute de leur existence. En effet, un *caractère* importune la foule, qui dès qu'il se montre l'étouffe sans pitié ; ou bien le *caractère* est si bien trempé, qu'il méprise la foule et la domine. Tel fut le cas de Pélissier. Peu s'en fallut que sa carrière ne s'ensevelît en Algérie, lorsque ses compagnons d'armes faisaient parler d'eux à l'armée d'Orient. On le redoutait.

Cependant, on se souvint un jour du mot de M. Dupin : « Il n'y a que ce qui résiste qui soutient avec efficacité. » Placé sur un vaste théâtre, Pélissier donna la mesure de sa taille, et de plus,

sur ce théâtre bien éclairé, il laissa voir des qualités et des défauts qu'on ne lui connaissait pas.

En un temps où l'autorité était quelque peu théâtrale, le maréchal Pélissier conservait la simplicité de ses jeunes années. Toujours digne malgré des intempérances de langage, toujours naturel et sans mise en scène, il personnifiait l'autorité telle que la comprenaient les nobles serviteurs de l'ancienne monarchie. Trop de personnages, autour de lui, cherchaient à réveiller les échos pour qu'il n'en sentît pas le ridicule, et sur ce chapitre sa verve intarissable s'en donnait à cœur joie.

Sans cesse balloté par la guerre, Pélissier fut longtemps rebelle au mariage. Etait-ce par raison ou par goût ? nous l'ignorons. Mais un jour, lorsque la fortune lui eut souri, il ne put résister au bonheur que lui promit une union digne de lui. Ce fut alors, qu'amis et adversaires, unissant leurs voix, s'écrièrent : Pauvre femme ! Ils se trompaient. L'un des plus admirables bas-reliefs de l'antiquité représente une jeune femme gracieuse et d'une grande beauté, assise sur un lion, et le charmant aux sons de sa lyre. D'après ce bas-relief les artistes modernes ont gravé des bagues. Le maréchal pouvait sceller ses lettres intimes de ce lion charmé par la douceur unie à la beauté. Au milieu de ses explosions de colère, la seule vue de la duchesse de Malakoff le calmait à l'instant.

Pour elle et pour son enfant, ce n'était jamais le vieux reître au gantelet de fer, mais l'homme du monde, doux et prévenant. Il est vrai de dire que celle dont le maréchal avait fait la compagne de sa vie méritait, sous tous les rapports, de partager le nom glorieux dont la France est si fière.

Le maréchal Pélissier était de taille au-dessous de la moyenne, mais robuste; ses cheveux blancs coupés de fort près contrastaient avec sa moustache et ses sourcils épais extrêmement noirs. Des traits réguliers, énergiques, la physionomie mobile, le regard un peu vague, imprimaient à l'ensemble un caractère fort remarquable. Sa parole brève, souvent brusque, ne prévenait pas en sa faveur; son sourire caustique intimidait ses inférieurs, mais il leur venait en aide par des paroles bienveillantes, lorsqu'il ne tenait pas à les troubler.

Le maréchal avait la religion virile de Lahire et de Bayard. Nous l'avons vu, le front courbé sous la voûte de l'église d'un village. Des esprits de cette trempe, qui cent fois ont coudoyé la mort sans daigner la saluer, ne s'abaissent pas jusqu'à la libre-pensée.

Nous avons vaguement retenu ceci, écrit par un jeune ami de la famille du duc de Malakoff: « Lorsque le maréchal fut mort, la Duchesse et sa fille revinrent à Paris et vécurent dans la retraite, entourés des souvenirs aimés et précieux de l'époux et du père. La belle Duchesse

ensevelit son veuvage dans la charité et la piété. Sa fille, Louise de Malakoff, vive et loyale comme son père, a consacré ses premiers vingt ans à grandir charitable, jolie, excellente musicienne, vaillante amazone, et à apprendre, en quatre ou cinq langues, la façon d'être aimable, spirituelle, et de causer littérature et chiffons. »

II

La famille du maréchal Pélissier est originaire de Montauban. Elle appartenait à la religion réformée. Elle sortit de France à la révocation de l'Edit de Nantes. Plusieurs de ses membres ont formé souche en Hollande, en Danemark, en Suisse et en Angleterre.

Pierre Pélissier, le père du maréchal, avait reçu une éducation soignée. Il vint à Paris étudier l'architecture, puis fut admis dans l'administration des poudres et salpêtres par voie de concours le 1er janvier 1793. Amable-Jean-Jacques Pélissier, qui devint maréchal de France et duc de Malakoff, était né à Maromme (Seine-Inférieure), le 6 novembre 1794; il fit ses études classiques au lycée de Bruxelles. Les dispositions qu'il montra d'abord étaient surtout littéraires. Se destinant à l'étude du droit, il en citait les auteurs dans ses lettres d'écolier. Elevé au prytanée de la Flèche, où il ne resta que deux mois, il fut admis à l'école Saint-Cyr et embrassa la

carrière des armes. Cependant, après le licenciement de l'armée de la Loire, il se rendit à Strasbourg pour y suivre les cours de l'école de Droit. Le 18 mars 1815, deux jours après l'arrivée de Napoléon à Paris, au retour de l'île d'Elbe, Pélissier fut nommé sous-lieutenant et attaché à l'artillerie de la garde.

Nous avons sous les yeux de nombreuses notes manuscrites sur Pélissier; nous empruntons ces lignes à l'une d'elles écrite par un vieillard, il y a plus de vingt ans (l'auteur de cette note avait connu Pélissier au début de sa carrière) : « Il n'avait rien dans sa jeunesse de cette rude brusquerie dont le commandement supérieur lui donna plus tard l'habitude. Son abord était fort avenant, et son sourire très affectueux. Sa parole douce et même lente n'était pas timide, mais réservée, et sa conversation intéressait toujours. C'est en Algérie que le caractère de Pélissier a subi cette atteinte, qui provenait d'un exil de quinze ans où les contrariétés ne manquèrent pas. En France le caractère au lieu de s'aigrir se fût tempéré par les douces habitudes de la société. Au reste, tout en reconnaissant qu'il était épineux, nous devons ajouter que les défauts de Pélissier étaient liés aux meilleures qualités, à une franchise parfaite, et surtout à une haine pour l'intrigue et les intrigants. Lorsqu'on parle de Pélissier, il faut dépouiller absolument les témoignages de ceux dont il avait froissé sans ménagements l'amour-propre ou les intérêts. Il faut

surtout se méfier des journalistes, littérateurs d'état-major, qu'il n'avait jamais soufferts près de lui, conformément aux anciennes traditions, tandis que d'autres acceptaient les services de ces Tyrtées de mauvais aloi.... La perte de l'illustre maréchal m'a causé de vifs et profonds regrets; mais j'ai eu une grande consolation en lisant les nobles paroles de Monseigneur l'évêque d'Alger où il fait ressortir les sentiments chrétiens que le maréchal Pélissier a carrément et courageusement manifestés en toute rencontre et qui ont si bien complété son caractère d'homme supérieur. »

Nous citons cette note parce qu'elle est écrite, non pour servir de thème à un historien, mais dans le but de satisfaire l'intérêt d'une famille. Cette note d'un vieil ami n'est qu'une lettre intime, dictée par le cœur.

Nous passerons rapidement sur les services de Pélissier jusqu'au jour où son nom devint célèbre. Le jeune sous-lieutenant fut donc, pour peu de temps, attaché à l'artillerie de la garde impériale. Le 10 avril il alla rejoindre le 57e de ligne qui faisait partie de l'armée que Napoléon réunissait sur le Rhin. Au licenciement, après la bataille de Waterloo, Pélissier fut mis en non activité et rappelé au mois d'octobre dans la légion de la Seine-Inférieure. Il y servit depuis 1815 jusqu'en 1819. On organisait le corps d'état-major, l'une des belles œuvres du maréchal Gouvion Saint-Cyr. Pélissier con-

courut et fut admis dans le nouveau corps après un brillant examen; il y fit la campagne d'Espagne en qualité d'aide-de-camp du général Grundler, rentra ensuite dans un régiment de ligne, et fut enfin admis dans la garde royale en 1827. Le général Durieu ayant obtenu un commandement dans le corps expéditionnaire qui allait faire la campagne de Morée, prit Pélissier pour aide-de-camp. En 1830, il fit partie de l'expédition d'Alger et fut nommé chef d'escadron. Lieutenant-colonel en 1839, il devint chef d'état-major de la division commandée par le général Schramm. L'année suivante il occupa le même poste dans la division d'Oran commandée par Lamoricière. Ce général avait pour aide-de-camp le capitaine d'artillerie Bosquet. A quinze années de là, le chef d'état-major et l'aide-de-camp, devenus généraux, devaient se retrouver en Crimée.

Jusqu'en 1845, le nom du colonel Pélissier avait à peine franchi les frontières de la province d'Oran. Il n'occupait qu'une place assez modeste parmi les célébrités africaines, car Pélissier ne faisait point partie de la société d'admiration mutuelle. Les premiers rangs de l'armée d'Afrique étaient occupés par les Lamoricière, les Bedeau, les Changarnier; mais le colonel Pélissier réveilla subitement les échos par un acte de vigueur, qui parut cruel aux philanthropes. Il enferma dans les grottes de l'Ouled-Rhir les Arabes qui harcelaient sa

colonne et tranchaient la tête des prisonniers. A cette occasion, de beaux discours furent prononcés sur les droits de la guerre et le droit des gens. Assis autour d'une table, dans un salon bien chauffé, les pieds sur de soyeux tapis, il est vraiment doux de proclamer son amour pour l'humanité. Mais, en campagne, privé de tout, le chef qui a charge d'âmes, auquel la patrie a confié ses enfants, peut-il les laisser égorger par les barbares sans frapper le plus rudement possible ? Vous avez en campagne le droit de creuser une mine et de faire sauter en l'air le régiment qui passe ; vous avez le droit de tendre une embuscade et de fusiller ceux qui venaient pleins de confiance ; vous aurez le droit de passer par les armes un pauvre paysan, pris pour guide et qui, dans son trouble, vous aura égaré pendant une heure. A la guerre, disait Frédéric II, le droit consiste à faire à l'ennemi le plus de mal possible. Ce mot : *la force prime le droit,* n'est pas nouveau, il est écrit à toutes les pages de l'histoire.

Le colonel Pélissier prit un parti qui sauva la vie à un grand nombre de ses soldats. Ce parti n'était ni plus ni moins cruel que le bombardement d'une ville, où de paisibles habitants sont écrasés par les obus, eux, leurs femmes et leurs enfants. Tout ce qui fut enfermé dans les grottes du Dahra venait pour tuer les Français.

En 1846, Pélissier fut nommé général de brigade, et le général Cavaignac lui confia, en 1848,

le commandement de la province d'Oran. Lorsque le général d'Hautpoul rentra en France à la fin de 1851, le général Pélissier fut chargé, par intérim, des fonctions de gouverneur général de l'Algérie. Il fit à cette époque la campagne de la Kabylie. Lorsqu'il apprit l'événement du 2 décembre, Pélissier mit l'Algérie en état de siège et parvint à maintenir la tranquillité par des mesures aussi prudentes que fermes. Le général Randon vint bientôt le remplacer comme gouverneur général. Au mois de janvier 1855, un ordre impérial appela le général Pélissier au 1er corps de l'armée d'Orient qui opérait devant Sébastopol sous les ordres du général Canrobert.

III

La campagne de Crimée était commencée depuis le mois de mars 1854. Il y avait eu l'expédition de la Dobrutscha en juillet et le départ pour la Crimée au mois d'août. Le maréchal Saint-Arnaud avait remporté, le 20 septembre, la victoire de l'Alma, puis il était mort glorieusement. Le général Canrobert succédant au maréchal Saint-Arnaud se trouvait aux prises avec les plus grandes difficultés. Lorsque le général Pélissier arriva devant Sébastopol, l'armée était divisée en deux corps. Il eut le commandement du 1er et le général Bosquet celui du 2me. Les divisions étaient sous les ordres

des généraux Forey, Levaillant, Paté, de Salles, Bouat, Camou, Mayran et Dulac. Il y avait, en outre, une armée de réserve sous le commandement direct du général en chef. Cette réserve se composait de la division d'infanterie Brunet, et de la division de cavalerie Morris.

Le 15 mai 1855, le général Canrobert adressait au ministre de la guerre une longue dépêche dont nous ne citons que la fin : « ... la difficulté d'introduire l'harmonie dans des vues, des passions différentes, des instructions qui ne sont pas absolument identiques ou qui donnent lieu à des commentaires par lesquels on se divise, est l'une des plus grandes que l'on puisse imaginer à la guerre. Il faut y ajouter, dans l'exécution, les difficultés qui résultent des instincts très différents, des *possibilités* également très différentes qui se rencontrent dans des troupes dont la nationalité est distincte et qui sont commandées par des généraux dont les pouvoirs sont égaux.

« J'aurais cent exemples tirés de cette guerre à mettre à l'appui de ces vérités, qui ne sont pas nouvelles. »

Le lendemain 16 mai, le général en chef Canrobert demandait à l'empereur de vouloir bien le relever de son commandement et le replacer à la tête de son ancien corps. Désigné d'avance pour remplacer au besoin le général en chef, Pélissier recevait de ses mains une armée de 120.000 hommes de troupes aguerries, mais il

héritait, en même temps, d'une situation toute faite, établie par huit mois de travaux et d'efforts considérables. Cette armée française était loin de la patrie, au delà des mers. Près d'elle se trouvaient l'armée anglaise, les troupes tur ques et les troupes piémontaises. Il fallait autant d'habileté que de fermeté pour combiner les ordres de façon à ne pas froisser les alliés.

Pélissier n'était pas maréchal de France, mais général de division, l'égal en grade, sinon en pouvoir, de douze généraux de division, dont quelques-uns avaient le goût des discussions et des commentaires. Nous ne trouvons pas dans l'histoire de nos guerres une situation aussi difficile. Il fallait une supériorité incontestable, une volonté de fer et un sentiment du devoir poussé jusqu'aux dernières limites. Il fallait marcher au milieu de difficultés sans cesse renaissantes, écouter les avis les plus opposés, et prendre avec promptitude les résolutions les meilleures. Il fallait, avec déférence, mais avec non moins d'indépendance, recevoir les conseils un peu impératifs de la cour de France, ménager l'Angleterre sans se soumettre à ses lenteurs, naviguer à travers des amours-propres froissés, des intérêts irrités, des ambitions refoulées, exciter l'un, maintenir l'autre; en un mot, il fallait être l'*autorité* dans ce qu'elle a de plus grand et de plus digne.

Non, jamais homme de guerre n'a été mis à une telle épreuve. On chercherait en vain, dans

les histoires de Louis XIV et de Napoléon Ier une situation aussi difficile. Quelle force de caractère, quelle puissance d'esprit ne fallut-il pas à Pélissier pour lutter et pour vaincre ! La lettre du général Canrobert, qui ne précéda que d'un jour sa démission de général en chef, aurait découragé tout autre que le général Pélissier.

Nous pourrions rappeler dans ses détails la campagne de Crimée depuis le jour où Pélissier prit le commandement. Le récit en a été fait par des hommes témoins ou acteurs de la grande entreprise. On peut consulter les ouvrages divers du colonel Auger, du général Niel, du général Todleben, les lettres de Saint-Arnaud, le livre plein d'intérêt de l'amiral Bouët-Wuillaumez, la publication du baron de Bazancourt, du commandant du Casse, du capitaine Anitschkof, traduit du russe par Baumgarten, la correspondance du colonel du génie Guérin. Au nombre des historiens de cette guerre, il y a encore : le duc d'Almazan, le docteur Baudens, Paul de Molènes, l'écrivain allemand Plug, le docteur Chenu, le commandant Fay, l'amiral Jurien de la Gravière, A. Rambaud, Camille Rousset l'académicien, le général Bosquet (lettres à sa mère), le colonel Pierron, le commandant Frédéric Canonge. Les documents ne manquent donc pas pour qui veut connaître la campagne de Crimée. Notre but n'est pas d'écrire cette histoire, mais de peindre le portrait d'un homme

que nous avons connu et sous les ordres duquel il nous a été donné de servir.

Donc, au lieu de répéter ce que d'autres ont dit, mieux que nous ne saurions le faire, il nous semble préférable d'entrer dans la voie des confidences et de placer sous les yeux du lecteur des faits et des discours qu'il ne trouverait pas dans les ouvrages que nous venons de citer. Ces faits et ces discours feront mieux connaître que la grande histoire la personnalité du maréchal duc de Malakoff. D'autres vous ont montré le théâtre avec ses brillants décors et ses personnages héroïques, nous vous conduirons aux coulisses et là, dans l'ombre,vous assisterez aux scènes intimes. Vous verrez que si quelques héros sont moins grands en déshabillé, il en est au contraire qui grandissent hors de la scène : tel est le vainqueur de Sébastopol.

IV

Le général Pélissier passa du commandement du premier corps au commandement en chef de l'armée d'Orient le 19 mai 1855. Les circonstances qui se rattachent à ce fait capital de sa carrière sont de celles qui honorent le plus le caractère et la mémoire du général. Faisant taire toute considération personnelle, s'effaçant complètement et s'inspirant uniquement des intérêts et de la réputation militaire du général Canrobert,

il l'adjura de ne pas résigner le commandement. Pendant trois jours, celui-ci hésita dans sa résolution devant les nobles et puissantes paroles de son lieutenant. Avec son cœur loyal et son âme généreuse, le maréchal Canrobert n'en a pas perdu le souvenir. Il a rappelé, depuis, cette abnégation pleine de grandeur du général Pélissier dans les termes de la plus sincère reconnaissance.

Le premier acte du nouveau général en chef fut de reprendre l'expédition de Kertch contremandée peu de jours avant par son prédécesseur. Des considérations militaires du premier ordre obligèrent l'armée anglo-française à se rendre maîtresse de Kertch. Lord Raglan le désirait autant que Pélissier. C'était tarir la source la plus féconde des approvisionnements de l'ennemi. Les Anglais en avaient compris toute l'importance et réclamaient cette opération depuis le début de la campagne. Enfin, après un commencement d'exécution, au moment d'aboutir, l'escadre aux ordres de l'amiral Bruat, portant les troupes de débarquement, fut rappelée, laissant ainsi les Anglais abandonnés à eux-mêmes. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase, en déterminant le général Canrobert à renoncer au commandement en chef.

L'intérêt politique d'accord avec l'intérêt militaire en commandait donc la reprise sans délai. Le général Pélissier signifiant sa décision au général Niel, provoqua de sa part cette excla-

mation singulière : « Reprendre l'expédition de Kertch ! mais c'est une aberration ! » Là est le premier fait où la divergence de vues entre le général de division commandant en chef le génie et le général en chef de l'armée se manifesta. C'était le 20 mai. Le lendemain cette divergence se produisit encore plus tranchée.

L'expédition de Kertch partit de Kamiesch le 22 mai sous le commandement de sir Georges Brown ; le corps expéditionnaire comprenait 14.800 hommes, dont 6.800 Français commandés par le général d'Autemarre (qui avait remplacé le général Forey), 3.000 Anglais, 5.000 Turcs, et 6 batteries. Les Russes abandonnèrent Kertch sans résistance.

Il fallut au général Pélissier une véritable énergie pour reprendre l'expédition de Kertch, car la première, en pleine mer, avait été rejointe par un aviso qui apportait une dépêche de l'empereur Napoléon, enjoignant de renoncer à l'expédition. Le contre-ordre reçut son exécution. L'Empereur envoyait en même temps un plan de campagne, que le général Niel, son aide-de-camp, avait élaboré, et qui de Crimée avait fait le voyage de Paris pour y chercher l'approbation de l'Empereur. D'après ce plan, l'armée alliée était divisée en trois fractions : la première, forte de 70.000 hommes, devait, sous les ordres du général Pélissier, continuer le siège ; la seconde, commandée par lord Raglan et en comptant 55.000, devait occuper la vallée de Baïdar,

et tout en conservant ses communications avec l'armée de siège, progresser le plus possible de façon à menacer les communications avec Simféropol, pendant que la troisième fraction, forte d'environ 60.000 hommes et commandée par le général Canrobert, partirait d'Aloutcha et marcherait sur Simféropol pour se porter sur les derrières de l'armée russe.

On conçoit difficilement qu'un tel plan soit l'œuvre d'un officier général et l'on comprend plus difficilement encore qu'il ait été approuvé par l'Empereur. L'un des bons historiens de la campagne porte ce jugement qui est celui des officiers ayant commandé des troupes : « Ce plan défectueux ne pouvait aboutir qu'à un insuccès. L'emploi de deux lignes d'opération entre lesquelles s'étendait un pays complètement inconnu donnait toute facilité aux Russes de battre isolément chaque colonne et de s'opposer à leur jonction. Non seulement on renonçait à se ménager la supériorité numérique, mais en outre on s'exposait bénévolement à courir toutes les chances funestes de la division du commandement. »

Le général Canrobert commandait encore l'armée lorsque le plan approuvé revint de Paris. Mais pour le mettre à exécution, il fallait le faire agréer par lord Raglan. Celui-ci fit d'abord quelques objections, par convenance, puis il refusa complètement de s'associer à des entreprises de cette nature.

Ce fut alors que le général Canrobert donna sa démission ; il comprit que si un général, sous ses ordres, usant de sa qualité d'aide-de-camp de l'Empereur, composait le plan de campagne, lui, le général en chef, n'était plus que l'humble exécuteur. Telle était la situation, lorsque le général Pélissier prit le commandement en chef « Ce sera le titre de gloire de Pélissier, d'avoir compris les difficultés de la situation et d'avoir marché droit devant lui, sans se laisser détourner du but par des contrariétés, par des contradictions de provenance variée. Dans cette lutte d'une nature spéciale, où il eut à compter sans cesse avec des surveillants gênants, dont un surtout, le plus autorisé, le général Niel, le desservait âprement, et avec le mauvais vouloir de l'Empereur lui-même, il fut dignement et loyalement secondé par le ministre de la guerre, maréchal Vaillant. »

Ainsi parle l'un des bons historiens de la campagne de Crimée, Frédéric Canonge, officier supérieur.

Il ne faut pas oublier que l'expédition de Kertch réussit à merveille, ce qui dut causer quelque surprise au général Niel. Nous avons dit que l'expédition de Kertch avait fait naître une divergence d'opinions entre le général en chef et le général Niel ; cette divergence s'accentua deux jours après.

Dès son arrivée en Crimée le général Pélissier avait reconnu, avec le général sir Harry Jonhes,

commandant le génie de l'armée anglaise (qui le premier l'avait signalé), que le véritable objectif était Malakoff. Aussi l'un des premiers soins du général en chef fut-il de modifier en conséquence les opérations du siège. Le 21 mai, dans la soirée, il écrivait au général Bosquet, commandant le 2ᵉ corps, d'avoir à étudier et à lui transmetttre un dispositif pour l'attaque et l'enlèvement du Mamelon-Vert et des ouvrages blancs. Une phrase impérative : « *telle est ma volonté irrévocable* », terminait cette lettre. La phrase avait pour objet de vaincre toute hésitation, toute résistance de la part du général Bosquet qui avait fait connaître ses idées entièrement opposées. Jusqu'alors, Bosquet avait constamment fait opposition à l'occupation du Mamelon-Vert et à son attaque, depuis la nuit où les Russes s'avançant au-devant de nous s'étaient établis dans cette position.

Le général Pélissier, qui couchait encore à son ancien quartier-général du 1ᵉʳ corps, afin de laisser au général Canrobert le temps d'évacuer le grand quartier-général, s'y transportait pendant le jour pour la transmission de ses ordres. Dans la journée du 22 mai, le général en chef faisant part, verbalement, au général Niel des instructions qu'il venait d'adresser au général Bosquet, le chef du génie s'écria : « Attaquer le Mamelon-Vert ! y songez-vous, monsieur le général en chef ? — J'y ai songé, répondit avec calme le général Pélissier. — Mais, reprit le général Niel, ce

sera une bataille; une telle opération ne peut être tentée; les considérations les plus sérieuses s'y opposent. » La conversation avait lieu sur la terrasse qui régnait devant les baraques du grand quartier-général. Canrobert parut tout à coup, sortant de sa tente. Par un sentiment de délicatesse, le général en chef dit au général Niel : Voici l'ancien maître de la maison, ce n'est pas le moment de traiter cette question. — Mais, monsieur le général en chef, j'ai à vous soumettre les objections les plus graves. — Eh bien, êtes-vous homme à vous trouver demain matin à quatre heures à mon quartier-général du 1er corps? — Oui, monsieur le général en chef.

Fidèle au rendez-vous, le général Niel développa son opinion, sans être interrompu. Après avoir écouté attentivement, le général Pélissier dit : Ces considérations sont sans importance à mes yeux, elles ne peuvent prévaloir contre celles qui commandent la poursuite du siège, et comme opération préalable l'enlèvement du Mamelon-Vert et des ouvrages blancs ; mes ordres recevront donc leur exécution. — Mais, monsieur le général en chef, vous me demandez mon opinion et vous n'en tenez aucun compte. — Je n'ai pas réclamé votre avis ; vous avez insisté pour le faire connaître et je vous ai entendu. Je ne le goûte pas et je passe outre ; c'est mon droit, c'est mon devoir de général en chef. Vous obéirez.

Les jours s'écoulaient sans que le dispositif demandé au général Bosquet parvînt au général

en chef. Celui-ci fit alors une lettre de rappel avisant le commandant du 2e corps que si, à telle date, le projet ne lui était pas remis, il confierait à un autre officier général la mission dont il l'avait chargé.

On voit qu'il fallait une volonté calme et imperturbable chez le nouveau général en chef pour vaincre l'opposition ou le mauvais vouloir d'officiers généraux habitués à se jouer des ordres du général Canrobert.

Le conseil de guerre mixte formé des principaux généraux des armées alliées, réuni sur l'initiative du général Pélissier dans le but de discuter le projet et d'en arrêter les détails, parut au général Niel une occasion propice pour exposer ses vues; s'écartant de la question à l'ordre du jour, il voulut développer un plan général d'opérations en rase campagne. Le général en chef, couvrant alors de ses deux mains une partie de la carte développée sous les yeux des membres du conseil, dit avec fermeté : C'est moi qui dirige la discussion ; vous vous renfermerez, général, dans la question posée, ou je me verrai forcé de vous retirer la parole.

Quelques instants après, le général Niel revenant, avec sa faconde habituelle, à son plan systématique, voulut pour lui donner plus de poids le couvrir d'une auguste opinion. Convaincu par cette attitude qu'il fallait briser pour toujours cette résistance systématique, le général Pélissier fit entendre ces paroles : « Général, je ne

reconnais pas à l'armée d'aide-de-camp de l'Empereur, il ne s'y trouve qu'un général en chef et des généraux subordonnés. Vous êtes de ceux-ci ; vous vous courberez, vous obéirez. »

Le 7 juin l'opération fut parfaitement exécutée et couronnée d'un succès complet. Le général Niel vint le lendemain matin féliciter le général en chef, disant que c'était un pas considérable de fait. Le général Pélissier put conserver son sérieux devant une telle démarche.

Le général russe Todleben, excellent juge en telle matière, apprécie l'opération, et donne d'excellentes raisons pour approuver le général Pélissier.

On a dit et répété que le général en chef Pélissier exposait inutilement les hommes, qu'il ne tenait aucun compte des pertes pourvu que ses attaques fussent couronnées de succès. Le lendemain de la victoire du 7 juin, il fit paraître cet ordre du jour pour blâmer l'ardeur trop vive de la division Camou :

« Un entraînement toujours déplorable, puisqu'il aboutit à répandre inutilement un sang généreux, vous a emporté plus loin que vous n'auriez dû le faire, et bon nombre ont été cruellement punis. Il est de mon devoir aujourd'hui, de vous renouveler la recommandation faite tant de fois. Aussi répéterai-je aux officiers généraux, aux chefs de corps, aux commandants de compagnies, de bien faire sentir aux hommes qui leur sont confiés la nécessité de leur réu-

nion et de leur formation régulière après toute action de guerre, et surtout après un assaut: non seulement le succès de l'opération, mais encore l'honneur de l'armée et leur propre salut individuel dépendent de la rapidité avec laquelle ils se sont reformés et mis en mesure de repousser toute attaque de l'ennemi, de vaincre toute résistance qui serait encore à renverser, jusqu'à ce qu'il soit tout à fait réduit à l'impuissance. »

V

Un officier placé sous les ordres du général Bosquet trouva un plan sur le corps d'un officier russe, et conserva ce plan. Le général en chef réclama le document. Le général Bosquet s'émut de cette réclamation, et adressa une lettre au général en chef pour protester de sa loyauté. Le jour même, 11 juin, le général Pélissier répondit :

« Rien, dans la lettre que je vous ai adressée ce matin, quelque complaisance d'interprétation qu'on y veuille ou puisse mettre, n'est de nature à anéantir vos espérances fondées, que « *vos idées de loyauté et de dévouement militaire* » sont à l'abri de tout soupçon.

« Veuillez redescendre aux horizons réglementaires, et vous rappeler que *tout plan, document, livre, carte provenant de l'ennemi doivent être*

remis au général en chef, qui en dispose selon le cas et la règle.

« Vous avez manqué à cette règle en détenant ou laissant détenir le plan.

« Vous y avez manqué en ne m'informant pas de cette trouvaille.

« Vous vous êtes même écarté de ce qui restait à faire ce matin en n'envoyant pas quérir le plan où il se trouvait, afin qu'il me soit rapporté par l'officier à vous envoyé dans ce but.

« Quoi qu'il en soit, je regrette que vous ayez poussé vos hypothèses dans d'aussi extrêmes limites.

« Soyez réglementaire et engagez chacun à l'être en tout : c'est tout ce que je demande. Plus qu'un autre, et depuis longtemps, je sais votre loyauté et votre dévouement militaire. »

On trouvera peut-être une certaine raideur dans les relations du général en chef avec ses lieutenants. Mais Pélissier connaissait chacun d'eux, et les tendances de son caractère ; il savait ce que Canrobert avait eu à souffrir de l'indépendance que chacun cherchait à se créer. L'entreprise était immense ; il fallait, pour vaincre les Russes, la réunion de toutes les volontés, il fallait donc imposer silence à toutes les prétentions et se faire obéir.

Aux yeux de Pélissier l'intérêt du service dominait tout et il se tenait en garde contre ces faiblesses qui se cachent sous le nom de camaraderie.

Le général en chef n'était pas moins indépendant vis-à-vis de l'Empereur, dont la tutelle exercée à distance et par voie télégraphique pouvait nuire aux opérations militaires. Voici la lettre que le général Pélissier adressa à Napoléon III : « En me donnant le commandement que j'exerce, Votre Majesté m'a dit, le 17 mai, de me conformer autant que possible à un plan précédent, mais que la permanence des Anglais et leurs attaques modifiaient nettement ; tout s'est fait depuis d'accord avec eux et nous avons agi de concert. Nos projets vous ont été exposés et ont réussi,quoi qu'en dise Gortschakoff. Dans ma conviction c'est la seule ligne à suivre.

« Dans cette situation, l'exécution radicale de vos ordres du 14 est impossible : c'est me placer, Sire, entre l'indiscipline et la déconsidération. Votre Majesté ne le voudra pas. Jamais je n'ai connu l'une ; je ne voudrais pas subir l'autre. L'armée est pleine de confiance et d'ardeur. La mienne égale mon dévouement : mais que Votre Majesté me dégage des limites étroites qu'elle m'assigne, ou qu'elle me permette de résigner un commandement impossible à exercer de concert avec nos loyaux alliés,à l'extrémité quelquefois paralysante d'un fil télégraphique. »

Le 18 juin les assiégeants subirent un échec extrêmement grave. La position personnelle du général Pélissier se trouvait sérieusement compromise. Il ne pouvait se le dissimuler ; car, en prenant le commandement de l'armée, il avait

repoussé le plan d'opération de l'Empereur, pour s'en tenir au siège. Néanmoins, jamais Pélissier n'eut l'esprit plus libre, la conversation plus enjouée et plus spirituelle que le soir de cette journée où il venait de jouer sa fortune. C'est à peine s'il y fit attention. Jamais sa force d'âme ne se révéla d'une façon plus éclatante. Peut-être souffrait-il intérieurement, mais il voulait par cette attitude relever le moral si profondément atteint dans son entourage et dans l'armée.

La victoire de la Tchernaïa ou de Tractir rétablit entièrement la situation un moment compromise. Le lendemain, 17 août, pour mettre à profit l'ascendant moral que nous venions d'acquérir sur l'armée russe, les batteries françaises eurent l'ordre d'activer leur feu. Les attaques furent poussées avec un redoublement de vigueur. Le général Niel en parcourant les travaux demanda à un lieutenant-colonel d'artillerie, chef d'attaque à Malakoff, ce qu'il pensait des défenses de la place. — Dans huit jours, si les munitions ne nous manquent pas, nous aurons éteint le feu de l'ennemi, lui répondit cet officier supérieur. — C'est là une foi robuste, reprit le général en chef du génie ; cette foi vous honore, colonel, mais je ne la partage pas.

Déplorable langage de la part d'un homme auquel sa position devait commander l'exemple de la confiance dans le succès, alors même qu'elle n'eût pas été en lui.

Le général en chef du génie, loin d'imprimer

aux travaux du siège une impulsion vigoureuse, se laissait traîner péniblement à son corps défendant à la remorque des circonstances. Sans l'action énergique de subordonnés animés du feu sacré, le succès final n'aurait pas été obtenu. Le général Frossard à la droite et le général Lebœuf à la gauche sont les deux héroïques soldats auxquels en revient dans les armes spéciales la part la plus glorieuse.

Hélas ! pourquoi de tels hommes sont-ils rares ? A côté de ces nobles cœurs, de ces natures énergiques, il en était d'autres dont la pusillanimité et la défaillance ne faisaient aucun effort pour se déguiser. D'autres plus coupables encore spéculaient sur l'insuccès de nos armes pour se grandir, et amener la chute du général en chef Pélissier, comme ils avaient contribué à celle du général en chef Canrobert.

Nos travaux prenant une importance et un développement de plus en plus considérables sur la droite, le colonel X... fut envoyé, dans le courant de juillet, comme chef de l'attaque du Carénage. Le colonel se présenta chez le général Bosquet, commandant le 2me corps. Voici fidèlement l'entretien qui eut lieu :

« Colonel, vous arrivez ici dans de bien tristes circonstances. Vous trouverez une armée découragée. Si je vous le dis, c'est qu'il faut que vous sachiez sur quel terrain vous êtes. A la tranchée vous entendez les officiers et les soldats qui expriment hautement leur pensée. Si vous avez

quelqu'influence, usez-en pour faire blinder les batteries de la pointe du Carénage. Le général en chef et le général Thiry jugent les choses de leurs cabinets, sans se préoccuper du découragement de nos canonniers; mais moi, qui les visite chaque jour, je ne peux me le dissimuler, et je vous le répète, insistez pour que ces batteries soient blindées. — Le colonel X... : C'est l'intention du général en chef, il est venu visiter ces batteries samedi dernier. — Le général Bosquet : Oui, mais comment est-il venu ? en voiture. Est-ce ainsi qu'un général en chef paraît devant son armée ! surtout après une journée comme celle du 18 juin ! Cette attitude produit un déplorable effet, et j'ai dû imposer silence à des réflexions un peu bruyantes. — Le colonel X... : Mon général, croyez-vous que cette émotion était réelle ? Le commandement du général en chef est fort étendu. Il embrasse tout le développement des attaques de la baie de Strabella aux contreforts d'Inkermann, Kamiesch, les vallées de la Tchernaïa, de Baïdor, etc., il doit donc avoir recours aux moyens de locomotion les plus rapides et les plus commodes. Oui, il est venu en voiture jusqu'au ravin du Carénage, là il est monté à cheval... puis il a mis pied à terre pour pénétrer dans les tranchées... — Le général Bosquet : Quoi ! il a vu deux batteries ! il a fait cela en deux heures, tandis que moi, j'en mets quatre, sans compter l'aller et le retour... — Le colonel X... : Mais ces deux batteries sont les plus

avancées, celles qui offrent le véritable intérêt du moment.— Le général Bosquet : Qu'importe, nous savons pourquoi on tient à ce siège, on le sait aussi à Paris. Chaque soir on trouve sa tente dressée, et son lit tout fait...— Le colonel X... : J'ai été moi-même partisan des opérations en rase campagne, mais, mieux renseigné aujourd'hui, je reconnais mon erreur. Si vous le permettez, mon général, examinons rapidement, mais sérieusement la question. Quel est l'effectif des baïonnettes disponibles du 1er corps ? 14.500 ; du 2me corps ? 14.000 ; j'ignore l'effectif du corps de réserve, mais supposons-le tel qu'à son arrivée, 18.300 baïonnettes, total 46.800. Croyez-vous, mon général, faisant abstraction de la configuration et des reliefs du terrain, admettant que l'armée soit pourvue de moyens de transport, ce qui n'est pas, croyez-vous, dis-je, qu'un tel effectif permette de détacher un corps d'opération destiné à agir sur notre droite, d'en établir un second sur la Tchernaïa pour observer l'ennemi et s'opposer à ce qu'il descende des hauteurs de Makensie pour couper le premier de sa base d'opérations qui est le plateau de Kersonèse, enfin, de maintenir, sur le plateau, un troisième corps pour garder cette position et couvrir Kamiesch et Balaclava ? — Le général Bosquet : Mais je me rattache à ce siège. — Le colonel X... : Alors, mon général, pourquoi me tenez-vous ce langage qui ressemble à la critique ? — Le général Bosquet : C'est que la chose

était possible au mois de mai. — Le colonel X... : Pas plus au mois de mai qu'aujourd'hui, mon général, je viens de le démontrer. — Le général Bosquet : Au reste, on me tient dans l'ignorance du plan de campagne, et cependant j'ai dans mon portefeuille des lettres éventuelles de commandement en chef. Deux fois, je me suis présenté chez le général Pélissier, j'étais près de vous, Colonel, et vous avez dû remarquer que le général en chef n'a pas daigné m'adresser la parole. Aussi, qu'il vienne à verser avec sa voiture, à Dieu ne plaise ! ou que tout autre événement le mette dans l'incapacité d'exercer le commandement en chef, je serai fort embarrassé, car je ne connais pas les ordres du ministre de la guerre; j'ignore quels sont les rapports du général en chef de l'armée française avec le quartier-général anglais. — Le colonel X... : Vos préoccupations sont exagérées, mon général. Si le chef de notre armée venait à tomber de voiture ou était empêché pour toute autre cause, vous trouveriez sa correspondance à jour; enfin le dépositaire de sa pensée intime, le chef d'état-major général (général Martimprey) vous aurait promptement fixé sur sa situation et ses détails. Au reste, mon général, je ne m'explique pas le langage que vous me tenez. Votre intention serait-elle que je vous servisse d'intermédiaire près du général en chef ? dans ce cas, vous jugeriez mal mon caractère. D'ailleurs, le commandant d'un corps d'armée est un personnage

trop important pour ne pas se faire entendre directement quand il y a lieu. — Le général Bosquet : Les lettres restent sans réponses. — Le colonel X... : Alors on se déplace et l'on fait une démarche en personne. — Le général Bosquet : Entre quatre yeux, on vous répondrait des grossièretés et cela ne se passerait pas... comme ça. — Le colonel X... : Surpris de vos confidences, mon général, je me retire. Ce que vous m'avez fait entendre ne franchira pas le seuil de cette baraque. »

Quelques temps après, le colonel X... se présenta chez le général Bosquet. Il était en compagnie du général Mellinet. Après quelques propos sans importance, le général Bosquet dit en s'animant : « Je le déclare, c'est une infamie, une indignité, une déloyauté de vous laisser la responsabilité sans les moyens d'action. » A ces mots, le général Mellinet se leva et prit congé du général Bosquet. Celui-ci s'écria : Je le répète, c'est une infamie, une indignité, une déloyauté de vous laisser la responsabilité sans les moyens d'action. Alors un dialogue s'établit. — Le colonel X... : « Mon général, lorsque le général en chef commandait le 1er corps d'armée, il était réduit à ce rôle dont vous vous plaignez et il s'honorait d'exécuter les ordres de son général en chef. — Le général Bosquet : S'il pouvait faire autrement, c'était son affaire ; quant à moi, je ne suis réduit à ce rôle de caporal que depuis l'avènement de *Monsieur Pélissier;* et je le répète

de nouveau, c'est une infamie, une indignité, une déloyauté de laisser à quelqu'un la responsabilité sans les moyens d'action. — Le colonel X... : Vous vous méprenez, je crois, mon général, sur votre position. Vous commandez les troupes du 2me corps affectées à une partie du siège, au siège de droite. Le général en chef entouré des commandants supérieurs d'artillerie et du génie est, lui, le commandant du siège. Il vous transmet ses ordres et vous êtes tenu de les exécuter, sauf dans des circonstances urgentes où vous pouvez les modifier, sous votre propre reponsabilité. » Le général Bosquet se leva alors et dit : « Eh bien, si j'avais la libre disposition de mon artillerie, j'en ferais un tout autre usage. Toutefois, par respect pour la discipline, j'obéirai jusqu'au bout; mais viendra un jour où le général en chef aura à répondre de sa conduite devant un conseil de maréchaux ou *devant un autre conseil.* » Une inflexion de voix accompagna ces paroles pour les rendre plus significatives. Alors le colonel X... se leva, en disant : Par respect pour la discipline, je vous demanderai, mon général, la permission de me retirer.

Un tel langage porte en lui ses commentaires. On ne saurait se le dissimuler, le général Bosquet, qui s'était constamment joué des ordres du général Canrobert, sentait qu'il ne pouvait résister à ceux de son successeur. Se heurter ouvertement contre cette fermeté rigide et imperturbable était impossible; alors l'étude constante

du général Bosquet fut de faire échec au général en chef, par des moyens détournés. Ainsi, Bosquet, qui avait débuté dans l'artillerie et connaissait le service de cette arme, cherche à détourner pendant quelques jours le tir dirigé contre la place. Si le siège languissait, s'il se prolongeait jusqu'à l'hiver, c'en était fait du général en chef. Le général Bosquet héritait du commandement suprême. Depuis le 19 mai sa conduite n'eut pas d'autre but. Le général Pélissier, qui l'avait connu, à Oran, capitaine aide-de-camp de Lamoricière, avait depuis longtemps jugé les qualités et les défauts du commandant du 2e corps.

Après la bataille de Tractir, qui fut un grand succès pour Pélissier, le général Bosquet se montra triste et soucieux, pendant que l'armée française était dans les joies du triomphe. Bosquet avait assisté de loin à cette glorieuse journée, en simple spectateur, sur le plateau de Kersonèse, non loin de la redoute Canrobert. Ceux qui se tenaient près de lui remarquaient sa physionomie consternée.

En prenant le commandement en chef de l'armée, le général Pélissier connaissait l'esprit qui animait la plupart des généraux. Après s'être tracé la marche à suivre et déterminé son but, il s'isola dans sa volonté, fermant l'oreille aux objections. C'est ainsi qu'au milieu des défaillances qui l'entouraient, il est resté l'homme fort dont parle Horace.

La position de Pélissier avait quelque analogie avec celle de Masséna commandant l'armée de Portugal. Mais plus heureux que le prince d'Essling, Pélissier conserva toute son énergie. Il courba ses lieutenants sous sa main de fer et sut résister aux ordres funestes qui venaient de la cour.

Le général Bosquet était doué d'une remarquable intelligence, fort instruit et démentant le proverbe qui dit que pour commander il faut savoir obéir. Pélissier était peut-être le seul homme de l'armée française assez ferme et assez éclairé pour dominer le général Bosquet. Il avait aussi à se garder de la diplomatie tenébreuse du général Niel, et devait sans cesse se tenir en garde contre les rapports occultes qui le perdaient auprès de l'empereur.

Ce que nous venons de dire est masqué par la grande histoire qui ne tient compte que des événements connus de tous. Elle fait une belle part au général Pélissier conquérant de Sébastopol. Son nom passera à la postérité. Bonne personne fort crédule, qui se contentera de savoir qne Pélissier porta haut l'épée de la France. Quant à l'homme, à son caractère, aux épreuves qu'il eut à subir, aux difficultés qu'il eut à vaincre, la postérité n'en aura nul souci. Or, c'est précisément l'homme que nous avons voulu peindre, et pour ce portrait il fallait user de la loupe.

VI

La mort les a frappés. La fortune leur avait souri, et sur leurs cercueils, au jour des funérailles, la foule voyait le bâton de maréchal de France. Nul ne se demandait comment il avait été conquis, et le bâton qu'avait porté Pélissier ne semblait pas plus grand que les autres. Il l'était cependant.

Nul ne fut plus que lui animé du fluide impératif ; nul plus que lui ne sut se faire obéir. Peut-être pourrait-on reprocher à Pélissier des formes rudes souvent blessantes. Caustique, il faisait à plaisir des blessures profondes, et les victimes l'accusaient hautement de méchanceté systématique. Il en vint ainsi à soulever contre lui des haines implacables. On le redoutait et servir sous ses ordres semblait être un malheur.

Ce lot nous était réservé, pendant la campagne d'Italie. Nommé maréchal de France, duc de Malakoff, ambassadeur en Angleterre, Pélissier eut le commandement du corps d'armée que l'Empereur plaçait en face du Rhin et auquel il confiait l'Impératrice et son fils. La mission était belle sans doute, mais le duc de Malakoff eût préféré la guerre d'Italie.

Sous ses ordres le service devait être régulier, réglementaire sans minutie et dépouillé de ces formules banales inventées par les petits esprits. Tout se faisait sans bruit, avec aisance et fran-

chise. Le maréchal, très simple dans ses goûts, dédaignait le théâtral. Sa supériorité incontestable se passait de mises en scène. Celui qui avait mérité sa confiance servait sous ses ordres avec agrément, à l'occasion il soutenait ses inférieurs très énergiquement, quoiqu'il fût peu prodigue de promesses. Nous avouerons franchement que son indulgence avait des limites très resserrées, et que ses impatiences fort bruyantes troublaient plus d'une tête ; mais il était si franc, si loyal, nous devons dire si bon, qu'il devenait facile de se faire aux orages.

Le quartier-général était à Nancy, où le maréchal habitait l'ancien palais du roi Stanislas. Un général de brigade commandait la subdivision de la Meurthe et des Vosges ; et, pendant la guerre d'Italie, une brigade de cuirassiers composée de trois régiments appartenant à cette armée du Rhin que la Prusse ne perdait pas de vue. Un jour, le général A... dont l'hôtel était situé près du palais du maréchal, reçut la visite d'un chef d'escadron d'Etat-Major en retraite, ancien camarade de Pélissier, et qui sollicitait une audience du duc de Malakoff. Le général A... présenta le jour même la requête au Maréchal. « Comment ! s'écria celui-ci, mon vieux camarade S... me demande une audience, au lieu de venir à moi les mains tendues ! Ecrivez-lui que j'irai demain lui demander à déjeuner ; vous viendrez avec moi, général ; à propos, savez-vous ce qu'il désire ? — Il est sans la moindre fortune, monsieur le ma-

réchal, sa famille se compose de deux fils et d'une fille. Le commandant voudrait obtenir une bourse pour l'un de ses deux fils, à l'école de la Flèche. — Il aura deux bourses, dit le maréchal, dussè-je les payer. — Permettez-moi, monsieur le maréchal, reprit le général A..., de vous faire observer que le commandant n'est pas en mesure de donner un déjeuner au duc de Malakoff; son installation est plus que modeste, et peut-être serait-il peu flatté de ne pouvoir honorer votre présence. — Vous n'avez pas le sens commun, mon cher général. Comment! vous ne comprenez point qu'un fourgon apportera le déjeuner, pâtés et champagne, jambon et salade d'avant-garde, tout y sera, service et le reste! Mais ne prévenez pas le commandant, son embarras sera sa punition, il ne fermera pas l'œil de toute la nuit. » Et le maréchal, prenant un nouveau cigare, se prit à rire de bon cœur.

Le lendemain, à onze heures, la voiture du maréchal accompagnée d'un fourgon s'arrêtait au village de F... devant une maison isolée de modeste apparence. Le duc de Malakoff, suivi du général A..., descendit devant le perron. Placé comme une sentinelle à quelques pas en avant, le maître du logis se tenait, fort ému, à l'endroit où devait s'arrêter la voiture. Le maréchal avait à peine touché le sol, que, les bras ouverts, il se précipitait vers son ancien camarade, et l'embrassait cordialement. Pélissier était embrasseur et il y allait aussi rudement qu'aux coups de

boutoir. Le commandant S... laissait couler ses larmes, car le maréchal le tutoyait, ce qu'il n'avait jamais fait. Puis vinrent les reproches les plus tendres, entremêlés d'épithètes peu parlementaires : « On n'est pas plus bête ! criait le maréchal ; comment ! tu sollicites une audience, toi, mon vieux camarade, mon vieil ami ! » Le malheureux commandant, fort troublé par la joie, la surprise, et surtout par le fantôme de son déjeuner indigne d'un héros, laissait tomber des phrases inachevées, entrecoupées où les idées s'entre-choquaient.

Enfin, la porte de la salle à manger s'ouvrit, et l'un des valets du maréchal, sans prononcer un mot, fit savoir par sa présence que monsieur le commandant était servi. Le menu était simple et le repas rendit au commandant sa liberté d'esprit. Le maréchal fut spirituel, caustique, charmant conteur, convive aimable ; il pétillait et semblait rajeuni ; dans ses yeux, qui lançaient trop souvent des éclairs, il n'y eut, ce jour-là, que des rayons de joie, de tendresse, de bonheur. Ce n'était plus le terrible capitaine de Crimée, mais un camarade plein de bonhomie qui retrouve un compagnon d'armes.

Il est inutile d'ajouter que le commandant S... obtint plus qu'il n'avait espéré. Ce qui l'avait principalement touché, c'est que le maréchal s'était souvenu de tous ses anciens camarades, s'informant du sort de chacun d'eux, et rappelant les moindres détails du service d'autrefois.

A quelque temps de là, le duc de Malakoff se trouvant à Toul pour une inspection, vit passer un enterrement; sur le cercueil se trouvait l'uniforme de sergent-major de chasseur à pied, un homme âgé suivait tristement, derrière lui quelques amis en petit nombre. Le maréchal dit au général A... de s'informer. Celui-ci apprit que le sous-officier conduit à sa dernière demeure avait été grièvement blessé à Magenta, et qu'envoyé en congé de convalescence, il était mort de ses blessures; le frère aîné du sergent-major avait été tué en Crimée, et le vieux père, lieutenant en retraite, restait seul, pauvre et abandonné.

A la demande du général A..., le vieil officier lui confia ses états de services. Ils étaient remarquablement beaux, le maréchal les lut attentivement, et sans prononcer une parole, plaça les états de services dans son portefeuille. Un mois après le maréchal revint à Toul sous un prétexte futile; descendu à l'hôtel il envoya dire au vétéran de passer chez lui, à onzes heures précises; à l'heure dite, le vieux lieutenant parut : Monsieur, vous aviez deux fils ? — Oui, monsieur le maréchal. — Ils ont été tués ? — Oui, monsieur le maréchal, l'un en Crimée, l'autre en Italie. — Vous avez servi longtemps? — Jusqu'en 1830, monsieur le maréchal, j'ai quitté le service après la Révolution de juillet, ayant été blessé dans l'émeute. — Quelle retraite avez-vous ? — 420 fr. par an.

Apres un moment de silence, pendant lequel le maréchal a le regard fixé sur le vieux soldat,

Pélissier secoue brusquement la tête comme pour en chasser une pensée douloureuse, il tire sa montre et dit : Allons, mon brave, vous allez partager avec moi ce déjeuner d'auberge. Et passant le premier le duc de Malakoff montra le chemin au vétéran. Sur la table, il n'y a que deux couverts. Le maréchal s'asseoit, et le vieux lieutenant procède avec une lenteur respectueuse. Il déploie sa serviette, et jette un cri. Une croix de la légion d'honneur est là, suspendue à son ruban rouge : elle repose sur deux larges enveloppes. Le vétéran sanglote, ses mains tremblent, il veut se lever, mais les forces lui manquent, ses lèvres sont muettes ; il regarde le maréchal et celui-ci, tout souriant, se lève, prend la décoration, l'attache à la boutonnière du lieutenant, et jetant sur la table les deux enveloppes, dit rapidement : Ceci est votre brevet de légionnaire ; et cela, une pension de 1.200 francs.

« Maintenant, entamons l'omelette, car je suis pressé. »

Nous pourrions citer dix, vingt, trente anecdotes de ce genre, qui donneraient la mesure de cet homme dont on a dit tant de mal et tant de bien, mais plus de mal que de bien.

Il avait ses mauvais jours. Pendant la seconde expédition de Mascara, il chargea un capitaine d'infanterie d'aller, avec sa compagnie, surveiller les Arabes assemblés dans la plaine. Un quart d'heure après, le lieutenant-colonel Pélissier, armé d'une petite lunette d'approche,

vise le poste désigné au capitaine. Celui-ci revient une heure après, et Pélissier lui dit à haute voix : « Je vous avais dit de vous coucher, et non pas de vous cacher. »

Le comité des maréchaux de France se réunissait dans un vaste salon du ministère de la guerre. Le maréchal Pélissier arrive pour une séance, le cigare aux lèvres, car il était grand fumeur. L'un des maréchaux lui dit : Monsieur le maréchal, vous oubliez que l'on ne fume pas ici. — Je savais, répond le duc de Malakoff, que vous aviez peur du feu, mais j'ignorais que vous eussiez peur de la fumée.

En mal comme en bien, les citations pourraient être nombreuses, mais le mal est en paroles et le bien en actions.

Dans un travail intitulé *Les Français en Algérie*, M. Louis Veuillot a tracé quelques lignes qui s'appliquent au maréchal Pélissier, quoiqu'elles n'aient pas été écrites pour lui :

« Il y a quelque chose d'admirable ici-bas, c'est le spectacle d'une grande volonté aux prises avec de grandes difficultés. L'autorité par elle-même n'est rien, il y a des esprits lâches qui la possèdent et qui n'osent l'employer ; il y a des esprits incertains qui hésitent à s'en servir, ou qui la faussent et la brisent par des coups maladroits. Nulle arme n'est plus délicate. C'est la volonté qui fait tout. Mais la volonté à son tour n'est qu'entêtement et violence, lorsque le bon sens ne la dirige pas. L'homme de bon sens est ferme

en ses desseins, parce qu'ayant d'avance pris de justes mesures, prévu les obstacles, calculé leur force de résistance, aucun embarras ne l'étonne ni ne le détourne ; il marche à son but... »

Lorsque l'armée d'Orient fit son entrée triomphale à Paris, ses généraux en tête, le peuple en délire acclamait les soldats de la France. De tous les balcons, des fleurs pleuvaient et des couronnes de lauriers tombaient sur les baïonnettes. Les longues colonnes s'étendaient sur les boulevards pour défiler devant l'Empereur placé à l'ombre de la colonne de la grande armée.

On se montrait avec orgueil les chefs et les soldats. On voyait Canrobert, on voyait Bosquet, mais les regards cherchaient en vain le maréchal Pélissier, il n'était pas là.

Maréchal de France, duc de Malakoff avec une dotation de 100.000 francs votée par le corps législatif, vice-président du Sénat, membre du conseil privé, ambassadeur en Angleterre, grand chancelier de la légion d'honneur, gouverneur général de l'Algérie, grand'croix de la légion d'honneur, Pélissier est mort lorsque la France et l'armée avaient encore besoin de son épée. Hélas ! il avait prévu l'avenir. La Reine d'Angleterre lui demandait, pendant la campagne d'Italie, ce qui allait arriver : « Madame, répondit le maréchal, à la première bataille perdue par Napoléon, c'en est fait de la dynastie. »

Général AMBERT.

DAVID LIVINGSTONE

1813-1873

Nous conservons, dans le cartable des souvenirs de notre long enseignement, un portrait aux traits énergiques et anguleux, aux yeux grands et profonds : c'est celui d'un étudiant achevant sa seizième année. Au bas de ce portrait se trouve, en grands caractères, cette laconique dédicace : A mon maître ! La signature, Piétro de Brazza-Savorgnan, est celle du jeune et vaillant enseigne de vaisseau, qui a planté hardiment le drapeau de la France sur la rive droite du Congo. Nous ferons, quelque jour, la biographie de notre illustre élève. Aujourd'hui c'est de David Livingstone que nous entretiendrons les lecteurs de la *Gazette du Dimanche*, heureux que nous sommes de remettre en lumière la physionomie de cet explorateur célèbre, de cet ami de l'humanité, qui sentit peser sur sa conscience le salut d'âmes inconnues, nées au delà des océans et des déserts.

David Livingstone naquit, en 1813, dans la petite île d'Ulva, l'une des Hébrides ; son caractère garda quelque chose d'âpre et d'austère, rappelant sans cesse le berceau natal, l'île sauvage battue par les mers du Nord.

David était encore enfant, quand ses parents vinrent s'établir à Blantyre, en Ecosse. Son père, marchand de thé, le plaça aussitôt dans une filature de coton. Ce fut alors que le petit travailleur songea à s'instruire; quelque modeste que fût son salaire, il trouva le moyen de faire des économies, d'acheter des livres, et, non content de suivre assidûment les cours du soir, il consacra une partie de ses nuits à la culture des lettres et des sciences. Révélant chaque jour sa nature supérieure, montant chaque jour plus haut, l'ouvrier fileur fut reçu licencié par le collège des médecins de Glascow, puis agréé par la société des missions de Londres : c'était un homme, un érudit, un savant, un enthousiaste, prêt à s'élancer en avant, cachant, sous la froide enveloppe du ministre protestant, un cœur tendre et compatissant, l'âme ardente d'un missionnaire catholique.

Livingstone était de haute taille ; sa tête énergique, assise sur de larges épaules, présentait un front carré, traversé par un pli vertical, signe de réflexion ; les yeux grands et expressifs, surmontés de sourcils noirs et épais; une lèvre proéminente et mobile, pleine de force et de dédain : tel était l'homme qui, à vingt-sept ans,

obéit, avec courage et résolution, à la voix intérieure qui lui criait : Marche ! va, au delà des mers et des continents, à la recherche des peuples croupissant dans les ténèbres de la barbarie; va les conquérir à la civilisation et à Jésus-Christ.

En 1840, Livingstone partit pour la ville du Cap, aux frais de la société des Missions de Londres. Il y apprit les idiomes de l'intérieur de l'Afrique; puis, s'enfonçant dans les terres, à 475 lieues de la ville du Cap, il alla résider dans la vallée de *Mabotsa*, se maria, et prêcha l'Evangile aux *Béchuanas*, peuplades indigènes, tombées au-dessous de l'idolâtrie elle-même, cultivant la terre, élevant des bestiaux, couchant dans des huttes, disputant sans cesse leur liberté et leurs moyens d'existence aux rapaces et rusés Boers, leurs voisins.

Accueilli d'abord avec défiance, puis avec une curiosité mêlée de sympathie, par Séchélé, roi des Béchuanas, Livingstone trouva un champ tout préparé à recevoir la semence de l'Evangile. Séchélé était le seul homme, chez les Béchuanas, qui eût le pressentiment d'une autre vie. Emerveillé des enseignements du docteur anglais, il apprit à lire, étudia l'Evangile, et reçut le baptême lui et les siens. Roi et apôtre tout à la fois, Séchélé fit embrasser le christianisme à tous les gens de sa race.

On le voit, la première étape du missionnaire anglais sur la terre africaine avait été couronnée

d'un plein succès : c'était une étape de régénération, de civilisation; par ses efforts, par sa science et sa fortune, Livingstone avait ouvert les yeux et le cœur des Béchuanas à la lumière et aux espérances de la foi chrétienne

Il dirigea ensuite ses pas vers le *Kalahari,* véritable terre de servitude, qui s'étend depuis le fleuve Orange jusqu'au lac Agami. Tout autre que Livingstone eût redouté les hasards d'une expédition dans ces lieux arides, désolés, habités par les Bakalaharis, peuples déchus dans leur fuite, contraints de vivre à l'état nomade, en élevant quelques petits troupeaux de chèvres, qui leur rappelaient le temps où ils étaient agriculteurs et pasteurs.

Livingstone était accompagné de sa femme, de ses jeunes enfants et de quelques amis, quand il s'engagea, en 1849, dans la terre maudite du Kalahari. Il prit la route du pays des *Bamangouatos*, tracée par le lit d'une ancienne rivière desséchée. On marcha pendant plusieurs jours sans rencontrer le moindre filet d'eau; mais l'explorateur avait foi en la Providence : il creusa le sable, et soudain apparut une source souterraine, à laquelle la caravane put se désaltérer. Ensuite on alla longtemps sous un ciel de plomb ; on devait être, ainsi qu'il arrive dans les contrées sablonneuses que brûle un soleil ardent, le jouet d'un décevant mirage : les voyageurs croyaient voir au loin onduler le lac Ngami, reluisant au soleil comme un miroir d'acier ; mais plus ils

avançaient, plus le lac fuyait devant leurs lèvres altérées, et allait creuser au loin son lit fantastique ; le Ngami était encore éloigné de trois cents milles.

Enfin fut découverte la *Zouga,* issue du Ngami (14 juillet 1849). Livingstone y trouva les *Bayéyès,* peuplade vivant au milieu de la rivière, sur des canots creusés dans des troncs d'arbres. N'ayant rien à redouter de ces paisibles mariniers, il alla s'asseoir à bord de leurs embarcations ; il arrivait, le 1er août, au lac Ngami, dont les eaux fuyaient plus loin que l'horizon ; il se disposait à explorer la plaine qui s'étend au delà du lac, quant il se vit contraint de rétrograder au pays des Béchuanas, avec ceux de ses compagnons qui avaient pu résister à la fièvre d'Afrique.

Après quelques mois de repos, il revint de nouveau dans le Kalahari, emmenant avec lui sa femme et ses enfants. Laissant à sa gauche le lac Ngami, il s'enfonça dans une affreuse contrée dépourvue de toute végétation, et sur laquelle planait le silence de la mort. Les enfants n'avaient pas bu depuis cinq jours ; ils avaient pleuré toutes leurs larmes, sous les yeux de leur père et de leur mère consternés. Pauvres enfants! Pauvres enfants ! Ah ! il y a des douleurs que nul ne saurait décrire : ce qui n'a pas de mesure n'a pas d'expression... ; soudain les bœufs se mirent à courir ; la caravane guidée par l'instinct de ces animaux arriva enfin au bord de

la rivière de Chobé, au milieu de laquelle se trouvait une île verte.

Dans cette corbeille de verdure résidait Sébitouané, le roi des Makololos. A la vue du missionnaire il chanta la chanson de la paix : « D'où me vient cette bonne fortune, dit-il, qu'un de ceux vers qui je voulais aller vienne à moi dans mes derniers jours, et m'apporte la paix qui a toujours fui loin de moi ? »

Livingstone et les siens trouvèrent chez le roi des Makololos l'hospitalité des âges primitifs. A ses derniers moments, Sébitouané eut le bonheur d'entendre les exhortations chrétiennes de Livingstone, qui écrivit dans son journal : « Je ne pouvais m'empêcher de songer au sort de Sébitouané dans cet autre monde, dont il n'avait entendu parler qu'au moment de quitter celui-ci. Je comprenais les sentiments de ceux qui prient pour les morts. »

Ceux qui prient pour les morts, ce sont les catholiques, et c'était un sentiment tout catholique qu'éprouvait le protestant Livingstone, près de la tombe du roi son ami.

En octobre 1851, Livingstone prend la résolution d'envoyer en Angleterre sa femme et ses enfants, et se dispose à explorer seul, pendant quelques années, des contrées nouvelles. Il quitte donc le vaste pays des Makololos et reprend la route du Cap. Les adieux se font au bord de l'Océan, adieux mêlés de tendresse et d'espérance.

Hélas ! la félicité parfaite, à laquelle tout être humain aspire, n'est pas de ce monde ; vous y passez pour atteindre un but, pour accomplir une œuvre ; le repos est au delà, et ce qu'il y a de triste dans la vie du voyageur, c'est de quitter les personnes qu'on aime et presque toujours pour ne les revoir jamais. Quelques années plus tard, Livingstone reçut la nouvelle que son fils Robert avait pris du service aux Etats-Unis, et qu'il était mort au champ d'honneur, en servant la cause des abolitionnistes.

En juin 1852, Livingstone quitte le Cap, et commence un troisième voyage, plus long et plus difficile que les précédents : c'est ce voyage qui fonda définitivement sa réputation.

Il marche au nord : à mesure qu'il avance vers le pays des Makololos, une végétation gigantesque apparaît : les grands arbres animent de leurs teintes variées un paysage que l'Européen n'a jamais vu. Ici les herbes grandissent, couvrent les chariots en effrayant les bœufs qui les traînent. Ailleurs le chemin disparaît sous une épaisse forêt ; il faut couper les arbres qui barrent le passage ; plus loin, c'est une rivière qu'on doit franchir ; les bœufs s'y enfonçent, les chariots s'y brisent ; il faut lutter contre les forces de la nature ; le péril semble ranimer l'énergie du rude explorateur, dont l'âme conserve toujours sa sérénité.

Quand il arriva au village de Moremi (mai 1853), les Makololos s'écrièrent en le voyant : « Il est

tombé des nuages ; comment a-t-il pu traverser le Chobé ? il a volé comme l'oiseau pour venir parmi nous. »

Un jour, Livingstone, accompagné de quelques Makololos, descend le cours du Zambèze. Tout à coup des colonnes de fumée s'élèvent à l'horizon, des bruits sourds et terribles se font entendre. *C'est la fumée qui tonne,* disent les rameurs ; la navigation devient dangereuse ; on aborde une île, qui semble un port de salut dans cet endroit, où le fleuve, qui mesure plus de mille mètres de large, va se jeter dans une crevasse et disparaître pour reparaître dans le lointain : c'est l'air qui, comprimé par les masses d'eau tombantes, produit, en rebondissant, les clameurs effroyables qu'on vient d'entendre, ainsi que le phénomène des colonnes de vapeurs s'élevant à trois cents pieds dans l'espace.

Livingstone sema des graines de café et quelques noyaux d'arbres fruitiers dans l'île abandonnée, d'où le regard embrasse : à l'occident, des bois solitaires, des contrées pestilentielles et désertes ; à l'orient, des champs, des villages dévastés, où la barbarie portugaise vient exercer son œuvre inhumaine, la traite des noirs.

Cependant les fonds envoyés par la société des Missions de Londres étaient loin de fournir au docteur Livingstone les moyens d'explorer l'Afrique australe. Les Makololos vinrent heureusement en aide à l'explorateur, qui faisait servir à

leur éducation, en même temps qu'à ses découvertes, l'autorité paternelle qu'il exerçait sur eux.

Le roi Sékéletou, fils de Sébitouané, ayant désigné vingt-sept Makololos pour accompagner Livingstone, celui-ci se remit en marche : une expédition devait aboutir sur la côte occidentale de l'Afrique, à Saint-Paul-de-Loanda. Le 11 novembre 1853, la caravane partit de Lynianti, point pris comme centre d'exploration. Sékéletou, à la tête de 150 Makololos, voulut lui servir d'escorte jusqu'à Naliélé, ville située sur le cours supérieur du Zambèze. De Naliélé on remonte le fleuve, pour entrer ensuite dans un affluent, la Liba, et s'engager enfin dans les forêts du Loanda.

Le dévouement des braves Makololos est supérieur à toutes les épreuves, à toutes les fatigues d'un si long voyage : Livingstone est leur père ; ils sont pour lui, non seulement des serviteurs actifs et zélés, mais encore des enfants soumis et tendrement affectueux. « Chaque soir, dit M. Fl. Loriot, l'un d'eux dresse la tente du missionnaire, un autre coupe de l'herbe et fait un lit ; un troisième, le héraut d'armes, coupe du bois ; un quatrième allume le feu de la Rotla devant la porte de Livingstone. C'est là qu'est la place d'honneur, et chacun prend la situation qui lui appartient d'après le rang qu'il occupe... »

Nous voici chez les *Balondas* (janvier 1854) ;

Shinté, le chef de ces peuplades, veut offrir en présent, à Livingstone, une fille du pays. « Ses parents, lui dit-il, ignorent qu'elle est ici ; ne la voyant pas revenir, ils diront : un lion l'a dévorée. Prenez-la ; elle est à vous ; elle vous portera de l'eau... » Le missionnaire refusa un tel présent. « Si je pouvais tromper l'œil d'une mère, répondit-il, je ne pourrais échapper à l'œil de Dieu. » Puis, voulant frapper l'imagination des Balondas, il leur montra, dans une lanterne magique, quelques images représentant les scènes de la Bible. On se figure le trouble que la vue de ces images produisit dans les âmes naïves de ces pauvres idolâtres. Longtemps après le départ du missionnaire, on s'entretint dans les forêts de Loanda de l'homme au pâle visage, qui leur avait parlé de la Bible et du sauveur Jésus.

Le 2 février 1854 fut découvert le lac *Dilolo*, dont le double écoulement, à l'ouest et à l'est, marque, en Afrique, la ligne de partage des eaux. Chez les *Chiboques* (mars 1854), la caravane se vit entourée par des ennemis armés et menaçants ; l'énergie des Makololos et le sang-froid de Livingstone eurent raison du mauvais vouloir des Chiboques, qui durent laisser le chemin libre aux explorateurs. En mai, on atteignit Saint-Paul-de-Loanda, où Livingstone fut éprouvé par une grave maladie : après avoir couché six mois sur la terre, il reposait enfin dans un lit, chez le commissaire anglais, envoyé dans la

ville pour la suppression de la traite. L'océan apparaissait, pour la première fois, aux yeux des Makololos, et cette vaste immensité, qu'ils ne se lassaient pas de contempler, jetait dans leur âme émerveillée et épouvantée l'idée de l'Infini.

A peine remis de ses fatigues, Livingstone reprit le chemin de Lygnanti. Le 26 juillet 1855, il revoyait le pays ami des Makololos. Les relations étant reconnues possibles, entre l'intérieur de l'Afrique et les nations de l'occident, Sékéletou comprit l'avantage qui résulterait pour son pays de l'organisation de caravanes, allant trafiquer à Loanda : c'était une voie ouverte, en Afrique, à la civilisation. Les mois d'août, de septembre et d'octobre 1855 furent consacrés, par Livingstone, à l'enseignement des Makololos. Qu'il soit mille fois béni le nom de cet homme fait de lumière et de paix, dont la vie fut de réaliser dans l'humanité l'œuvre de Dieu!

Au commencement de novembre 1855, Livingstone résolut de se rendre à la côte orientale en traversant le continent. Deux cents Makololos voulurent accompagner l'homme blanc dans son périlleux voyage ; ils désiraient, eux aussi, revenir couverts de gloire comme les 28 qui étaient allés à Loanda. Le roi Sékéletou se fit un devoir de diriger l'escorte jusqu'à la cataracte fumeuse et rugissante du Zambèze.

Un jour d'orage, à la veille de la séparation, il revêtit de son manteau le missionnaire euro-

péen, ne conservant rien pour se couvrir lui-même. « Je suis profondément touché, écrivit Livingstone sur son journal, de cet acte de généreuse bonté. Il serait bien dommage que la civilisation dût anéantir de pareils hommes... que Dieu permette au moins qu'ils aient reçu l'Evangile, afin que leur âme soit consolée à leurs derniers moments ! »

Le 1er avril 1856, Livingstone atteignait Tété ; le 26, Senna ; le 20 mai, il arrivait à Quilimané ; la Providence avait préservé ses jours. A Quilimané il dut se séparer de ses braves et fidèles Makololos. Un seul, l'intelligent Sécouébou, obtint la permission de le suivre en Angleterre ; mais le pauvre nègre, à peine sur l'Océan, perdit la raison. « Quel pays est le vôtre, disait-il à Livingstone ; de l'eau ! toujours de l'eau ! » Dans un moment d'exaltation, il se précipita dans l'abîme.

Le retour de Livingstone en Angleterre fut, on le conçoit, l'objet d'un accueil empressé et sympathique.

Il regagna l'Afrique en 1858, et porta ses recherches surtout dans le bassin du Zambèze ; quand il eut exploré les contours du lac Nyassa (1859), il s'établit, avec M. Mackensie, évêque anglican, envoyé d'Angleterre, sur les hauts plateaux du voisinage, d'où coulent, vers le Shiré, quelques maigres affluents.

Dans ces parages, les missionnaires eurent le bonheur d'arracher aux mains avides et impures des traitants portugais une troupe de 84 escla-

ves, en route pour Tété (18 mars 1861). A peine ces pauvres noirs sont-ils dégagés des liens qui les tiennent enchaînés, qu'ils témoignent le désir de rester avec leurs libérateurs : ce sont les premiers néophytes de la mission Mackensie.

L'année suivante, l'évêque anglican mourait de la fièvre et de la faim sur les bords du Shiré. La femme de Livingstone, qui était venue rejoindre son mari, mourut, elle aussi, de la fièvre, dans le courant de la même année; sa dépouille fut ensevelie sous un énorme baobah. Le vaillant voyageur se courba, sans proférer une plainte, sous la main qui le frappait. Ne sont-ce pas des élus ceux dont le cœur est broyé et purifié dans le mortier de la douleur !

Le docteur revint encore à Londres, en 1864. Un conseiller de la reine lui fut député par le comte Russel, dans le but de le consulter sur la récompense qu'il pouvait souhaiter. « Je n'ai besoin de rien pour moi, répond Livingstone ; mais si vous arrêtez le trafic que les Portugais font des esclaves, vous comblerez mes vœux au delà de toute mesure. »

Il repartit l'année suivante, pour entreprendre, sous les auspices et sur les indications de la Société de géographie de Londres, une expédition dont le but principal était d'aller au centre de l'Afrique, et dans les régions déjà explorées par Burton, Speke et Grant, et d'y poursuivre la recherche des sources du Nil.

En 1866, il quitte Zanzibar et se met en route,

avec 36 hommes, 6 chameaux, 4 buffles, 5 ânes et 2 mules pour le sud-ouest, à travers le jungle voisin de la côte orientale. On descend jusqu'à la Rovuma, dont on remonte le cours en se dirigeant vers le lac Nyassi.

Pendant cette exploration, Livingstone fut secourable à quelques indigènes, épars, çà et là, dans ces contrées désolées par une nouvelle race de chasseurs d'hommes : nous avons nommé les métis arabes, dignes rivaux des Portugais du Zambèze.

Vers la fin de l'année 1866, le bruit de la mort de Livingstone se répandit en Europe : la plupart de ses serviteurs avaient déserté, et étaient venus raconter au consul de Zanzibar que leur maître avait été tué par les Mazitous. Cette nouvelle heureusement n'était qu'un mensonge.

L'explorateur revoyait, en août 1866, le lac *Nyassa*, et faisait entendre aux pêcheurs, établis sur ses bords, la parole de Jésus-Christ mort pour la liberté des hommes. Vers la fin de l'année, des pluies torrentielles fondirent sur la région parcourue par Livingstone, et, après les pluies, nos explorateurs furent en proie aux horreurs de la famine; on dut, pendant de longs jours, se nourrir de fruits sauvages, de feuilles et de racines.

La corniche méridionale des monts qui encaissent le Nyassa étant tournée, la caravane se dirigea vers les hauteurs qui dominent le Tanganika ; s'avançant vers l'ouest, elle vit bleuir,

sous le soleil équatorial, le lac *Mœro* (8 novembre 1867), que traverse le Loualaba ; de là, descendant vers le sud, elle découvrit le lac *Bangouelo*, dernier réservoir du Loualaba (juillet 1868). Aux indigènes, pressés sur la rive autour de l'homme blanc, Livingstone expliqua qu'il n'était venu de si loin que pour faire connaître au reste du monde les pays étrangers et ceux qui les habitent ; et après les avoir intéressés, en leur expliquant le mécanisme de sa montre et de sa boussole, il leur fit entendre la parole de vie. « Nous sommes les enfants du même Père, il a voulu nous mettre en relations les uns avec les autres afin que nous puissions nous visiter amicalement sans avoir rien à craindre. »

Enfin, après avoir fait à pied 800 à 1.000 kilomètres sous le soleil de l'équateur, fréquemment trompé et pillé par les gens de son escorte, retenu par des chefs en guerre avec d'autres chefs, entravé par les marchands d'esclaves qui redoutent les Européens ; après avoir bravé les flèches qui volent pendant le jour, et les nocturnes embuscades, Livingstone parvint à *Oujiji*, ville située sur le *Tanganika*, dans un état de souffrance et de maigreur extrêmes ; il toussait jour et nuit : il crachait le sang ; il souffrait aussi de la nostalgie (mars 1869).

Huit mois plus tard, Livingstone, domptant la fièvre qui le mine, traverse le Tanganika et choisit *Bambarré*, capitale du *Manyema*, comme centre de nouvelles explorations. Deux tentatives

restèrent infructueuses; la troisième eut pour résultat la découverte du *Loualaba* (31 mai 1871): ce n'était pas le Nil, c'était le Zaïre ou Congo, l'un des plus grands fleuves du continent africain.

En Angleterre, on était resté de nouveau sans renseignements sur le compte de Livingstone, pendant près de deux ans. Vers la fin de janvier 1872, la Société de géographie de Londres organisa une expédition pour aller à sa recherche. Mais déjà un journaliste américain, M. Henri Stanley, correspondant du *New-York Herald*, avait entrepris de le retrouver, et l'avait effectivement rejoint à Oujiji, le 16 novembre 1871. Les mains des deux explorateurs se serrèrent, et leurs cœurs reconnaissants s'élevèrent vers Dieu dans le même instant. Les jours suivants, M. Stanley, dans le commerce d'une amitié dont il sentait tout le prix, put, en s'inclinant sur l'âme de Livingstone, découvrir, dans les profondeurs de cette âme, quelques-uns des beaux reflets de la divinité.

Le 14 mars 1872, Stanley dut s'éloigner du célèbre explorateur, qui le chargea de plusieurs lettres, pleines de renseignements sur les pays qu'il avait visités, notamment sur les cours d'eau partant des montagnes africaines.

Oublieux du mal qui le consumait, réconforté par les nouvelles qu'il avait reçues d'Europe, et surtout par cette lettre que lui adressa sa fille Agnès: « Quel que soit le désir que j'aie de vous

revoir, ô mon père, réalisez vos plans de manière à vous satisfaire, ne revenez pas pour m'être agréable » ; Livingstone reprit, le 6 novembre 1872, le cours de ses explorations. Vers le milieu de janvier 1873, il était de nouveau sur la rive occidentale du Tanganika, quand la pluie se mit à tomber par torrents ; les fleuves débordant de toutes parts, le sol ne fut plus qu'une vaste nappe d'eau, rappelant le déluge. Exténué et crachant le sang, Livingstone ne peut plus se tenir debout ; ses serviteurs le portent sur une litière, dans une case du village de *Tchitombo*, où il expire doucement. Il avait achevé sa tâche ; il était entré dans son repos.

De son corps, embaumé à la manière des anciens Egyptiens, on détacha le cœur, qui fut inhumé à quelques pieds de profondeur, sous l'ombre silencieuse d'un mwoulé séculaire. Le corps, pieusement enfermé dans un étui formé de l'écorce d'un ngobé, fut porté jusqu'aux croisières anglaises et de là à Zanzibar. Il fit ensuite route, à travers l'océan, vers les rives de l'Angleterre, pour être enseveli dans la célèbre abbaye de Westminster.

Le docteur Livingstone avait triomphé des plus âpres obstacles. Ses explorations avaient eu pour résultat la découverte de deux grands systèmes hydrographiques : celui du Zambèze et celui du Congo.

Aujourd'hui de nouvelles étoiles se montrent à l'horizon, de nouveaux explorateurs apparais-

sent au milieu de nous. Le champ est vaste et ouvert ; descendez-y, vaillants pionniers de la civilisation et de l'humanité ; plantez-y la croix chrétienne, cette grande diseuse de Dieu, cette éloquente théologienne de la liberté.

J. D'ARSAC.

JEAN REBOUL

(1796-1864)



> Reboul donna à tous ses concitoyens le grand exemple de sa noble vie.
>
> (Discours de M. Blanchard, maire de Nîmes, le 17 mai 1876.)

En ce temps d'abaissement moral et politique, encombré de médiocrités de toutes sortes qui ne croient jamais s'être assez élevées ; où l'orgueil le dispute à la sottise, tandis que l'affolement du luxe et le désir de jouir, n'importe à quel prix, mais vite, envahissent les classes les plus infimes ; où tout s'amoindrit avec les principes qui s'en vont : il est peut-être bon de regarder, parfois, en arrière, pour y retrouver un génie modeste, une foi solide, une constante fidélité.

Tel fut Jean Reboul, simple artisan et poète célèbre, qui ne voulut jamais quitter l'humble condition où Dieu l'avait mis, même quand la renommée, jetant, presque malgré lui, son nom à la France tout entière, l'eut grandi ; Reboul

qui volontairement mourut pauvre et fidèle à sa Religion et à son Roi.

Il naquit à Nîmes, le 2 pluviôse, an IV (22 janvier 1796), de Claude Reboul, serrurier, et de Gabrielle Thibaut.

Son père, fervent catholique, après l'avoir fait baptiser, en secret, par un vieux prêtre soustrait à l'échafaud, lui apprit, mieux que les trop fameux *manuels civiques* d'aujourd'hui, à devenir un honnête homme ; ayant quelque aisance, il voulut que Jean en profitât, et le fit instruire jusqu'à l'âge de treize ans : puis il le plaça chez un avoué. Déjà malade depuis longtemps, le brave ouvrier mourut bientôt après. Notre futur poète, pour aider sa mère, qui restait veuve avec trois autres enfants, renonça spontanément à son métier de copiste, et choisit l'état de boulanger.

Lors du débarquement de Napoléon à Cannes, il affirma hautement ses convictions, en s'engageant parmi les volontaires royaux ; mais aussitôt la courte campagne terminée, il rentra à l'échoppe.

Gai compagnon alors, on le trouve, dès 1820, rimant, dans des moments de loisir, au cercle de l'Esplanade, ses préludes tout intimes, chansons et plaisantes satires dont voici un échantillon :

. . . .
La discorde au collet saisit deux de nos braves,
. . . .
« Jusques au dernier sang, disent-ils, point de grâce !
« Il faut que l'un des deux périsse sur la place ! »
. . . .

.... A l'aspect des pointes meurtrières,
Sur leurs fronts pâlissants se dressent leurs crinières,
Environnés d'amis, ils ne s'attendaient point
Qu'on laissât arriver la querelle à ce point.
....
Mais l'un des assistants, grand chercheur de lippées,
Gravement se présente entre les deux épées :
« De ce combat, dit-il, interrompez le cours ;
....
« Accourons chez Durand, et que chacun de vous
« Sur un dindon truffé décharge son courroux.
....
Comme un noyé s'attache aux débris d'un navire,
Chacun des champions, déposant sa frayeur,
Accueille avidement l'avis libérateur,
Et, dans l'émotion dont son âme est ravie,
Semble tout étonné de se trouver en vie.
....

Après la guerre d'Espagne (1823), Reboul, à la prière d'un ami, composa une cantate qui, chantée au théâtre de Nîmes, fut très applaudie.

Jadis le fier Ibérien
Nous reprochait une défaite :
Le monde aujourd'hui n'a plus rien
Qui n'ait subi notre conquête.
Des preux tombés à Roncevaux
Que l'ombre sanglante s'apaise :
Nous triomphons sur leurs tombeaux ;
La victoire est encore française !

C'était, en même temps qu'une révélation de son talent, un grand succès pour le poète boulanger ; mais il ne devait vraiment prendre son essor et ne s'élever tout à fait qu'après avoir été frappé dans ce qu'il eut de plus cher. « Le malheur m'a fait poète », dit-il, un jour, à Alexandre Dumas. Et, en effet, aucune douleur ne lui a été épargnée : comme si Dieu, qui savait sa foi, avait voulu, en l'éprouvant, entendre le cri de

son âme ! Il a perdu successivement sa mère et deux femmes ; il a vu tomber la vieille royauté et briser les croix séculaires... Oh ! comme il a pleuré !

La France ignorait encore Reboul, et Reboul se laissait ignorer. En 1828, une indiscrétion permit à la *Quotidienne* de publier l'*Ange et l'Enfant*, dont toute la presse s'empara aussitôt, louant sans réserves ces vers délicieux. Lamartine, lui-même, fut entraîné ; il salua ce *Génie dans l'obscurité* qui remercia humblement :

S'il est vrai que ma muse en plus d'une mémoire
Ait laissé des accords et des pensers touchants,
Chantre ami, qu'à toi seul en retourne la gloire !
Mes chants naquirent de tes chants.

Le rayon de gloire qui venait l'éclairer jusqu'au fond de sa boutique n'éblouit point Jean Reboul. Il en fut même *plus effrayé que séduit,* a dit un de ses dignes et vieux amis, M. Blanchard, qui nous apprend, en outre, que les pièces offertes au public, après l'*Ange et l'Enfant*, parurent *malgré* leur auteur.

Le poète-boulanger continua donc tranquillement son métier, cuisant le pain de chaque jour pour ses pratiques, et ne donnant carrière à sa muse que le soir, dans la solitude d'une mansarde.

Tel nous le montre, grand et simple à la fois, Alexandre Dumas quand il vint, muni d'une lettre de recommandation du baron Taylor, lui rendre visite, en 1835 :

« ... C'était un homme de trente-cinq à trente-sept ans, d'une taille au-dessus de la moyenne, avec un teint d'un brun presque arabe, des cheveux noirs et luisants, des dents d'émail ; arrivé à mon nom, il reporta son regard de la lettre à moi, et me salua une seconde fois. Ce regard fut rapide et profond, et je m'aperçus seulement alors qu'il avait des yeux magnifiques, de ces yeux indiens puissants et veloutés, faits pour exprimer l'amour et la colère.

« — Monsieur, me dit-il... vous venez voir le poète et non le boulanger, n'est-ce pas ? Or, je suis boulanger depuis cinq heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. De quatre heures du soir à minuit, je suis poète. Voulez-vous des petits pains ? restez ; voulez-vous des vers ? revenez à cinq heures.

« ... Je revins à l'heure dite. Reboul m'attendait à une petite porte d'allée. Sa boutique, toujours ouverte, était confiée à d'autres soins pour les simples détails de la vente. Il fit quelques pas au-devant de moi. Il avait changé de costume ; celui qu'il portait était très simple, mais très propre, et tenait un milieu sévère entre le peuple et la bourgeoisie. »

L'auteur des *Impressions de voyage,* qui dépeint si bien l'homme, décrit non moins fidèlement le cabinet de travail, ce *sanctuaire* auquel on arrive après être monté par un petit escalier tournant et avoir traversé les tas de froment du grenier :

« ... Cette chambre était d'une simplicité presque monastique : des rideaux blancs au lit et à la croisée, quelques chaises de paille, un bureau de noyer, un crucifix d'ivoire formaient tout l'ameublement. Quant à la bibliothèque, elle se composait de deux volumes : la *Bible* et *Corneille.* » Il faut pourtant l'augmenter, avec Mgr Besson : des Œuvres de Racine, de Bonald et de Maistre, et de l'*Imitation*, le plus beau livre qui soit sorti de la main de l'homme. Reboul connut, d'ailleurs, par des traductions, Dante et Milton, les Latins et les Grecs, ceux-ci goûtés davantage.

Voici enfin le poète pris sur le vif :

« ... Dès les premiers vers, poursuit Alexandre Dumas, je remarquai dans sa voix cette intonation qui appartient essentiellement à l'école moderne, cette manière de dire qui m'avait si souvent frappé chez de Vigny, chez Lamartine et chez Hugo, et cependant Reboul ne connaissait à cette époque aucun de ces hommes...

« Pendant qu'il parlait, j'examinais cet homme, sa physionomie avait pris un caractère nouveau, celui de la foi ; une grande conviction intérieure se manifestait au dehors au fur et à mesure qu'il lisait, et selon ce qu'il lisait.

« Nous passâmes ainsi quatre heures, lui me versant de la poésie à flots, et moi disant toujours : encore. »

Alexandre Dumas, qui avait abordé Reboul en curieux défiant, le quitta enthousiasmé ; il le

décida à publier un recueil que ses amis lui demandaient vainement : ces premières Poésies, parues en 1836, avec une préface de l'auteur des *Mousquetaires*, et une lettre à l'éditeur par le chantre des *Harmonies*, eurent bientôt cinq éditions épuisées.

Chateaubriand, Lamartine, Montalembert, et bien d'autres pèlerins illustres, ont voulu voir, à leur tour, le poète nîmois. Lui-même vint à Paris, au mois d'avril 1839, pour la publication d'un poème biblique, Le dernier jour, la plus importante de ses œuvres, et il y reçut le meilleur accueil. Mais rien de tout cela ne put jamais ébranler sa modestie et le faire renoncer à son état.

Jean Reboul a, depuis, successivement produit : Poésies nouvelles (1846); les Traditionnelles (1857); et Dernières poésies, recueillies par ses amis, en un volume que précède la remarquable préface de Mgr de Cabrières (1865). De ses trois tragédies, une seule, le Martyre de Vivia, a été jouée sans succès, à l'Odéon, en 1850.

Enfin sa *Correspondance* se trouve, en partie, dans les Souvenirs du baron Gaston de Flotte.

II

> Souviens-toi du ciel, ô ma lyre,
> Car c'est du ciel que tu descends.
> (J. Reboul, *A ma lyre.*)

Reboul, a dit un éloquent prélat, « est, de tous « les poètes de nos jours, celui qui est resté le « plus fidèle au culte désintéressé du bien, du « vrai et du beau. — Tout ce qui soutient l'homme, « il le chante et il le relève ; tout ce qui l'abaisse, « il le flétrit et le foule aux pieds. — Le vers « n'est pas pour sa pensée une parure, mais un « vêtement. Il le découpe, il le taille, il l'ajuste, « dût-il le forcer un peu, à la hauteur de ses « conceptions et à la grandeur de ses senti- « ments. »

Ce qui soutient le mieux l'homme, c'est assurément la foi : aussi la foi est-elle dans l'œuvre de Jean Reboul, comme elle était dans son cœur ; elle éclate dès ses premiers vers, pour consoler une mère en deuil :

Un ange au radieux visage,
Penché sur le bord d'un berceau,
Semblait contempler son image,
Comme dans l'onde d'un ruisseau.

« Charmant enfant qui me ressemble,
« Disait-il, oh ! viens avec moi !
« Viens, nous serons heureux ensemble ;
« La terre est indigne de toi. »

. . . .

Et secouant ses blanches ailes,
L'ange, à ces mots, a pris l'essor
Vers les demeures éternelles.........
Pauvre mère!... ton fils est mort!

« L'*Ange et l'Enfant* est un des chefs-d'œuvre de notre langue.

« Nul chant de Reboul n'a trouvé autant d'admirateurs; la peinture, la musique et la sculpture se sont inspirées à l'envi de cette composition d'un sentiment si religieux et si pur que l'on croit voir, à travers la transparence de la pensée et des vers, la rayonnante et douce figure de l'ange pleurant avec amour sur le berceau de l'enfant. »

Et Mgr Besson pouvait dire, naguère, au peuple de Nîmes :

« Votre poète n'eût-il fait que cette seule pièce, cette pièce suffirait à son immortalité. »

Il fit mieux encore, témoins le *Soupir* et ces vers de sa *Consolation sur l'oubli* où il semble se révéler lui-même :

Le rossignol caché sous la feuillée épaisse,
Avant de dérouler sa voix enchanteresse,
S'informe-t-il s'il est dans le lointain des champs
Quelque oreille attentive à recueillir ses chants ?
Non ; il jette au désert, à la nuit, au silence
Tout ce qu'il a reçu de suave cadence.
Si la nuit, le désert, le silence sont sourds,
Celui qui l'a créé l'écoutera toujours.

. . . .

Les ombres de l'oubli préservent de l'orgueil,
Et la célébrité n'est plus qu'un grand écueil.

. . . .

Si je venais jamais à franchir la limite,
Ramène-moi, mon Dieu, dans la borne prescrite;
Car l'esprit, une fois échappé de ta main,
Se fatigue à bondir et ne fait nul chemin.

Et ceux-ci d'*Un soir d'hiver*, où il montre :

Un homme, chapeau bas, qui vous dit en pleurant :
« Si je n'avais chez moi que ma propre misère,
« A des jours malheureux j'aurais déjà mis fin;
« Mais le ciel m'envoya des enfants, je suis père :
« Donnez-moi quelques sous pour apaiser leur faim. »

Quel plus touchant tableau de cette misère qui a toujours ému son cœur! Comme il fait passer dans le nôtre son « indignation folle » contre les riches insouciants qui, tandis qu'ils s'amusent, tout à leurs plaisirs, laissent à leur porte le pauvre désespéré!

La *Lampe de nuit*, surtout, mérite d'être citée. Reboul n'a rien de plus parfait.

Dans un demi-sommeil plongé, de votre lit
N'avez-vous jamais vu la lampe qui pâlit,
Et, mourant par degrés sous l'étreinte de l'ombre,
Rend votre appartement plus lugubre et plus sombre ?
. . . .
Alors l'esprit s'égare en de profonds détours,
. . . .
Les pieds joints et les bras le long des flancs serrés,
On croit ouïr sur soi la terre qui s'écroule,
Comme un tambour drapé qui dans le lointain roule,
Et les traînants versets de la sombre oraison;
Et l'on dit au cercueil : « Tu deviens ma maison »;
A l'oubli : « Creuse encor ma couche plus profonde
« Pour mieux me séparer de tout contact du monde,
« Car si je revivais dans quelque temps, chacun
« Me verrait revenir comme un hôte importun;
« Tant ce qu'on ne voit plus la mémoire l'oublie,
« Et la place qu'on laisse est promptement remplie. »

Reboul a surtout réussi dans le genre élégiaque; et lors même qu'il ne nous dirait pas,

Mon génie est né de mes pleurs,

on comprendrait aisément, en étudiant sa vie si

pleine de déceptions de toutes sortes, qu'il devait en être ainsi.

Mais quand les critiques déclarent que la Religion et la politique l'inspirèrent moins bien que la mélancolie, ils semblent trop oublier que sa mélancolie prend sa source, aussi bien dans ses tristesses de chrétien et de royaliste que dans ses chagrins domestiques.

La *Vision de Job* est une de ses meilleures productions, et son poème *le Dernier jour* contient de remarquables passages, par exemple celui où il décrit, au début du sixième chant, l'entrée des Enfers :

Sous nos pieds tout à coup un cratère s'ouvrit;
Je sentis notre vol y descendre en spirale;
On l'eût dit aspiré par l'haleine fatale
Qui du plus haut des airs fait tomber les oiseaux;
Et la terreur glaça la moelle de mes os.
Et, pour ne pas me perdre en ce sentier livide,
Je demande la main à l'ange qui me guide;
Car le céleste éclat dont sa face reluit
Allait s'affaiblissant, vaincu par cette nuit,
Sans pouvoir arriver au fond de ces abîmes.
Nous tournoyons longtemps, mais à la fin nous vîmes,
Dans leur désespérante et sombre profondeur,
Comme un pâle reflet de lampe de mineur
Qui dans l'ombre s'étend et la rend moins épaisse;
Et notre chute alors, redoublant de vitesse,
Nous jeta sur un roc d'où j'aperçus les flots
D'un rougeâtre océan semé de noirs îlots,
Le jour que j'avais vu s'élevait de ces ondes,
Et luttait seul avec les ténèbres profondes.

Voici maintenant, pour clore mes citations, trois strophes d'une pièce de vers des TRADITIONNELLES, que Reboul composa dans une des journées de juin 1848 :

Hélas! pourquoi m'as-tu jeté dans cet orage,
Moi, faible oiseau cherchant la fente du rocher ?
L'aigle même verrait défaillir son courage,
Et de ce ciel en feu n'oserait s'approcher.

Tous les vents de la mort soufflent à pleine haleine :
Ainsi qu'un moissonneur à la tâche payé
L'heure tue en marchant, et de ce qu'il amène
Le fantôme du temps est lui-même effrayé.

Ce ne sont point ici de ces nobles batailles
Où la gloire amoindrit les ombres du trépas;
C'est un peuple acharné sur ses propres entrailles,
Et tous sont conviés au funèbre repas.

En voilà certes assez pour permettre d'apprécier le poète, dont la renommée s'est étendue au loin, puisque ses œuvres ont été traduites dans les principales langues; pour montrer l'homme de bien, il faudrait citer beaucoup encore, car sa lyre s'est émue de toutes les misères : tour à tour, implorant les heureux du monde en faveur des indigents, exhortant les égarés au repentir, et pleurant sur ceux qui, tombés, ne se relevaient pas.

III

En avançant dans la carrière, il a de plus en plus nettement affirmé ses convictions religieuses et politiques.
(Ernest ROUSSEL : *Etude sur Jean Reboul*, dans *Le Midi* du 16 mai 1876.)

Nous l'avons déjà dit, Jean Reboul est resté volontairement boulanger : et pourtant, grâce à son intelligence élevée, que secondait une mémoire prodigieuse; à ses connaissances variées,

acquises par une sérieuse et incessante étude des maîtres de toutes les époques, il pouvait légitimement aspirer à autre chose.

On lui offrit, en vain, le poste de bibliothécaire de cette ville de Nîmes qu'il aimait tant et où tout le monde l'aimait : oubliant, pour lui, de vieilles traditions qui, facilement, changent en solides haines les divergences d'opinions et de croyances. Plus tard, Mgr Cart voulut inutilement le faire élever à la dignité de recteur. Deux fois aussi, sans plus de succès, il fut question de l'élire à l'Académie française. Son inflexible modestie l'empêcha toujours d'accepter ces témoignages d'estime, ces hommages rendus à son génie, qui l'auraient complètement jeté hors de sa condition primitive.

S'il n'a point décliné le mandat de représentant du peuple, en 1848, c'est que, « désigné d'avance aux suffrages de ses concitoyens », son devoir lui commandait d'aller à l'Assemblée constituante pour « s'y montrer le constant défenseur des nobles causes auxquelles il avait voué sa vie. »

Mais il refusa fièrement la croix de la Légion d'honneur du gouvernement de juillet, et, en 1852, celle que lui tendit le prince-président.

Tour à tour absorbé par les travaux du corps et de l'esprit, il sortait peu, se permettant de rares excursions aux antiques monuments d'alentour. Sa société ne comprenait qu'un « petit cercle d'amis : magistrats, professeurs,

avocats, médecins, travailleurs les plus modestes du négoce et de l'industrie. — Il fournissait à la conversation des aperçus pittoresques et originaux sur les hommes et les choses, mais en se renfermant toujours dans des généralités » : et « tous ceux qui l'approchaient admiraient avec quel tact un homme de convictions aussi sincères et aussi enracinées savait respecter les convictions d'autrui. »

Reboul fit cependant deux grands voyages. Sous l'impulsion de sa double foi, il accomplit un double pèlerinage : en 1854, il allait porter à Mgr le comte de Chambord la respectueuse expression de son inaltérable attachement; en 1862, il vint chercher à Rome la bénédiction du vénéré chef de l'Eglise. Ce fut comme un effort suprême.

Les tristes journées de juin l'avaient profondément affecté, et bientôt, hélas ! sa santé s'en était ressentie. Les forces du corps et de l'esprit, celles-ci cherchant à résister, revenant par éclairs, s'en allèrent lentement, peu à peu effacées, dans une pénible agonie qui dura quinze longues années. On ne s'étonnera donc guère si nous disons que le courageux artisan connut la gêne ; il la cacha soigneusement, lui qui avait tant de droits à l'aisance pour sa vieillesse : heureusement, ses amis découvrirent ce qu'il n'aurait pas avoué, et une auguste main, dont l'obole au courage aussi bien qu'au génie pauvre n'est jamais une aumône, s'ouvrit à leur appel.

Jean Reboul rendit sa belle âme à Dieu, le dimanche 29 mai 1864, étant entré dans sa soixante-neuvième année. La nouvelle de sa mort mit en deuil la cité. Convoqué aussitôt, le conseil municipal décida que les funérailles du poète seraient faites aux frais de la Ville.

Après une messe dite à l'église Saint-Paul, M. l'abbé de Cabrières prononça un éloquent éloge du défunt, l'appréciant comme poète, comme citoyen, et comme chrétien; Mgr Plantier qui avait voulu, malgré ses fatigues, présider la cérémonie, donna l'absoute : et le cortège s'achemina vers le cimetière, « à travers les flots pressés de la population » accourue pour saluer une dernière fois son barde aimé. En tête, marchaient le Conseil de Ville et « les fonctionnaires de tous les ordres en résidence à Nîmes et dans les environs. » Quatre chevaux traînaient le char funèbre enguirlandé de lauriers, suivi par MM. les membres de l'Académie du Gard dont le défunt faisait partie. Enfin, une « interminable file de personnes » de tout rang, de religion et d'opinions diverses, accompagnait sa famille.

Le maire, M. Paradan, prit, le premier, la parole; nous transcrivons ce passage de son discours :

— En vous parlant de Jean Reboul écrivain, je ne vous l'ai peut-être montré que par le plus petit côté. Combien il était plus grand encore par la simplicité et l'austérité de ses mœurs, l'aménité et l'élévation de son caractère!

M. Bousquet, président de l'Académie du Gard, lui succéda :

— La rectitude de son esprit, dit-il, la chasteté de son âme l'avaient fait chrétien ; la foi chrétienne, à son tour, en fit un grand poète.

Interprète des félibres, le poète Roumieux a traduit leurs adieux en vers provençaux ; il y montre l'*Ange* et l'*Enfant* posant sur le front du poète-boulanger la couronne immortelle. — Ton dernier jour, Reboul, fait-il dire à l'un de ces *jolis séraphins*, est le plus beau ; si on te pleure sur terre, l'allégresse est grande au séjour éternel.

La ville de Nîmes ne s'est pas bornée à ces magnifiques funérailles ; elle a encore voulu que la rue de la Carréterie, où il est né, retînt le nom de Reboul et qu'un monument, élevé par souscription, conservât, vivace, son souvenir aux arrière-neveux. Le 17 mai 1876, eut lieu l'inauguration. Les autorités se rendirent, d'abord, solennellement à la cathédrale où Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, célébra une messe solennelle ; la corporation des boulangers offrit et distribua le pain bénit ; et Mgr Besson, évêque de Nîmes, avec son habituelle éloquence, fit entendre au peuple ému, — en s'appuyant sur ce texte des PROVERBES : *L'homme fidèle sera comblé de louanges,* — une nouvelle oraison funèbre de Jean Reboul.

Dans l'après-midi, en présence de NN. SS. les évêques et de « toutes les autorités de la ville,

sans distinction de culte et d'opinion », la statue du poète, installée à la Fontaine, fut découverte et aussitôt saluée par les acclamations d'une foule immense.

Tandis que les délégués de la boulangerie déposaient au pied de cette fidèle image, œuvre de M. Bosc, une riche couronne de feuilles de chêne et d'épis d'or, la chorale de Saint-Baudille et la musique des sapeurs-pompiers exécutèrent une cantate composée en l'honneur de Reboul, par M. Pellet, professeur au conservatoire municipal.

Puis M. Blanchard, maire de Nîmes, retraça tout entière, à ses concitoyens, la vie du poète-boulanger dont il avait été l'ami :

— Chrétien des vieux âges, dit-il, sans ostentation comme sans faiblesse, ami du peuple, jamais son courtisan ni son flatteur, serviteur respectueux des pauvres, apôtre de la charité auprès des riches, il reproduisit parmi nous le type de ces caractères antiques dont l'histoire garde avec un légitime orgueil le souvenir.

Royaliste par son intelligence et par son cœur, au-dessus de tous ses dévouements, de toutes ses affections, il plaça bien haut l'amour de la France.

Puis M. Ginoux, président de l'Académie du Gard, parla surtout du *poète :*

— Quant à moi, ce qui m'a étonné le plus quand j'ai voulu relire dans leur ensemble les œuvres de notre confrère de l'Académie, c'est

cette variété de connaissances que l'on ne peut devoir qu'à un travail incroyable, lorsque manquent les premières bases de l'instruction. Ce n'est que cette laborieuse et infatigable persistance à s'instruire qui a permis à Reboul d'aborder tous les genres, depuis la tragédie jusqu'au poème, de prendre tour à tour le style familier de l'épître et de la satire, ou de s'élever à la hauteur du ton cornélien et biblique.

Le félibre J. Roumanille devait révéler *son brave Reboul* dans la langue de Mistral qu'il « aimait et qu'il parlait et écrivait avec beaucoup de grâce et d'esprit. » Il le fit brillamment, le soir même, au grand théâtre où furent chantées des œuvres patoises du glorieux *Maître : Meste Mathiou*, et *Ma Capitèlo.*

Nous traduisons, pour achever notre étude, un fragment de cette curieuse harangue :

— Oh ! nous savons notre Jean Reboul qui n'est pas assez connu, et qui ne peut pas trop l'être ; ce n'est pas le Reboul qui écrit comme un maître la fière langue apprise de notre mère France, et que je me permets d'appeler sa langue des beaux dimanches : c'est celui qui écrivait et parlait comme un félibre sa galante langue des jours ouvriers, notre langue mélodieuse, messieurs, et qu'il savait ainsi qu'un rossignol sait sa chanson....

Il l'aimait tant que de fait, à son dire, il ne semblait qu'à regret, le bel ingrat, ne pas lui avoir été fidèle, ne pas l'avoir vu renaître et refleurir.

Si je vous redisais tout ce qu'il nous chantait et tout ce qu'il nous contait dans sa langue naturelle, vous seriez émerveillés, vous n'auriez pas assez de vos deux mains pour applaudir.

« Je ne sais si la postérité comptera Reboul parmi les grands hommes, a dit Mgr Besson, mais nous le nommerons dès aujourd'hui un homme unique. »

Hélas ! les caractères de cette trempe sont trop rares, en effet, et on ne saurait assez les louer ni les proposer comme modèles. Le bel exemple qu'offre la vie du grand Nîmois ne sera point perdu, espérons-le ; il y aura d'autres *Reboul* : notre pauvre France en a vraiment besoin !

Baron de Prinsac.

MARIE-AMÉLIE

REINE DES FRANÇAIS

(1782-1866)



> Vous verrez dans une seule vie toutes les extrémités des choses humaines... tout ce que peuvent donner de plus glorieux la naissance et la grandeur accumulées sur une tête, qui ensuite est exposée à tous les outrages de la fortune. (BOSSUET.)

I

Naples et la Sicile.

(1782-1814)

Marie-Amélie-Thérèse de Bourbon naquit à Caserte, le 26 avril 1782.

Elle était l'un des dix-sept enfants de Ferdinand IV, roi de Naples et de Sicile, et de Marie-Caroline, archiduchesse d'Autriche, sœur de Marie-Antoinette, femme de Louis XVI.

Tout d'abord elle sembla si faible, qu'on dut l'envelopper dans du coton; mais sa santé se fortifia peu à peu, et son intelligence se manifesta

si vite, qu'à l'âge de deux ans et demi, n'ayant point encore de dents, elle commençait à lire.

La bénédiction du vénérable Alphonse de Liguori ouvrit son âme aux impressions religieuses. Du reste, ses heureuses dispositions furent cultivées avec soin par Mme d'Ambrosio, son asafatta ou gouvernante, qui lui inspira le goût des exercices de piété, et lui fit prendre ces habitudes d'ordre et de régularité dont elle ne se départit jamais. Sous cette sage direction, ses progrès dans l'étude furent rapides, son jugement se forma, son esprit apparut grave, réfléchi, et son caractère s'assouplit à ce point, que la douceur et l'humilité en devinrent les traits dominants.

De bonne heure aussi, la princesse reçut les leçons de l'expérience. Sa mère, qui lui préférait ses autres enfants, ne craignait pas de lui faire sentir, même en public, le poids de son autorité. « J'ai toujours payé pour tous les autres », écrivait-elle plus tard. Il est vrai que, pour la dédommager, son père la couvrait de sa protection.

Déjà Marie-Antoinette et Marie-Caroline avaient résolu d'unir un jour Marie-Amélie au Dauphin de France, lorsque, en 1789, la mort de ce jeune prince vint aggraver les royales douleurs de ses parents. « Je pleurai beaucoup mon petit-cousin », disait à Claremont la fiancée de sept ans devenue octogénaire. Et elle ajoutait en souriant : « Vous voyez que j'avais toujours été destinée à être reine de France ! »

L'exécution de Louis XVI et celle de Marie-Antoinette jetèrent la cour de Naples dans la consternation. Bientôt de grands malheurs allaient fondre sur l'Italie, naguère si tranquille. Ferdinand IV ayant pris les armes contre la république française, le général Championnet marcha sur Naples, pendant que la famille royale se réfugiait en toute hâte à Palerme.

Ainsi, dès l'âge de seize ans, Marie-Amélie faisait l'apprentissage de l'exil. Mais rien ne fut changé dans l'emploi de son temps. On remarqua seulement que sa charité envers le prochain devenait plus démonstrative. Mme d'Ambrosio étant menacée de perdre la vue, l'aimable princesse se plut à lui faire la lecture, charmée de lui rendre quelques services en retour de tous ceux qu'elle avait reçus d'elle.

C'est alors sans doute que s'opéra dans cette âme le grand travail de la vertu qui sait se vaincre et se posséder, qui remplit sans défaillance les obligations morales de la foi chrétienne. C'est alors qu'elle se fit une règle d'offrir à Dieu ses peines, ses contrariétés, ses sacrifices de chaque jour, et qu'elle commenca à mériter le surnom de la *Santa,* qui lui fut donné dans sa famille. Son éducation avait été sévère, mais sa raison était assez mûre pour comprendre que Dieu la préparait ainsi aux épreuves de l'avenir.

Le 9 juin 1800, Marie-Caroline, accompagnée de ses filles, allait demander à son neveu François II, empereur d'Autriche, un accroissement de

territoire qu'elle ambitionnait. Les succès inattendus de Bonaparte en Italie obligèrent les princesses à demeurer deux années à Vienne. Ce fut une grande joie pour Marie-Amélie de retrouver des parents qui l'aimaient, et s'entendaient à lui rendre l'existence aussi douce qu'agréable. Il fallut pourtant retourner à Naples, après des adieux mêlés de larmes.

Ce voyage ne fut pas inutile pour l'intelligente princesse. Elle apprenait à connaître le monde. Son coup d'œil observateur et sa finesse italienne lui révélèrent sur les hommes bien des choses qu'elle n'oublia jamais.

La ville de Naples n'était pas encore remise du tremblement de terre de 1805, quand les intrigues politiques de Marie-Caroline attirèrent sur ses Etats la vengeance de Napoléon. Vainement la Reine appela ses peuples à sa défense; abandonnée de ses alliés, presque sans ressources, elle reprit de nouveau la route de Palerme.

Cette fois, la princesse Amélie comprit que sa famille s'éloignait pour un temps indéfini. Aussi fit-elle de tristes adieux à sa chère Naples, que, même en des jours meilleurs, elle ne devait plus revoir. « Avant de partir, écrivit-elle, maman adressa à toute la cour des paroles pleines d'émotion; ce n'étaient que pleurs et sanglots; je sentais mon âme qui se déchirait. »

Cette désolation s'accrut devant le froid accueil des Siciliens. Ceux-ci n'acceptaient pas volontiers la guerre et l'occupation anglaise qui en était la

suite. De plus, ils étaient obligés de subvenir seuls à toutes les dépenses d'une royauté exigeante et appauvrie.

Sur ces entrefaites, la mort de l'impératrice d'Autriche et celle de la princesse des Asturies, puis le mariage de Marie-Christine avec le duc de Genevois, causèrent à Marie-Amélie un chagrin que la déplorable situation des affaires publiques ne pouvait qu'augmenter. Elle trouva néanmoins une douce jouissance dans l'intimité qui s'établit alors entre elle et sa mère. D'ailleurs, une rencontre des plus simples allait décider de sa vie.

Voici en quels termes elle raconte, dans son journal, sa première entrevue avec celui dont elle sera la si fidèle compagne :

« 22 juin 1809. Maman nous a fait appeler, Isabelle et moi, et nous a présenté le duc d'Orléans. Il est d'une taille ordinaire, plutôt gras, d'un extérieur ni beau, ni laid. Il a les traits de la maison de Bourbon, l'air très poli et très instruit. » Ainsi, son impression n'avait pas été trop défavorable; de même que l'attitude correcte du duc d'Orléans, la loyale simplicité de son langage avaient triomphé des préventions de la reine

Au bout d'un mois, une secrète sympathie existait entre les deux jeunes gens, lorsque, Ferdinand IV ayant pris le titre de régent d'Espagne, il fut convenu que son second fils, le prince de Salerne, irait à Cadix avec le duc d'Orléans.

En quittant le palais pour se rendre à bord, Louis-Philippe offrit son bras à Marie-Amélie,

qui lui dit : « Je vous recommande mon frère. Je vous assure, sans compliment, qu'en me séparant de lui, c'est pour moi une consolation de savoir que vous l'accompagnez. — Ah ! si vous saviez combien vous m'êtes chère, dit le prince, combien je vous suis sincèrement attaché ! Conservez-moi toujours votre amitié. — Comptez-y, je suis inébranlable dans mes sentiments. »

Huit jours auparavant, le Roi avait écrit au duc d'Orléans qu'il le regardait comme un fils, et celui-ci s'était expliqué sur ses intentions et sur son passé, avec une franchise qui avait vivement touché la Reine. Il ajouta qu'il avait assez étudié le caractère de sa cousine pour être certain qu'il serait heureux avec elle : sa fervente piété sans bigotisme, son égalité d'humeur et son goût pour la vie de famille lui étaient une garantie de l'avenir.

Il leur fut donc permis d'oublier, dans une correspondance active, leur éloignement momentané. Tout en parlant à sa fiancée de ses projets, de ses espérances, le duc ne manqua pas de l'intéresser aux grands événements qui occupaient l'attention du monde. Ses appréciations exercèrent une incontestable influence sur l'esprit de la jeune fille, et lui permirent de bien juger son futur époux. Ce fut un lien de plus entre ces deux natures d'élite, qui devaient donner, pendant si longtemps, l'exemple d'un parfait accord d'idées, d'opinions et de conduite.

Marie-Amélie gardait avec un soin pieux ces

lettres intimes, qui lui rappelaient de chers souvenirs. Par bonheur, cachées dans un placard dont l'ouverture était habilement dissimulée, elles échappèrent aux pillards de 1848.

Cependant, lorsque le duc d'Orléans revint à Palerme, il apprit que Ferdinand IV, circonvenu par des personnes malveillantes, trouvait dans l'épuisement de son trésor un prétexte pour ajourner le mariage de sa fille. Plusieurs fois Louis-Philippe proposa de renoncer au règlement immédiat de la dot, tandis que la princesse annonçait hautement sa résolution de se retirer chez les Capucines, si ce mariage ne se faisait pas. Devant cette perspective s'évanouirent tous les obstacles. Questionnée par son père, la jeune fille répondit : « J'ai toujours désiré un établissement modeste, qui me laissât près de mes parents, plutôt qu'un trône qui m'éloignât d'eux. Plus je vois le duc, plus je l'estime, et j'avoue sincèrement que cette union me fait grand plaisir. »

La cérémonie eut lieu le 25 novembre 1809. « Les jambes me tremblaient, dit la princesse, sachant la sainteté et la force de l'engagement que je prenais ; mais le duc a prononcé son *oui* d'un ton de voix si résolu, qu'il m'en a tout remué le cœur. »

Après le chant du *Te Deum*, la mariée, dans sa toilette nuptiale, une robe brodée d'argent, le front ceint d'un diadème de brillants et de plumes blanches, alla durant quelques instants,

avec Louis-Philippe, s'offrir aux acclamations de la foule. Rentrés au palais, ils soupèrent en famille, puis le Roi les bénit avec une cordiale effusion. La duchesse, au comble de ses vœux, exprimait sa joie dans les lignes suivantes :

« Dieu, en me mettant dans un nouvel état, m'a unie à un époux vertueux et aimable. Puisse-t-il bénir cette union qu'il a formée, et nous faire vivre tranquillement et saintement sur cette terre, pour nous faire jouir ensuite de lui dans le ciel ! »

Il est temps de placer ici un portrait de Marie-Amélie, tel qu'il fut tracé par elle-même, vers cette époque.

« A l'exemple d'une grande princesse de mes ancêtres (1), écrit-elle, il m'a pris la fantaisie de me faire peintre. Craignant la faiblesse de mon pinceau, pour m'encourager dans ce nouvel art, je veux commencer par faire mon propre portrait.

« Je suis, pour la taille, grande et bien faite ; mon visage est long; j'ai des yeux bleus, ni petits, ni grands, mais vifs; le front très grand, peu de cheveux, mais d'un blond doré; le nez long, aquilin; la bouche d'une moyenne grandeur, mais agréable; les lèvres vermeilles, les dents pas belles, mais bien rangées; le menton rond, et avec une jolie petite fossette; le cou long, les épaules bien placées....., les bras et les mains assez laids, la peau blanche et fine....., le pied

(1) Mlle de Montpensier.

un peu long; le tout ensemble, un air noble, modeste et imposant, qui fait voir qui je suis. Ma démarche est aisée; je danse avec légèreté, et, quand je veux, j'ai beaucoup de grâce. Voilà pour l'extérieur... »

Le duc d'Orléans, après seize ans d'une existence agitée, jouissait enfin d'un bonheur domestique aussi complet qu'on puisse le rêver, lorsqu'il fut appelé à soutenir en Catalogne la cause de l'indépendance des nations, pour laquelle, en 1792, il avait déjà combattu dans les armées françaises. Mais l'esprit démocratique des Cortès repoussant les services d'un prince, il revint à Palerme, où la duchesse, accourue à sa rencontre, lui présenta le duc de Chartres, leur premier-né (1).

A peine eurent-ils repris le cours de leur vie ordinaire, que des faits politiques qu'il serait trop long de raconter dans cette courte biographie leur devinrent un sujet d'affligeante préoccupation. Qu'il nous suffise de dire que, le parlement sicilien refusant de satisfaire aux demandes de la Reine, celle-ci établit aussitôt un droit de un pour cent sur tous les contrats de vente, et mit en loterie les biens ecclésiastiques.

On devine combien fut douloureuse alors la situation de la duchesse d'Orléans. D'un côté, elle apercevait l'abîme que sa malheureuse mère creusait sous ses pas; de l'autre, elle craignait

(1) 3 septembre 1810.

pour son mari, qui osait blâmer ouvertement les mesures imprudentes de la cour. Ses angoisses ne cessèrent que le jour où elle vit sa mère en de meilleurs termes avec son mari.

Bientôt, ce que le duc d'Orléans avait voulu éviter arriva. Convaincue d'entretenir des intelligences avec les Français, Marie-Caroline reçut de l'Angleterre l'ordre de quitter l'Italie, et tous ses serviteurs furent compris dans sa disgrâce. Mme d'Ambrosio était de ce nombre. La duchesse alla lui faire ses adieux et pleura beaucoup avec elle, ainsi qu'elle le dit dans son naïf langage.

La Reine attendit pendant trois mois que les conditions de son départ fussent réglées, puis elle s'embarqua pour Vienne.

A ce moment, comme si Marie-Amélie eût été appelée à subir tous les genres d'épreuves, elle connut la gêne et presque la détresse. On lui supprima la rente stipulée dans son contrat de mariage lorsque, devenue mère de trois enfants (1), elle avait vu s'accroître les charges de sa maison. Heureusement pour elle les événements se précipitaient en Europe de manière à lui faire espérer un changement de fortune. Certes, Louis-Philippe était loin de spéculer sur les convulsions de sa patrie; mais sa joie fut immense, quand lord Bentinck lui envoya un vaisseau anglais pour le transporter à Marseille. « Il entra brusquement dans ma chambre, raconte

(1) La princesse Louise, 3 avril 1812; la princesse Marie, 12 avril 1813.

la duchesse, en me criant : Bonaparte est fini. Louis XVIII est rétabli, et je pars sur ce vaisseau qui vient me chercher. — Je tombai hors de moi dans ses bras. »

L'*Aboukir* quitta Palerme le 1er mai, fête de saint Philippe. Sitôt qu'il eut offert ses félicitations et ses hommages à Louis XVIII, le prince disposa tout au Palais-Royal pour y recevoir sa famille; puis il se hâta de retourner à Palerme, où la duchesse se préparait, dans un profond recueillement, à l'existence brillante et indépendante qui allait remplacer les amertumes et les inquiétudes de ces dernières années. Enfin, le 18 août 1814, Marie-Amélie mit le pied sur cette terre de France qu'elle devait tant aimer, d'après ce dicton : *Qui prend mari prend pays.*

La position dans laquelle se trouvait cette jeune mère lui commandant de voyager de préférence par eau, elle remonta le Rhône jusqu'à Arles. Le 4 septembre, elle arrivait à Lyon, où elle fut reçue par le maréchal Augereau, qui lui procura le plaisir, tout nouveau pour elle, d'entendre le soir Mlle Mars dans les Fausses confidences. Mais les églises de Lyon la frappèrent plus que tout le reste. Poursuivant son voyage elle rencontra à Dijon le comte d'Artois, frère de Louis XVIII, dont l'exquise courtoisie l'enchanta. Elle était tout entière à son admiration pour les splendeurs de Fontainebleau, lorsqu'elle apprit la mort de sa mère.

Triste destinée que celle de cette sœur de

Marie-Antoinette ! Dès son arrivée à la cour d'Autriche, une profonde mélancolie s'était emparée d'elle. « Rien ne me touche plus sur la terre, écrivait-elle à sa fille Christine. Je ne suis plus un objet d'intérêt que pour quelques vieilles femmes, qui ne sortent jamais de chez elles, et qui sortent pour voir le dernier des enfants de la grande Marie-Thérèse. »

Une attaque d'apoplexie l'emporta, et le prince de Salerne s'empressa d'en instruire le duc d'Orléans. Accablée de douleur, Marie-Amélie demanda qu'un jour au moins lui fût accordé pour pleurer librement sa pauvre mère. Mais les grandeurs ont leurs exigences, auxquelles il n'est pas permis de se soustraire. Il fallut se remettre en route, et, le 22 septembre, la duchesse fit son entrée au Palais-Royal, l'esprit partagé entre mille sentiments, et l'âme pénétrée de reconnaissance envers Dieu.

II

Le Palais-Royal.

(1814-1830)

Marie-Amélie était précédée en France d'un tel renom de vertu, il y avait en elle tant de dignité native, que Louis XVIII l'accueillit avec une bienveillance marquée. En même temps, elle inspira une amitié sincère à Mme la duchesse d'Angoulême, fille de Louis XVI, qui lui était

non moins unie par la conformité des sentiments religieux que par les liens d'une double parenté.

Le 25 octobre suivant, elle eut un second fils, le duc de Nemours, qui fut tenu sur les fonts baptismaux par Louis XVIII et la duchesse d'Angoulême, dans la chapelle des Tuileries. Quand la princesse put sortir, son mari la promena chaque jour parmi les curiosités de la capitale, où la visite de nos musées et celle des ateliers d'artistes l'intéressèrent tout particulièrement. Invitée aux fêtes de la cour, elle y assistait par convenance, sinon par plaisir, et nul ne résistait au charme de son incomparable politesse, qui faisait dire plus tard à un grand personnage, ennemi de la branche cadette : « Comment le duc de Chartres n'aurait-il pas des manières polies, ayant pour mère la princesse la plus polie qui existe en Europe ? »

Tout à coup, le retour de l'île d'Elbe obligea le duc d'Orléans à pourvoir au salut de sa femme et de ses enfants; et comme il croyait que Louis XVIII s'opposerait à leur départ, il en fit secrètement les préparatifs.

Le 12 mars, à deux heures et demie du matin, un simple fiacre emmena la duchesse et ses enfants, avec le comte de Grave, chargé de les accompagner jusqu'en Angleterre. Dans la cour d'une maison amie se trouvait une berline bien attelée, qui les conduisit promptement à Calais. Mais la traversée du détroit, par un vent glacial, la maladie de la princesse Louise qui en fut la

suite, et l'ignorance où elle était du sort de son mari, jetèrent la duchesse dans les plus grandes perplexités. Débarquée à Douvres, elle y apprit la fuite du Roi et l'entrée de Napoléon à Paris. Ce fut seulement le 3 avril qu'elle eut le bonheur de revoir son mari, qui avait pu franchir la frontière belge, avec Mademoiselle (1) et la comtesse de Montjoye.

Grâce à l'estime générale dont le duc d'Orléans jouissait en Angleterre, la Reine, le régent et les représentants les plus en vue de la société britannique comblèrent tous les siens de prévenances et d'honneurs. Les exilés reçurent aussi la visite de la duchesse d'Angoulême et de la princesse Louise de Condé. Mais, pour échapper aux brouillards de Londres, Louis-Philippe transporta sa résidence à Twickenham, dans une charmante propriété, qui, agrandie et embellie depuis, reçut le nom d'Orleans-house. C'est là que Marie-Amélie devait passer deux ans, durant lesquels, selon ses propres paroles, elle eût été parfaitement heureuse, si elle eût pu oublier qu'elle était épouse et mère, et que cette maison n'était pas la sienne.

Les émotions pénibles ne lui furent pourtant pas épargnées. D'abord, les cris de triomphe des Anglais, après la bataille de Waterloo, lui faisaient mal; puis elle eut à gémir des calamités infligées à la France par l'invasion étrangère. D'autre part, les anciens émigrés reprochaient

(1) Titre donné à la princesse Adélaïde, sœur du duc d'Orléans.

au duc d'Orléans de n'avoir point accompagné Louis XVIII à Gand; peu s'en fallait même qu'on ne l'accusât de trahison. Ce fut donc avec tristesse qu'elle le vit partir pour Paris, où, après un mois de séjour, il revint à Orleans-house, résolu d'attendre des circonstances plus favorables pour ramener sa famille au Palais-Royal.

Tandis qu'il s'occupait avec sollicitude de l'éducation de ses enfants, ses amis le tenaient au courant des périls dont les violences de la Chambre menaçaient la royauté. Autant l'exécution du maréchal Ney lui sembla regrettable, autant l'évasion de Lavalette remplit Marie-Amélie de joie et d'admiration pour l'héroïne qui s'était si courageusement substituée à son époux.

Quand il eut, avec sa femme, visité Oxford, Bristol, Portsmouth, les ruines du château de Kenilworth, la maison natale de Shakespeare et le champ de bataille d'Evesham, le duc d'Orléans se rendit à Paris, où, les importants travaux qu'il avait ordonnés au Palais-Royal étant achevés, il put y recevoir sa famille, le 15 avril 1817.

Suivant Marie-Amélie elle-même, les treize années qui s'écoulèrent de 1817 à 1830 furent les plus sereines de sa vie. En effet, durant ce laps de temps, elle joignit aux douceurs de la vie privée, dans une fortune princière, la satisfaction de se voir entourée d'une belle et nombreuse famille, dont l'avenir ne pouvait l'inquiéter. Jamais depuis elle ne retrouva au même degré la paix intérieure de l'âme. Il lui arriva plus d'une fois

d'avoir à supporter de mesquines tracasseries de cour; mais ces ennuis inévitables n'eurent aucun retentissement dans son foyer domestique.

Louis XVIII fut, pour la duchesse et son mari, l'auteur de mille petites humiliations, toujours désapprouvées, il est vrai, par Monsieur et par la duchesse d'Angoulême. Ce fut néanmoins contre le gré du Roi que le duc de Chartres, à l'âge de neuf ans, suivit les cours du collège Henri IV. Sur ce point, ses parents furent inébranlables, et les clameurs de la presse ultra-royaliste, comme les calomnies de quelques salons, ne leur firent rien changer au plan d'éducation qu'ils avaient adopté.

Soit au Palais-Royal, soit à Neuilly, le duc d'Orléans recevait beaucoup. C'étaient des membres de l'aristocratie, des pairs et des députés, des diplomates et des étrangers de distinction. C'étaient le prince de Talleyrand, le duc de Liancourt, le comte Thibaut et le baron Raoul de Montmorency, M. de Sémonville, Camille Jordan, Dupin, Thiers, le comte Pozzo di Borgo, etc.

La position de Marie-Amélie était délicate. Les circonstances lui commandaient une discrète réserve qui devint l'habitude de toute sa vie. Au risque de laisser croire qu'elle n'avait pas de conversation, elle se fit une loi de maîtriser sa parole, pour ne rien dire qui fût en opposition avec la conduite de son mari, et pour ne froisser au-

cune opinion. Elle conservait la même prudence circonspecte dans ses rapports avec Louis XVIII, avec Monsieur, et surtout avec la duchesse d'Angoulême, son amie. Lorsque la duchesse de Berry lui faisait sentir la supériorité que son mariage lui donnait sur elle, Marie-Amélie, avec un tact méritoire, savait respecter en sa nièce le rang qui lui appartenait, tout en maintenant les droits de sa dignité personnelle. Bref, à la fin de 1817, elle put se rendre ce témoignage, « qu'elle avait cherché à se conduire avec tous comme il convenait. »

Mère admirable autant que femme consciencieuse, Marie-Amélie écrivait dans son journal, après la mort de sa fille Françoise (1) : « C'est le premier de mes enfants que je perds. Mon unique consolation est qu'elle est un ange au ciel, à l'abri des vicissitudes de ce monde. Si je pouvais lui rendre la vie, je ne le ferais pas; ce serait égoïsme de ma part, puisque je la tiens pour assurée du beau sort que je souhaite à tous les objets de mes plus tendres affections. » La naissance du prince de Joinville vint calmer un peu ses regrets (2).

Le 13 février 1820, la duchesse avait conduit sa petite famille à l'Opéra, pour lui montrer le ballet du carnaval de Venise. Quelle ne fut donc pas sa douloureuse stupéfaction, quand on lui annonça que le duc de Berry, dont une heure auparavant elle avait reçu la visite dans sa loge, ve-

(1) Née en Angleterre, et morte de consomption en 1818.
(2) 14 août 1818.

nait d'être frappé par un assassin! Aussitôt la charitable princesse courut près de sa nièce, pour lui offrir ses affectueuses consolations, et elle ne la quitta que lorsqu'elle la vit moins livrée à son désespoir. Chaque année, Marie-Amélie communiait en cet anniversaire, à l'intention de l'infortuné prince.

La naissance du duc de Bordeaux (29 septembre 1820) ne pouvait exciter le même enthousiasme au Palais-Royal qu'aux Tuileries, mais elle n'y causa pas l'amère déception que parfois on a insinuée. Dans son journal, la duchesse exprime sans arrière-pensée son contentement de voir sa nièce reprendre ses forces, et l'enfant prospérer. Son orgueil maternel n'ambitionnait pour son fils aîné le duc de Chartres que les lauriers universitaires, dont tous ses enfants, les uns après les autres, se plurent à décorer son cabinet de toilette.

En 1824, lorsque Louis XVIII eut rendu le dernier soupir, la foule des courtisans s'empressa d'entourer et de suivre le nouveau roi. « C'était comme un torrent, raconte Marie-Amélie, nous en avons été entraînés, et ce n'est qu'à la porte de la salle du Trône que mon mari s'est avisé que nous n'avions plus rien à y faire. Nous sommes rentrés chez nous, en faisant de grandes réflexions sur la faiblesse de notre pauvre humanité, et sur le néant des choses de ce monde. »

Le règne qui s'ouvrait faisait espérer au duc

d'Orléans et aux siens des relations de parenté beaucoup plus faciles et plus agréables. Pleine de confiance, la duchesse crut, elle aussi, à une réconciliation possible entre Charles X et son peuple. Ses illusions furent de courte durée. Si le duc d'Orléans se vit mieux traité à la cour, on refusa de l'écouter, toutes les fois qu'il essaya d'y faire entendre quelques sages conseils. On n'affecta plus de suspecter sa conduite, mais on continua de suspecter ses principes.

Marie-Amélie, qui portait alors le deuil de son père (1), en prit occasion pour se renfermer plus que jamais dans l'accomplissement de ses devoirs de famille. Le duc de Nemours venait d'entrer au collège. La princesse Louise, vivante image de sa mère, aussi raisonnable qu'intelligente, et la princesse Marie, dont la charmante espièglerie ne permettait pas de prévoir encore la fervente piété et le génie artistique, se préparaient à leur première communion, qu'elles firent ensemble dans l'église paroissiale de Neuilly. Puis on se rendit à Reims, pour assister aux fêtes du sacre; et, de retour à Neuilly, Marie-Amélie eut le vif plaisir d'y recevoir son second frère, le prince de Salerne, qu'elle n'avait pas vu depuis douze ans, lorsqu'il avait accompagné leur mère dans l'exil.

L'année suivante, elle alla présenter son mari et trois de ses enfants à sa sœur, la reine de Sar-

(1) Mort le 4 janvier 1825.

daigne, en passant par Lyon, Genève et Coppet, où elle accepta l'hospitalité de Mme de Staël et de la duchesse de Broglie. Marie-Christine vint à sa rencontre jusqu'à Aix; de là on gagna Chambéry, pour y passer dix jours dans la plus étroite intimité. En se quittant, les deux princesses se promirent bien de se revoir; mais leur vœu ne devait pas être exaucé.

En 1828, le duc de Chartres fut émancipé, et ses sœurs aînées quittèrent la table des enfants pour aller s'asseoir à celle de leurs parents. L'abbé Dupanloup prépara la princesse Clémentine à sa première communion. Peu après, Marie-Amélie perdit le duc de Penthièvre, qui, venu au monde avant terme, avait grandi sans que son intelligence reçût son complet développement; mais sa mère avait pour lui autant d'affection que pour ses autres enfants. « Dieu seul sait ce que j'ai souffert pendant l'agonie de cette âme innocente, dit-elle. Plus cet être chéri était malheureux, plus je l'aimais, et il m'aimait tant ! »

Pendant que Charles X visitait les départements de l'Est, la famille d'Orléans passait les vacances au château d'Eu. Là, Marie-Amélie conduisait elle-même ses enfants à la promenade et prenait part à leurs jeux, sans préjudice de ses travaux d'aiguille, de ses longues lectures, de sa multiple et fatigante correspondance. Puis elle se rendit à Grenoble, pour y voir son frère le roi de Naples, qui allait conduire sa fille en Espagne.

Quand ce monarque revint, en passant par Paris, elle lui offrit, le 31 mai 1830, un bal demeuré célèbre par le mot de M. de Salvandy : « C'est un vrai bal napolitain, on y danse sur un volcan. » Charles X y fut d'une gaieté toute juvénile. En vain le duc d'Orléans, alarmé des bruits de révolte qui circulaient déjà, et mieux au fait des idées et des aspirations modernes, avait adressé au Roi de respectueux avertissements : il s'était vu accueilli de façon à n'être plus tenté de les renouveler.

Nous n'avons point à juger ici les événements politiques de cette époque; nous n'en parlerons donc qu'autant qu'ils se rapportent à l'auguste princesse dont nous racontons l'histoire.

Le 26 juillet au matin, le duc d'Orléans, tenant à la main le *Moniteur*, entra chez sa femme. « Eh bien ! ma chère, lui dit-il, c'est fait : voilà le coup d'Etat. — Mon bonheur est fini », répondit-elle avec tristesse. La journée se passa sans incident, et le soir on se réunit en famille. Mais la duchesse, ayant été prévenue qu'on devait arrêter son mari si les troubles continuaient dans Paris, était en proie à une affreuse anxiété.

Durant trois jours, on entendit le bruit du canon se mêlant à celui du tocsin; et quand on apprit que l'effusion du sang avait cessé, on eut à redouter les conséquences de la victoire populaire.

La journée suivante réservait à Marie-Amélie des émotions plus poignantes encore.

On sait tout ce qu'il fallut d'efforts, en 1830, pour empêcher la proclamation de la république. Or, une seule royauté semblait devenue possible, celle du duc d'Orléans, qui apparaissait à beaucoup d'esprits modérés comme la fin de la révolution. Quant à Louis-Philippe, après avoir passé la nuit dans un pavillon de son parc, il avait gagné à cheval sa terre du Raincy, pour n'être point porté violemment sur le trône.

Cependant, tous les messagers qui se succé daient à Neuilly pressaient la duchesse de leur révéler la retraite de son époux. Et comme M. Dupin lui déclarait que, si le duc ne se rendait pas au vœu national, lui et les siens seraient abandonnés au mépris, elle lui parla du reproche d'ingratitude dont on le flétrirait, des vues d'odieuse ambition qu'on ne manquerait pas de lui prêter. « Ils l'appelleront usurpateur, s'écria-t-elle en pleurant, lui, le plus honnête des hommes. » Mademoiselle la décida à faire prévenir le duc de ce qui se passait; et, lorsqu'il revint, se disposant à partir pour Paris, elle lui dit adieu comme à une victime qui allait se dévouer au salut de la France.

De retour au Palais-Royal, et voulant donner à la population parisienne une preuve de confiance, Louis-Philippe appela près de lui sa famille, qui s'empressa de le rejoindre. Alors le sentiment du danger public préoccupait tellement les esprits que, de toutes parts, on pria le duc de s'emparer au plus tôt de la direction des affaires, pour ren-

dre impossible le triomphe de la démagogie.

Dans la nuit du 1er au 2 août arrivèrent les derniers messages de Rambouillet, qui émurent douloureusement le cœur généreux de Marie-Amélie. Si, d'un côté, elle était convaincue de la mission providentielle attribuée à son mari, de l'autre, petite-fille de Louis XIV et de la grande Marie-Thérèse, elle ne pouvait du jour au lendemain accepter le principe de la souveraineté nationale, au détriment du droit héréditaire des familles; et surtout, elle compatissait au sort réservé à des parents qu'elle aima toujours.

On allait, suivant son expression, lui mettre sur la tête une couronne d'épines. Toutefois, elle se prêta sans hésiter aux obligations que lui imposaient les circonstances. Accompagnée du préfet de la Seine, elle fit aux blessés de l'Hôtel-Dieu une visite qui rendit son nom populaire; mais elle connaissait si bien le jeu terrible des révolutions, que l'éclat du pouvoir suprême l'effrayait au lieu de l'éblouir. Elle ne se dissimulait pas non plus la difficulté qu'il y aurait à rétablir la monarchie, en présence des républicains et des partisans de la dynastie déchue, qui ne tarderaient pas à combattre simultanément le nouveau régime. De plus, attachée aux intérêts sacrés de la religion, elle sentait que le moindre prétexte suffirait pour ameuter la populace contre le clergé, qui avait uni sa cause à celle de Charles X; et ce clergé lui-même n'allait-il pas se montrer hostile à un gouvernement sorti d'une insurrection?

Toutes ces réflexions affligeaient la pieuse princesse. Mais plus que jamais elle dut se taire et composer son visage, pour qu'on ne la crût pas malheureuse d'être reine, et qu'on ne pût l'accuser de désavouer les actes politiques de son mari; plus que jamais aussi, son caractère conciliant et mesuré lui mérita l'estime de tous.

III

Les Tuileries.

(1830-1848)

Alors qu'au début de son règne, Louis-Philippe, qu'on avait surnommé le Roi-citoyen, eut à payer plus d'une fois les frais de sa popularité, l'attitude majestueuse de la Reine et sa bienveillance même tenaient les visiteurs à distance. Elle produisait cette impression jusque sur les personnes de son entourage. « Moi, disait un officier général, avec une rondeur toute militaire, près du Roi je n'éprouve pas du tout d'embarras; mais près de la Reine, c'est autre chose; quand il faut lui répondre, je ne sais que dire, et je suis devant elle comme un imbécile. » C'était pourtant un homme que Marie-Amélie appréciait beaucoup.

Au lendemain de la révolution de Juillet, un nombre considérable d'ouvriers manquèrent de travail et de pain. Dès ce jour commença pour la Reine un grand ministère de charité. Ce qu'elle donna, en 1830, est incalculable; et elle eut beau

dissimuler ses bonnes œuvres comme d'autres cachent leurs mauvaises actions, Paris et la France furent unanimes à nommer tout bas la dispensatrice de tant de bienfaits.

Les députations qui se succédaient en ce temps-là au Palais-Royal offraient des vœux à la Reine en faveur de sa jeune famille, qu'on ne se lassait pas d'admirer. Presque chaque jour, néanmoins, on avait à disperser des émeutes partielles qui causaient à Marie-Amélie de vives alarmes, en lui montrant quels dangers la royauté faisait courir à son époux.

Désormais, absorbée par d'autres préoccupations plus importantes, elle tient son journal avec moins d'exactitude, en attendant qu'elle l'abandonne tout à fait. Citons encore les lignes suivantes, écrites le 1er janvier 1831 :

« L'an passé, à pareil jour, la foule accourait aux Tuileries, et cette année elle remplit le Palais-Royal. Dieu sait où elle se dirigera l'année prochaine ! Combien j'étais plus heureuse, lorsque j'allais offrir mes hommages, qu'aujourd'hui où j'en reçois ! Mais la Providence en a ainsi décidé, et il faut correspondre à ses divins décrets, il faut remplir les devoirs de l'état dans lequel elle m'a placée. »

« Le poids de ces devoirs va s'aggraver chaque jour pour la vertueuse princesse, et chaque jour la verra plus fidèle à les remplir. Il n'y a plus pour elle de méprise sur le but réel de la vie ; elle ne croit plus, elle n'aspire plus au bonheur ;

elle croit à la continuité de l'épreuve et du sacrifice, elle aspire uniquement aux jouissances sévères d'une conscience tranquille et satisfaite (1). »

Aussi, qu'on se représente la désolation qu'elle éprouva, en apprenant et le pillage de l'archevêché, et les horribles profanations dont l'église St-Germain-l'Auxerrois avait été le théâtre. Son humiliation fut extrême, lorsqu'elle s'aperçut qu'on avait brisé partout les fleurs de lys soudées aux bras de la croix. « En sortant sur la terrasse, écrit-elle, j'eus la douleur de voir abattre les fleurs de lys qui décoraient les balcons, Peut-être un premier mouvement d'orgueil m'a-t-il rendue trop sensible à cette destruction du blason de ma famille. Mais il m'était pénible de voir qu'on cédât ainsi à toutes les volontés populaires ; et quand la croix était abattue, tout autre sentiment aurait dû se taire. »

Le Roi trouva enfin chez M. Casimir Périer des idées analogues aux siennes, avec la vigueur nécessaire pour les faire triompher. Et Marie-Amélie, qui connaissait la sainte existence de Mme Périer, put espérer qu'avec le nouveau Président du Conseil, la religion serait défendue et protégée.

Elle eut alors la joie d'assister à la première communion du prince de Joinville, qui, un mois après, s'embarquait à Toulon en qualité d'élève

(1) Auguste Trognon.

de la marine. Puis les ducs d'Orléans (1) et de Nemours marchèrent au secours du roi des Belges, attaqué par les Hollandais. Les craintes que ces départs successifs provoquèrent dans l'esprit de la Reine devaient se renouveler bien souvent pour elle, pendant les dix-sept années qui suivirent.

Au mois d'avril 1831, Louis-Philippe consulta sa femme et sa sœur au sujet du séjour en France de la reine Hortense et de son fils le prince Louis-Napoléon. Marie-Amélie, qui avait blâmé le rétablissement de la statue de Napoléon Ier sur la colonne Vendôme, fut d'avis, cette fois, de respecter l'asile de la princesse, et de lui offrir tous les soulagements que pouvait réclamer son infortune. Elle la reçut même secrètement au Palais-Royal, et lui prodigua toutes les marques d'une réelle sympathie.

Quelque temps après, le Roi alla habiter le palais de Saint-Cloud. Marie-Amélie s'y installa dans l'ancien appartement de la Dauphine. « Il n'y a ici, écrit-elle, aucun endroit qui ne me rappelle le souvenir d'une chère personne que je plains et que je vénère. » Dans cette résidence, aussi agréable que paisible, la Reine fut heureuse de goûter quelques semaines de repos, loin des luttes qui désolaient la capitale.

Le 17 septembre, quand l'émeute vint rugir au Palais-Royal, le regard de la Reine ne quitta pas

(1) A l'avènement du roi Louis-Philippe, son fils aîné le duc de Chartres prit le titre de *Duc d'Orléans*.

son mari. Pour éviter le retour de semblables faits, celui-ci résolut d'aller habiter les Tuileries; mais auparavant, il eut soin de faire creuser devant les fenêtres du palais qui s'ouvraient sur le jardin, un fossé planté de lilas et fermé par une balustrade en fer. « Je ne veux pas, dit-il, que ma femme soit exposée à entendre toutes les horreurs que Marie-Antoinette a entendues là pendant trois ans. »

Aux Tuileries, le cabinet de la Reine étant plus rapproché qu'au Palais-Royal de celui du Roi, ce dernier prit l'habitude d'y venir très souvent dans le cours de la journée. Et toujours la princesse, empressée à lui plaire, quittait aussitôt ses occupations, ses lectures, ses écritures qu'elle aimait tant, et même ses pratiques de piété non obligatoires, pour écouter le Roi et participer aux soucis des affaires publiques. Nous savons que chez elle tout était réglé ; mais Louis-Philippe ne pouvant avoir d'heure fixe pour rien, elle subordonna son exactitude à l'inexactitude de son mari. Ils étaient si unis en toutes choses, que leurs deux existences semblaient n'en former qu'une.

A l'heure du goûter, la famille royale se réunissait chez Marie-Amélie. L'un apportait un livre, l'autre un dessin ou un ouvrage, et l'on se laissait aller au plaisir d'une conversation intime. Les mariages , les expéditions militaires et la mort enlevèrent quelques-uns des membres de cette réunion, appelée le *club*, mais les autres

continuèrent d'y prendre part jusqu'en 1848.

La discussion de la loi sur la liste civile et les injustes défiances qu'on témoignait à son mari, firent cruellement souffrir la Reine. Elle n'en donna pas moins, pendant le carnaval, plusieurs fêtes brillantes, où les succès de ses filles réjouirent doucement son cœur maternel.

En 1832 l'apparition du choléra causa aux Tuileries, comme partout, une vive frayeur. Bien loin toutefois de vouloir déserter le foyer de l'épidémie, la première pensée du Roi fut de visiter les malades dans les hôpitaux. Mais les ministres s'y opposèrent, et le duc d'Orléans s'y rendit à sa place. De son côté, prête à paraître devant Dieu, la Reine se dépouilla de tout pour procurer aux malades et à leurs familles les secours les plus abondants. Aidée de sa belle-sœur et de ses filles, elle travailla sans relâche, durant un mois entier, à des vêtements chauds destinés aux indigents.

Le 5 juin suivant, Louis-Philippe se trouvait à Saint-Cloud, lorsqu'il apprit qu'à l'occasion des funérailles du général Lamarque, des troubles sérieux avaient éclaté dans Paris. Il annonça donc à la Reine son retour immédiat. « — Je pars avec toi », lui répondit-elle. Et tous deux rentrèrent aux Tuileries, décidés à partager les mêmes périls. Mais le lendemain, quand Marie-Amélie vit le Roi partir à cheval, pour aller encourager les vaillants défenseurs de l'ordre public, tout en applaudissant à sa résolution, elle n'en éprouva pas moins un violent serrement de cœur,

qui dura jusqu'au moment où son mari revint auprès d'elle.

Chaque jour la royauté lui apportait de nouvelles appréhensions. A peine remise des derniers troubles, elle eut à s'inquiéter du sort de la duchesse de Berri, et des suites qu'aurait sa prise d'armes en Vendée. Le mariage de la princesse Louise avec Léopold Ier roi des Belges (1) lui apporta heureusement quelque distraction. Ecoutons-la raconter elle-même la scène touchante des adieux.

« Je suis allée dans ma chambre, où ma bien-aimée Louise s'est mise à genoux, et a voulu que je la bénisse. Je l'ai fait de tout mon cœur, implorant toutes les bénédictions du ciel sur cette fille angélique, qui, dans les vingt ans de sa vie, ne nous a pas donné un seul instant de peine. Nous sommes ensuite retournés au salon, nous avons à midi un quart accompagné les deux époux à leur voiture, et nous avons vu s'éloigner le trésor et l'ange de notre famille. Après quoi, je me suis enfermée avec le Roi dans son cabinet, et nous sommes restés à y pleurer ensemble... »

Le 19 novembre, jour de l'ouverture des Chambres, quelqu'un vint annoncer à la Reine qu'on avait tiré sur le Roi sans l'atteindre, au moment où son escorte débouchait du Pont-Royal sur le quai d'Orsay. Quelles alarmes soudaines pour sa tendresse conjugale ! Les criminelles tentatives

(1) 9 août 1832.

de Fieschi, de Darmès et autres scélérats ne feront que les redoubler.

Quand le duc d'Orléans et le duc de Nemours allèrent s'exposer aux dangers du siège d'Anvers, Marie-Amélie se sépara d'eux avec angoisse, mais en se disant que ses fils se devaient avant tout à la France. L'expédition terminée, le Roi voulut porter lui-même aux troupes ses félicitations et ses récompenses. Dès que la Reine, qui l'avait accompagné à Lille, y retrouva sa fille et son gendre, et qu'elle y entendit les justes éloges décernés à ses fils par leurs compagnons d'armes, elle éprouva une satisfaction sans mélange, qui s'accrut encore lorsqu'elle s'aperçut que le visage du Roi, trop souvent assombri par des démonstrations hostiles, s'épanouissait devant le chaleureux accueil de l'armée.

Quelques jours de calme vont luire enfin pour la France. Si, comme nous l'avons dit, certains événements politiques viennent affliger Marie-Amélie, d'autres lui ménagent quelques éclairs d'un bonheur inattendu. Deux fois elle va voir sa fille à Bruxelles, puis elle s'associe à une promenade triomphale que Louis-Philippe fait en Normandie. Un peu plus tard, la famille royale réside à Fontainebleau. En automne, le roi et la reine des Belges passent plusieurs semaines aux Tuileries.

Mais ce n'est là qu'une halte momentanée dans cette série d'épreuves que leur réserve l'avenir.

Arrivée à Bruxelles le 17 février 1834, la Reine

en fût repartie aussitôt, à la nouvelle de l'insurrection lyonnaise, si son gendre ne lui eût fait craindre le fâcheux effet que pourrait produire son retour précipité. A Paris, elle n'entendit plus parler que de complots, de sociétés secrètes, de révoltes et de crises ministérielles ; aussi, pour faire oublier à son mari l'insubordination des autres, elle identifia sa destinée à la sienne avec une abnégation plus absolue encore que par le passé.

Dans un sentiment de prévoyance bien légitime, tous deux désiraient voir le duc d'Orléans époux et père. Le choix de Marie-Amélie s'était déjà porté sur une archiduchesse d'Autriche, et cette union semblait devoir combler ses vœux, lorsque l'attentat d'Alibaud, auquel succédèrent des menaces d'assassinat contre toute la famille royale, rompit les négociations entamées.

Les jours où la Reine accompagnait le Roi, c'est-à-dire était sûre de partager son sort, elle se montrait insoucieuse du danger; mais elle tremblait chaque fois que les circonstances obligeaient son mari à se séparer d'elle. Le 28 décembre 1836, Louis-Philippe, qui se rendait à la Chambre où la Reine l'avait précédé, lui envoya le général Dumas pour la prévenir qu'il venait d'échapper à l'attentat de Meunier. « Votre Majesté va voir entrer le Roi et les princes, dit le général. Qu'elle ne s'effraye pas si elle aperçoit quelques traces de sang sur le visage de M. le duc de Nemours; ce n'est autre chose qu'une écorchure produite

par l'éclat de la glace de la voiture que la balle a brisée. » A ces mots, les traits de Marie-Amélie s'altèrent soudain.—« Ah ! Monsieur Dumas, s'écrie-t-elle indignée, en saisissant les mains du général, et les Arabes eux-mêmes l'avaient épargné ! » Le duc de Nemours revenait alors de la première expédition de Constantine.

Peu de temps après, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III s'interposa gracieusement pour faire épouser au duc d'Orléans la princesse Hélène de Mecklembourg. Sans doute, la Reine eût préféré une princesse catholique ; mais lorsque la jeune fiancée arriva à Fontainebleau, elle la reçut et l'aima tout de suite comme sa fille. Ce mariage, qui fut suivi de l'inauguration des galeries de Versailles, fit rentrer un peu de bonheur dans l'âme de la Reine. Il lui sembla qu'une ère de paix et de prospérité allait s'ouvrir pour la France.

Le 17 octobre de la même année, fut célébré, à Trianon, le mariage de la princesse Marie avec le duc Alexandre de Würtemberg. C'est à la Reine surtout que la princesse allait manquer. Pour ne pas renouveler les scènes déchirantes qui avaient attristé le départ de la princesse Louise, toutes deux, d'un accord tacite, ne donnèrent cours à leurs larmes qu'après leur séparation.

La Reine vit dans l'avènement de M. Molé aux affaires, une salutaire réaction contre tous les excès qui avaient précédé. Ce fut lui qui rouvrit aux fidèles l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

Mais la famille royale continua de suivre les offices de Saint-Roch, dont le digne curé, M. Olivier, possédait toute sa confiance. Ses retraites, qu'il prêchait lui-même, étaient fort suivies ; et Marie-Amélie qui avait coutume, en rentrant chez elle, d'analyser les sermons qui l'avaient le plus touchée, fut bien aise plus tard de retrouver cet édifiant travail, quand la parole de Dieu lui manqua dans l'exil.

Plusieurs de ses amies lui reprochant de ne pas se faire assez honneur, aux yeux du public, de ses abondantes aumônes, elle répondit qu'elle ne connaissait pas deux manières d'être humble et charitable. En effet, tous ceux qu'elle soulageait pouvaient compter sur son inviolable discrétion. Ainsi, jamais on n'eût su qu'Alexandre Andryanne, compagnon de Silvio Pellico, et le commandant Poerio, proscrit napolitain, lui devaient, l'un sa mise en liberté, l'autre son grade dans la légion étrangère, s'ils n'avaient pris plaisir à publier le nom de leur bienfaitrice.

Avec la famille nombreuse qu'on lui connaît, il semble que Marie-Amélie ne pût vivre sans de perpétuels motifs d'inquiétude. A peine venait-on de fêter la naissance de son petit-fils le comte de Paris, que la princesse Marie tomba gravement malade. On s'empressa de l'envoyer en Italie, où son mal ne fit qu'empirer; et le 2 janvier elle mourut à Pise, en embrassant son crucifix.

Cette perte, quoique attendue, brisa le cœur de la Reine. Dans sa fervente piété, elle répétait

souvent : « Que je serais heureuse de mourir comme elle ! » Aussi la reine des Belges avait-elle raison de dire, en parlant de sa mère : « Ma mère ? Elle n'est plus sur la terre, elle est dans le ciel. »

Après avoir obtenu la grâce de Barbès, Marie-Amélie se retira à Fontainebleau, où elle eut le regret d'apprendre la mort de Mgr Gallard, prélat vertueux, qui, depuis plus de quinze ans, était son confesseur et son prudent conseiller.

Le 10 février 1840, la Chambre rejeta le projet de loi relatif à la dotation du duc de Nemours. Ce défi à la couronne blessa profondément la Reine : il retombait précisément sur le prince le plus généreux, le plus attaché à ses devoirs. Nous invoquons ici le témoignage de tant de personnes charitables, qui jamais ne se sont adressées au duc de Nemours sans recevoir de lui, en faveur de leurs œuvres ou de leurs protégés, une cotisation toute royale. Digne fils de Henri IV dont il a les traits si populaires et la bravoure chevaleresque, c'est de la sorte qu'il répond à des calomnies et à des injustices qui ne sauraient atteindre l'élévation de ses sentiments.

Il n'en épousa pas moins, le 27 avril, la princesse Victoire de Saxe-Cobourg. Vers la même époque, la Reine vit partir pour l'Afrique le duc d'Orléans et le duc d'Aumale, tandis que le prince de Joinville allait chercher à Sainte-Hélène les cendres de Napoléon. Elle aurait bien voulu pouvoir se rendre à Bruxelles, pour la naissance de la

princesse Charlotte; mais, depuis que la vie du Roi était si souvent menacée, elle considérait comme son devoir de ne plus s'éloigner de lui.

L'année 1842 lui réservait un coup plus terrible que tous les autres.

Le duc d'Orléans, qui s'occupait beaucoup des prochaines élections, n'avait jamais été plus confiant, plus expansif, lorsque, le 13 juillet, il fut victime de l'épouvantable accident que l'on sait. A la première nouvelle de cette catastrophe, la Reine courut vers l'endroit où gisait son fils. Louis-Philippe la rejoignit bientôt, et ils arrivèrent ensemble auprès du malheureux prince, pour l'embrasser une dernière fois et lui fermer les yeux. « De grâce, criait la Reine, qu'on aille chercher un prêtre! » Le curé de Neuilly vint en toute hâte administrer le moribond. Marie-Amélie était comme hors d'elle-même. Le Roi l'emmena dans une chambre voisine, où tous deux purent gémir plus librement sur cette irréparable perte; puis ils accompagnèrent à pied le corps inanimé de ce charmant jeune homme, qui, peu d'heures auparavant, suivait gaiement cette même route pour prendre congé de ses parents, plongés désormais dans une inconsolable douleur.

Durant plusieurs jours, la Reine passa la plus grande partie de son temps à genoux près de cette chère victime, dont le visage était à découvert; puis, avec le Roi, elle alla déposer, dans le silence de la nuit, un dernier baiser sur le front de son fils, avant que le cercueil se fermât sur

lui. Mais, quand il lui fallut se séparer de ce cercueil, il y eut une scène affreuse, à laquelle le Roi seul parvint à l'arracher. Cinq jours après, elle alla vénérer à Dreux la pierre sépulcrale qui recouvrait les restes de ce prince tant regretté.

« Chartres, mon fils bien-aimé, écrivit-elle peu après, celui dont la naissance avait fait mon bonheur, dont l'enfance et l'adolescence avaient fait toute mon occupation, dont la jeunesse était ma gloire et ma consolation, et qui, j'espérais, serait l'appui de mes vieux jours, n'existe plus ! Il nous a été enlevé au milieu du plus complet bonheur et de la plus heureuse perspective pour l'avenir, lorsque chaque jour il gagnait en vertus, en raison, en sagesse, suivant les traces de son noble et excellent père. C'était pour moi plus qu'un fils, c'était mon meilleur ami. Et Dieu me l'a ôté ! Que sa sainte volonté soit faite !... J'aimais trop mon pauvre enfant... »

La fin tragique du duc d'Orléans eut dans la vie de sa mère un retentissement immense. Il lui manquait, cette fois, la consolation qui avait adouci pour elle la mort de la princesse Marie; elle se demandait avec angoisse dans quelles dispositions son fils avait paru devant le souverain Juge. Pleine d'espoir néanmoins dans la miséricorde divine, elle fit beaucoup prier pour cette âme chérie, et, à son intention, elle reprit comme un nouvel élan vers la perfection chrétienne, multiplia ses aumônes, ses bonnes œuvres et ses

mortifications particulières. Elle trouva dans Mme de Montjoye une amie dévouée à qui elle put communiquer sans crainte ses pensées les plus secrètes, qu'elle se fût reproché de confier à son mari et à ses enfants, pour ne pas leur causer un surcroît d'affliction.

Dans une lettre datée du 25 novembre, jour anniversaire de son mariage, elle disait : « J'ai bien remercié Dieu de la grâce qu'il m'a faite, il y a aujourd'hui trente-trois ans. Mais ces anniversaires, jadis pour moi si heureux, sont devenus des jours de douleur. Je sens davantage tout ce que j'ai perdu. »

Cependant, son propre malheur ne l'empêchait point de compatir à celui de la duchesse d'Orléans, que son veuvage et son titre de future régente revêtaient à ses yeux d'une sorte de caractère sacré. Elle ne se borna pas à lui prodiguer les marques de la tendresse la plus délicate, elle se plut à l'entourer de prévenances et de soins qui pénétraient de reconnaissance le cœur de la duchesse.

Pendant les quelques semaines de repos que la famille royale prit à Saint-Cloud, il fut décidé que le duc de Nemours resterait auprès de son père, pour l'assister dans les fonctions extérieures de la royauté, que le prince de Joinville se rendrait au Sénégal, et que le duc d'Aumale aurait en Algérie le commandement d'une province.

La Reine supporta l'absence de ses fils avec plus de résignation, en apprenant les faits d'armes

du duc d'Aumale et le mariage du prince de Joinville avec la princesse Françoise du Brésil, sa petite-nièce, qu'elle reçut bientôt avec l'empressement le plus affectueux. Un an auparavant, la princesse Clémentine avait épousé le prince Auguste de Saxe-Cobourg. Que de fois, depuis, Marie-Amélie se félicita d'avoir procuré à sa fille un bonheur tranquille et sûr, plutôt qu'une alliance brillante qui l'eût associée aux épreuves de la royauté !

Le 3 septembre 1843, la reine Victoria vint rendre visite à la famille d'Orléans, au château d'Eu; elle fut touchée de la paternelle réception que lui firent ce roi septuagénaire et cette reine aussi imposante qu'elle était simple et bonne. Cinq ans plus tard, lorsque la reine d'Angleterre revit ses hôtes de Claremont, elle leur prouva que les souvenirs du château d'Eu n'étaient point effacés de sa mémoire.

Le 25 novembre 1844, le duc d'Aumale s'unit à la fille du prince de Salerne; et deux ans après, le duc de Montpensier épousait la sœur de la reine d'Espagne.

Marie-Amélie éprouva aussi un vif contentement, dans ces dernières années, à voir s'accroître le nombre de ses petits-enfants. On lui en présenta jusqu'à huit à la fois; et c'était pour elle un bonheur de s'en occuper, de les bercer, d'épier leurs regards et leurs sourires. Elle avait, selon son expression, l'amour du maillot. Dès qu'ils commençaient à marcher, elle les condui-

sait au Roi; et, le jour de sa fête, elle leur faisait prendre part au dîner de famille. Mais elle témoignait une bonté encore plus affectueuse, s'il était possible, aux deux fils du duc d'Orléans, comte de Paris et duc de Chartres, et au jeune Philippe de Würtemberg, envers lesquels elle remplissait tous les devoirs d'une véritable mère.

Dès 1847, malgré le persistant optimisme du Roi, Marie-Amélie pressentit, à de sinistres symptômes, l'orage qui allait fondre sur les siens. La France s'ennuyait, disait-on, il lui fallait à tout prix un gouvernement à détruire. Préoccupée du caractère séditieux des *banquets*, affligée des attaques de la bourgeoisie parisienne et de la défection de la garde nationale, la Reine eut encore, le 31 décembre, à consoler son mari de la mort de Mme Adélaïde, sa sœur, survenue au moment où la fermentation populaire menaçait le pays d'une crise imminente.

« Les choses vont mal, disait-elle à une personne amie. Je voulais vous envoyer à Bruxelles avec mes diamants et des papiers; mais le Roi n'a pas voulu. » Quand il consentit à se séparer de ses ministres, il était trop tard : la république était proclamée (24 février 1848).

Toutes les personnes qui se trouvèrent ce jour-là aux Tuileries conviennent que l'attitude de la Reine y fut admirable. C'est que sa grandeur d'âme était égale à la grandeur du péril. Préparée à tout, elle resta calme et sereine, lorsque, autour de Louis-Philippe, tout le monde avait

perdu la tête. « Il n'y avait que deux personnes qui eussent conservé du sang-froid et de la dignité, rapporte l'amiral Hernoux; c'étaient deux vieilles femmes : la Reine et Mme de Montjoye. »

« Abdiquez! » criait-on au Roi, en lui reprochant même la gravité avec laquelle il rédigeait l'acte suprême de sa déchéance. Et dès qu'il l'eut signé, un inconnu dit avec transport : « Enfin, nous l'avons! — Qui êtes-vous, Monsieur, lui demanda vivement la Reine. — Madame, je suis un magistrat de la province. — Eh bien, oui, vous l'avez, et vous vous en repentirez. » Marie-Thérèse n'aurait pas prononcé ces paroles avec un accent et plus énergique et plus convaincu.

On sait que Louis-Philippe fut obligé de fuir, de se cacher, de se travestir pendant huit jours. Voyant les Tuileries envahies, il descendit d'abord les degrés du pavillon de l'Horloge, en donnant le bras à la Reine, qui l'encourageait tendrement, tout en partageant ses humiliations et ses dangers. Ensemble ces deux vieillards sans ressources, insuffisamment couverts dans cette saison rigoureuse, traversèrent le jardin pour aller attendre leurs voitures au pied de l'Obélisque, en présence d'une populace qui ne leur ménageait pas l'outrage, avant d'aller piller leur demeure. La famille royale demeura là pendant quelques minutes qui lui parurent des siècles; puis elle prit place dans trois voitures envoyées par le duc de Nemours, et gagna Saint-Cloud, sous l'escorte des cuirassiers du colonel Rewbel et de la

garde nationale à cheval. Un second arrêt eut lieu à Trianon, pour donner au général Dumas le temps d'aller chercher à Versailles deux berlines, qui conduisirent rapidement les fugitifs jusqu'à Dreux.

La Reine passa la nuit du 24 dans une maison voisine de la chapelle funéraire; avant de partir pour un exil dont elle était sûre de ne point voir le terme, elle voulut rendre une dernière visite aux morts chéris qu'elle allait laisser derrière elle. « Pauvre Marie, murmura-t-elle, en face de la sépulture de sa fille; j'aurais tant aimé à élever son enfant! C'est encore un sacrifice qu'il faut faire. » Et, déposant un baiser sur la tombe de son fils : « Sa mort, dit-elle en soupirant, a été notre ruine. Je sentais bien, quand il nous a été enlevé, que c'était pour le malheur de la France, aussi bien que pour le nôtre. » Il fallut que le Roi vînt rompre le charme de cette contemplation douloureuse, dans laquelle se fussent écoulées de longues heures. Mais le voyage pressait.

M. Maréchal, sous-préfet de Dreux, en prit la direction jusqu'à Melleville, près d'Evreux, où les proscrits purent se reposer quelques heures chez un brave fermier nommé Renard. Celui-ci se chargea de conduire Louis-Philippe à Honfleur, dans un cabriolet attelé de ses chevaux, tandis que la Reine s'y rendrait en berline, accompagnée de Mlle Müser, sa femme de chambre, et du général de Rumigny. En se tenant à une certaine distance l'une de l'autre, les deux voitures échap-

pèrent à la malveillance qui les guettait; et le 26 février, à six heures du matin, elles arrivèrent devant la petite maison que M. de Perthuis, officier d'ordonnance du Roi, possédait à N.-D. de Grâce. Là, les deux époux eurent du moins, dans leur désastre, la joie de se trouver réunis.

Mais comment traverser la mer qu'on voyait s'étendre devant soi ? Plusieurs marins déclarèrent qu'il était difficile de s'embarquer à Honfleur sans risquer d'être reconnus, au lieu qu'on pouvait partir par Trouville, sur un bateau de pêcheur. Le Roi y consentit, malgré l'affreux état de la mer; mais il refusa constamment d'exposer ainsi la vie de sa femme.

Voici ce qu'il écrivit plus tard, au sujet de cette proposition de voyager séparément : « Mon excellente reine en fut bien vivement agitée. Cependant sa raison, toujours si supérieure, l'emporta sur ce que son cœur et son courage la portaient à braver. Elle comprit surtout que son départ avec moi ne pourrait qu'ajouter à mon péril, et que même il était nécessaire qu'elle restât sans moi à Grâce, pour que mon absence demeurât inaperçue, au moins jusqu'au moment où j'aurais été effectivement embarqué à Trouville. Elle se résigna donc à me laisser partir sans elle. Cependant, elle mit pour condition absolue de son consentement, que, si je venais à être arrêté, elle partirait à l'instant pour se joindre à moi, en quelque lieu que ce fût. Je le lui promis. »

Le général Dumas et Mlle Müser restèrent seuls

près de la Reine. Du lundi 28 février au jeudi 2 mars, ils ne reçurent aucune nouvelle du Roi; aussi Marie-Amélie a-t-elle répété souvent que ces trois journées furent les plus pénibles de sa vie. Toutefois, au milieu de ses anxiétés continuelles et des privations inévitables qu'elle eut à subir à son âge, dans une maisonnette exposée à tous les vents, elle ne proféra aucune plainte, ne donna aucun signe d'impatience, de sorte que ses deux compagnons purent admirer à loisir son invincible fermeté. Elle souffrait aussi de n'avoir rien à faire, rien à lire, sauf trois de ses livres de piété, qu'elle avait mis dans sa poche en quittant les Tuileries : elle n'en réfléchit que mieux à tout ce qui venait de se passer.

« Si je ne dois pas revoir mes enfants, disait-elle à Mlle Müser, apprenez-leur combien j'étais tourmentée pour eux, pour mon cher Nemours surtout... Peut-être au moins nous reverrons-nous au ciel. » Puis, songeant à ses autres fils : « Que feraient-ils ? Qu'allaient-ils devenir ?... Qu'était-il arrivé à la duchesse d'Orléans et à ses enfants, dans l'effroyable bagarre de la Chambre des députés ? » Et, après un assez long silence : « Jamais, reprit-elle, je n'ai plus vivement senti que maintenant la peine que m'ont faite les journées de Juillet 1830. Je viens de me retracer tout à l'heure ce que j'éprouvais dans ces jours-là, et je me suis demandé si vraiment je suis plus malheureuse à présent que je ne l'étais alors... Et pourtant,

quand je songe à l'avenir brisé de mes pauvres enfants, à l'exil qui les attend, et qu'ils ne connaissent pas comme je l'ai déjà connu !... » Elle s'abandonnait alors aux plus tristes réflexions, ou se remettait à genoux pour prier.

Le Roi ne put s'embarquer à Trouville, tant la mer était mauvaise. Il revint donc la nuit, et avec de grandes précautions, à N.-D. de Grâce, où, dans sa surprise, la Reine ne cessait de redire en pleurant : « Enfin, le voilà sain et sauf ! C'est tout pour moi. Dieu ne nous abandonnera pas. »

En effet, dans la même journée, un ancien lieutenant de vaisseau, M. Besson, ayant exposé au capitaine Paul, commandant du paquebot anglais l'Express, la situation cruelle du roi et de la reine des Français, celui-ci se fit donner au plus vite, par l'Amirauté, l'ordre de les recevoir à son bord.

Vers la chute du jour, on descendit la colline sous une pluie battante, pour rejoindre le bateau-poste qui traverse l'embouchure de la Seine. Le Roi, déguisé, ne devait parler qu'anglais; la Reine le suivait, au bras de M. Edmond de Perthuis, enseigne de vaisseau. En débarquant au Hâvre, ils furent accostés par le consul de la Grande-Bretagne, M. Featherstonhaugh, homme dévoué, résolu ; et, tout en causant, ils se dirigèrent vers l'Express, en passant près d'un gendarme, qui ne prit pas garde à eux. Arrivée à son tour dans les cabines intérieures du paquebot, la Reine embrassa avec effusion son mari, en remerciant la Providence de les avoir sauvés.

Il était temps pour eux de se trouver sous la protection du pavillon anglais, car une heure après leur départ de Grâce, le Procureur de la république était venu les y chercher ; et, à ce moment même, le capitaine du port, à qui le Roi reconnu avait été dénoncé, insistait bien inutilement auprès du capitaine Paul pour visiter l'intérieur de son navire.

La tempête qui régnait depuis plusieurs jours n'était point encore calmée. Marie-Amélie, brisée de fatigue, mouillée jusqu'aux os, et toujours malade en mer, n'en supporta pas moins, avec un courage surprenant, huit ou neuf heures de la plus rude traversée. Ses sentiments religieux la maintenaient à la hauteur des circonstances, et son âme généreuse continuait à dominer son corps, afin qu'elle pût remplir jusqu'au bout sa mission de dévouement.

Le 3 mars au matin, les exilés débarquèrent à Newhaven, où une foule énorme leur souhaita la bienvenue. Le lendemain, en se rendant au château de Claremont, que la reine Victoria mettait à leur disposition, ils eurent la joie de rencontrer le duc de Nemours et la princesse Clémentine. Le duc de Montpensier et la duchesse de Nemours les avaient devancés à Claremont.

Le jour suivant, qui fut un dimanche, la Reine eut la consolation d'aller, pour la première fois, prier dans cette petite chapelle de Weybridge, qu'elle était destinée à trop bien connaître.

IV

Claremont.

(1848-1866)

Marie-Amélie ne tarda pas à ressentir toutes les dures conséquences de l'exil. Le dénûment de la famille royale était complet. La Reine se trouvait sans linge et n'avait qu'une seule robe, celle qu'elle portait en quittant les Tuileries, et dont elle ne voulut jamais se dessaisir, en exprimant même la volonté qu'on l'en revêtit dans son cercueil. On le devine, ce n'était pas pour elle qu'elle souffrait de la pauvreté, c'était pour les siens.

Le bouleversement social de la France, et les calomnies, les injures qu'on ne se lassait pas d'accumuler sur la tête de son mari, l'affligeaient bien plus encore. Le duc de Nemours avait, il est vrai, manifesté son intention de partager l'exil de ses parents ; mais la princesse Clémentine et le duc de Montpensier n'allaient-ils pas les quitter, la première pour la Saxe, celui-ci pour l'Espagne ? Quant à ses autres enfants, elle ignorait ce qu'ils étaient devenus, lorsque, dans la nuit du 20 au 21 mars, arrivèrent le prince de Joinville et le duc d'Aumale. Ces jeunes princes tombèrent dans un désespoir sans bornes, en apprenant le décret qui les bannissait du territoire de la France, et les empêchait par là même de servir leur patrie.

Tout en acceptant sa nouvelle situation, il en coûtait à la Reine de ne pouvoir assister journellement à la messe, quand elle en avait plus besoin que jamais. Cette grâce lui fut enfin accordée par l'entremise de M. de Flahaut, et elle put écrire à M. Auguste Trognon : « Nous avons eu ce matin notre première messe. C'était bien arrangé. Tout le monde y était, depuis le respectable chef de la famille, jusqu'au dernier domestique, et même les enfants. Cela m'a attendrie et reportée aux réunions des premiers fidèles dans les Catacombes. Mais, hélas ! nous n'avions ni leur foi ni leur ferveur. »

Devenue le soutien de sa famille, depuis la révolution de Février qui lui porta un coup terrible, la reine des Belges arriva à Claremont le 1er octobre; et Marie-Amélie dit dans son journal: « Nous possédons enfin notre ange consolateur... Le premier moment a été poignant des deux côtés; mais la consolation a bientôt suivi. » On était tout à la joie de cette visite, lorsque la plupart des habitants de Claremont tombèrent malades ; et, pendant les travaux nécessités par les mauvaises conditions hygiéniques du château, le Roi conduisit sa famille à Richmond. Là tous se rétablirent promptement, excepté la Reine, qui, se croyant sur le point de mourir, dicta pour le duc de Montpensier, éloigné d'elle, des conseils empreints d'une haute sagesse. Mais les craintes qu'inspirait sa santé se dissipèrent, et, quoique bien pâle et tout amaigrie, elle voulut reprendre

sa place à table pour les fêtes de Noël, au milieu de ses enfants heureux de la revoir.

Il fallut commencer dans l'exil l'année 1849. Combien alors on regretta la France, et les amis absents! La Reine, d'ailleurs, était moins bien. Cependant rien ne lui fit oublier le chapitre des étrennes, et, malgré son indigence, elle trouva dans son ingénieuse bonté le moyen de donner à tous un petit souvenir.

Le Roi n'étant pas encore rentré en possession de ses biens, dut abréger son séjour à l'hôtel du Star and Garter; mais dès que Marie-Amélie fut revenue à Claremont, elle retomba malade. Les médecins l'envoyèrent passer l'été à Saint-Leonard's, sur la côte de Sussex. Ce qui rendit cette villégiature agréable à toute la famille, c'est que, durant trois mois, les visiteurs français affluèrent à Victoria hotel, où le couple royal vit se reformer autour de lui comme une espèce de cour. Il y reçut aussi la duchesse d'Orléans, qui, depuis le 24 février, habitait Weimar.

L'automne s'écoula à Claremont. Une fois rétablie, la Reine eut le chagrin de constater que la santé du Roi déclinait rapidement. Elle pleurait devant Dieu, son cœur saignait en pensant à ce lien de quarante ans, si fort et si doux, qui allait se rompre, et surtout, elle priait pour le salut de celui dont elle ne se résignait à se séparer en ce monde, que dans l'espoir de le retrouver au ciel.

Louis-Philippe lui avait promis de finir chrétiennement. La première communion du comte

de Paris, qui s'était faite à Londres, l'avait déjà profondément ému. Le jour où sa vénérable compagne, s'agenouillant près de son lit, le supplia de ne pas se laisser surprendre par la mort, il demanda les derniers sacrements. Dès qu'on l'eut administré : « Tu es bien contente, n'est-ce pas ? dit-il, en se tournant vers la Reine. Eh bien, moi, je le suis aussi. — Oui, je suis bien contente, lui répondit-elle ; et j'espère bientôt te rejoindre. » Et, tandis qu'elle prononçait ces paroles, un rayon de bonheur illuminait son visage.

Le lendemain matin, sans lutte, sans souffrance, le Roi mourut. Marie-Amélie lui ferma les yeux, et dit à ses fils réunis autour d'elle : « Sa dernière parole, le dernier vœu qu'il m'a exprimé est que vous restiez toujours unis. Promettez-moi que vous le serez. » Les princes s'y engagèrent, et, aux côtés de leur mère qui sanglotait, ils entendirent la messe célébrée pour l'âme du Roi.

Quelques heures plus tard, la Reine écrivait à une amie : « Pleurez et remerciez Dieu avec moi. J'ai perdu le meilleur des maris ; il s'est endormi ce matin à huit heures dans le sein de Dieu, après avoir rempli hier tous ses devoirs de religion avec une foi et une ferveur admirables... Vous savez quelle est notre douleur. Tous mes enfants sont parfaits. Priez et faites prier pour cette âme chérie. »

Les obsèques de Louis-Philippe eurent lieu le 2 septembre 1850 et bien des larmes y furent répandues. La Reine y assista, et, dominant sa fatigue,

son accablement, elle voulut recevoir tous les fidèles amis et serviteurs du Roi qui arrivaient de France et devaient repartir le soir.

Quarante-cinq jours seulement s'étaient écoulés depuis la mort de son mari, lorsqu'une nouvelle blessure fit saigner le cœur de cette femme vouée à tous les genres de sacrifices. Effrayée des nouvelles qu'elle recevait d'Ostende, où la reine Louise se mourait, elle se rendit avec tous ses enfants près de cette aimable princesse, aux qualités si éminentes, pour recueillir son dernier soupir. « Que la volonté de Dieu soit faite! disait-elle après ce fatal événement, qui fut un deuil national pour la Belgique : nous avons un ange de plus au ciel, mais je reste plus malheureuse que jamais sur cette triste terre. »

« La douleur de la Reine est immense, écrit l'un des princes : elle la maîtrise avec un calme qui est effrayant. J'avoue que son insensibilité apparente m'avait bien alarmé le premier jour : depuis il y a eu détente. Mais pensez à tout ce qu'elle souffre. Hier, par exemple, toute l'après-midi on entendait dans sa chambre clouer le cercueil. Elle supporte tout et songe à se conserver pour nous, qui venons de perdre celle qui seule pouvait la remplacer. »

Ce fut encore Marie-Amélie qui, malgré ses épreuves successives, donna à chacun l'exemple de rentrer dans le cours régulier d'une vie occupée. D'abord elle répondit à toutes les lettres de condoléance qu'elle avait reçues, puis elle organisa sa

maison sur le pied où elle resta jusqu'à sa mort.

Héritière de la fortune mobilière du Roi, qu'elle joint à la sienne, elle prend à la fois toutes les charges, et suffit à tout. Ses deux fils aînés, avec leur famille, continuent à vivre chez elle; le duc d'Aumale s'installe dans une propriété du voisinage. L'administration est confiée au duc de Nemours, qui en délègue le détail aux généraux Dumas et de Chabannes, anciens aides-de-camp de Louis-Philippe. Une seule personne, Mlle Müser, est chargée du service intérieur de la Reine, qui a toujours auprès d'elle une de ses anciennes dames, la duchesse de Marmier ou la comtesse Mollien, Mme de Finguerlin ou Mme de Lasteyrie.

Chaque matin, à sept heures ou sept heures et demie, la Reine se levait; à huit heures, elle assistait à la messe; puis elle retournait dans sa chambre, où ses fils venaient causer avec elle. Après sa toilette et ses lectures, elle se mettait à écrire jusqu'au déjeuner. Venait ensuite une promenade, soit à pied dans le parc, soit au dehors en voiture. Elle rentrait pour le moment des audiences et des visites, pour le travail des pétitions, des lectures, ou la reprise de la correspondance.

On ne saurait croire combien la Reine, exilée et appauvrie, recevait encore de demandes et secourait de malheureux. Elle décachetait toutes les suppliques, et les parcourait avec conscience.

Après le dîner, toute la famille restait au salon. L'aïeule surveillait les jeux de ses petits-enfants,

et souvent y prenait part. Lorsqu'ils s'étaient retirés, on entourait la table où Marie-Amélie travaillait à sa tapisserie, pour causer des faits du jour; ou bien on jouait au whist, on lisait à haute voix des discours remarquables et différents articles de journaux, etc.

A dix heures, rendue à elle-même, quand elle ne reprenait pas la plume, la Reine lisait quelques pages, avant de réciter sa prière du soir. Mlle Müser entrait chez elle à onze heures, et la laissait aussitôt endormie que couchée.

Telle fut l'existence de la Reine durant ses quinze dernières années. L'uniformité n'en fut variée que par un petit nombre d'événements.

L'anniversaire de la mort du Roi ayant coïncidé avec l'exposition universelle de Londres, Marie-Amélie reçut à Claremont un plus grand nombre encore de visiteurs que l'année précédente. Le coup d'Etat de Louis-Napoléon indigna les princes sans trop les surprendre; mais lorsque parurent les décrets du 22 janvier 1852, le cœur maternel de la Reine, toujours prompt à s'effrayer de l'avenir, se révolta avec une force toute nouvelle contre la spoliation dont les siens étaient victimes.

Elle aurait bien voulu retourner à Naples, pour réchauffer sa vieillesse sous le beau ciel de sa patrie : des considérations d'un ordre supérieur l'empêchèrent de se montrer à cette cour des Deux-Siciles, si prompte à reconnaître un Bonaparte. Elle se décida, de préférence, à visiter l'Écosse avec le prince de Joinville, à aller voir,

en Suisse, la duchesse d'Orléans, et en Espagne, le duc de Montpensier. L'hiver suivant, on la conduisit à Nervi, près de Gênes; mais comme elle y tomba malade, les médecins lui interdirent des déplacements qui étaient plutôt un péril qu'un bienfait pour sa santé. Une seule fois elle repassa la mer, afin d'assister au mariage de l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, avec sa petite-fille la princesse Charlotte, sur laquelle elle avait reporté toute la tendresse qu'elle éprouvait pour la reine Louise.

Condamnée à voir partir avant elle tant d'êtres chéris, Marie-Amélie pleura comme ses propres filles la duchesse de Nemours et la duchesse d'Orléans, dont la mort prématurée lui léguait plusieurs orphelins qui grandirent sous son aile. Depuis quelques années, elle s'était habituée au séjour de Claremont, qui n'était plus à ses yeux, comme elle le disait naguère, *qu'un tombeau*. Elle trouvait même à l'habiter un charme douloureux. De plus, il lui fut donné de voir sa chapelle complètement organisée pour tous les exercices d'un culte public. Souvent, dans l'après-midi, elle allait faire devant l'autel une adoration solitaire; et le soir, quand on la croyait dans sa chambre, elle se glissait furtivement à la chapelle pour y prier avant son sommeil.

Comme elle avait conservé la passion des voyages, elle fit encore diverses petites excursions en Angleterre même. On la vit à Saint-Leonard's, à Malvern, à Coniston, à Bornemouth; puis, en

1860, elle adopta Tunbridge-Wells, et y revint pendant cinq étés consécutifs. Dans tous ces pays, la Reine était aussi connue, aussi vénérée qu'elle l'était aux environs de Claremont.

Le moment arriva où ses petits-fils durent se disperser, pour faire à leur tour l'apprentissage de la vie. La Reine entendit leurs adieux avec d'autant plus de tristesse, qu'elle craignait de ne plus les revoir. Mais elle aimait mieux se priver de leur présence, que de les garder auprès d'elle, traînant dans le désœuvrement une existence inutile.

Revenu d'Amérique, le comte de Paris satisfit un des vœux les plus chers de son aïeule, en demandant la main de l'infante Isabelle, fille du duc de Montpensier. L'année précédente, son frère s'était uni à la princesse Françoise, fille du prince de Joinville; et, à la fin de 1864, le comte d'Eu et le prince Louis de Saxe-Cobourg se rendaient à Rio-de-Janeiro, pour y épouser les deux filles de l'empereur du Brésil.

Vers la même époque, Claremont fut témoin d'une scène de famille d'un autre genre. Avant de partir pour le Mexique, Maximilien conduisit sa jeune compagne en Angleterre, pour qu'elle y reçût la bénédiction de son aïeule. Celle-ci, qui désapprouvait cette aventure lointaine, répéta plusieurs fois : « Ils seront assassinés ! » Dieu lui épargna du moins la douleur de voir les faits confirmer ses lugubres pressentiments.

Ce que Marie-Amélie redoutait le plus, disait-elle, c'était de tomber en enfance. Mais, à quatre-

vingt-deux ans, elle était restée la même; la fidélité de sa mémoire surprenait tout le monde; jamais enfin les qualités de son âme n'apparurent ni plus éclatantes ni plus nombreuses. Elle était si humble, qu'elle attribuait à son âge avancé le respect qui s'attachait à sa personne. En aucune circonstance, on ne l'entendit prononcer un mot qui fût à son avantage; elle s'excusait volontiers, et confessait ingénument toutes ses petites faiblesses, n'aimant pas qu'on la crût meilleure qu'elle n'était. Un vieux serviteur, Meunier, que les jeunes princes appelaient en plaisantant le Mamelouk de la Reine, se croyant autorisé par ses bons services à faire prévaloir, dans une foule de petites choses, son opinion sur celle de sa maîtresse, celle-ci écoutait patiemment cet homme aussi dévoué que bourru, et lui cédait d'ordinaire, pour faire acte de renoncement à ses idées et à ses préférences. Avide de mortification, elle refusait à ses goûts, à son amour-propre, à son cœur, les satisfactions les plus légitimes. Dans ses repas, elle s'imposait quelques privations pour combattre la sensualité, de même qu'elle s'interdisait certaines lectures innocentes, parce qu'elle n'y eût trouvé que du plaisir. Que de fois, entendant traiter des questions qu'elle connaissait mieux que son interlocuteur, elle se taisait pour ne point obéir aux suggestions de la vanité, ou pour ménager les absents! Quand, le matin, pendant ses exercices de piété, le facteur lui apportait des lettres ardemment attendues, son

premier mouvement la poussait à les ouvrir sans retard; mais elle se contenait, et ne les lisait qu'une fois ses prières achevées. C'est ainsi qu'agissent les âmes vraiment chrétiennes : elles nous donnent de grands exemples jusque dans les plus petites choses.

Mais la charité sous toutes ses formes continuait à être la vertu dominante de Marie-Amélie. A la cour de Naples et aux Tuileries, elle avait eu le regret de ne pouvoir visiter elle-même les indigents. A Claremont, la pensée lui vint « de se faire des connaissances » parmi les vieillards, les infirmes de son voisinage. On était moins touché de ses aumônes que des gracieuses paroles dont elle les accompagnait.

Une mendiante très âgée, toute contrefaite, qui s'était vite accoutumée aux consolations de sa bienfaitrice, ne manquait pas de demander, lorsque celle-ci était malade ou absente : « How is my friend the Queen ? » Comment va mon amie la Reine ? — Touchant hommage d'une naïve reconnaissance.

L'illustre proscrite ne dédaignait pas non plus de soigner ses serviteurs malades, pour qui elle avait des attentions pleines de délicatesse. Elle montrait la même bonté à tous les compagnons de son exil. Leur bien-être était l'objet de sa constante préoccupation. Elle s'ingéniait à leur rendre la vie agréable, elle devinait leurs besoins, et prévenait leurs désirs avec le plus aimable empressement.

En 1865, elle eut la joie de tenir sur les fonts baptismaux les deux enfants premiers-nés du duc de Chartres et du comte de Paris, deux arrière-petites-filles, qui reçurent chacune le nom de Marie-Amélie. Mais vers la fin de l'été, des symptômes d'affaiblissement commencèrent à se manifester chez la vénérable octogénaire, ce qui occasionna quelques changements dans ses habitudes. Le docteur Gueneau de Mussy ne permettant plus qu'elle se levât d'aussi bonne heure, la messe fut dite dans sa chambre. Elle mangeait à peine, se promenait moins souvent et moins volontiers ; elle ne se sentait plus la force de tenir la plume, et son écriture accusait une main tremblante. Ne pouvant se livrer à ses occupations favorites, elle tomba bientôt dans cette morne tristesse de la nature vaincue, si fréquente chez les vieillards. Les soins dévoués de ses enfants, leurs affectueux entretiens devinrent alors sa seule distraction. La princesse Marguerite, qu'elle nommait son Antigone, lui rendait mille services, et l'aidait dans le classement de ses innombrables papiers ; assise près d'elle, la princesse Blanche l'amusait de ses jeux et de ses questions. Elle voyait venir néanmoins, et non sans effroi, l'heure de la grande séparation, et s'y préparait en redoublant de ferveur, en se recommandant à la miséricorde divine et aux prières de ses amis.

Le roi Léopold n'étant qu'usufruitier de Claremont, ce domaine fit retour à l'Etat après la

mort de ce prince (1). Marie-Amélie se trouva donc dans la pénible alternative de quitter une demeure où elle avait cru finir ses jours, ou d'y rester en vertu d'un vote du parlement anglais. Sur-le-champ son parti fut pris; elle abandonnerait cette résidence, consacrée à ses yeux par tant de souvenirs si poignants et si doux. Avec quel accent attendri elle disait : « Quitter cette chambre où j'ai perdu mon roi, où il n'y a pas un seul petit coin qui ne me soit cher! Je crois que je mourrai auparavant. » Elle ajoutait : « Ce Claremont que pendant un temps j'ai trouvé si ennuyeux, si triste, combien j'en étais venue à l'aimer! Quand j'en sortirai, ce sera pour moi un second exil. Je baiserai les dernières marches du perron. » Elle n'eut pas à le faire; un moyen terme, substituant la couronne à l'Etat, permit à la veuve de Louis-Philippe de conserver, par la généreuse intervention de la reine Victoria, ce que jusqu'alors elle avait tenu de son gendre. Mais le coup était porté; et dans les deux mois qui précédèrent cet arrangement définitif, la Reine eut à subir des agitations morales au-dessus de ses forces.

Le 19 mars 1866, elle s'approcha pour la dernière fois du sacrement de l'Eucharistie. « Je suis bien aise d'avoir communié aujourd'hui, dit-elle après la messe à Mlle Müser : j'ai grande confiance en saint Joseph; vous savez qu'il est le

(1) 10 décembre 1865.

patron de la bonne mort. » Le lendemain, pour la dernière fois aussi, elle se montra le soir au salon. Sa faiblesse était telle, que le docteur Gueneau de Mussy lui ordonna de garder le lit; mais le 23, elle se leva à onze heures, pour recevoir le général Dumas et Mme de Finguerlin, qui arrivaient de Paris; puis elle se fit porter dans une chambre voisine, qu'habitait depuis quelques jours le général de Chabannes, tombé malade subitement, mais suffisamment guéri pour pouvoir retourner en France. Elle lui tendit la main et ajouta : « Je viens dire adieu à mon ami avant son départ. » Dans l'après-midi, elle parut toute somnolente et extrêmement abattue. Vers cinq heures, elle consentit à se recoucher, et prit même quelque nourriture. Ensuite, elle réclama de la lumière et se mit à lire. Le duc de Nemours lui représentant qu'elle se fatiguait trop, lui fit quitter son livre. « Promets-moi, lui dit-elle, et que Müser me promette aussi que, si je m'endors, on me réveillera quand mes enfants viendront : je ne veux pas perdre leur visite. » Dans la soirée, le duc de Nemours lui amena ses deux filles; et, d'après la remarque de la princesse Marguerite, son aïeule, en la serrant dans ses bras plus étroitement que de coutume, lui avait dit : « Prie pour moi », avec un accent de tendresse extraordinaire.

Le lendemain matin, en ouvrant les volets de la chambre, Mlle Müser fut épouvantée du changement qui s'était produit en quelques heures

dans l'état de la Reine, et elle courut chercher le duc de Nemours. Celui-ci demanda à sa mère, qui venait de s'éveiller, comment elle avait passé la nuit : elle répondit qu'elle avait beaucoup souffert, et annonça l'intention de se rendormir. Elle avait encore les yeux ouverts, lorsque arriva le duc de Chartres ; elle le reconnut et lui adressa un signe de la main ; puis une heure se passa, durant laquelle l'expression de son visage eût fait croire qu'elle sommeillait tranquillement, si quelques mouvements convulsifs n'eussent annoncé la lutte suprême qui sépare l'âme du corps. L'abbé Guelle, appelé en toute hâte, commença les rites sacrés de l'Extrême-Onction. Il dut les interrompre pour réciter le De Profundis.

Impossible de décrire ce qui se passa alors dans cette chambre où une vingtaine de personnes, enfants, serviteurs, confondaient leurs larmes et leurs sanglots. Quelques heures plus tard, sur son modeste lit reposait l'auguste défunte, revêtue de la robe noire qu'elle portait le 24 février. Ses traits avaient pris une expression de beauté surnaturelle qui frappait tous les visiteurs. Le troisième jour on la mit au cercueil, la face découverte, afin que le prince de Joinville, qui accourait d'Italie, pût contempler une fois encore le visage de sa mère.

Quelle âme pouvait se présenter avec plus de confiance devant le tribunal de Dieu ? N'avait-elle pas, pour l'y accompagner, toutes les bénédictions de ceux qu'elle avait secourus et conso-

lés sur la terre ? Le Maître qu'elle avait si bien servi voulut sans doute épargner à sa conscience les angoisses de la dernière heure, et à sa tendresse maternelle les déchirants adieux de sa famille.

Le mardi 3 avril 1866, un nombre considérable de Français assistèrent aux funérailles de leur reine, plus vénérée certainement dans l'exil que sur le trône. Après la messe, célébrée avec pompe à Claremont, par le docteur Thomas Grant, évêque de Southwark, un imposant cortège se dirigea, au milieu d'une population silencieuse et recueillie, vers le caveau de la famille Taylor, à Weybridge, où les restes de Marie-Amélie furent déposés dans une tombe touchant à celle de Louis-Philippe, en attendant le jour où les deux cercueils iront prendre, dans la chapelle de Dreux, la place qui leur est réservée.

Ainsi s'éteignit doucement, dans sa quatre-vingt-quatrième année, celle que le pape Grégoire XVI nommait « une sainte femme », et que le prince de Talleyrand proclamait « la dernière grande dame qui existât en Europe. » Alliée à la plupart des maisons princières du monde, on peut dire qu'elle était moins noble par la naissance que par l'élévation de son caractère et l'éclat de ses vertus. Sa gloire à elle, sa couronne, c'étaient les nombreux enfants qu'elle avait élevés, et dont les qualités furent en grande partie son ouvrage. Nulle ne porta plus dignement les titres d'épouse et de mère. C'est là un témoignage

que les hommes de toutes les opinions ont rendu à sa mémoire, et que ratifiera la postérité. Véritable femme forte selon l'Evangile, elle remplit sa vie d'œuvres souverainement méritoires, qui en font un modèle, un enseignement pour tous. De son vivant, elle était le but vers lequel se dirigeaient les regards des siens : désormais le souvenir de ses exemples leur reste comme un précieux héritage, comme une protection assurée. C'était bien la mère et l'aïeule qu'il fallait à ces générations intelligentes et si distinguées, où, suivant la parole judicieuse d'un diplomate, « tous les hommes sont braves et toutes les femmes sont vertueuses. »

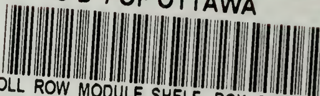
Alexis Sauër.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

Bar-le-Duc — Typ. Schorderet et Cie — 571


a39003 001443455b


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 01 08 18 02 6